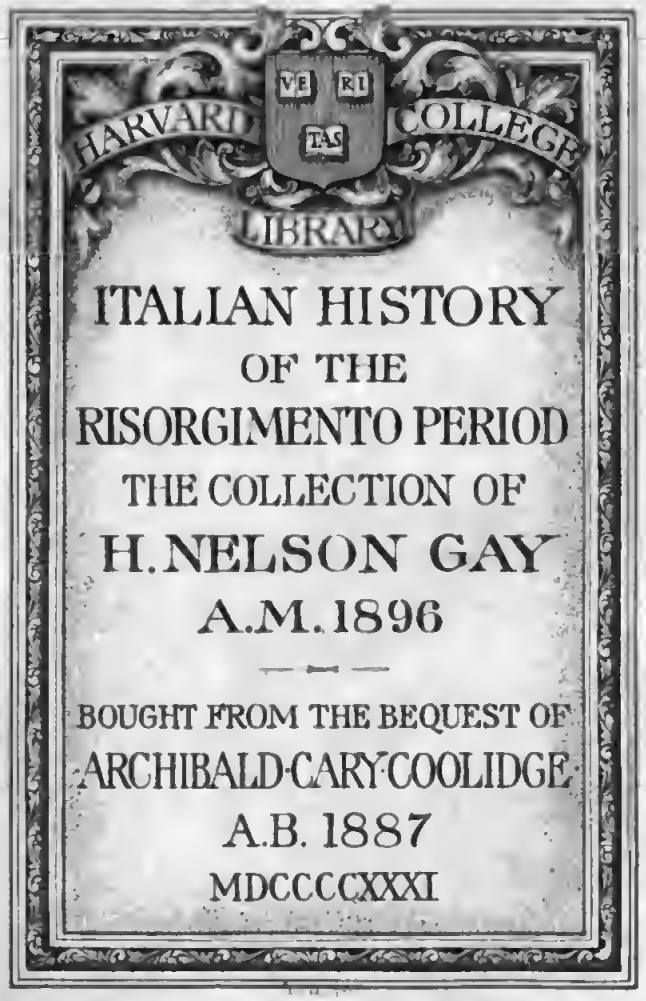
WIDENER
HN KMW8 -

al
O
0.25



ITALIAN HISTORY
OF THE
RISORGIMENTO PERIOD
THE COLLECTION OF
H. NELSON GAY
A.M. 1896

BOUGHT FROM THE BEQUEST OF
ARCHIBALD CARY COOLIDGE
A.B. 1887
MDCCCCXXXI

Digitized by Google

Italy General

L'ITALIE MODERNE

Digitized by Google

DU MÊME AUTEUR

L'ESPAGNE MODERNE

UN VOLUME GRAND IN-18

Paris. Imprimerie PILLET, rue des Grands-Augustins, 5.

L'ITALIE

MODERNE

RÉCITS DES GUERRES

ET DES

RÉVOLUTIONS ITALIENNES

PAR

CHARLES DE MAZADE

MICHEL LÉVY FRÈRES, LIBRAIRES-ÉDITEURS
RUE VIVIENNE, 2 BIS

1860

Tous droits réservés

Ital 500.860.25

HARVARD COLLEGE LIBRARY
H. NELSON GAY
RISORGIMENTO COLLECTION
COOLIDGE FUND
1931

INTRODUCTION

DE L'INDÉPENDANCE ITALIENNE

Il y a dans le monde deux manières de voir et de conduire les affaires humaines, deux politiques qui se retrouvent éternellement en présence. L'une de ces politiques s'élève rarement jusqu'à la contemplation des lois supérieures de l'histoire; il lui suffit de vivre au jour le jour, moins préoccupée de ce qui est juste que de ce qui réussit, inépuisable en procédés et en expédients de circonstance; elle ne prévoit ni ne dirige les événements, elle les suit et n'en saisit le plus souvent que les côtés accessoires. Le monde marche, la vie morale des peuples

Digitized by Google

se remplit de problèmes : cette politique survient et dit au monde de s'arrêter ; elle signifie aux problèmes qu'ils sont importuns ; elle les élude ou les ajourne quand elle ne parvient pas à les supprimer. Elle a la réputation d'être pratique parce qu'elle ruse sans cesse avec les choses, parce qu'elle passe le temps à ajuster des combinaisons qui dureront jusqu'à demain, peut-être autant que ceux qui les auront préparées. Quel merveilleux chapitre on pourrait écrire sur les chimères et les déceptions des esprits qui se croient positifs, de ces grands praticiens d'État qui ne voient dans le monde qu'une matière docile, soumise aux expérimentations d'une habileté cent fois trompée ! Et, en tête de ce chapitre, pour ne point trop sortir du temps présent et de mon sujet, on pourrait, ce me semble, inscrire ces mots : « Comment le prince de Metternich a été durant trente-cinq ans, sans le savoir et sans le vouloir, le plus puissant, le plus efficace auxiliaire des idées d'affranchissement national en Italie ! »

Il y a une autre politique qui a l'ambition de voir de plus loin et de plus haut, qui tient un peu plus de compte de la partie vivante et morale des événements, et pour qui tous les expédients ne sont pas des solutions. Elle ne méconnaît pas l'heureuse influence de l'habileté, de la dextérité diplomatique et de la prévoyance dans la marche des choses ; mais elle croit aussi à ce qui est juste. Elle ne refuse pas de lire dans les protocoles et dans les

traités; mais elle lit aussi dans l'âme des peuples, dans leurs désirs, dans leurs anxiétés et dans leurs aspirations, qui ne sont pas toutes des révoltes. En un mot, sans se jeter dans l'absolu et dans l'utopie, elle croit à des intérêts, à des droits, à des vœux légitimes, qui sont, eux aussi, des réalités souveraines, et dont les hommes d'État doivent s'inspirer sans cesse pour les régler, pour leur procurer de victorieuses satisfactions, au lieu de les enfermer dans un cercle de palliatifs et d'artifices qu'ils ne peuvent briser à la fin qu'en mettant le monde en péril.

De ces deux politiques, je ne dirai point quelle est celle qui a régné longtemps en Europe, et qui est peut-être loin d'être vaincue. Il ne faut pas trop médire des politiques dans l'embarras. Pour nous, écrivains, que les grands hommes d'État traitent souvent de chimériques, et qui le leur rendons bien, pour nous qui n'avons pas à calculer ou à couvrir nos évolutions, nous restons heureusement libres dans nos choix et dans nos idées, libres de ne point marchander l'appui de notre pensée à l'honneur d'un principe, libres notamment de placer l'indépendance de l'Italie au nombre de ces causes qu'une juste, qu'une sérieuse politique avoue et sanctionne. Une sympathie réfléchie pour l'indépendance italienne, on le reconnaîtra, je l'espère, est l'inspiration de ce livre, de ces chapitres divers d'une même histoire qui ont vu successivement le jour dans la *Revue des Deux-Mondes*, et

que je peux rassembler sans y changer rien d'essentiel. Cette pensée est écrite dans les pages que je consacrais, il y a quelques années déjà, au roi Charles-Albert, à la guerre de l'indépendance de 1848 et aux révolutions de ce temps, comme dans des pages qui ont précédé de bien peu les derniers événements. On la retrouvera dans toutes ces études et dans d'autres qui pourront suivre; elle n'avait pas attendu pour naître l'éclat des récentes commotions; un peu de temps, je l'espère, en fera pour nous tous un lieu commun sur lequel on ne discutera même plus.

Conduit en Italie, il y a maintenant plus d'un an, il ne m'était pas difficile de pressentir ce qui allait arriver. La lutte était partout, dans les esprits et dans les cœurs, — une lutte dont l'affranchissement d'une nationalité était le prix, — et les Italiens, j'ose le dire, étaient alors mieux informés que la France elle-même; c'était naturel, puisque pour les Italiens il s'agissait d'être, de vivre, de respirer. La question italienne, telle qu'elle apparaissait de nouveau devant l'Europe étonnée et un peu récalcitrante, n'était, assurait-on, que l'œuvre d'une politique agitatrice, d'une vaste sédition occulte savamment organisée. Il se peut que les Italiens aient préparé et hâté le dénoûment: c'était leur affaire. Au fond, ce n'est point l'artifice de quelques hommes qui peut créer ces ardentes et absolues incompatibilités de situations. On avait mis la lutte dans l'organisation de l'Italie, et la lutte en est

sortie ; c'était une fatalité promise à la politique contemporaine.

Or, quand de telles questions s'élèvent, je me demande comment des peuples qui ont dans les veines le même sang, dans l'esprit les mêmes souvenirs et les mêmes espérances, dans leur histoire des traditions si souvent confondues, je me demande, dis-je, comment ces peuples ne seraient pas tout entiers de leurs sympathies dans le camp d'une nation qui n'aspire, après tout et avant tout, qu'à s'émanciper d'une domination étrangère. Pour ce qui nous touche en France, quand nous n'aimerions pas l'indépendance italienne pour elle-même, pour ce qu'elle a de généreux, nous devrions y tenir comme libéraux ; quand nous ne désirerions pas l'émancipation de la Péninsule par instinct de libéralisme, nous devrions l'appeler de nos vœux comme conservateurs, et, à défaut même de ces deux raisons, nous devrions encore nous y attacher comme Français. Par cette chaîne d'intérêts si complexes, nous sommes invinciblement liés à la cause de l'affranchissement national de l'Italie.

Et cela est bien simple. N'est-il pas d'abord évident que tous les intérêts libéraux sont engagés dans les vicissitudes de cette cause italienne ? L'Italie ne fut-elle pas libérale par goût, par impulsion d'esprit, par instinct de civilisation, elle le serait par une fatalité de situation. Le libéralisme a été pour elle une arme de combat ; il reste son arme nécessaire de défense et comme le bouclier de

son indépendance. Supposez une Italie livrée aux dominations absolues, sans doute elle est encore séparée de l'Autriche par un irréconciliable sentiment de nationalité; mais entre cette Italie ainsi organisée et l'Autriche, il reste des analogies de politique, des solidarités d'intérêts, de systèmes, enlaçant les gouvernements : mille occasions de retour et d'influence pour l'ancienne protectrice, de dépendance et de faiblesse pour la Péninsule. L'indépendance peut être conquise par les armes en une campagne; elle ne peut vivre, se défendre, s'affermir, devenir une réalité forte et durable qu'en s'attestant sans cesse, par le libre déploiement de l'activité italienne, par le retentissement perpétuel du sentiment national, par la puissance de l'opinion réglée et organisée, mais toujours présente.

Vous avez vu ce que le Piémont a été pendant dix ans. La liberté a guéri la blessure de Novare; elle a fait de ce petit pays le trouble-fête de la domination impériale en Lombardie, l'antagoniste dangereux, quoique bien inégal, de la puissante maison de Habsbourg. Avec la liberté de moins à Turin, l'Autriche aurait pu vivre encore à Milan, au grand détriment de l'Italie, du repos de l'Europe et d'elle-même, je le veux, mais enfin elle aurait pu vivre, et elle pourrait revenir malgré Magenta et Solferino si la Péninsule ne faisait de la liberté sa sauvegarde. En un mot, l'absolutisme est la figure politique d'une Italie où l'Autriche peut à la rigueur avoir sa

place, le libéralisme est la figure de l'Italie indépendante.

N'est-ce point une inconséquence, a-t-on dit, d'aller porter aux autres ce que nous n'avons pas nous-mêmes? Je ne recherche pas s'il y a inconséquence ni d'où elle vient; ce que je sais, c'est que la liberté, une liberté vraie et réglée, est l'unique solution de la question italienne, le complément nécessaire de l'indépendance de la Péninsule, et que ce résultat, prévu ou imprévu, ne peut être sans influence sur les destinées du libéralisme européen. Je ne crois pas qu'il soit indifférent pour la France elle-même d'avoir à ses portes un pays libre de plus. Je ne demande pas mieux, pour ma part, que de subir l'état de siége de ces sortes de choses. C'est ainsi qu'à mes yeux l'émancipation nationale de l'Italie ne peut que servir le libéralisme; et, à vrai dire, tous les sentiments conservateurs ne sont pas moins intéressés à une solution victorieuse de cette redoutable question.

Oui vraiment, comme conservateurs au moins autant que comme libéraux, nous avons un étrange intérêt à désirer et même à seconder cet avénement d'une Italie indépendante et pacifiée. Et je n'entends pas par ce mot de conservateurs une nuance distincte d'opinion : je veux dire le parti de l'ordre, de la société, comme on disait il n'y a pas encore si longtemps, le parti de la sécurité et de la paix. Il faut bien en effet se résoudre à voir la vérité. L'Italie telle qu'elle existe depuis près d'un demi-siècle est

la partie saignante, la blessure envenimée de la société européenne. Toutes les fois que l'Europe se remue, elle sent la blessure se rouvrir et s'aggraver. Tant que la question italienne ne sera pas résolue elle sera une source d'incertitudes, d'agitations et de périls. Toute la puissance des répressions matérielles a passé sur l'Italie : elle l'a domptée un moment, elle ne l'a pas accoutumée à se résigner et à goûter en paix les joies de la dépendance. On la ferait encore passer sous le joug, il ne lui faudrait que le temps de reprendre haleine et de guérir un peu ses plaies. Tous les moyens ont été épuisés, ils n'ont eu d'autre effet que d'irriter les esprits, d'ulcérer les cœurs, d'enflammer les passions, de jeter des générations entières dans les sociétés secrètes et les conspirations. On n'a pas voulu des Italiens et des citoyens, on a eu des factieux et des révolutionnaires qui n'auraient été rien par eux-mêmes, qui ont tiré toute leur force d'un droit en souffrance, d'un sentiment légitime comprimé.

Aller au secours de ce droit, de ce sentiment, ce n'est pas prêter main-forte à la révolution ; c'est au contraire lui enlever son arme la plus redoutable, c'est tout simplement prétendre mettre l'existence régulière d'une nation pacifiée à la place d'un foyer incendiaire. Je n'ignore pas que bien des esprits qui se croient conservateurs et qui sont à mon sens peu clairvoyants, sont pleins de pitié pour cette politique, qui est à leurs yeux l'abomination de la désolation. On a même trouvé un joli mot

pour l'appliquer à tous les suspects de sympathies pour l'Italie : ce sont des *italianissimes*. Tout est dit après cela. On est *italianissime* dès qu'on commence à croire qu'un peuple a le droit de vivre. Du reste les nuances n'y font rien : Sa Majesté le roi Victor-Emmanuel est *italianissime* comme M. Mazzini ; M. de Cavour n'est que le plus habile des révolutionnaires, et tous ceux qui estiment que les patriotes italiens pourraient avoir raison sont tout au moins les dupes naïves des clubs ! Que l'Autriche soit de cet avis, je le comprends bien ; mais je me demande en quoi le parti vraiment conservateur en Europe est intéressé à laisser s'accréditer cette idée qu'il existe entre sa cause et la cause d'une domination étrangère au delà des Alpes une solidarité quelconque.

Il y avait, il y a moins d'une année, à Milan, des maîtres qui faisaient enseigner dans leurs écoles que le prince « a tout pouvoir sur les biens et sur les personnes de ses sujets ; » que les habitants des villes et des campagnes « doivent rester tranquilles dans leurs maisons, prendre garde à ce qu'ils font et s'abstenir de parler des événements ; » que « Dieu récompense l'obéissance des sujets par les bénédictions temporelles et par la vie éternelle ; » que la patrie « n'est pas seulement le pays dans lequel nous sommes nés, mais encore celui *auquel nous nous trouvons incorporés*. » Il y avait un duc de Modène qui faisait bâtonner ses sujets et qui livrait ses petits États aux coupes réglées des occupations et des répressions

étrangères. Il y avait à Florence un grand-duc qui, pour complaire à ses protecteurs, jetait hors de l'église *Santa-Croce* un petit monument élevé en mémoire des soldats toscans morts en combattant pour le pays, par l'ordre même du souverain. Est-ce là ce qui fait partie de l'ordre universel? En quoi les principes de conservation sociale et même les principes de légitimité monarchique sont-ils si intimement liés à l'existence de quelques souverainetés conduites par la conquête, emportées par un reflux du sentiment national? L'erreur des conservateurs qui se croient en devoir de tout soutenir est de ne point remarquer que tous les désordres ne sont pas l'œuvre des peuples, qu'il en est aussi qui viennent des dominations abusives, des combinaisons artificielles et violentes fondées sur la suppression d'un droit.

Un homme qu'on ne soupçonnera pas de faiblesse pour les révolutions, Donoso Cortès, disait un jour en plein parlement espagnol: « Les peuples portent le deuil d'une nation héroïque, d'une nation qui sauva Vienne de la barbarie musulmane, de la Pologne; quatre fois elle a souffert le martyre du démembrement, quatre fois le supplice de la conquête. Elle a expiré, et avec elle a été ensevelie dans le même sépulcre une chose plus importante encore, la loi internationale, la justice des nations... » Il ne faut pourtant pas se mettre toujours du côté des ensevelisseurs si l'on veut avoir de l'autorité auprès des peuples pour leur prêcher les lois morales et le

respect des pouvoirs. C'est à mes yeux le plus cher intérêt d'un parti profondément conservateur; c'est la condition première de son influence, de l'efficacité de son action dans le temps où nous vivons, de répudier hautement ces dangereuses solidarités avec toutes les dominations, d'enlever la défense des causes justes et généreuses aux révolutionnaires qui les compromettent en y puisant une force qu'ils tournent contre la société elle-même, de ne point laisser surtout s'accumuler dans un pays comme l'Italie cette masse d'instincts légitimes comprimés dont l'explosion est toujours une menace ou un péril.

Allez au-devant des justes revendications si vous voulez avoir le droit et la force d'arrêter au passage ce qui ne serait plus que le caprice factieux des sectes. Voilà comment la prévoyance conservatrice est intéressée à la bonne fortune de cette nationalité qui veut vivre, que les épreuves n'ont point lassée, et qui sera pour l'Europe un élément de trouble jusqu'à ce qu'elle ait pris enfin sa place et son rang parmi les puissances légitimes.

Et puis, en dehors même de ces considérations, il y a un intérêt français qui nous appelle, qui nous appellera toujours en Italie, tant que l'Italie ne sera pas ce qu'elle doit être, c'est-à-dire un pays rendu à lui-même, à la liberté de ses instincts, de ses mouvements et de ses alliances. On dirait quelquefois que ce goût, si naturel en France, pour l'émancipation nationale de l'Italie est un luxe d'esprit, une équipée de générosité idéale et de

sentiment artistique, une fantaisie d'imagination qu'on nous permet par pure condescendance, mais que la politique réprouve. Bien au contraire, c'est pour nous une sérieuse affaire de politique, c'est une question de sécurité, d'influence, de grandeur, d'expansion nécessaire.

Pour juger de l'intérêt qu'a la France à désirer, à favoriser l'affranchissement de la Péninsule, on n'a qu'à observer les difficultés, les impossibilités de sa politique dans une Italie organisée comme elle l'a été pendant un demi-siècle. Cette situation de dépendance étant donnée, nous sommes des étrangers importuns et combattus au delà des Alpes; on nous permet d'y paraître par mesure d'ordre, comme pour être les témoins impuissants du règne à peu près exclusif d'une autre influence. Nous avons, il est vrai, pour complices tous les instincts libéraux et nationaux des populations; mais les gouvernements, c'est-à-dire les forces organisées, nous sont contraires. Si, en 1840, lorsqu'une crise européenne semblait imminente, il n'y avait eu à Turin un de ces princes qu'on appelle aujourd'hui révolutionnaires, nous étions exposés, la guerre éclatant, à rencontrer l'Autriche à Suse, dans les places fortes du Piémont et à Gênes. C'est la conséquence d'une situation créée par les traités de 1815, dans des vues trop évidemment hostiles à la France.

Qu'on me comprenne bien : je ne fais pas peser la responsabilité de ces traités sur ceux qui ne pouvaient que les subir avec un patriotisme contristé et qui, en donnant

en même temps la liberté à la France, lui donnaient le seul moyen de briser pacifiquement ces barrières par lesquelles on prétendait la cerner de tous côtés; mais enfin ces traités existaient, et une des conséquences de cet ordre de choses créé à Vienne a été la prépondérance autrichienne s'exerçant au delà des Alpes au détriment de tous les droits, de tous les vœux des Italiens aussi bien que de notre influence.

L'Italie indépendante, ce n'est point l'Italie francaise, et ce ne serait nullement à désirer, car l'Italie trop française serait bientôt tournée contre nous; c'est l'Italie amie et alliée de la France, librement rapprochée de nous par instinct, par communauté de race et d'intérêts, par affinité de civilisation et, le dirai-je même, un peu par nécessité. Les Italiens sont de trop fins politiques pour ne point voir que pendant longtemps encore ils ont besoin de deux auxiliaires : j'ai nommé l'un de ces auxiliaires, le libéralisme des idées et des institutions; l'autre, c'est la France et son armée, puissante arrière-garde de cette nationalité reconquise. En un mot, l'indépendance italienne, c'est pour nous la liberté d'action, la sécurité, une certitude d'influence légitime fondée sur des intérêts communs librement débattus.

Ce n'est donc pas seulement par une effervescence d'imagination, par un élan de sympathie généreuse et irréfléchie que nous venons en aide à cette cause italienne. Les raisons politiques ne manquent pas pour éclairer et

guider cette sympathie instinctive; elles étaient en germe dans la situation faite à la Péninsule, les événements les ont dégagées avec une irrésistible logique. Après cela, je l'avoue, le Piémont joue un rôle essentiel et décisif dans cette résurrection nationale de l'Italie déjà plus qu'à demi accomplie par son initiative, par sa résolution et par son courage.

C'est par le Piémont, parce qu'il peut être pour nous, ami ou ennemi, que nous, en France, nous sentons le prix de l'indépendance italienne. C'est par le Piémont que les Italiens se sont sentis revivre et ont revu la possibilité d'une émancipation. Ce petit pays subalpin s'est fait l'habile et hardi négociateur du traité d'alliance entre les intérêts français et les intérêts italiens. Mieux eût valu, dit-on, qu'il se bornât au rôle d'un pacifique initiateur. Le Piémont, je pense bien, a fait ce qu'il a pu, et on doit au premier ministre qui a été pendant si longtemps l'intelligent et vigoureux promoteur de cette politique dans les conseils du roi de Sardaigne, on doit à M. le comte de Cavour tout au moins cette justice que pour marcher au but et pour réussir il ne s'est point caché. Il a si bien et si souvent dit son secret que personne n'y a cru. Ce qui a été fait était dans la politique du Piémont, dans ses traditions, dans son histoire, dans sa position, et ici qu'on me permette un souvenir. Il n'est pas indifférent quelquefois de voir les lieux où se passent les scènes de l'histoire.

Il y a à l'orient de Turin une chaîne de hauteurs modestement désignées sous le nom de collines et qui sont une des grâces pittoresques de cette ville, où se peint si bien le caractère grave et sobre du peuple piémontais lui-même. Lorsque du seuil du vieux palais Madame on longe la rue du Pô, qui se déroule entre deux rangs de portiques et qui s'évase en finissant pour former la vaste place Victor-Emmanuel, on voit se dresser brusquement, comme un rempart de verdure, ce massif montueux sans ramifications avec les Alpes, sorte d'excroissance gigantesque et spontanée du sol. C'est là que les familles riches ou aisées de Turin ont ces maisons de plaisance qu'elles appellent des *vignes* et où elles se réfugient dans la chaude saison.

Placez-vous au bord du fleuve, à l'entrée du pont : vous avez devant vous, en face, la *vigne* de la reine qui se dérobe dans un pli de terrain. A droite, sur un mamelon, s'élève un couvent de capucins d'où on domine de tout près la ville. A gauche, à l'extrémité de la chaîne et aussi loin que le regard puisse aller, ne voyez-vous pas la dernière, la plus haute colline, semblable à un promontoire s'avançant dans l'éther, et au sommet de cette colline, un dôme, une église, se détachant à l'horizon sur le bleu du ciel? C'est Superga, le Saint-Denis des rois sardes, comme Hautecombe, près de Chambéry, est le Saint-Denis des vieux ducs de Savoie.

Un jour de l'année 1706, pendant la guerre de la suc-

cession d'Espagne, les Français assiégeaient et pressaient Turin. Le duc Victor-Amédée battait la campagne, attendant, pour en venir aux mains, le prince Eugène, qui descendait d'Allemagne avec du secours. Le 7 septembre l'armée allemande et piémontaise était réunie à Moncalieri au nombre de trente-quatre mille hommes, prête à combattre. Victor-Amédée monta avec le prince Eugène sur la plus haute colline, celle de Superga, pour observer les positions de l'armée française; il contempla avec une émotion virile sa ville assiégée, et il fit vœu, si Dieu lui donnait la victoire, d'élever à cette place même une église. Le lendemain la bataille s'engageait et Turin était délivré. Victor-Amédée ne manqua point à son vœu, la basilique fut élevée; elle est devenue le Saint-Denis des souverains piémontais. Le premier roi qui soit allé reposer sur ces hauteurs, entre la terre et le ciel, est Victor-Amédée lui-même; le dernier est Charles-Albert. Pour tout dire, le gouvernement piémontais ne serait pas moins libéral quand il aurait un peu plus de soin de ce monument élevé par la pensée religieuse à la pensée nationale, et quand il aurait laissé vivre le chapitre institué par Victor-Amédée, au lieu de quelques chapelains demeurés là comme les dernières sentinelles du culte. Tous les ans encore pourtant, le 8 septembre, une fête religieuse célébrée sur ces sommets rappelle la délivrance de Turin. Superga est un lieu de pèlerinage.

Je me suis trouvé un jour d'automne gravissant, dans

le plus humble équipage, ces collines pittoresques, qui deviennent de ce côté de véritables montagnes à partir du village de la Madonna. Avec un peu d'ambition, si n'eût été ma monture qui n'avait pas la noblesse de Rossinante, il n'eut tenu qu'à moi de me prendre pour le bon don Quichotte, car j'avais pour guide un écuyer qui ressemblait, à s'y méprendre, à Sancho Pança ; il en avait tous les traits, la bonhomie, la jovialité, les libres allures. Il refaisait pour moi des histoires qu'il avait déjà cent fois racontées sans doute.

A mesure qu'on s'élève en quittant la Madonna et la route qui conduit, je crois, à Casale, il semble que tout change : l'air, qui est plus vif et plus pur, la lumière, qui est d'une sérénité plus transparente, l'aspect des lieux, la nature elle-même, qui devient sauvage et douce. C'est la région des solitudes, où n'arrive pas le bourdonnement de la ville voisine. Quelques maisons à peine, semées de loin en loin, rappellent que la vie humaine n'est point absente. Dans l'intervalle des massifs s'ouvrent par instants des vallées profondes, pleines de calme et de mystère. Plus on monte, plus on ressent cette impression, cette incomparable douceur de la solitude, de la paix et du silence, jusqu'à ce que, de détour en détour, on atteigne le sommet où un petit village se groupe autour de l'église, et du haut duquel le regard embrasse tout à coup un éblouissant spectacle.

Tout se réunit pour donner à ce spectacle un caractère

unique de grâce puissante et de majesté. Je ne parlerai ni des œuvres d'art, ni de la profusion des marbres dans la basilique, ni des caveaux funèbres ; ici la nature est la grande artiste. Montez jusqu'à la galerie circulaire du dôme : devant vous sont les Alpes étincelantes de blancheur ou teintes de ces mille reflets orangés, bleuâtres et roses que prend la neige sous le soleil. Elles dressent leurs pics superbes : en face le mont Rosa, un peu plus au midi le mont Cenis, plus loin encore la pointe aiguë du mont Viso s'élançant fièrement vers le ciel. La chaîne alpestre se déroule vers le nord à l'infini jusqu'aux cimes du Tyrol allemand, qu'on voit poindre dans le lointain, tandis qu'au midi les Alpes maritimes, en se repliant, vont se souder à l'Apennin, aux montagnes de Gênes et de la Spezzia, continuant cette ligne ininterrompue qui ferme aussi l'horizon de ce côté. Et dans l'intervalle se déploient toutes ces provinces, tous ces territoires cent fois disputés, perdus ou reconquis, péniblement amassés et fondus par des miracles d'énergie, de ténacité séculaire, de diplomatie et de ruse.

Vous avez à la fois sous les yeux, — en vous tournant vers Gênes, l'Alexandrin et le Montferrat, — devant vous, presque à vos pieds, en vous tournant vers les Alpes, Suse, Turin, le Pô qui se déroule grossi de la Dora, de la Stura, les villages et les cultures qui animent le paysage, et toute cette plaine ondulée qui se prolonge à droite pour aller se perdre dans les

plaines lombardes. Le Piémont apparaît comme un vaste cirque dont les hauteurs de Superga seraient le point central et dominant, qui aurait les Alpes pour amphithéâtre, avec une issue ouverte et naturelle vers la Lombardie. Au loin, dans cette plaine fuyante, l'œil peut distinguer un point lumineux : c'est le dôme de Milan qu'on voit de Superga. Il semble que les princes de Savoie, en entrant dans la mort, aient voulu reposer encore dans leur plus chère espérance terrestre, et qu'ils restent sur ces sommets comme des sentinelles toujours en présence de la conquête promise à un de leurs successeurs.

Le jour où, par un soleil d'automne, à la clarté d'un ciel merveilleusement pur, je contemplais ce spectacle, ce rempart alpestre qui semble s'élever pour couvrir l'Italie, cette féconde et attirante Lombardie, ce petit pays subalpin ramassé au pied des monts, aggloméré par tant d'efforts, discipliné par un passé belliqueux, et toujours prêt à s'élancer, ce jour-là je compris comment l'Italie devait se croire destinée, par la nature aussi bien que par ses instincts de race et par son génie, à être indépendante; je compris aussi comment le Piémont était l'instrument nécessaire, viril, lentement préparé de cette indépendance, et je me dis qu'une cause qui avait pour elle la justice, la nature, la politique, tous les sentiments libéraux, toutes les saines prévoyances conservatrices, était une de ces causes auxquelles ne peuvent manquer ni les

sympathies des esprits sérieux, ni en fin de compte les faveurs de la fortune et l'avenir.

C'est là sur ces sommets, l'œil tourné vers Milan, vers les cimes bleuâtres du Tyrol, plus loin encore, jusqu'à Venise cachée derrière l'horizon et toujours présente, qu'on prend confiance dans cette destinée de l'Italie : *Fata viam invenient.*

1er février 1860.

L'ITALIE MODERNE

I

LE PROBLÈME

DES

DESTINÉES DE L'ITALIE

Il y a douze siècles que le problème des destinées de l'Italie s'agite dans les polémiques de l'esprit humain, dans les conseils ou sur les champs de bataille. Des conquérants ont cru qu'il suffisait du fil de l'épée pour le trancher au gré d'une politique de domination universelle. De fanatiques utopistes ont proposé leurs rêves comme des combinaisons profondes, et ils ont même tenté quelquefois de les faire passer dans la réalité. De généreux héroïsmes ont eu aussi leur jour dans cette mêlée, et se sont dévoués à quelque virile revendication. Des diplomates enfin ont pensé qu'il n'y avait qu'à nier le problème pour le supprimer, et, appuyés sur

l'autorité souveraine du fait, ils se sont rassurés en disant que l'Italie n'était plus qu'une expression géographique. Toutes les solutions ont été entrevues ou essayées, toutes ont eu des fauteurs et des complices, aucune n'a réussi; les plus durables ont été sans sécurité. Les combinaisons des conquérants ont disparu avec eux; les utopistes révolutionnaires ont eu à peine le temps de passer sur la scène, les diplomates à leur tour ont eu de terribles réveils, et la question italienne est toujours là, brûlante ou assoupie. Elle se mêle à tout, à la guerre d'Orient et aux délibérations des congrès; elle se laisse voir à travers d'odieux et sanglants forfaits, ou elle se révèle dans un mot. Toutes les fois que l'Europe est remuée, cette plaie vive se rouvre comme une vieille blessure, et, par une invincible réciprocité, toutes les fois que l'Italie se remue un peu, l'Europe se sent mal à l'aise. C'est une histoire éternelle.

Il est vrai que dans cette marche séculaire, et au milieu du mouvement des choses, la question italienne change bien souvent d'aspect. Comme elle embrasse une multitude d'éléments, — luttes d'indépendance, antagonismes locaux, conflits de systèmes politiques, — et comme elle se lie en même temps à tout ce qui existe, elle se modifie ou semble se modifier avec les événements dont elle subit l'influence, et elle se complique indéfiniment. Elle roule, comme un torrent troublé qui côtoie toutes les rives et va on ne sait où, — toutes les passions et tous les intérêts. Au demeurant, à quoi se réduit-elle dans sa simplicidé redoutable ? Bien évidemment c'est une question d'indépendance, et dans ce travail contemporain, où les souffrances d'un peuple se mêlent aux plus grands problèmes de la politique générale, l'Autriche

apparaît comme l'héritière de toutes les dominations étrangères au delà des Alpes, de même que le Piémont, par une sorte de fatalité de son histoire, par la nature de ses institutions nouvelles, un peu aussi par entraînement peut-être, est devenu le champion avoué, quoique bien inégal en forces, de toutes les espérances et de tous les instincts qui ne peuvent se faire jour dans les autres parties de la Péninsule.

Quand on regarde au fond de toutes ces agitations qui composent la vie convulsive et mystérieuse de l'Italie, il est impossible en effet de n'être pas arrêté aussitôt par une cause essentielle, par une anomalie permanente et périlleuse, source et mère de toutes les autres. Les hommes d'État réunis en congrès après la guerre d'Orient pour sceller de nouveau la paix européenne eurent la pensée d'obtenir au moins quelques allégements intérieurs pour la Péninsule, et ils allèrent droit à Rome et à Naples. On n'a pas tardé à voir qu'on s'égarait dans une voie sans issue, parce que la question était réellement ailleurs, parce que, si le mal existe à Naples et à Rome, il n'est pas là essentiellement. Le mal ne s'appelle pas Pie IX ou Ferdinand II, il s'appelle avant tout l'étranger, qui a été sous bien des noms au delà des Alpes, et qui ne devrait y être sous aucun nom. De quelque façon qu'on juge les choses, il y a toujours entre le Pô et le Tagliamento deux des plus belles et des plus fertiles provinces, deux États à vrai dire, la Lombardie et la Vénétie, qui, avec une population de près de six millions d'hommes, et avec des villes telles que Milan, Venise, Vérone, Mantoue, Pavie, ne s'appartiennent pas. L'Autriche a l'avantage ou le malheur de posséder ces régions du nord, qui, par leur position, devraient être le bouclier de la Péninsule, et qui en sont au contraire

la partie faible, puisque par elles la clef de l'Italie est entre les mains d'un maître qui est à Vienne. Et ce qu'on nomme la domination étrangère au delà des Alpes, ce n'est pas seulement la présence des Autrichiens à Milan et à Venise, c'est l'extension indéfinie d'une influence intéressée sous laquelle disparaît l'indépendance de la plupart des autres États italiens eux-mêmes. L'Autriche défend ses positions et sa politique comme un grand empire qui croit son honneur engagé, — qui pourrait en être surpris ? — l'esprit national résiste à son tour, et là est vraiment le nœud de la question italienne.

II

Historiquement, cette situation se rattache au passé par bien des liens sans doute; politiquement, dans ses traits principaux, dans ses conditions actuelles, au point de vue du caractère de la domination autrichienne et des impossibilités que rencontre cette domination, elle est un fait tout moderne. L'Autriche rentrant en Italie en 1814 et en 1815, ce n'était plus le vieux saint-empire retrouvant son prestige au delà des Alpes et étendant de nouveau sa suzeraineté sur le Milanais. L'empire d'Allemagne n'existait plus depuis dix ans. L'Autriche avait renoncé d'elle-même à la dignité et aux priviléges impériaux; elle ne pouvait à ce titre exercer aucune revendication légitime. — Qu'arriverait-il de l'Italie? On ne le savait point encore, puisqu'à l'époque de la grande invasion refluant vers la France, le premier commissaire envoyé à Milan, le comte Sommariva, prenait possession de ces provinces simplement *au nom des hautes puissances alliées*. L'unique titre de l'Autriche est dans les traités de 1815. L'ori-

gine de son établissement actuel en Italie est une dévolution consentie par tout le monde, hormis par les intéressés, dans cette grande adjudication des *âmes* et des territoires qui eut lieu à Vienne. C'est un point à noter, car il marque une situation toute nouvelle qui ne se fonde nullement sur le droit traditionnel, sur une légimité interrompue et rajeunie, qui dérive uniquement et exclusivement du droit souverain et victorieux de la force. Après 1815, l'Autriche n'est plus qu'une puissance allemande, c'est-à-dire étrangère, ayant des possessions en Italie, élargissant ses domaines dans la mesure de ses ambitions plus que de ses intérêts bien entendus peut-être, et allant camper non-seulement à Milan, où elle pouvait à la rigueur retrouver des souvenirs, mais encore à Venise, où ne la rappelait aucune tradition, si ce n'est l'éphémère et imprévoyante cession de Campo-Formio. Cette distinction n'a rien de subtil et d'arbitraire : elle dévoile d'avance dans le germe la nature précaire et contestée, la faiblesse secrète et permanente de la domination autrichienne, et elle explique aussi quel sentiment devait naître en Italie, dans un pays qui se voyait transmis de main en main sans avoir même été conquis; car l'Autriche n'avait pas conquis l'Italie en 1814.

Le sentiment national lui-même, qui a été la faiblesse des maîtres de la Lombardie et qui est devenu un des éléments principaux de la politique italienne, ce sentiment même est d'une origine récente. L'instinct d'indépendance est vieux au delà des Alpes ; le sentiment national tel qu'il existe aujourd'hui, l'idée de la patrie italienne, est essentiellement moderne. Avant 1789 on ne voit pas à Milan une hostilité réelle contre la domination impériale, surtout depuis l'avénement

de la maison de Lorraine. Il y avait alors une sorte de paix entre les impériaux et ces populations efféminées par le repos, mais toujours intelligentes, que le cabinet de Vienne avait l'art de gouverner doucement, sans les brusquer, en leur laissant une vie distincte, des institutions locales, une assez grande liberté dans le maniement de leurs intérêts aussi bien que dans toutes les recherches de l'esprit, enfin une ombre d'indépendance dans le bien-être et les plaisirs. Le sentiment national italien est né surtout de la révolution française, qui, en propageant toutes les idées d'émancipation, ne pouvait manquer d'enflammer tous les instincts d'affranchissement patriotique; il a grandi par les guerres, par le mélange des populations italiennes, par le progrès du libéralisme dans les idées, par les conspirations, par tout ce qu'on a fait pour le combattre ou l'ajourner. Le royaume d'Italie, œuvre de l'empereur Napoléon, ne faisait assurément qu'une médiocre part à l'indépendance, mais il entretenait les espérances en créant pour ainsi dire le cadre d'une nationalité rajeunie par les réformes civiles, représentée par une administration italienne, par une armée italienne. Et les princes de l'Europe, ces princes eux-mêmes n'ont-ils pas eu à leur jour des flatteries et des promesses pour cet esprit nouveau d'indépendance qu'ils voulaient appeler dans leur camp?

Quel était le langage de l'archiduc Jean à l'ouverture de la campagne de 1809? — « Italiens, disait-il dans ses proclamations, le royaume d'Italie est un vain nom; les levées d'hommes, les impôts, les vexations de toute sorte, l'anéantissement de votre état politique, sont des choses vraies et certaines, et dans cet état d'avilissement vous ne pouvez ni être estimés, ni rester en paix, ni être Italiens. Voulez-vous

de nouveau être Italiens?... » Aux approches de la catastrophe, à la fin de 1812, le général autrichien Nugent parlait de même aux Italiens : « Vous avez tous, disait-il, à devenir une nation indépendante. »

Lorsque les princes de l'Europe, émus et étonnés de la résurrection de l'Espagne sous une commotion électrique de l'esprit de nationalité, lorsque ces princes eurent la pensée de faire appel au même sentiment en Allemagne, en Italie, partout où atteignaient les excès de prépondérance de Napoléon, ils crurent peut-être qu'ils allaient se créer un auxiliaire tout-puissant et docile qu'ils pourraient aisément licencier après la victoire; ils ne soupçonnaient pas qu'un élément nouveau entrait dans la politique, qu'une force nouvelle apparaissait. L'Autriche la première, et plus que toute autre puissance, devait le sentir à sa rentrée en Italie. Elle se trouvait en présence d'un instinct d'indépendance qu'elle avait flatté, et à qui elle n'avait à offrir qu'un joug autrichien à la place d'un joug français, c'est-à-dire toujours la subordination à un maître étranger, moins le bénéfice des institutions civiles que la France avait créées. Elle avait devant elle ceux qui par intérêt, par conviction ou par espérance, s'étaient attachés au royaume d'Italie et le regrettaient, ceux qui voulaient une Péninsule affranchie de toutes les dominations, — des Autrichiens aussi bien que des Français, — et tous les hommes enfin qui, à l'école des événements et sous l'influence de notre révolution, avaient appris à ne plus séparer désormais de l'idée d'indépendance la pensée d'une régénération libérale. De là une lutte ostensible ou dissimulée, mais incessante, entre un pouvoir d'autant plus porté à s'affirmer et à exagérer son action, qu'il sentait une résistance

plus profonde, plus insaisissable, et un sentiment national qui n'a fait que s'accroître en se nourrissant de tous les griefs, que des concessions apparentes ont enhardi quelquefois, et que les compressions n'ont jamais découragé. C'est l'histoire de ces quarante années.

L'Autriche aurait-elle pu éviter de se laisser réduire à ce duel permanent et terrible? Aurait-elle pu pacifier les esprits et désarmer les hostilités en revenant aux traditions de gouvernement paternel de Marie-Thérèse? C'était son intérêt, et si elle l'avait jugé possible, elle l'aurait voulu sans doute. Placée malheureusement dans des conditions où tout était nouveau, entourée d'ennemis nombreux et ardents, d'amis qui ne pouvaient être fidèles qu'à la force, — désespérant peut-être de gagner les Italiens et trompée aussi vraisemblablement par les circonstances, elle crut qu'il n'y avait plus qu'à traiter ses possessions au delà des Alpes moins comme des provinces faisant partie de l'empire que comme un pays annexé par la victoire et mal soumis. Au lieu de laisser à ces populations une certaine autonomie d'institutions et d'intérêts qui eût flatté leurs instincts de nationalité sans désarmer l'autorité impériale, le cabinet de Vienne ne songea plus qu'à gouverner la Lombardo-Vénétie pour l'Autriche et par l'Autriche. Ce ne fut pas une erreur préméditée sans doute; mais, comme l'ont reconnu bien des amis de l'Autriche, ce fut une erreur qui ne pouvait que mieux mettre en relief le vice originel de la situation nouvelle créée au delà des Alpes, et qui devait avoir deux conséquences également graves : l'organisation d'une bureaucratie étroite, formaliste, pénétrant dans l'intimité de la vie privée, enveloppant le pays dans le réseau d'une surveillance méticu-

leuse, — et l'exclusion des Italiens de la plupart des fonctions d'administration et de gouvernement.

La centralisation, qui avait été une arme si abusivement puissante entre les mains de Napoléon et que l'Autriche trouva en vigueur, fut le piége de la politique impériale. Dès lors tout dut se faire à Vienne; tous les fils de cette vaste organisation allèrent se concentrer dans le cabinet de l'empereur François Ier, le premier bureaucrate de l'empire, souverain exact, laborieux et sévère, qui prit trop souvent la rigueur pour la justice, et qui résumait au reste sa politique à l'égard de l'Italie dans ce mot qu'il adressait aux professeurs de l'université de Pavie : « Votre devoir, leur disait-il, est de faire moins des savants que des sujets fidèles. » Et en même temps que tout se décidait à Vienne, jusqu'aux plus petites questions d'administration, tout s'exécutait par des mains allemandes dans la Lombardo-Vénétie. Les soldats italiens étaient dispersés dans toutes les parties de l'empire, en Moravie, en Bohême, en Transylvanie, et les soldats allemands campaient à Milan et à Venise. Les Lombards étaient également exclus des emplois civils; un système évident de défiance pesait sur eux. L'élément autrichien prévalait partout, même dans les tribunaux, où on avait le soin de mettre une majorité allemande. La justice autrichienne a joui d'une certaine renommée, et elle la méritait, dit-on, dans les affaires civiles; dès que survenait une affaire intéressant l'État, le président avait le droit de composer la cour, en sorte que sous une espèce de sanction légale, sans bruit, les tribunaux ordinaires se transformaient en véritables commissions de gouvernement.

Malheureusement, si les habitants du royaume lombardo-

vénitien n'avaient qu'une petite part dans l'administration des affaires de leur propre pays, ils participaient beaucoup d'un autre côté aux charges publiques. Les taxes directes et indirectes s'accroissaient tous les jours, et étaient aggravées encore par l'inégalité des répartitions. Un impôt local décrété pour une circonstance extraordinaire devenait fatalement un impôt permanent. La Lombardo-Vénétie représente un treizième ou un quatorzième de la superficie totale de la monarchie autrichienne, un huitième de la population, et par une disproportion notable elle comptait, il y a vingt ans, pour un quart dans le budget général de l'empire, qui était alors de 135 millions de florins; elle payait un peu moins de 100 millions de livres au trésor de Vienne. Le temps et les événements ont alourdi le poids des charges sans adoucir le poids du régime politique. Qu'on songe en effet que depuis dix ans les provinces italiennes de l'Autriche ont payé extraordinairement plus de 80 millions de prestations militaires à la suite des événements de 1848 et 1849; elles ont contribué aux emprunts forcés qui se sont succédé sous des noms divers; elles ont dû participer pour 65 millions de florins au fameux emprunt national de 1854, et en même temps elles ont fait face annuellement à un budget ordinaire qui s'élevait récemment à 170 millions de francs. Aussi les contributions n'ont-elles cessé de s'accroître. L'impôt foncier, qui était de 17 p. 100 en 1846, a monté jusqu'à 40 p. 100 en certaines années, et n'est guère au-dessous de 25 p. 100. Il y a de plus un impôt sur le revenu mobilier. Les taxes indirectes ont suivi la même progression. Les droits de mutation, de succession, ont été augmentés d'un tiers. Tout a été soumis au droit de timbre fixe, même les certificats scolaires

et les calendriers. Le budget particulier de la Lombardie en ces dernières années approchait de 100 millions, sans compter les dépenses provinciales et communales. La ville seule de Milan a un budget de 9 ou 10 millions; on pourrait remarquer seulement que certaines dépenses communales déguisent à peine des charges d'un autre ordre qu'il faudrait joindre au budget de la guerre : prestations, frais de logements militaires, transports de munitions, etc. Je m'arrête. Ces chiffres sont la lumineuse révélation d'un fait. On ne peut le nier, depuis 1815, les provinces lombardo-vénitiennes sont un pays gouverné, administré, jugé, surveillé, soumis par des Allemands et dans l'intérêt allemand, avec des ressources qui épuisent ces populations et qui deviennent tous les jours insuffisantes pour cette œuvre de conquête permanente.

Qu'est-il résulté de ce système d'administration et de finances qui a constitué malheureusement toute une politique? J'oserais en appeler au plus chaud ami du pouvoir impérial. Évidemment l'Autriche n'a point réussi. Accablés d'impôts, les Lombards se sont nourris de plus en plus de leurs mécontentements. Exclus de toutes les sphères régulières de l'activité publique, ils se sont réfugiés en eux-mêmes; ils se sont rejetés quelquefois dans ces frivoles corruptions de l'oisiveté qui faisaient illusion à M. de Metternich il y a vingt ans, et plus souvent dans les conspirations. Ils eussent peut-être su peu de gré à l'Autriche de ses avances, ils ont saisi avidement chaque grief nouveau qu'elle leur donnait comme pour raviver sans cesse l'instinct du patriotisme froissé. Et dans de telles conditions, qu'une réforme monétaire vienne ajouter à des charges déjà lourdes, que des aggravations nouvelles

viennent rendre plus sensible le poids de la conscription militaire, comme on l'a vu récemment, il n'en faut pas plus pour que toutes les incompatibilités éclatent à la fois. Ces faits n'auraient eu sans doute qu'une importance secondaire s'ils ne s'étaient liés à une situation générale pleine de périls, non de ces périls d'insurrection contre lesquels l'Autriche est redoutablement armée, mais de ces dangers mystérieux, insaisissables, qui échappent à l'action de la force elle-même. Il a été démontré une fois de plus qu'après quarante ans de durée la domination impériale se sentait moins affermie, plus précaire, plus contrainte à s'attester qu'elle ne le fut jamais. Matériellement l'Autriche a maintenu son pouvoir, moralement elle n'a rien gagné; elle campe toujours à Milan et à Venise, elle n'y règne pas.

On a raconté, comme un épisode de l'agitation récente en Lombardie, que quelques Italiens de Milan étaient allés crier *vive l'Italie!* en face des Croates, qui les regardaient en riant et ne les comprenaient pas. L'incident est bizarre et puéril en apparence; au fond, il est plus significatif qu'on ne croit. C'est l'image des relations de ces deux peuples que la fortune des congrès a juxtaposés, et qu'aucun lien moral ne réunit, qui ne se comprennent pas. L'Italie présente un phénomène extraordinaire, celui d'une nation au-dessus de laquelle la conquête passe sans l'atteindre, et qui, repliée en elle-même, semble impénétrable à l'influence étrangère qui la domine. On peut énumérer toutes les faiblesses des Italiens, leur passion de discorde et de division, leur mobilité et leurs fanatismes; c'est quelque chose cependant, même dans la politique, que ce sentiment de nationalité obstiné et invincible se défendant comme il peut, quelquefois puérilement, souvent par la résistance

passive, et opposant une protestation perpétuelle à une domination étrangère.

III

Ce qu'il y a de grave, je le disais, c'est que l'Autriche au delà des Alpes, ce n'est pas seulement l'Autriche à Venise et à Milan : c'est l'influence autrichienne enveloppant la plupart des autres États de l'Italie, identifiant des situations et des intérêts profondément distincts. L'Autriche est dans la Lombardie et dans la Vénétie sous la sanction d'un verdict du congrès de Vienne, et de plus les traités de 1815 et de 1817 lui ont donné ce qu'on pourrait appeler des positions avancées telles que le droit de tenir garnison à Ferrare et à Comacchio dans les États pontificaux, à Plaisance dans le duché de Parme, — aux deux extrémités de sa ligne de défense. Strictement, c'est là son droit aux yeux de l'Europe; mais à ce droit strict et primitif est venu se superposer tout un droit nouveau ou plutôt une politique qui n'est, en d'autres termes, que l'extension indirecte et indéfinie de la prépondérance autrichienne. De même que l'Autriche a voulu, par un calcul dangereux, arracher en quelque sorte ses provinces italiennes aux conditions propres de leur existence pour les entraîner dans la sphère de l'action et des intérêts de l'empire, elle a tendu sans cesse à rattacher les autres États de la Péninsule à une politique dont le dernier mot, à vrai dire, serait un assemblage d'indépendances nominales sous une suzeraineté protectrice et dirigeante.

Depuis 1815, le cabinet de Vienne a marché vers ce but avec autant de persevérance que d'habileté, en se servant de

tous les moyens que sa position militaire lui donnait, où que les circonstances pouvaient lui offrir. Quelquefois il s'est servi des intérêts du commerce, et c'est ainsi qu'il signait en 1852 une union douanière avec les duchés de Parme et de Modène. Depuis qu'on fait des chemins de fer, il a multiplié ses négociations et ses efforts pour coordonner tous les projets ou les lignes en construction au système impérial. Il est aussi des circonstances où il a eu recours à des moyens d'un ordre plus élevé. L'acte le plus hardi de cette politique a été certainement le concordat avec Rome, acte qui, au prix de concessions immenses, au prix de l'abandon d'un régime devenu traditionnel, avait l'avantage de rétablir une sorte d'alliance entre l'empereur et le pape, et d'imposer à l'Église l'apparence d'une solidarité avec la puissance autrichienne en Italie. Mais, en fin de compte, le témoignage le plus palpable, le plus net de cette politique, c'est l'intervention, — l'intervention matérielle, avec des intermittences qui lui ôtent à peine le caractère d'un fait systématique et permanent.

Qu'on examine bien : en 1821, l'Autriche intervient à Naples et elle y reste six ans, et cette intervention n'est pas un fait local. Sous le voile d'un droit de passage pour ses troupes, l'Autriche occupait en réalité pendant le même temps la Toscane, les duchés, les Légations, tandis que d'un autre côté la révolution piémontaise l'avait amenée à Alexandrie. Le caractère de ces mouvements militaires n'avait rien de mystérieux. « L'intention du gouvernement autrichien, disait le ministre de France en Toscane, est de faire promener ainsi des troupes dans les différents États d'Italie pour s'y bien assurer de l'esprit public. » En 1831, la Toscane n'échappait à une occupation nouvelle que par l'énergie du mi-

nistre Fossombroni, qui refusait de mettre sa signature sur un ordre porté au conseil par le grand-duc lui-même; mais les Autrichiens intervenaient à Modène et à Parme, et ils allaient dans les Légations pontificales, où ils sont restés sept ans. Les événements de 1848 ont ramené la même situation. L'Autriche a campé à Livourne et à Florence pendant six ans, bien que le grand-duc eût été rappelé par un mouvement spontané de la population elle-même; elle n'a quitté Parme qu'en 1855, et après dix années d'occupation elle est encore à Bologne et à Ancône. Tout bien compté, depuis 1820, l'Autriche a été pendant près de vingt-cinq ans dans les Légations.

Et il faut bien le remarquer, ce n'est pas seulement une intervention matérielle et préservatrice; en bien des cas, c'est réellement une substitution de souveraineté. A Bologne, tous les pouvoirs civils ont été concentrés entre les mains des chefs de l'armée d'occupation; c'étaient des commissions militaires autrichiennes qui jugeaient à Reggio de Modène, et à Parme les autorités impériales sont même allées jusqu'à enlever des détenus aux tribunaux locaux pour les envoyer à Mantoue. L'Autriche a voulu quelquefois fonder ce système permanent d'intervention sur un concert préétabli entre les États; c'est ainsi qu'en 1847 elle signait avec les duchés de Parme et de Modène un traité d'alliance offensive et défensive, et de secours réciproque. Le duc de Modène offrait à l'empereur la solide garantie de son appui; mais en compensation, l'empereur acquérait le droit « de faire avancer des troupes impériales sur le territoire modenais toutes les fois que l'exigera l'intérêt de la commune défense ou *la prudence militaire.* »

Partout la même politique éclatait en traits multipliés.

Le traité de 1817 accorde à l'Autriche le *droit de garnison pure et simple* à Plaisance, et par ses travaux de fortification elle fait de Plaisance une place de premier ordre. Le congrès de Vienne a fixé en 1815 la frontière des États autrichiens en Italie, et le traité signé en 1847 avec les duchés part de ce point que les États du duc de Modène *entrent dans la ligne de défense des provinces italiennes de Sa Majesté l'empereur d'Autriche.* — Mais, dit-on, ce droit de prépondérance, d'influence permanente, d'intervention éventuelle, est une nécessité pour l'Autriche; pour elle, c'est le droit de vivre, c'est le gage de sa sécurité dans la Lombardo-Vénétie. En intervenant dans la Toscane, à Parme, à Modène, comme dans la Romagne, elle se défend elle-même et obéit au plus strict sentiment de conservation. Elle ne peut renoncer à cette police préventive et répressive à la fois, ni même permettre la divergence des politiques, sous peine de se laisser mettre en état de siége à Milan par une Italie progressivement hostile, comme en 1847. « J'aime mieux périr par le fer que par le poison... Péril pour péril, je préfère un champ de bataille à une révolution ! » disait en 1831 M. de Metternich, qui pourtant n'a pas péri par l'épée. — Il est bien possible que ce soit là en effet la vérité des choses; je ferai seulement remarquer que de cette situation ainsi faite découlent des incertitudes et des confusions qui laissent l'Europe sans garantie, qui pèsent sur les gouvernements italiens eux-mêmes, et sont désastreuses pour tout l'ordre moral au delà des Alpes.

Quelle est la nature de ce droit que l'Autriche revendique, et qui est la plus efficace, sinon peut-être l'unique sauvegarde de sa position en Italie? Il y aurait d'abord toujours à

distinguer une intervention imprévue, accidentelle et essentiellement temporaire, de ce qui ressemblerait à une occupation à peu près permanente et systématique; mais en outre ce droit lui-même est-il un droit dans le sens vrai du mot? L'Autriche l'affirme dans son intérêt, la France l'a nié en d'autres temps et le nie encore sans doute. C'est réellement un de ces points indécis autour desquels s'élèvent toutes les interprétations; c'est, si l'on veut, une nécessité de situation, une convenance de politique, inévitablement limitée par les traditions, les intérêts et les convenances de toutes les autres politiques. Déjà sous la restauration, peu après avoir sanctionné l'intervention de Naples, la France voyait avec une inquiétude et une méfiance croissantes ces *promenades militaires* que l'Autriche faisait si habilement sortir de l'autorisation qu'elle avait reçue d'aller tuer une révolution. Elle ne pouvait contester le droit, puisqu'elle l'avait reconnu, mais elle en surveillait l'application, et elle en observait les suites désastreuses.

C'est un fait trop peu connu et qui n'est pas moins certain, que le gouvernement de la France sous la restauration, en provoquant le premier les réunions de Troppau et de Laybach, ne se proposait nullement une compression à outrance en Italie. Sa pensée première était de combattre les révolutions par de justes et prudentes concessions et surtout de substituer, dans le règlement des affaires italiennes, l'action collective de l'Europe à l'action individuelle de l'Autriche; il fut entraîné par les circonstances et il s'en affligeait profondément. M. Pasquier, alors ministre des affaires étrangères, écrivait en 1821 à M. de Caraman, ambassadeur à Vienne : « L'Autriche occupe aujourd'hui toute l'Italie;

elle est maîtresse de Naples, elle s'est fait livrer Ancône, malgré la répugnance du saint-siége. Sans doute, puisque l'Italie, par suite des événements, est tombée dans un véritable état de dissolution, il faut bien se soumettre au seul pouvoir qui puisse garantir l'ordre public; mais cet état de choses est contre nature, et s'il se prolonge lorsque la nécessité ne s'en fera plus sentir, il s'établira dans tous les esprits, en Italie, une irritation qui, pour être comprimée, n'en sera que plus forte... » La diplomatie française montrait la Toscane « se bornant à regretter son indépendance, » Parme et Modène ne faisant rien pour dissimuler leur subordination. « Ce qui se passe à Naples fait pitié, » écrivait un de nos ministres, le marquis de la Maisonfort.

La révolution de 1830 une fois accomplie, la France allait plus loin, et ce droit même d'intervention, elle le contestait désormais au nom de ses intérêts et de sa politique nouvelle, sauf à réduire la question, en certains cas, à une affaire d'opportunité et de convenance.

Notre diplomatie déclarait en effet qu'il y avait des points, tels que la Belgique, la Suisse, le Piémont, où une armée étrangère était toujours assurée de rencontrer une armée française; qu'il y avait d'autres pays où, sans approuver l'intervention, la France ne pouvait pas s'y opposer d'une manière aussi absolue. « Ce qu'il faut en conclure, disait M. le duc de Broglie avec autant de précision que de fermeté, c'est que chaque fois qu'une puissance étrangère occupera le territoire d'un autre État indépendant, nous nous croirons *en droit* de suivre la ligne de conduite que nos intérêts exigeront; c'est que ce sont là de ces occasions où, les règles du droit commun n'étant plus applicables, chacun

agit à ses risques et périls. » Et qui peut dire que cette question ne se fût pas posée dans les termes les plus sérieux, si le mouvement libéral qui s'accomplissait en Italie en 1847 n'eût été subitement interrompu ou précipité et jeté hors de toutes les voies régulières? Il en résulte que toute intervention n'amène pas nécessairement un conflit, mais elle peut l'amener, et qu'en toute circonstance où la question se présente, il y a un péril. L'Autriche est indubitablement dans son droit derrière les frontières de la Lombardie; dès qu'elle paraît dans les autres parties de l'Italie, c'est un risque, c'est une tentative de la force qui peut appeler la force, et c'est ainsi que cette politique, qui est la sauvegarde de la position de l'Autriche en Italie, — qu'elle soit une nécessité ou un entraînement, — laisse la sécurité de l'Europe à la merci d'un incident imprévu ou d'un entraînement contraire.

IV

La politique de l'Autriche au delà des Alpes a de bien autres conséquences pour les États italiens eux-mêmes; je pourrais dire qu'elle atténue chez ces gouvernements le sentiment de la responsabilité. Elle les dépouille aux yeux des peuples de tout prestige d'indépendance; elle pèse sur eux, et, en leur offrant un secours matériel, elle multiplie autour d'eux les inimitiés et les haines. Par un enchaînement qui n'a rien que de simple, plus le poids de l'Autriche se fait sentir, plus l'esprit populaire s'irrite sous cette pression d'un pouvoir étranger, — et plus les passions révolutionnaires s'exaltent à leur tour, plus l'intervention autrichienne se déploie hardi-

ment, parce qu'elle se sent nécessaire; au milieu de ces perplexités qui s'appellent, qui s'engendrent mutuellement, les gouvernements, inquiets, craintifs, soupçonneux, vivant dans des transes perpétuelles, finissent toujours par se tourner vers l'Autriche, dont la tutelle les compromet un peu plus. Ainsi vont les choses. L'Autriche, il faut le dire, l'Autriche est un poids en Italie, elle n'est pas une influence. Elle rend aux gouvernements italiens le mauvais service de les dépopulariser, et elle les tient sous sa dépendance par les dangers mêmes auxquels elle les expose.

De quoi peuvent être frappées les populations? Elles voient le duc de Modène qui, toujours sûr de l'appui des forces impériales, maintient la bastonnade dans ses États, qui, par des décrets récents, édicte des amendes de deux mille livres contre les parents qui envoient leurs enfants faire leur éducation à l'étranger, et ferme à ces enfants eux-mêmes l'entrée de toutes les fonctions et de toutes les professions. Elles voient dans la Romagne l'autorité du souverain annulée, des commissions militaires jugeant les délits ordinaires aussi bien que les délits politiques, le droit de condamnation et de grâce passant aux mains des généraux autrichiens. Elles sentent le joug étranger non-seulement parce qu'il entretient cet état permanent de désordre, non-seulement par ce qu'il a de blessant pour tous leurs instincts d'indépendance civile, mais encore par ce qu'il a de matériellement onéreux. Six ans d'occupation ont coûté autrefois à Naples quatre-vingt-cinq millions de ducats. La présence des Autrichiens à Bologne fait peser sur ces contrées des charges accablantes. Et voyant des gouvernements faibles et protégés qui semblent ne se soutenir qu'au prix

de leur indépendance civile et de leur bien-être, les populations s'accoutument à confondre dans leurs ressentiments les protégés et le protecteur.

Je voudrais rendre plus sensible, par un fait d'un ordre supérieur, ce qu'il y a de périlleux dans cette solidarité. Quels ont été les effets religieux du concordat signé le 18 août 1855 entre Rome et l'Autriche ? Tout porte à croire qu'ils sont nuls, du moins en Italie. Les autorités autrichiennes ne s'en occupent même pas ; elles interviennent dans l'administration des diocèses comme cela est arrivé il y a peu de temps à Pavie; elles interdisent la chaire à des prédicateurs, elles prétendent prescrire, comme par le passé, les livres qui servent à l'enseignement dans les séminaires, et si on leur objecte le concordat, elles répondent que c'est une affaire entre l'empereur et le pape. Ce qui est certain, c'est que, dans cette grande transaction, le caractère religieux s'est effacé pour ne laisser apparaître que le caractère politique. On a vu dans le concordat, contre la pensée de Pie IX certainement, le pontife servant de trait d'union entre le souverain de Rome et l'empereur, la papauté se faisant solidaire de la domination étrangère, lui livrant le droit d'indépendance en échange des droits de l'Église, et on s'est accoutumé à croire que le pouvoir temporel du pape était un des plus sérieux obstacles à la résurrection nationale de l'Italie. Je ne discute pas cette idée, on le comprend, je la constate comme un des signes de la situation présente, comme la preuve de l'accablante responsabilité que la politique impériale fait peser sur les gouvernements de la Péninsule en leur imprimant le sceau d'un pouvoir soutenu, protégé par une force étrangère.

Un dernier effet de la prépondérance de l'Autriche en Italie, et l'effet le plus redoutable peut-être, c'est que par la force des choses elle produit une véritable oblitération d'idées et de sentiments, une désastreuse confusion morale. Qu'on se représente bien un pays partagé, il est vrai, en différents États, mais où survit après tout un instinct commun de nationalité : se dire Italien en un certain sens politique et national, c'est déjà un crime; nourrir quelques idées libérales, quelques désirs de réformes civiles, c'est un commencement de crime, car tout mouvement libéral, même le plus pacifique, cache au fond une idée d'affranchissements et devient une menace. Il y a eu mieux quelquefois: on n'était pas parfaitement pur même en étant absolutiste, si à cet absolutisme se mêlait quelque idée d'indépendance pour le prince... De là ces conditions étranges et indéfinissables qui sont particulières à l'Italie. Privés de la large issue d'une action régulière, ne rencontrant qu'obstacles de toutes parts, suspects dans leurs opinions les plus modestes et dans leurs aspirations les plus simples, les esprits, aigris et déçus, se sont rejetés souvent dans un monde occulte, plein de visions et de chimères. Ne pouvant avoir une Italie possible, ils ont rêvé une Italie impossible. La conspiration est devenue un art qui s'est perfectionné, et trop souvent des intelligences primitivement droites sont allées s'égarer dans des conceptions violentes. L'exaltation solitaire a livré plus d'une jeune tête aux fanatiques des sectes. C'est ainsi que les partis révolutionnaires se sont grossis en Italie.

Sans méconnaître le mal, on devrait le sonder sincèrement. Il est un mot dont on ne peut se servir qu'avec réserve dans les pays où l'instinct de nationalité souffre depuis

longtemps, c'est ce mot de révolutionnaire, car il peut cacher bien des choses et même quelques-unes très-honnêtes. J'ai toujours été frappé de quelques passages d'un petit livre écrit par M. Émilio Dandolo après 1848, — *i Volontari ed i Bersaglieri lombardi*, — livre qui peut jeter un jour singulier sur l'état des esprits en Italie. L'auteur raconte la mort de Manara, dont il fut le compagnon au siége de Rome. « Après l'assurance du médecin que Manara n'avait plus que peu d'heures à vivre, dit-il, je m'inclinai vers son oreille et je lui dis : Pense au Seigneur ! — Oh ! j'y pense, et beaucoup, me répondit-il. — Alors je fis signe à un capucin, qui s'approcha, et qui, après avoir reçu les signes de contrition du mourant, lui donna l'absolution. Manara voulut avoir le viatique, et je m'efforçai du mieux qu'il était possible de le préparer au grand passage. Une ineffable douceur m'entrait dans l'esprit en voyant ce pauvre et cher ami affronter si chrétiennement la mort. Après avoir communié, il resta quelque temps sans parler, puis il me recommanda de nouveau ses enfants : Élève-les, me dit-il, dans l'amour de la religion et de la patrie... » Est-ce bien là le signe d'un irrémédiable et dangereux esprit révolutionnaire?

Ce que je veux dire, c'est qu'en Italie comme partout, plus que partout, il y a sans doute des passions de révolution, des fanatismes de secte, des violences factieuses, et il y a aussi un sentiment d'indépendance comprimé et refoulé qui jette les esprits ardents dans toutes les entreprises où ils croient retrouver une patrie, qui est une arme redoutable laissée aux mains des fanatiques, et qui vient en aide aux passions révolutionnaires elles-mêmes, en leur donnant une vitalité et une force qu'elles n'auraient pas sans lui. Et cela

est si vrai qu'en observant de près la Péninsule, on peut voir dans les divers États le calme ou l'agitation se proportionner, en quelque sorte, au degré d'indépendance qui règne et se fait jour.

Il y a quelques années seulement, l'un des plus petits États italiens, le duché de Parme, occupé par l'armée autrichienne, était dans une incandescence permanente. Les meurtres politiques se succédaient, et le duc régnant périssait lui-même assassiné! Il s'est trouvé pour exercer la régence une princesse hardie et sage qui a insisté pour faire cesser l'occupation autrichienne, qui a refusé de renouveler l'union douanière de 1852, qui a substitué un gouvernement intelligent et doux à des procédés capricieusement despotiques, et sous l'heureuse influence de la régente, Parme depuis quelques années a retrouvé la paix. Dans le duché de Modène, où l'influence autrichienne règne absolument, où le souverain semble tenir à représenter un petit despote turc, une fermentation continuelle se manifeste, surtout à Massa et à Carrare. Dans la Romagne, où sont les soldats impériaux, le désordre envahit les campagnes, et les esprits restent livrés sans cesse à une irritation mêlée de découragement. Quel est enfin le pays de l'Italie où les passions révolutionnaires sont le plus impuissantes, où l'ordre social et politique est le plus à l'abri de toute entreprise des factions? N'est-ce pas le Piémont constitutionnel et libéral? Tant il est vrai qu'il y a au delà des Alpes une confusion malheureuse qui peut favoriser jusqu'à un certain point la puissance autrichienne, mais que tous les gouvernements italiens sont intéressés à dissiper! Tout progrès de l'esprit d'indépendance est un danger pour la domination impériale; il ne menace pas né-

cessairement les autres souverainetés. Situation fatale, où l'Autriche, pour garantir sa propre sécurité, est obligée d'imposer une identité de politique qui fait la faiblesse des gouvernements de l'Italie, et qui est au moins une des causes les plus actives des profondes perturbations morales de la Péninsule!

V

Cette situation de l'Autriche au delà des Alpes est d'autant plus grave, qu'en devenant chaque jour plus difficile et en révélant de plus en plus ce qu'elle contient de périlleux pour l'Italie, elle est aussi moins étayée en Europe à un point de vue général. Je m'explique : la position de l'Autriche en Italie a été forte tant qu'elle s'est liée pour ainsi dire à un grand système de conservation ou de réaction sur le continent. Le cabinet de Vienne était en quelque sorte le mandataire de la sainte-alliance au delà des Alpes. Il allait détruire dans son foyer la révolution de Naples avec l'assentiment de pouvoirs encore tout pleins de l'esprit de 1815; mais depuis ce temps, la face des choses n'a-t-elle pas considérablement changé? Les traités de 1815 subsistent matériellement sans doute; ils restent la règle des relations, et je crois bien qu'il est plus aisé d'en mal parler que de les refaire. Ce qui ne subsiste plus cependant, c'est l'esprit qui les a dictés et la situation morale qu'ils avaient créée. La première atteinte qu'ils ont reçue dans leur esprit, c'est la dissolution de ce grand concert des gouvernements qui s'appela la sainte-alliance. Encore, même après 1830, il restait, quoique dans des conditions plus restreintes, l'alliance du

Nord, qui permettait à l'Autriche d'agir en Italie avec le solide appui des gouvernements européens demeurés hostiles à la France de la révolution de juillet. La guerre d'Orient est venue, et ce dernier reste de l'œuvre politique de 1815 a disparu, laissant l'Europe dans un certain trouble entre des alliances rompues et des alliances nouvelles plutôt entrevues que formées ou avouées.

Si l'on veut évaluer le chemin qu'a parcouru la politique européenne relativement à l'Italie, qu'on rapproche ces deux noms : le congrès de Laybach et le congrès de Paris. Il y a quarante ans, le cabinet de Vienne avait tout naturellement une voix prépondérante dans les affaires de la Péninsule; on délibérait sur les moyens de fortifier les gouvernements absolus au delà des Alpes et de réprimer l'esprit de réforme politique. Maintenant on délibère sur la situation des populations italiennes elles-mêmes; on s'occupe de leurs vœux, de leurs plaintes, de leurs malaises trop évidents, et on songe moins à autoriser les interventions qu'à les faire cesser. En 1820 le représentant du roi de Sardaigne Victor-Emmanuel Ier était obligé de prendre, au nom de son souverain, l'engagement de ne réaliser aucune innovation libérale dans ses États; aujourd'hui le Piémont est un pays constitutionnel, et les ministres du roi Victor-Emmanuel II sont les interprètes des vœux de l'Italie dans les congrès. N'est-ce pas le signe d'un grand changement dans la perspective des choses relativement à l'Italie? Je ne veux pas dire que l'Autriche dût se trouver sans alliés en tous les cas; cela signifie simplement que tout est changé, et que les traités de 1815 ayant notablement perdu de leur prestige, les conditions qu'ils avaient créées ayant disparu, l'Autriche se trouve

moralement affaiblie dans la même proportion à ce point de vue général de la politique européenne.

Là est la réalité en effet; de telle sorte qu'après quarante ans de règne l'Autriche a perdu plus que gagné. Étrangère au milieu des populations italiennes qu'elle tient sous son sceptre, plus étrangère encore au milieu des populations sur lesquelles elle pèse de tout le poids d'une domination indirecte, moins garantie par l'esprit des traités qui l'ont placé eau delà des Alpes, elle se soutient sans s'établir. Sa domination est un fait qui se perpétue en étant toujours contesté, et j'ajouterai qu'elle est en Italie sans profit pour elle-même, car d'une part elle est liée dans les affaires de l'Europe par toutes les considérations de son intérêt conservateur au delà des Alpes, et d'un autre côté, si le budget des provinces italiennes a été autrefois productif pour l'empire, il suffit à peine aujourd'hui pour payer les intérêts de la dette de la Lombardo-Vénétie, pour faire vivre dans ce grand camp une armée permanente de quatre-vingt mille hommes, et pour subvenir à l'entretien, à l'agrandissement d'une ceinture de citadelles — Vérone, Mantoue, Peschiera, Legnago — derrière lesquelles est obligée de se retrancher la puissance autrichienne.

Ce que je dis ici, bien des partisans de l'Autriche le pensent. Ils croient que c'est une question d'honneur et de dignité pour la couronne impériale, ils doutent que la possession de la Lombardo-Vénétie soit désormais un avantage. Il paraissait à la fin de 1858, à Bruxelles, une petite brochure sur les *Tribulations de l'Italie autrichienne*. L'auteur met trop de zèle à railler l'ambition conquérante du Piémont, à énumérer les causes de rivalité entre les Piémontais, les

Lombards, les Vénitiens, pour n'être pas un ami de l'Autriche. Que dit-il cependant? Que l'état actuel est un état de transition, que le « régime des baïonnettes, régime contre nature, » est impossible, que l'Autriche enfin doit se hâter de changer de système, instituer une consulte d'État à la place de ces congrégations centrales et provinciales qui n'ont rien de sérieux, diminuer les impôts, alléger le fardeau du recrutement, faire pénétrer dans l'administration l'esprit civil, un esprit d'équité et de tolérance. — Le cabinet de Vienne en effet a paru, dans ces dernières années, vouloir entrer dans cette voie; mais d'abord cela suffit-il en présence de la révolte permanente du sentiment national? Et de plus les incertitudes, les antagonismes nés de la mission de gouvernement confiée à l'archiduc Maximilien ne prouvent-ils pas que l'Autriche est elle-même sous le poids de ce régime de bureaucratie et de pouvoir militaire qui a été son instrument de règne, et qui est devenu son embarras, sa fatalité, dirai-je?

Ainsi sous toutes les formes reparaît pour l'Autriche cette terrible alternative de la difficulté des concessions libérales et de l'impossibilité de vivre uniquement et indéfiniment par la force sans entretenir dans la situation de la Péninsule et de l'Europe des germes perpétuels de conflit. C'est là ce que j'appelle une des faces, et la plus grave, du problème des destinées de l'Italie.

VI

A vrai dire, une des choses qui ont contribué le plus à mettre en relief ces conditions morales et politiques de toute

une partie de la Péninsule, et à raviver sans cesse dans les préoccupations de l'Europe cette question italienne, c'est que, à côté d'un ensemble de populations et d'États affaiblis ou exaspérés par la compression, il s'est trouvé un pays qui est devenu la vivante opposition de tout ce qui existait au delà des Alpes : c'est le Piémont. De la sorte on a eu sous les yeux, depuis dix ans particulièrement, deux Italies, l'une troublée, confuse, irritée par les déceptions et toujours inquiétante par cet amas d'éléments explosifs qu'elle contient, l'autre libérale, active, intelligente, fondant sa tranquillité et sa force sur les satisfactions données à tous ces vœux et à tous ces sentiments comprimés ailleurs. Par un contraste de plus, au moment d'une guerre européenne, tandis que l'Autriche s'attardait dans des temporisations auxquelles n'était point sans doute étrangère la préoccupation de ses intérêts au delà des Alpes, le Piémont se jetait hardiment et résolûment dans la mêlée, pensant tout au moins donner à sa politique le lustre de la gloire militaire. Qu'en est-il résulté ? Le rôle du Piémont s'en est agrandi; son influence a dépassé ses frontières. Ses institutions libérales lui ont servi à étendre son action du côté de la Péninsule, tandis que sa participation aux affaires de l'Europe lui servait à faire pénétrer les questions italiennes dans les conseils diplomatiques. Les instincts d'indépendance, les malaises, les plaintes et les vœux des populations éparses au delà des Alpes ont trouvé en lui un défenseur et un organe; la politique autrichienne en Italie a eu un antagonisme en quelque sorte reconnu, et le Piémont est devenu dans l'opinion, comme il l'était déjà dans ses ambitions et dans ses espérances, l'instrument possible d'une pacification de la Pé-

ninsule par l'affranchissement à un jour donné. A quoi tient l'efficacité de l'intervention du Piémont dans les affaires d'Italie? Elle ne tient assurément à rien de révolutionnaire, comme on le dit quelquefois. Elle vient de ce que le Piémont est un gouvernement, de ce qu'il a une histoire et de ce qu'il a su, dans tous les temps, proportionner son rôle et sa politique aux éventualités nouvelles qui pouvaient s'offrir, se plier avec une heureuse hardiesse aux transformations d'idées qui devenaient une force de plus.

Rien ne caractérise mieux peut-être les conditions actuelles de l'Italie que cette existence d'un pouvoir organisé représentant dans ce qu'elles ont de plus sérieux les aspirations nationales, que cette incarnation pour ainsi dire de l'idée d'indépendance dans un gouvernement. Il n'y a que les esprits légers ou imbus de chimères qui pensent que tout réside dans les mouvements spontanés, dans les agitations anonymes et les explosions incohérentes. La vérité est qu'une idée, surtout une idée d'affranchissement, en face d'une domination établie et toujours armée, ne fait pas beaucoup de chemin tant qu'elle reste une abstraction ou une sédition partielle et confuse; elle a besoin le plus souvent de trouver une personnification, et si cette personnification est un gouvernement ancien, universellement reconnu, qui a ses alliances, ses ressources, son budget, son armée, elle devient un fait avec lequel il faut compter. Ce qui était une force éparse et incohérente devient une force régulière et concentrée. Le Piémont est un gouvernement régulier, et c'est parce qu'il est un gouvernement que l'idée d'indépendance, en se personnifiant en lui, apparaît aujourd'hui sous une forme nouvelle, comme une puissance à demi reconnue.

Lorsque M. Mazzini soufflait sur toutes les passions de discorde en 1848 et fomentait toutes les divisions pour en venir à dire qu'il fallait substituer à la guerre du roi la guerre du peuple, il disait un de ces mots emphatiques sous lesquels se cache le fanatisme du sophiste. Les passions du temps, les agitations populaires, furent la faiblesse de cette tentative d'affranchissement; l'unique force qui put un moment balancer la fortune en faveur de l'indépendance était dans le camp piémontais, là où était une armée régulière, et cette force eût été plus efficace s'il y avait eu pour s'en servir un gouvernement moins incertain. Qu'on suppose un instant le roi Charles-Félix régnant aujourd'hui à Turin, le sentiment de la nationalité italienne sera une opinion qui aura sans doute la puissance morale que communique un instinct généreux, et qui, en s'alliant avec des opinions semblables dans d'autres pays, formera un certain faisceau; mais ce ne sera qu'une opinion. Ce qu'il y a de nouveau aujourd'hui, c'est que cette opinion est un gouvernement, a son souverain, ses ministres, une représentation extérieure et accréditée, et par une circonstance favorable de plus, pour se faire le porte-drapeau de l'idée de nationalité italienne, le Piémont n'a eu qu'à s'inspirer de ses traditions et de son histoire.

Pour bien des esprits, la politique italienne du Piémont est une nouveauté, une témérité d'ambition du roi Charles-Albert et du roi Victor-Emmanuel, le fruit de l'alliance hasardeuse de M. de Cavour et des partis démocratiques de la Péninsule. Elle n'est nouvelle que par la forme, par le secours qu'elle a reçu d'une idée rajeunie au contact des institutions libres. Dans son essence, elle est l'expression des tendances permanentes de la maison de Savoie et du peuple

piémontais. Elle a ses traditions, elle plonge dans l'histoire, et à vrai dire c'est une de ses forces. J'oserai ajouter que rien n'est nouveau, ni dans le but, ni quelquefois dans les moyens, ni même peut-être dans le caractère des hommes.

Chose singulière que cette histoire de l'Italie et cette histoire du Piémont! Du sein des rivalités internationales qui vont toujours chercher un champ de bataille au delà des Alpes, et de toutes ces dissensions municipales qui préparent l'inévitable avénement d'une domination étrangère, surgit un petit pays solide et résolu qui commence sa carrière sous la conduite de ses princes comme un vigoureux cadet de famille qui a sa fortune à faire dans le monde, et qui la fera, car il est patient, actif et difficile à décourager. Ils ont songé de bonne heure à s'arrondir, ces petits princes de Savoie héritiers de Humbert aux blanches mains et du comte Vert.

Donations, annexions volontaires, conquêtes, alliances, tout leur est bon. Quelquefois ils semblent totalement perdus, et le lendemain ils sont debout avec une ville ou un territoire de plus. Le pape Félix V, qui avait été duc de Savoie, disait que « les princes de sa maison n'avaient pas l'habitude de rendre les choses qu'ils avaient acquises, mais d'en acquérir de nouvelles de ceux qui voulaient avoir paix avec eux. » De leur position à cheval sur les Alpes, ils ont tiré leur politique et leur caractère : prompts à saisir les occasions, toujours prêts à se jeter dans les guerres européennes pour assister aux congrès, parce que c'est dans les congrès que se distribuent les territoires; peu scrupuleux d'ailleurs entre des voisins également menaçants, mais portés en général a se tourner du côté du plus faible pour mieux faire compter et payer leur alliance. C'est Emmanuel-Philibert qui fut le

créateur de la politique italienne du Piémont en se transportant définitivement à Turin et en précisant la direction des ambitions de sa maison. « En Allemagne il est estimé Allemand, disaient de lui les ambassadeurs vénitiens; en France, il est Français par ses parentés vieilles et nouvelles, mais lui, il est Italien, et il veut être tenu pour tel. » Emmanuel-Philibert fit mieux : en créant une politique nouvelle, il créa un instrument pour la servir, une nation unie et compacte, un peuple discipliné et tout plein d'esprit militaire; en un mot, il créa le Piémont moderne.

Dès lors commence cette marche vers Milan qui constitue désormais la politique piémontaise. Dans toutes les combinaisons se retrouve cette pensée de la couronne de la Lombardie. Elle est dans le projet grandiose de réorganisation de l'Europe conçu par Henri IV; elle est dans les alliances nouées avec Louis XIV pendant la guerre de succession, de même qu'elle est dans les négociations suivies d'un autre côté avec les chefs de la coalition européenne. Le ministre anglais Hill écrivait alors de Turin à sa cour : « Je crois que le duc verrait les Français à Milan plus volontiers que les impériaux; mais il préférerait les Turcs aux uns et aux autres. Son Altesse Royale ne sait pas cacher la grande tentation qu'elle a de s'emparer elle-même du duché de Milan... » Ces princes marchent à leur but par toutes les voies, tantôt par la guerre, tantôt en faisant acheter leur neutralité, tantôt même par des mariages, — témoin le mariage que Louis XIV négociait entre Philippe V et la princesse Gabrielle, fille de Victor-Amédée II, ce qui deux ans plus tard n'empêchait pas celui-ci, peu satisfait de la France, de passer aux alliés. La couronne de l'Italie du nord fuit cependant. La maison de

Savoie ne peut l'atteindre, Charles-Emmanuel III lui-même ne peut la garder, après avoir été deux ans à Milan pendant la guerre de 1734; mais alors on se contente d'acquisitions partielles qui sont autant de pas vers le but. La guerre de la succession d'Espagne vaut au Piémont Vigevano, Monferrat, la Lomelline, la vallée de Sesia, l'Alexandrin; à la guerre de la succession de Pologne, il gagne Novare et Tortone; un autre lambeau de la Lombardie lui échoit à la guerre de la succession d'Autriche, Bobbio, le Haut-Novarais, un morceau du pays de Pavie. C'est ce qu'un des princes de Savoie du dernier siècle appelait, dans un langage qui n'était pas entièrement politique : « Manger l'artichaut feuille à feuille. »

De cette tendance permanente il est résulté deux choses : plus le Piémont s'est avancé dans la Lombardie, plus il a senti le besoin d'avoir le Milanais tout entier, ne fût-ce que pour couvrir une frontière ouverte, inégale et sans défense. En outre, dans cette marche progressive, le Piémont se trouvait nécessairement en face de l'Autriche, et c'est ainsi que cette politique italienne de la maison de Savoie, qui, dans la pensée d'Emmanuel-Philibert, tendait à exclure tous les étrangers de la Péninsule, est devenue, par la force des choses, une politique directement hostile et offensive contre l'Autriche, demeurée l'unique dominatrice étrangère au delà des Alpes, tandis que l'Autriche à son tour a vu son unique et réel ennemi dans le Piémont. De là l'étrange politique suivie par le cabinet de Vienne pendant la révolution française. Sa pensée était moins de défendre le Piémont comme un allié que de le laisser disparaître en essayant de garantir ses propres possessions. « Où donc est la nécessité d'un roi de Sardaigne? » disait-il dans les négociations de Lunéville. De là

aussi la politique du Piémont, qui voulait d'abord opposer aux invasions de la république une ligue italienne, puis ne se rejetait qu'avec regret dans une alliance avec l'Autriche, et enfin essayait de faire prévaloir dans ses négociations avec la France cette idée toujours caressée d'un royaume de l'Italie du nord.

La politique du Piémont sort de toutes ces luttes; elle est devenue forcément antiautrichienne, et elle a été surtout confirmée dans ces tendances par les traités de 1815. Cette idée d'antagonisme vis-à-vis de l'Autriche a été en quelque sorte une maxime d'État pour les hommes politiques piémontais, et non pas seulement pour ceux qu'on appelle des révolutionnaires, mais pour tous ceux qui ont l'instinct des destinées de leur pays. Le comte d'Aglié, ministre du roi de Sardaigne à Londres, s'en inspirait en 1815 dans une lettre remarquable qu'il adressait à lord Castlereagh, et où il s'efforçait de rendre sensibles tous les dangers de la domination impériale au delà des Alpes, — et vraiment la politique antiautrichienne a trouvé un auxiliaire des plus imprévus, des plus extraordinaires dans le comte de Maistre lui-même, dont la correspondance diplomatique a révélé un homme si singulièrement hardi. L'incompatibilité de l'Autriche et du Piémont en Italie est l'obsession de cet esprit puissant. « Si l'Autriche domine de Venise à Pavie, dit-il, c'en est fait de la maison de Savoie : *vixit.* » De Maistre ne pouvait se lasser de le répéter; il l'écrivait dans une lettre de 1812, qui a été récemment divulguée : « Par la nature même des choses, dit-il, l'Autriche, tant que nous ne changerons ni de force ni de situation respective en Italie, sera toujours portée par une tendance invincible à s'avancer sur la maison de Savoie,

et pour arriver à ce but, elle profitera de toutes les occasions. L'intérêt le plus évident de la maison de Savoie, intérêt qu'elle partage avec toute l'Italie, c'est sans doute que l'Autriche ne possède rien dans ces contrées, sauf à l'indemniser d'une manière digne d'elle en Allemagne. Il n'y a dans cette proposition rien de contraire au respect dû à l'une des plus grandes maisons de l'univers. On dit seulement, et c'est un fait incontestable, que ses possessions en Italie n'étaient avantageuses ni à elle ni à l'Italie, et qu'elles nuisaient infiniment à la maison de Savoie, quelles que pussent être d'ailleurs les relations de sang de ces deux augustes familles... »

On ne saurait dire à quel point la pensée d'une restauration impériale au delà des Alpes exaspérait cet homme de bien, dont l'intelligence vigoureuse embrassait l'avenir jusqu'en ses extrémités. « Prenez garde à l'esprit italien, écrivait-il encore le 18 juillet 1815, au comte de Valesia, ministre des affaires étrangères à Turin, — il est né de la révolution; notre système, timide, neutre, suspensif, tâtonnant, est mortel dans cet état de choses. Que le roi se fasse chef des Italiens, que dans tout emploi civil et militaire, et de la cour même, il emploie indifféremment des révolutionnaires, même à notre préjudice, ceci est essentiel, vital, capital; les expressions me manquent... » Et puis quand tout fut dit, quand la restauration fut accomplie, il reprenait plus triste : « Que vous dirai-je de l'Italie, monsieur le comte? Vous voyez ce qui s'y passe mieux que moi. Pauvre Italie! ceux qui l'aiment ont fait ce qu'ils ont pu; mais il faut d'autres machines pour la tirer de l'abîme déplorable où elle est tombée. » Que veut dire cela? pourra-t-on observer. Que le

Piémont a une vocation prononcée pour la Lombardie, que la maison de Savoie a de vieux désirs d'agrandissement que ses princes se transmettent, dont ses serviteurs ont fait une politique? Oui, mais cette politique a deux faces : si d'un côté elle s'appelle une ambition de race royale, de l'autre elle s'appelle l'indépendance de l'Italie. Le règne du roi Charles-Albert ne fut que la lente et mystérieuse identification de ces deux idées. Et sous quels auspices a été scellée et s'est fortifiée cette alliance, devenue l'une des choses les plus sérieuses de la politique contemporaine? Sous les auspices de la liberté constitutionnelle, qui a eu le souverain mérite et l'heureuse fortune de ne pas naître d'une révolution violente, d'échapper à toutes les réactions et de rester l'auxiliaire, la condition, dirai-je, d'un système traditionnel, rajeuni par toutes les idées modernes. L'histoire du Piémont est là tout entière depuis onze ans.

VII

Un des plus curieux spectacles contemporains, c'est peut-être celui de ce petit pays, mêlé, comme tous les États italiens, au mouvement libéral et national qui emportait la Péninsule en 1847, engagé plus que tous les autres dans une croisade d'indépendance où il dévouait son armée et sa fortune, atteint d'un désastre accablant, et se retrouvant debout le lendemain avec la liberté de ses institutions et la dignité d'une politique indépendante. Se réveiller du mauvais rêve de la défaite, reconstituer ses forces, coordonner des institutions nouvelles, ou mieux encore ne pas perdre

ces institutions, renouveler ses ressources épuisées, ce sont là les problèmes que le Piémont avait à résoudre. Le Piémont n'a pas tout fait sans doute, il s'en faut; mais il a fait en ces dix années deux choses qui caractérisent son rôle et sa situation : il a donné le salutaire exemple d'un pays qui vit par la liberté sans glisser dans l'anarchie, et il a travaillé à dégager la politique italienne de la confusion immense où elle était tombée en 1848, pour la ramener à ce qu'elle à d'essentie..

Je ne veux pas faire en ce moment l'histoire du gouvernement constitutionnel à Turin; je voudrais seulement montrer comment le Piémont a échappé au naufrage universel des révolutions italiennes. Qu'on se représente un instant ce terrible lendemain de Novare. Le pays était ouvert devant l'Autriche, qui pouvait aller camper à Alexandrie. L'armée était désorganisée et le trésor était vide. A Gênes, une insurrection républicaine éclatait, et à Turin même les passions révolutionnaires étaient exaspérées d'un désastre qui était leur œuvre. En Italie, le Piémont était suspect aux révolutionnaires et aux gouvernements; en Europe, il avait des amis qui avaient blâmé cette nouvelle guerre, qui accusaient ses témérités, et qui d'ailleurs ne pouvaient plus songer désormais qu'à lui épargner les conséquences les plus dures de la défaite. C'est dans ces conditions, aggravées encore par un changement de règne, que s'inaugurait une nouvelle situation. Si le gouvernement se tournait vers l'Autriche, il trouvait un ennemi hautain, qui dictait une paix accablante, et s'il se tournait vers le parlement, il trouvait une chambre toute pleine des passions démocratiques qui avaient poussé à cette prise d'armes, et qui refusaient

puérilement de subir les nécessités rigoureuses qu'elles avaient créées. La chambre marchandait au ministère le moyen de vivre, en ne lui accordant que de mois en mois le droit de percevoir les contributions : elle le plaçait entre une impossibilité et une obligation d'illégalité. Le traité de Milan une fois signé, le parti démocratique discutait, éludait et embarrassait la ratification là où il eût fallu approuver en silence, comme le proposait le comte Balbo. Par un aveuglement puéril, cette chambre démocratique allait d'elle-même au-devant d'un coup d'État que le nouveau roi eût pu accomplir d'un mot, et auquel le pays eût peut-être battu des mains.

Il y avait alors au pouvoir un homme d'une séduisante loyauté de caractère, d'un esprit élevé et fin, éclairé par le patriotisme, M. d'Azeglio, devenu président du conseil peu après l'avénement de Victor-Emmanuel II. M. d'Azeglio sentit que, puisque le traité avec l'Autriche était une nécessité à laquelle il fallait se résigner, le maintien du *statut* était pour le Piémont le seul moyen de faire acte d'indépendance. Il ne voulut pas trancher les difficultés qu'on lui créait; il les dénoua en conseillant une dissolution de la chambre et un appel direct du roi au pays. Le pays répondit à cet appel en nommant une chambre qui permit au gouvernement de remplir ses obligations avec l'Autriche, et le régime constitutionnel fut sauvé à Turin. Ce jour-là le Piémont gagnait sa bataille de Novare, et il la gagna sur les passions de parti par l'alliance de la loyauté et du bon sens.

C'était une confirmation nouvelle du *statut;* le régime constitutionnel était heureusement affranchi de toutes les solidarités révolutionnaires, et devenait un système régulier de liberté modérée qui peut n'avoir pas produit tous ses résultats

intérieurs, mais qui a vécu. Et il a vécu justement par l'intime et invincible union du souverain et du peuple, qui sont liés par les mêmes intérêts, les mêmes sentiments et les mêmes espérances. Un des caractères de cette maison royale, c'est d'être profondément identifiée avec le pays; elle n'a pas même une fortune privée à elle. Il peut y avoir en Piémont des libéraux, des conservateurs, des absolutistes, des radicaux, en un mot des nuances diverses d'opinions qui se font jour dans le parlement, il peut y avoir des antipathies comme il en existe entre les habitants de la Savoie et les Piémontais; mais ces dissidences, ces dissentiments de caractères et d'opinions ne deviennent jamais une agression contre le roi, qui est toujours, aux yeux de tous, l'expression traditionnelle et populaire de la vie nationale, et par cela même le roi n'est nullement intéressé à entraver la liberté universelle. Il s'ensuit que la popularité du roi est une garantie pour la liberté, et que la liberté à son tour est une force de plus pour la monarchie. Aussi qu'est-il arrivé depuis dix ans? Les passions révolutionnaires se sont éteintes comme des flammes sans aliments. Tandis que les autres pays de l'Italie étaient pleins de troubles secrets et d'agitations menaçantes, le Piémont restait exempt de tous ces périls intérieurs. La démagogie n'existe pas. M. Mazzini lui-même a été obligé l'an dernier de suspendre la publication de son journal, l'*Italia del Popolo*. C'est ainsi que le Piémont, progressivement pacifié par la liberté, rendu à lui-même en quelque sorte, a pu reprendre peu à peu ses traditions de politique nationale, un moment enfouies sous le désastre de Novare.

C'est qu'en effet on ne saurait s'y méprendre, il est entre ces deux questions un lien indissoluble. Une politique

libérale à Turin devait être bientôt nécessairement une politique nationale, je veux dire une politique s'inspirant de l'idée de l'indépendance italienne. L'Autriche le sentait en 1849, et sans doute elle eût volontiers exonéré le Piémont de la contribution de guerre qu'elle lui imposait, si le Piémont eût consenti à son tour à sacrifier ses institutions nouvelles. Dès que le *statut* était maintenu, l'antagonisme subsistait. « Notre liberté, disait, il y a un an, un des orateurs du parlement piémontais, M. Farini, — notre liberté est un tourment pour l'Autriche. Je dirais que c'est une permanente conspiration bien plus efficace que celle des sectes. Cette tribune, d'où nous répandons en Italie et en Europe nos opinions et nos discussions, cette tribune est un continuel attentat contre la prépondérance autrichienne en Italie. Les discours mêmes de nos adversaires politiques sont une conspiration. Le comte Solar della Margarita conspire quand par ses discours il provoque mes réponses.... »

Cette politique italienne du Piémont, comment s'est-elle développée depuis dix ans? Elle a eu des phases diverses, elle s'est appelée M. d'Azeglio, puis M. de Cavour. Au fond, avec des tempéraments différents, elle a toujours suivi la même voie, et elle procède d'une double pensée. Depuis le jour où la fortune lui fut infidèle à Novare, le Piémont a tendu sans cesse à refaire sa position en Europe par des traités de commerce, par des efforts multipliés pour améliorer ses relations anciennes et nouer des rapports nouveaux, par toutes les garanties qu'il offrait, et à mesure qu'il sentait son crédit moral renaître, sa position s'affermir en Europe, il dévoilait sa politique vis-à-vis de l'Autriche. Le point de jonction de ces deux pensées a été la guerre d'Orient, où le Piémont allait

hardiment chercher en Crimée le droit d'évoquer la cause italienne dans les conseils diplomatiques. Dès 1853 le séquestre mis par l'Autriche sur les biens des émigrés lombards résidant en Sardaigne avait montré, il est vrai, ce qu'avaient de difficile et de précaire les rapports établis par les derniers traités entre le cabinet de Vienne et le cabinet de Turin; mais c'est au congrès de Paris surtout que se dessinait et s'avouait l'antagonisme, et M. de Cavour, revenu à Turin, ne dissimulait nullement la gravité de la situation nouvelle. « Les plénipotentiaires de l'Autriche et de la Sardaigne, disait-il au parlement, se sont retirés sans colères personnelles, mais avec l'intime conviction que les politiques des deux gouvernements étaient plus que jamais éloignées de s'entendre, et que les principes des deux pays étaient plus que jamais inconciliables.... » Dès ce moment, la situation ne cesse de s'aggraver et de s'aigrir. Les démonstrations d'antipathie et de défiance se succèdent, si bien qu'en 1857 une rupture diplomatique éclate à la suite d'une démarche d'impatience du cabinet de Vienne contre les journaux de Turin et contre toutes les manifestations italiennes. D'incident en incident, la lutte a marché, et lorsqu'il y a près d'un an, dans une des plus graves discussions du parlement de Turin, on interrogeait M. de Cavour sur ce qu'il voulait faire en Italie, sur les moyens qu'il avait pour atteindre son but, il répondait : « Ce n'est pas la diplomatie qui accomplit les grands changements, mais elle peut les préparer. Pour les accomplir, le ministre des affaires étrangères ne suffit pas seul; il a besoin de quelques autres de ses collègues. » Ainsi cette politique italienne, telle qu'elle s'est successivement dévoilée, conduit le Piémont à une situation qui, si elle n'est pas l'hostilité

matérielle, est au moins la dernière extrémité de l'hostilité morale dans les limites des traités et de la paix.

Politique hardie, sans doute, mais qui a aussi ses périls, car elle place le Piémont dans des conditions extraordinaires. Elle concentre en elle toutes les forces du pays. En se confondant avec le système constitutionnel, elle l'éclipse presque ; elle nécessite un état militaire permanent considérable, et elle se traduit financièrement par deux chiffres éloquents : quarante millions d'intérêts pour la dette et quarante millions pour le budget de la guerre. Le Piémont offre ce phénomène curieux d'un petit peuple qui a une politique supérieure à sa position territoriale. Ce phénomène lui-même cependant est-il une nouveauté autant qu'on le pourrait croire ? La surface des choses change, le fond reste le même. Joseph de Maistre disait de son temps : « Le diamètre du Piémont n'est point en rapport avec la grandeur et la noblesse de la maison de Savoie. » Le Piémont constitutionnel et libéral est ainsi : le diamètre de son territoire n'est point en rapport avec son rôle moral. Devenu le centre, le foyer de toutes les espérances, de toutes les aspirations italiennes, qui refluent en quelque sorte dans ce petit coin de terre, il se sent à l'étroit dans ses frontières, et la liberté nouvelle, en étendant son influence, vient en aide à ses traditions d'agrandissement par l'émancipation nationale de l'Italie, ou du moins de la partie de l'Italie restée soumise à une domination étrangère. De là cette attitude militante d'un peuple toujours prêt à l'action. Il y a dans l'atelier d'un sculpteur de Turin une statue destinée à couronner un monument érigé, dit-on, avec des offrandes milanaises en l'honneur de l'armée sarde. Cette statue représente simplement un officier piémontais vigou-

reux et résolu. D'une main il tient le drapeau, et il a l'autre main sur son sabre. Son regard semble fixer un but invisible, et, dans son immobilité, on dirait qu'il est en marche. N'est-ce pas un peu l'image de ce peuple militaire et libéral, qui cherche sans cesse à conformer ses destinées à ses désirs?

Voilà donc la situation telle qu'elle apparaît au delà des Alpes. D'un côté, l'Autriche, placée en Italie par les traités et réduite à gouverner militairement des populations qui résistent, maintient par la force une domination toujours en péril. Pour se défendre à Milan, elle est obligée d'être partout, et en étendant partout son influence, elle fait la faiblesse des gouvernements qu'elle soutient; elle contribue, sans le vouloir, à entretenir dans la Péninsule un vaste foyer d'incandescence où des passions révolutionnaires de toute sorte se mêlent à un instinct légitime d'indépendance. D'un autre côté, le Piémont, cerné de toutes parts et enfermé dans un cercle d'interventions à main armée, peut se sentir indirectement menacé par cette prépondérance envahissante. Il n'a pas des forces égales à celles de l'Autriche; mais il peut s'armer contre elle de tous les instincts d'indépendance froissés et de tous les griefs de populations mécontentes. Il n'ébranle pas la domination impériale par ses soldats, il peut la rendre tous les jours plus impossible par son esprit, par la force expansive de ses institutions, par le retentissement de ses paroles, par cette attraction qu'exerce toujours un foyer de nationalité et de liberté. S'il est un fait éclatant dans cette épisode de l'histoire contemporaine, c'est qu'il y a une force des choses que des volontés impatientes peuvent presser ou que de prévoyantes sagesses peuvent atténuer et adoucir, mais qui existe. La question italienne est dans la situation

de l'Autriche, dans les inquiétudes ou, si l'on veut, dans les espérances du Piémont, dans les conditions de la Péninsule tout entière. Joignez à ceci un certain état de l'Europe qui aggrave ou pallie alternativement toutes ces complications dont l'Italie est l'éternel foyer. S'il est un fait également significatif dans cet ensemble de circonstances, c'est que le Piémont a au delà des Alpes un rôle exceptionnel qu'il doit à ses traditions et à son esprit, retrempé par ses institutions nouvelles; mais comment le Piémont peut-il servir l'Italie?

VIII

Il y a, on le sait, bien des manières d'entendre l'indépendance italienne; il en est qui sont aussi périlleuses que peu efficaces, et qui, en allant se perdre dans des rêves impossibles, n'arrivent qu'à laisser la Péninsule sous l'impérissable joug. L'unité de l'Italie est assurément une de ces chimères qui ont des prétentions à la grandeur. C'est en s'inspirant de la réalité des choses, en tenant compte des faits les plus enracinés, que le Piémont et l'Italie peuvent arriver peut-être à la plus simple et à la plus pratique solution. Quand le Piémont se tourne vers l'Autriche et met en cause sa domination en Lombardie, il est peu respectueux pour les traités, il est vrai; mais il parle au nom d'un principe supérieur aux traités eux-mêmes, et l'Europe peut ne voir dans cette revendication nationale qu'une pensée généreuse. Il n'en est plus ainsi dès que ces revendications d'indépendance atteignent les autres souverainetés italiennes; ce n'est plus alors un affranchissement, c'est une conquête. Et quel

est le premier effet de ces menaces? C'est de rendre cette indépendance nationale qu'on invoque suspecte aux princes et de les rejeter vers l'Autriche, qui, en les protégeant, leur laisse au moins la vie dans la subordination. On arrive à cet étrange résultat, de créer sans le vouloir entre les maîtres du royaume lombardo-vénitien et les autres gouvernements de l'Italie, une identité d'intérêts qui n'existe pas[1].

A vrai dire, la question de l'indépendance italienne n'est pas essentiellement une question de remaniement de territoires; elle se réduit dans ses termes les plus simples — je ne veux pas dire les plus faciles — à substituer un gouvernement national à la domination étrangère là où existe cette domination, et qu'on le remarque, par ce fait même, la situation de toute la Péninsule change d'aspect. Toutes les difficultés ne disparaissent pas sans doute, mais elles s'amoindrissent; des rapports plus naturels s'établissent entre les gouvernements et les populations, et les réformes intérieures deviennent plus faciles. Élever de telles questions, qui sont comme des épées suspendues sur toutes les indépendances, c'est lier la cause de l'Italie à des changements arbitraires qui dénaturent cette cause elle-même aux yeux de l'Europe. Le Piémont serait-il sûr de n'avoir pas le len-

1. On a vu comment ce qui était possible et simple avant la guerre est devenu difficile après la guerre, non aux instigations du Piémont, ainsi qu'on s'est plu à le dire, mais par la manifestation éclatante de cette malheureuse solidarité entre l'Autriche et les princes italiens que je dépeignais plus haut. Les princes ont été placés entre les intérêts italiens et les liens du sang, les affections de famille ou les habitudes de subordination, ils ont été fatalement entraînés vers l'Autriche; les populations ont été placées entre leurs intérêts de nationalité et leurs princes; elles ont rompu avec leurs princes.

demain des ennemis aussi dangereux que l'Autriche, et de ne point voir se tourner contre lui ces antipathies de l'esprit local qui ont été si souvent le secret et le ressort des mouvements italiens?

Une autre erreur, une autre cause de désastre, bien plus puissante et plus efficace, ce serait si cette question de l'indépendance italienne se laissait gagner, envahir par l'esprit révolutionnaire, et pouvait être confondue avec lui. C'est par ce côté révolutionnaire qu'elle a effrayé et qu'elle effraye encore bien des esprits conservateurs. On voit en elle comme la flamme incendiaire de la société européenne, des déchirements religieux par la destruction de la papauté, le règne des sectaires dans des républiques anarchiques, au fond M. Mazzini, et on s'arrête. On ne veut pas croire à la légitimité d'une indépendance qui ne pourrait devenir une réalité qu'à la condition de tout ébranler dans le monde. Ce n'est pas l'alliance de l'esprit révolutionnaire qui pourrait faire la force d'une politique de nationalité, ce serait sa faiblesse au contraire. Comment le Piémont a-t-il un crédit moral en Europe, une position, un ascendant utile en Italie, un rôle qui peut être décisif? Ce n'est pas parce qu'il personnifie la révolution, c'est parce qu'il représente un instinct juste d'indépendance sans cesser d'être un État régulier, conservateur, faisant vivre l'ordre dans la société par la liberté dans les institutions. La révolution n'est ni le but ni le moyen pour une vraie politique d'émancipation nationale, c'est l'éternel obstacle et l'ennemi. Qu'on se souvienne de ce qui est arrivé à une époque qui n'est pas encore effacée de la mémoire des hommes.

Il y eut un jour où, par un mouvement régulier, quoique

précipité, l'Italie se trouva engagée dans une entreprise d'affranchissement. L'idée de l'indépendance remplit seule les esprits d'abord. L'armée du Piémont, suivie d'une sympathie universelle, marchait en Lombardie; elle gagnait des victoires, elle touchait presque au succès; l'Autriche, cernée de toutes parts, était réduite à une véritable extrémité et proposait de traiter. Bientôt cependant la révolution se montrait. Toutes les passions éclataient à la fois; la démagogie se dévoilait, prétendant déjà mettre la main sur cette indépendance que l'épée n'avait pas encore conquise. Qu'arriva-t-il alors? Par une sorte de volte-face subite de l'opinion, l'intérêt se portait presque du côté des Autrichiens, d'abord parce qu'on honore toujours une brave armée qui, seule, livrée à elle-même, défend le drapeau qu'un grand empire a mis en ses mains, et reste au poste d'où la politique ne l'a pas relevée, puis enfin parce qu'on ne voyait plus l'Autriche et l'Italie : c'était l'Autriche et la révolution. Les impériaux se trouvaient défendre la cause universelle de la civilisation; l'indépendance disparaissait. Et par qui succombait-elle? Est-ce par les Autrichiens? Soit; mais comment les Autrichiens arrivaient-ils si promptement à reconquérir leur ascendant, si ce n'est par la révolution, qui envahissait tout, qui menaçait tout, qui absolvait l'Autriche et lui permettait de reconstituer sa position de maîtresse de la Lombardie et de protectrice des autres États italiens? Voilà comment la révolution est l'auxiliaire de l'affranchissement de l'Italie!

J'ajouterai que si le Piémont a un intérêt évident à rester un État conservateur, régulier, agissant par des moyens réguliers, il n'a pas moins d'intérêt à rester dans tous les temps un État constitutionnel et libéral. C'est par un esprit de sage

et active liberté qu'il est fort vis-à-vis de l'Autriche et qu'il rétablit une sorte d'équilibre entre des puissances si inégales. Je ne sais comment l'indépendance du nord de l'Italie se réalisera; ce que je sais, c'est qu'elle ne se défendra que par le libéralisme des idées et des institutions contre des revendications toujours possibles.

Dégager incessamment la question italienne des solidarités révolutionnaires qui la compromettent, aussi bien que des menaces de dépossession ou de transformations territoriales qui la compliquent au lieu de la simplifier, la ramener au point unique, au point fixe où elle est réellement, c'est-à-dire là où existe une domination étrangère, c'est là, si je ne me trompe, la vraie politique pour le Piémont et pour l'Italie. Et c'est la politique la plus vraie, la plus efficace, à un triple point de vue; parce qu'elle répond à la diversité des situations et des intérêts au delà des Alpes, parce qu'elle laisse à la cause de l'Italie le caractère d'une généreuse et immortelle revendication de nationalité, parce qu'enfin elle est la plus pratique, la plus réalisable dans la situation générale de l'Europe. Elle atteint cette limite au delà de laquelle elle n'est plus qu'une vaste conflagration où la question italienne elle-même disparaît derrière un amas de prétentions, de rivalités et d'intérêts. Tant qu'il ne reste qu'une contestation de la prépondérance autrichienne au delà des Alpes et la substitution possible d'un pouvoir national à un pouvoir étranger dans l'Italie du nord, que peut dire l'Angleterre? Elle a toujours été la bruyante instigatrice des agitations italiennes; ses sympathies en faveur d'une émancipation nationale de la Péninsule sont devenues une tradition populaire. Je ne voudrais pas dire que l'Angleterre se laisse lier par

des précédents; mais enfin, lorsqu'en 1848 la question se présentait dans les termes les plus décisifs, lord Palmerston n'hésitait pas à se prononcer sur la nécessité d'une cession de la Lombardie, sur l'impossibilité morale de la domination impériale, même dans le cas où les provinces italiennes seraient reconquises, et prévoyant une guerre plus générale, il ajoutait dans une dépêche du 9 octobre 1848 : « Toutes disposées que pourraient être les puissances amies et alliées de l'Autriche à lui porter secours, si elle était menacée dans son existence propre et légitime en Allemagne, il existe au sujet de ses prétentions à imposer son joug aux Italiens un sentiment si universel de ce qu'elles ont d'injuste, que ce sentiment pourrait avoir pour effet de la laisser avec bien peu d'aide dans le cas d'une guerre... » Est-ce la Prusse qui peut être systématiquement hostile à une solution nationale de la question italienne? La politique prussienne peut être embarrassée sans doute par tous les efforts du cabinet de Vienne pour entraîner l'Allemagne; la Prusse irait-elle cependant jusqu'à garantir à l'Autriche la possession de ses provinces italiennes dans toutes les éventualités? Quant à la Russie, bien clairement elle ne peut être défavorable à ce qui peut troubler la puissance de l'Autriche en Italie. C'est plutôt le Piémont qui aurait en elle une alliée, si la Russie devait être l'alliée de quelqu'un.

IX

D'où peuvent donc venir les complications? On ne peut cacher ce qui éclate à tous les yeux; elles ne pourraient venir que d'une intervention de la France en Italie dans des

vues d'agrandissement propre. Alors la question change de face : l'Angleterre et la Prusse se rapprochent de l'Autriche, et ces neutralités expectantes deviennent des alliances actives ; mais la France peut-elle aller chercher des agrandissements au delà des Alpes ? La France a en Italie des intérêts d'influence, elle n'a pas d'intérêts de prépondérance. La politique de prépondérance, c'est la politique qui entraîna autrefois les rois de France à la poursuite d'une chimère ruineuse, qui fascina l'esprit de l'empereur Napoléon lui-même il y a plus d'un demi-siècle. Le comte Balbo raconte que le premier consul, après avoir organisé la France, voulut organiser l'Italie, et consulta quelques-uns des hommes les plus éminents de la Péninsule, notamment M. Melzi. M. Melzi démontra la nécessité de créer un royaume de l'Italie du nord, et Napoléon ne contesta pas. M. Melzi chercha alors quelle maison de princes on pourrait mettre à Milan, et il nomma la maison de Savoie. Napoléon eut alors un sourire de mécontentement. « C'est le meilleur choix pour l'équilibre de l'Italie et de l'Europe, observa M. Melzi. — Qui vous parle d'équilibre ? dit Napoléon. — Je comprends maintenant, reprit M. Melzi ; je me suis trompé : je devais parler de prépondérance. — C'est cela, vous y êtes, » ajouta le tout-puissant interlocuteur. Malheureusement la prépondérance française a fini par la prépondérance autrichienne.

Mais alors, dira-t-on, quelle est la politique de la France en Italie ? Si elle ne peut poursuivre aucun agrandissement pour elle-même, est-il de son intérêt de voir s'élever à ses portes, de l'autre côté des Alpes, une autre Prusse comptant dix millions d'hommes, et pouvant créer des embarras nouveaux ? Ces craintes ne sauraient, il me semble, limiter les

sympathies de la France, justement parce que ses intérêts ne tiennent pas à des considérations de territoire, parce qu'ils ne sont pas une question de prépondérance, mais d'influence. Sans accorder une valeur absolue aux théories modernes sur les races, il est un fait dont il faut tenir compte, c'est l'existence de toute cette race latine dont la France reste la tête après tout. Ce n'est pas seulement par la supériorité de ses forces, par sa position géographique, que la France a un ascendant sur le midi de l'Europe, c'est avant tout par ses idées. Tant qu'elle aura ses idées, elle n'a point à craindre une déchéance dans le monde, et elle n'a point à voir avec jalousie la constitution d'une Italie du nord. Elle est moralement et intellectuellement un intermédiaire naturel entre les races méridionales et le reste de l'Europe, et la création d'un royaume italien ne changerait pas cette condition générale des choses. J'en voudrais seulement tirer une conclusion, c'est que, plus que jamais, la France se trouverait dans l'heureuse obligation de tenir à la liberté pour rajeunir sans cesse la puissance de ses idées et pour conserver une influence que les armes donnent quelquefois, mais qu'elles ne maintiennent pas toujours.

Ce qui arrivera de toutes ces questions, qui se sont réveillées si subitement en Europe, nul ne peut le prévoir ni le dire. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'il est des problèmes qui naissent de la force des choses, et qui s'imposent d'eux-mêmes. On ne peut les éluder, il faut vivre au milieu de toutes les perplexités d'une destinée incertaine; mais il est du moins au pouvoir des hommes de sonder ces problèmes, de les regarder en face, de les simplifier en les dépouillant de ce qu'ils ont de chimérique, sans nier ce qu'ils ont de pé-

rilleux, et en les observant dans leurs éléments réels. Ce qu'il y a de certain aussi, c'est que cette question italienne peut devenir un moyen de fortifier l'équilibre de l'Europe, au lieu de le mettre en péril. Si cette indépendance de l'Italie, qui doit être l'unique but de toute politique sérieuse, eût existé depuis longtemps, des flots de sang humain n'eussent pas coulé. A cette place vide sont venus s'entrechoquer tous les intérêts et toutes les politiques. L'Autriche a appelé la France, et la France a appelé l'Autriche. « Cette veine donnera toujours du sang, disait, il y a quarante ans, un diplomate, jusqu'à ce qu'on laisse l'Italie à elle-même et que tous les étrangers en soient exclus. » C'est ainsi que la nécessité de l'indépendance de l'Italie ressort de l'histoire même, aussi bien que de tous les faits contemporains, non comme une menace, mais comme une garantie nouvelle pour l'ordre universel.

1er février 1859.

Digitized by Google

Digitized by Google

II

LE PREMIER ROI DE SARDAIGNE

ET

LA POLITIQUE DE LA MAISON DE SAVOIE

Habent sua fata; les peuples ont leur destin, qu'ils font eux-mêmes par la politique et par la guerre. Tantôt la politique noue ses combinaisons et multiplie les efforts pour contenir dans les limites d'un travail pacifique la lutte des passions et des intérêts; parfois aussi c'est la guerre qui intervient pour trancher les nœuds trop fortement serrés et pour livrer à la décision suprême des armes les antagonismes devenus inconciliables. On démontrera avec toute la supériorité de la raison que la paix est le premier des bienfaits, que par elle tous les progrès sont possibles, et qu'ils ne sont possibles que par elle, que la paix seule peut donner tout ce

que la guerre promet : soudain les conflits s'allument, les intérêts s'entre-choquent et les peuples volent de nouveau au combat. Ainsi marchent les affaires du monde. Dans cette poudreuse arène où se gagne et se perd la puissance, sans doute la fortune ne sourit pas à tous; il est rare qu'elle ne finisse pas par favoriser ceux qui ont une idée fixe, un instinct énergique de leur destinée, et qui sont toujours prêts à se jeter dans la mêlée des événements, au risque de voir plus d'une fois leurs ambitions déçues.

Il est en effet de ces peuples qui semblent faits par l'action et pour l'action. Petits par l'apparence territoriale et par l'importance politique, ils sont hardis, fermes de cœur, vigoureusement trempés, et c'est justement parce qu'ils sont petits avec une âme hardie qu'ils aspirent à grandir. Ils se sentent faits pour une position que l'arrangement des choses ne leur donne pas et qu'ils poursuivent à travers tout avec une ténacité invariable, sans redouter les conflits où la légalité des situations est au bout de l'épée. Lorsque Frédéric II voulait et prenait la Silésie, il n'était pas, je pense, préoccupé outre mesure du droit public et du trouble qu'il allait jeter dans l'équilibre des pouvoirs; il voyait l'Europe incertaine, l'occasion favorable, il avait un fier sentiment de la grandeur et de l'avenir de la Prusse, et la Prusse, qui n'était qu'un électorat au commencement du dernier siècle, qui ne comptait qu'un peu plus de deux millions d'hommes, la Prusse est devenue cette monarchie mal liée encore et inachevée, mais vivace, qui personnifie l'Allemagne protestante. Le Piémont est aussi depuis longtemps un de ces peuples toujours en marche et en voie de formation. Il a été souvent mené au combat par des princes belliqueux; vaincu quelque-

fois, jamais découragé, et ne cessant de s'avancer vers son but; il a fini par être l'expression vivante, virile et armée de tous les sentiments de nationalité italienne. Ces deux pays, le Piémont et la Prusse, ont grandi par la politique et par la guerre; ils sont devenus presque simultanément des royaumes, — la Prusse quelques années à peine avant le Piémont. L'un et l'autre ont rencontré le même obstacle, l'Autriche faisant front en Allemagne et en Italie. Le Piémont se trouve encore aujourd'hui en face de l'inévitable adversaire. A l'issue des événements qui se succèdent depuis trois siècles et qui s'engendrent en quelque sorte, il a l'Autriche devant lui, la France à ses côtés, et sur les plis de ce drapeau aux trois couleurs où brille la croix de Savoie, est écrit ce mot d'indépendance de l'Italie qui a ouvert comme une fanfare joyeuse tant de guerres sanglantes.

Rien n'est nouveau dans les spectacles du monde, rien si ce n'est la surprise des hommes en présence de ces jeux de la fortune qui semblent toujours imprévus, et qui ne sont cependant que l'expression la plus simple d'une lutte héréditaire, d'un ensemble de choses traditionnel. Quand les armées de l'Autriche, de la France et du Piémont se pressent au delà des Alpes, ce n'est point assurément le champ de bataille qui est nouveau : vingt fois cette contrée du nord de l'Italie a été submergée sous le flux et le reflux des invasions contraires; elle a eu le fatal privilége d'être le champ clos des duels européens. Il n'y a pas une place de terre qui n'ait été disputée par les armes et foulée sous les pieds des chevaux. Parcourez le Piémont : toutes ces villes dont les noms retentissent de nouveau et redeviennent familiers, Suse, Vercelli, Ivrée, Valenza, Casale, Asti, toutes ces villes

ont été prises et reprises. Turin a été assiégé, Verrue, qui n'est plus rien aujourd'hui, a subi deux siéges et deux assauts. Allez plus loin, en Lombardie : chaque bourgade, chaque colline a vu un combat entre toutes ces lignes de défense où est allée se jouer la stratégie des hommes de guerre de tous les temps. Et dans ces mêlées qui se succèdent de siècle en siècle, de quoi s'agit-il? Ce sont toujours les mêmes problèmes : antagonismes européens, luttes d'influences rivales, travail d'indépendance de l'Italie. Le maître du Milanais, qu'il s'appelle l'Espagnol ou l'Autrichien, veut s'étendre et régner par la force ou par la ruse dans le reste de la Péninsule. La France, se sentant menacée, descend des Alpes pour battre en brèche cette domination usurpée, et allant souvent au delà de ses intérêts, elle procède elle-même par la conquête ou par l'occupation de forteresses, — avant-postes de sa politique et de ses armées.

De son côté, le Piémont pressé, assailli de toutes parts, se défend comme il peut, gardant sa personnalité dans les plus grandes confusions, poursuivant l'accomplissement de ses desseins au milieu des querelles européennes, et cherchant sans cesse à dégager son indépendance du sein de ces formidables rivalités entre lesquelles il flotte en allié avisé et toujours prompt aux évolutions. C'est la clef de presque toute l'histoire, des luttes de l'Autriche et de la France aussi bien que de la politique piémontaise. Ce rôle intermédiaire, actif et efficace d'un petit pays, on n'aurait pu le retracer avec certitude il y a quelques années, lorsque les souverains piémontais cachaient leurs affaires, même dans le passé, comme un secret de règne. Les archives se sont ouvertes, et le jour s'est fait sur cette politique d'affranchissement pro-

gressif. C'est une des époques les plus curieuses de cette existence du Piémont, — la fin du dix-septième siècle et le commencement du dernier siècle, — que M. Carutti a décrite dans un récit substantiel, précis et coloré, du *Règne de Victor-Amédée II*, et que le comte Giuseppe Greppi éclaire de toutes les lumières des documents du temps, dans une courte et instructive étude. Ce n'est qu'une page d'histoire, mais cette page, retracée par M. Carutti avec la netteté élégante et ferme des vieux historiens italiens, montre comment le présent naît du passé, et en même temps elle ravive la figure de ces princes de Savoie dont le dernier héritier ne fait après tout que continuer la tradition.

Physionomie originale et curieuse par elle-même d'ailleurs que celle de ces princes que le cardinal d'Ossat appelait assez brutalement les *louveteaux de Savoie !* On les voit se démener au milieu des événements, batailleurs comme des héros d'Homère, sérieux comme des Taciturnes, jouant de l'épée et négociant secrètement. Par leurs alliances, ils tiennent aux plus grandes et aux plus vieilles maisons royales, aux maisons de France, d'Espagne, d'Angleterre, d'Autriche; par la position de leurs États, ils sont des premiers dans toutes les querelles de l'Europe. La neutralité ne leur est point bonne; un seul, le duc Charles III, voulut rester neutre au seizième siècle, et le Piémont faillit disparaître dans une tempête de fer et de feu, serré entre François Ier et Charles-Quint. Pour ces petits souverains, l'ennemi c'est celui qui a un pied chez eux ou qui menace de devenir leur maître. Contre celui-là ils s'allieraient au Grand-Turc et même à l'Autriche. Ils n'ont rien d'idéal et de bien chevaleresque, ces soldats intrépides et ces souples diplomates, et cependant

il passe sur leur visage je ne sais quel reflet qui attire, car ils ont après tout une pensée juste et virile, celle de secouer tous les liens de vassalité ! Ils ont l'âme patriotique et la fibre italienne. Les ambassadeurs vénitiens peignaient Emmanuel-Philibert comme un prince tout nerf, ayant dans les mouvements du corps « une grâce au-dessus de l'humanité, » parlant peu et agissant beaucoup, négociant toujours debout ou en marchant. Charles III avait perdu le Piémont par sa neutralité, Emmanuel-Philibert le reconquit en nous infligeant avec les Espagnols le désastre de Saint-Quentin. Après lui, Charles-Emmanuel Ier fait pendant vingt ans la guerre et poursuit un agrandissement qui fuit toujours, que le plan fameux de Henri IV faillit lui donner en le faisant roi de Lombardie. On lui attribue un sonnet plein du sentiment italien : « Italie, ah ! ne crains pas !... Celui qui désire te soustraire à un lourd fardeau, contre toi ne couspire pas. Prends courage et espère ! » A la fin du dix-septième siècle survient Victor-Amédée II, qui rassemble tous les traits de la race. Après Emmanuel-Philibert, c'est le second fondateur de la vraie politique piémontaise.

C'est justement cette politique que M. Carutti décrit dans une de ses phases décisives et qu'il montre à l'œuvre. Deux fois en peu d'années le Piémont est appelé au combat, d'abord dans la guerre qui conduit à la paix de Ryswick, puis dans la guerre de la succession d'Espagne, et deux fois il sort de la lutte fortifié. C'est le moment où le duché de Savoie devient une royauté ; le Piémont secoue définitivement la tutelle de la France, se tourne plus que jamais vers la Lombardie, et cette époque se personnifie dans un prince singulier et résolu, vrai prince de Savoie, dont la carrière

aventureuse se mêle à toutes les affaires de l'Europe pour finir comme un roman.

I

Cette seconde moitié du dix-septième siècle, où le Piémont a un rôle que je veux dire, est un moment dramatique de l'histoire. C'est l'ère des excès de prépondérance de la vieille monarchie française et des premières grandes coalitions européennes. La puissance de la France, victorieusement consacrée par la paix de Nimègue, s'étend et déborde sur l'Europe. L'Espagne languit et livre ses dépouilles; l'Autriche est occupée à guerroyer en Hongrie et à se défendre contre les Turcs; la coalition nouée par la Hollande dans la guerre de 1672 est dissoute. Ce que Louis XIV n'a pas par les armes, il l'obtient de l'impuissance et de la crainte; les *chambres de réunion* de Metz et de Brisach, chargées d'interpréter les traités et de préciser l'étendue de nos acquisitions, nous donnent ce qu'une campagne nouvelle ne nous eût pas donné. Il n'y a donc qu'un maître devant qui toutes les résistances ont plié jusqu'ici. Dans ce système de domination envahissante, le Piémont ne pouvait être évidemment qu'une dépendance de la France, et le cabinet de Versailles l'entendait bien ainsi.

La prépotence ne s'exerce pas de mille façons; ce que nous avons vu l'Autriche faire de nos jours en Italie, Louis XIV le faisait de son temps. Par l'occupation permanente de Pignerol et du pays environnant, il avait une clef des Alpes, et il prenait position sur la ligne du Pô en ache-

tant Casale du duc de Mantoue, ce voluptueux sultan du Mincio, qui vendait ses places fortes pour entretenir un harem. Louis XIV tenait donc militairement le Piémont, et il voulait le tenir par la diplomatie; il imposait à la petite cour de Turin — toujours comme l'Autriche au duc de Modène ou au grand-duc de Toscane — une alliance offensive et défensive, un traité de garantie réciproque de Pignerol et de Casale d'une part, du domaine ducal de l'autre. S'élevait-il quelques troubles à Mondovi pour les gabelles, aussitôt le cabinet de Versailles offrait ses soldats pour réprimer ces turbulences populaires. Un acte plus grave survint : c'était la révocation de l'édit de Nantes. Il y avait en Piémont une colonie de Vaudois établie dans les vallées de Lucerna, d'Angrogna et de Perosa, entre le mont Viso et le mont Cenis. Ces montagnards vivaient paisiblement sous la garantie de priviléges anciens. Louis XIV imposa l'expulsion des Vaudois. On résista d'abord à Turin, on éluda, puis il fallut céder, et un jour d'hiver plus de quatre mille bannis, femmes, enfants, vieillards et malades, furent acheminés vers la Suisse à travers le mont Cenis. Ainsi occupation de forteresses, interventions incessantes, traités de vassalité, solidarité imposée de politique, Louis XIV tenait le Piémont par tous les liens, et il ne prenait même pas la peine de déguiser sa prépotence, d'adoucir pour cette petite cour de Savoie les désagréments de la servitude. Les ministres du grand roi parlaient en maître à Turin.

C'est alors, en 1684, que paraissait un jeune prince de caractère impétueux, de volonté entière, cachant une âme de trempe vigoureuse sous une frêle enveloppe, et précocement formé à la dissimulation sous la jalouse tutelle de sa

mère, la régente Jeanne-Baptiste. Victor-Amédée II n'avait que dix-huit ans quand il prit le pouvoir, qu'il fut presque obligé d'enlever de force à sa mère. Louis XIV crut le lier plus sûrement à sa politique en le mariant avec une princesse française, Anne d'Orléans, fille d'Henriette d'Angleterre et petite-fille du malheureux Charles Ier. Les mariages ont servi quelquefois la maison de Savoie, ils ne l'ont jamais liée. Victor-Amédée n'eût point été de sa race, s'il n'eût ressenti violemment le poids de la prépondérance étrangère. Peu après son avénement, il était réduit à signer l'acte d'expulsion des Vaudois, et il n'y consentait qu'avec une répugnance extrême. Dans le secret du cœur, il nourrissait une amertume profonde en se voyant entouré, surveillé et pressé par la France, obligé de rendre compte de ses paroles et de ses actes; mais il se taisait, attendant une occasion. Cette occasion vint, ce fut la ligue d'Augsbourg, et ici commence cette carrière étrange d'un prince jeté dans toute sorte d'évolutions, passant d'un camp à l'autre, combattant toujours en soldat et négociant en rusé politique.

La ligue d'Augsbourg, qui devint la grande alliance signée à Vienne en 1689, fut, on le sait, l'œuvre de Guillaume d'Orange. Sentiment protestant révolté par la révocation de l'édit de Nantes, mécontentement des princes allemands, inimitié de l'Autriche et de l'Espagne, hostilité de la Hollande, tous ces éléments, Guillaume les rassembla en faisceau pour en fermer une coalition. Il manquait l'Angleterre, et ce fut peut-être une des causes de la révolution de 1688. Si Louis XIV eût pris une offensive hardie et opportune contre la Hollande, il eût empêché la descente en Angleterre; il n'en fit rien, Guillaume d'Orange devint Guil-

laume III d'Angleterre, et la grande alliance fut alors formée. Il y avait donc deux camps : dans l'un était Louis XIV, dans l'autre était l'Europe. Entre les deux formidables adversaires, le Piémont ne paraissait être rien ; en réalité, il avait de l'importance, car là, au pied des Alpes, était le nœud de la question le jour où la lutte allait s'engager en Italie. Les alliés ne l'ignoraient pas, ils sentaient bien que c'était un point vulnérable de la France, et ils flattaient le duc de Savoie. Louis XIV même ne pouvait méconnaître le prix de l'alliance du Piémont; mais dans le sentiment de son omnipotence il croyait le petit duc trop heureux de lui donner des soldats, de suivre sa fortune et de continuer à vivre à l'ombre de sa protection; il eût été plus prévoyant s'il eût écouté cette parole sensée de madame de Maintenon, qui lui disait : « Sire, le duc de Savoie sera petit auprès de vous s'il est votre ami; vous le trouverez grand si vous le laissez se déclarer votre ennemi. » Quant à Victor-Amédée, il suivait d'un œil attentif la marche des choses, allié apparent de Louis XIV et écoutant déjà les propositions qui lui venaient de l'Europe.

On lui envoya de Vienne l'abbé Grimani, Vénitien de naissance, beau parleur et adroit courtisan, depuis cardinal. L'abbé Grimani était chargé de lui rappeler que le Piémont était le gardien naturel des Alpes, qu'il avait une occasion merveilleuse de reprendre Pignerol, de chasser les Français de Casale et de retrouver l'indépendance entière de ses États; mais cela ne suffit pas; un autre négociateur fut choisi. Il y avait alors à l'armée autrichienne de Hongrie un jeune général qui s'était déjà illustré à côté du duc de Lorraine, c'était le prince Eugène de Savoie-Carignan. Le prince Eu-

gène était le dernier des sept enfants de Maurice de Savoie, qui avait pris du service en France, et d'Olympe Mancini, la belle nièce de Mazarin, qui avait un instant fixé le cœur de Louis XIV. Cadet de grande famille, il avait été mis dans l'Église, on lui destinait un riche bénéfice à Turin. Un jour il se fatigua du petit collet d'abbé, il reprit son nom de chevalier de Carignan et demanda un grade dans l'armée française. Sa demande fut reçue avec moquerie. Il partit alors pour Vienne, où on lui donna le grade de colonel, et il alla servir à l'armée de Hongrie, sous le duc de Lorraine. Deux ans après on le rappela de France; il refusa de revenir, et il écrivit au roi qu'il montrerait quelle épée on avait dédaignée. Louis XIV lut cette lettre à la cour en ajoutant : « Ne dirait-on pas que ma couronne a fait une grande perte? »

On rit beaucoup à la cour du grand roi. Le fait est que quelques années plus tard Louis XIV ne devait plus rire du prince Eugène. Ce fut là le nouveau négociateur choisi pour son nom et pour sa parenté avec le duc de Savoie. Ce qu'on pensait de Victor-Amédée chez les alliés, le prince Eugène le laisse voir dans une lettre qu'il écrivait le 12 janvier 1689, avant de se rendre secrètement à Turin. « On assure, dit-il, que le duc a profondément étudié à l'école des princes italiens, qu'il a pris la dissimulation des Romains, et que l'art de penser autrement qu'il ne parle lui est très-familier. Par son mariage avec la duchesse d'Orléans, il est attiré dans son intérieur du côté français; mais on a des preuves qu'il pense différemment et qu'il désire avant tout échapper à ce vasselage. Le duc n'attend qu'une occasion d'être assez garanti pour se détacher de la France, parce qu'il ne peut supporter la dureté avec laquelle Louis XIV traite ses amis... »

Le prince Eugène était chargé de promettre la restitution de Pignerol, la libération de Casale, occupée par les Français, les subsides de l'Angleterre, les secours des forces de l'Autriche et de l'Espagne. Ce que le prince Eugène répétait après l'abbé Grimani, Victor-Amédée le savait, vingt fois il l'avait repassé dans son esprit; seulement l'empereur était loin, les secours de l'Espagne, toujours maîtresse de Milan, pouvaient être insuffisants, et la France était là avec ses forces. Se prononcer trop vite, c'était amasser sur sa tête un effroyable orage. Victor-Amédée louvoyait, et en attendant il faisait accorder à ses ambassadeurs à la cour de Vienne le traitement des ambassadeurs royaux; il obtenait de l'empereur le droit d'acquérir les fiefs impériaux qui étaient dans ses États. On était à la veille de la guerre.

L'évolution avait commencé. Louis XIV ne tarda pas à remarquer ce travail sans en pénétrer entièrement le secret. Il voulut mettre Victor-Amédée à l'épreuve en lui demandant trois régiments pour aller servir en Flandre avec l'armée française; la cour de Turin envoya ses hommes. Bientôt les soupçons s'accrurent à Versailles, et Louis XIV, au lieu de chercher à s'assurer un allié utile, voulut avoir raison de ce petit duc; il fit marcher une armée avec Catinat à la tête. Catinat s'avançait pas à pas et en ami, sans dire le mot de sa mission. Arrivé à Orbassano, il dévoila son secret. Ce que réclamait la France comme gage de la fidélité du duc, c'était la cession de deux forteresses, de Turin et de Verrue, pour assurer les communications entre Pignerol et Casale. La cour de Turin fut consternée. Céder, c'était livrer à merci l'indépendance du Piémont. La fierté de race et le sentiment patriotique l'emportèrent en face du péril. « Depuis long-

temps, dit Victor-Amédée, on m'a traité en vassal, aujourd'hui on me traite comme un page; le moment est venu de se montrer prince libre et honoré. » Le difficile était de gagner du temps. Victor-Amédée suspendit la marche de Catinat en écrivant à Louis XIV et en envoyant un ambassadeur extraordinaire à Versailles. D'un autre côté, il faisait venir l'abbé Grimani, qui était resté à Turin, pour se lier définitivement avec l'empereur, et il expédiait un agent à Milan pour signer une alliance offensive et défensive avec l'Espagne.

Lorsque la réponse de Louis XIV arriva à Turin, Victor-Amédée était prêt; huit mille Espagnols accouraient de Lombardie pour soutenir le Piémont. Le jour où l'ultimatum français fut remis, le duc fit ouvrir les portes de son palais, et d'une voix grave et ferme il annonça qu'il avait résolu de défendre son droit par les armes. « Les armées alliées, dit-il, viennent à mon secours; mais plus que sur leurs forces je compte sur la valeur et le dévouement de ma noblesse et de mon peuple. A cette valeur et à ce dévouement les princes de Savoie n'ont jamais fait appel en vain. » Cette résolution virile retentit en Italie et même à Rome. Elle remplit de joie les alliés, elle donnait un ennemi de plus à Louis XIV. C'est ainsi que Victor-Amédée II entrait dans la guerre de 1690, qui était pour lui avant tout une guerre d'indépendance.

La campagne commença mal. Le système de guerre suivi dans le palatinat se reproduisait au pied des Alpes. Dès le début, la ville de Cavour fut saccagée et la population livrée à la fureur du soldat. « On passa au fil de l'épée tout ce qui se présenta, » dit Catinat, le plus humain des généraux du

temps. La bataille de la Staffarda, où les Piémontais étaient complétement battus, mit le comble à ces premiers désastres. Victor-Amédée se trouvait avec une armée à demi détruite, avec des alliés lointains dont les secours arrivaient lentement, au milieu d'un pays dévasté, pillé par ses amis comme par ses ennemis; joignez à cela que les généraux alliés ne s'entendaient pas. La direction de la guerre flottait entre tous les conseils, la défense était énervée par les divisions. « La situation des affaires dans le Piémont ne me plaît pas, » écrivait Guillaume III au grand pensionnaire de Hollande. Victor-Amédée ne se découragea pas cependant. Sous le coup même de la défaite de la Staffarda, il faisait bon visage à la fortune, demandant des hommes, de l'argent et des vivres au pays, qui se levait tout entier à son appel, et en peu de temps il put arrêter les progrès des Français.

Je n'ai pas à raconter cette guerre, qui embrassait à la fois la Flandre, le Rhin et l'Italie, qui eut encore pour le Piémont plus d'une journée néfaste, comme celle de la Marsaglia, où s'illustra la vieillesse de Catinat, et qui dura plus de six années. Une particularité de cette lutte, c'est qu'elle s'épuisa d'elle-même et aboutit bientôt à une neutralisation de forces. On continuait à se battre pour arriver à la paix, et la guerre n'était qu'un moyen d'améliorer les conditions de cette paix. Dans le fond, on négociait partout secrètement. « Je désire vivement que les négociations de Dykveld arrivent à bonne fin, écrivait Guillaume III; la nécessité de la paix devient chaque jour plus grande. » La Hollande se lassait de la guerre; l'empereur inclinait à traiter. Louis XIV lui-même avait hâte d'en finir, prévoyant déjà une bien autre affaire, la succession d'Espagne. En un mot, chacun tendait au

même but par des raisons différentes, et surtout par l'attitude d'une lutte indécise.

Le rôle de Victor-Amédée fut curieux. Il se montra un mâle soldat dans la guerre, sans cesser d'être un rusé diplomate. Il était entré dans la coalition pour émanciper le Piémont de la suprématie française en recouvrant Pignerol et en mettant nos garnisons hors de Casale; c'était l'intérêt qui le liait à l'Europe, et il ne renonçait pas pour cela à traiter directement avec la France, s'il pouvait obtenir de Louis XIV ce qu'il désirait si ardemment. Pourvu que le but fût atteint, une évolution de plus ne l'effrayait pas. A vrai dire, depuis le premier moment, il n'avait cessé de garder quelque communication avec les généraux de la France ou des envoyés secrets, fidèle à cette vieille politique de la maison de Savoie, qui consistait à « ne pas laisser l'État suspendu à un seul fil, et à s'arranger pour pouvoir toujours choisir entre plusieurs partis. » Naturellement ces mystérieuses négociations suivaient le sort de la guerre. Aux premières ouvertures, peu après la bataille de la Staffarda, les conditions de Louis XIV étaient dures, la France réclamait la cession définitive du comté de Nice, l'occupation temporaire de plusieurs places fortes piémontaises, et c'est alors que Victor-Amédée répondait par le mot héroïque : « Je frapperai du pied le sol, et il en sortira des combattants. » Bientôt cependant Louis XIV s'adoucit, sentant bien de quel prix serait pour lui la neutralité du Piémont pour arriver à la paix générale, et il devint plus facile de s'entendre. Le duc se lança avec d'autant moins de scrupule dans cette campagne diplomatique, que faire la paix après la bataille de Marsaglia, c'était pitié pour le Piémont épuisé par la guerre, et que d'un autre côté il

n'ignorait pas le travail qui se poursuivait partout en Europe, les efforts de tous les alliés pour arriver à une pacification favorable à leurs intérêts.

Une négociation plus active s'ouvrit donc, ou plutôt ce fut un véritable imbroglio diplomatique plein d'artifices et de travestissements. Tantôt le comte de Borgone, envoyé du duc, se déguisait en paysan pour aller à Pignerol; tantôt c'était le maréchal de Tessé qui arrivait à Turin sous le costume d'un postillon, et que Victor-Amédée accueillait par ces fières paroles : « Je ne suis pas un aussi grand monarque que le roi votre maître; mais le caractère de souverain est indélébile et égal chez tous les princes. J'ai toujours respecté le roi; j'ai été menacé d'oppression, et j'ai voulu lui prouver que je ne le craignais pas. J'ai pu essuyer son dédain, mais en agissant autrement j'aurais perdu son estime. » Pour le duc, il s'agissait toujours de mettre la France hors de Casale et de Pignerol, c'est-à-dire hors du Piémont. Ce fut fait d'une façon singulière pour Casale. Il fut convenu que les alliés se présenteraient devant la place pour l'assiéger, que Victor-Amédée sommerait le commandant français de se rendre, et que celui-ci, après une défense honorable, capitulerait à condition que les fortifications seraient rasées, et les choses se passèrent ainsi effectivement. Il était plus difficile d'obtenir la cession de Pignerol; Victor-Amédée y arriva cependant, et à cette condition il s'engagea à négocier la neutralité de l'Italie avec l'empereur, ou à joindre ses armes à celles de la France. L'empereur cria, refusa de souscrire à ces propositions; mais Victor-Amédée avait réussi, et la neutralité du Piémont, consacrée par le traité de Vigevano, prépara la paix de Ryswick. Comme gage de ce rapprochement, le duc

de Bourgogne fut marié avec la fille aînée du duc de Savoie, Marie-Adélaïde, cette jeune princesse spirituelle et piquante qui devait dérider un instant la vieillesse morose de Louis XIV. Voilà comment, après avoir échappé à la France pour aller chercher dans la coalition l'indépendance de sa couronne, Victor-Amédée échappait maintenant aux alliés pour revenir vers la France. Il avait changé de camp; le but était le même. La France et la coalition avaient pu se plaindre alternativement de cette diplomatie singulière, le Piémont n'en avait pas le droit.

Sept années de guerre et de négociations aussi hardies que dégagées de scrupules devaient mûrir cet esprit qui avait plus d'originalité que de grandeur, et qui est resté un des types des princes de Savoie. Actif, infatigable de corps et d'intelligence, Victor-Amédée voulait gouverner par lui-même. Défiant à l'excès, il consultait séparément ses ministres et décidait seul, s'occupant de toutes les affaires, des finances, du commerce, de l'administration, de l'armée surtout. Il avait le grand art du gouvernement, celui de connaître les hommes et de savoir s'en servir. Les passions impétueuses s'alliaient chez lui à une réserve impénétrable. Victor-Amédée n'avait point de culture littéraire, mais il avait quelques idées qui le dirigeaient et qu'il savait exprimer avec noblesse et avec force. Dans sa jeunesse, il parlait avec lenteur, plus tard sa langue se déliait et il avait la parole facile. La politique des cours, les intérêts de l'Europe lui étaient tout familiers. Le comte de Tessé, envoyé à Turin après la guerre, traçait de Victor-Amédée un portrait curieux. « Le duc, écrivait-il au roi, est éloquent, très-fin et grand questionneur. Dans sa tête, outre ses affaires particulières, pas-

sent et repassent au moins une fois par jour toutes les affaires de l'Europe. Parmi tous les princes difficiles à comprendre qui sont sous le ciel, celui-ci est le premier. Il veut et il ne veut pas; il se défie de tous et est consumé par sa propre inquiétude; il a de l'esprit, mais il est toujours incertain. Capable de tout ce qui est extrême, aujourd'hui il touche aux nues comme un aigle, demain il se traîne comme une taupe. » Changez les noms, ce sera Charles-Albert. Comme tous les princes dissimulés qui ont à se frayer un chemin entre des puissances plus fortes qu'eux, Victor-Amédée paraissait incertain, ainsi que le dit M. de Tessé; il l'était souvent sur les moyens, il ne l'était pas sur le but qui était l'indépendance du Piémont d'abord, puis son agrandissement. Victor-Amédée était à peine sorti de la guerre qu'il voyait déjà se dessiner une situation où il pourrait pousser plus loin ses desseins.

Cette paix de Ryswick en effet n'était point une paix, c'était une trêve que s'accordaient mutuellement Louis XIV et l'Europe pour se reposer du combat, refaire leurs forces et attendre la succession d'Espagne, qui pouvait s'ouvrir d'un jour à l'autre à l'improviste. Victor-Amédée n'était pas homme à laisser fuir ces occasions; il s'y préparait au contraire comme à une crise décisive pour la fortune de sa maison. Il refit son armée, lui donna cette organisation qui a survécu jusqu'à nos jours et qui a été le modèle de la landwher prussienne, puis il attendit l'œil fixé sur les événements, toujours prêt à négocier et à tirer l'épée. C'était son attitude naturelle.

II

La succession d'Espagne, on le sait, s'ouvrit le 1er novembre 1700, par la mort de Charles II, cette ombre de roi, cette représentation frappante, dans sa sénilité précoce et stérile, du déclin d'une grande monarchie. L'Europe n'avait pas attendu jusque-là pour peser dans ses mains les dépouilles espagnoles. Louis XIV et Guillaume III s'entendaient ou avaient l'air de s'entendre pour régler d'avance, par des traités anticipés, la distribution de l'opulent héritage. Le testament de Charles II, qui donnait la couronne d'Espagne au duc d'Anjou, et l'acceptation de ce testament par Louis XIV déjouaient tous les plans. Dès ce jour la lutte devenait imminente. L'empereur Léopold réclamait la couronne d'Espagne comme un héritage de famille, pour son second fils l'archiduc Charles. La Hollande s'effrayait d'une combinaison qui mettait les Pays-Bas espagnols entre les mains d'un prince français. L'Angleterre ne pouvait voir sans jalousie cet accroissement de prépondérance pour la France. L'absurde idée qu'eut Louis XIV de reconnaître comme roi d'Angleterre le fils de Jacques II mit le feu aux poudres. La mort subite de Guillaume III ne changea rien, la quatrième coalition contre la France était formée, et les armées étaient déjà en mouvement; pour douze années l'Europe était en feu.

Ce n'était pas un moment de repos pour Victor-Amédée, placé de nouveau dans l'alternative de se battre, de choisir ses alliances, ou de disparaître sans profit et sans gloire sous

le flot des invasions. Il entrait dans la mêlée avec des intérêts ou des prétentions de famille et des intérêts d'agrandissement territorial. Chose curieuse que cette maison de Savoie dans l'histoire des luttes européennes ! Il y a longtemps qu'elle justifie ce mot qu'on a dit d'elle, et qui est le secret de sa politique, — que son importance morale est au-dessus de sa situation réelle. Elle a toujours prétendu à tous les trônes. Charles-Emmanuel Ier eut bien un moment l'idée d'aspirer au trône de France pendant les guerres du seizième siècle. Au moment où s'ouvrait la succession d'Espagne, Victor-Amédée aurait pu prétendre éventuellement à la couronne espagnole, comme descendant de l'infante Catherine, sœur de Philippe III et femme du duc de Savoie Charles-Emmanuel Ier. Par sa femme, la duchesse d'Orléans, fille d'Henriette d'Angleterre et de Charles Ier, il avait des droits à la couronne britannique, et il protestait contre la loi de succession protestante qui appelait au trône les princes de Hanovre.

Au fond, la maison de Savoie savait faire bon marché de ses droits, et ne s'en servait que pour grandir sa fortune, pour mieux pousser ses projets d'agrandissement en Italie. Or, à ce point de vue, quelle était la position de la maison de Savoie après l'avénement de Philippe V ? Le Piémont était placé entre la France, du côté des Alpes, et le nouveau roi d'Espagne, c'est-à-dire encore la France, à Milan. L'intérêt de Victor-Amédée était donc dans le camp de l'Europe; une nécessité du moment le liait seule à la France, car il ne pouvait plus, comme dans la guerre de 1690, faire appel aux Espagnols, toujours maîtres du Milanais. Pris dans ce cercle de fer, Victor-Amédée se laissa dicter un

traité d'alliance qui ouvrait le Piémont aux armées françaises pour aller défendre la Lombardie; il devait lui-même fournir dix mille hommes et être généralissime des forces destinées à couvrir l'Italie. Louis XIV pensa faire assez pour lui en lui demandant sa seconde fille, la princesse Louise-Gabrielle, pour le nouveau roi d'Espagne Philippe V; mais le traité ne stipulait aucun avantage de territoire, et même il fermait l'avenir, en disant qu'à la paix « les parties contractantes resteraient dans leur état primitif. » Là était le venin de l'affaire. Victor-Amédée ne dit rien, entra en campagne, pour aller tenir tête en Lombardie au prince Eugène, descendant d'Allemagne, et même il poussa l'artifice jusqu'à être héroïque pour une cause qu'il se promettait bien de déserter. « Le duc de Savoie, dit le maréchal de Tessé, savait dissimuler au point qu'il combattit à Chiari avec la plus brillante valeur. Il se tint toujours au milieu du plus grand feu, s'exposa beaucoup plus qu'il ne fallait, eut un cheval tué sous lui, et reçut plusieurs coups dans ses habits. » Au fond, Victor-Amédée était mécontent, de sorte qu'il se retrouvait en 1701 dans la situation où il avait été en 1690 : allié contraint et froissé de la France, allié secret de l'Europe par ses intérêts et par ses désirs.

Si Louis XIV avait eu dès ce temps l'instinct des vrais intérêts de la France, il eût réalisé une idée qui n'était pas nouvelle, qui eût comblé les plus ardents désirs de Victor-Amédée, et qui fermait l'Italie à l'Autriche : il eût donné le Milanais au duc de Savoie. L'idée n'était point nouvelle, dis-je, elle se retrouve à tous les moments de l'histoire, depuis le jour où le duc Louis de Savoie fut sur le point d'aller régner à Milan au quinzième siècle. Elle était un des ressorts

de ce système d'équilibre que le roi Henri IV voulait fonder par une distribution nouvelle des forces européennes. Elle était même entrée dans la tête de Richelieu, qui donnait le Milanais au duc de Savoie par le traité de Rivoli, en 1635, et il est certes curieux de retrouver le préambule de ce traité. « Comme il est manifeste, dit-il, qu'il n'y a pas d'autre moyen de faire jouir l'Italie d'un repos stable, d'une paix solide et durable, que de se liguer pour conquérir l'État de Milan et l'enlever aux mains de ceux qui en abusent pour opprimer les habitants, Sa Majesté veut de bon cœur contribuer avec ses forces à l'accomplissement d'un si juste dessein. » La même idée était revenue, un instant il est vrai, dans une négociation secrète qui coïncidait avec l'ouverture de la succession d'Espagne. C'étaient toujours les mêmes conditions : le duc de Savoie aurait le Milanais, et il céderait la Savoie à la France. Une lettre de Victor-Amédée au comte de Vernon, son ambassadeur à Paris, révèle et précise cette négociation.

Ce projet disparut. Au lieu de s'assurer un allié vigoureux et intéressé à la défense de la cause commune, Louis XIV n'eut qu'un allié suspect. On ne fit même rien pour retenir Victor-Amédée. Les généraux français, divisés entre eux, méconnaissaient son autorité de généralissime. Villeroi, l'habile tacticien qui allait se faire prendre à Crémone par le prince Eugène, affectait de n'appeler le duc que *Monsieur de Savoie*. On le traitait comme un capitaine d'aventure. Lorsque Philippe V alla en Italie, ce fut une grande question de savoir si Victor-Amédée avait le droit de souper avec son gendre et de s'asseoir comme le roi sur un fauteuil. L'étiquette fut contre lui, et il se retira blessé dans sa dignité. Avec une sorte de négligence calculée, Victor-Amédée de-

manda à ne pas aller se remettre à la tête de l'armée; on se hâta de le laisser libre, sans paraître attacher du prix à ses services. Par le fait, Louis XIV craignait de voir un prince italien acquérir du renom et du prestige en Italie.

La France avait cependant à cette époque à Turin un ambassadeur, Philippeaux, qui ne manquait pas de clairvoyance et qui jugeait bien autrement. Il ne cessait d'écrire à Versailles qu'on avait tort de ne pas s'attacher le duc de Savoie et de ne pas satisfaire son ambition; que c'était l'homme le plus résolu et le plus actif qu'il eût connu, obéi avec enthousiasme dans son pays, ayant une bonne et solide armée; qu'il avait montré dans la guerre de 1690 ce qu'il pouvait et ce qu'il valait. Philippeaux se plaignait qu'on eût permis au duc d'abandonner le commandement des armées pour rester à Turin, où il pouvait plus aisément se livrer à toutes ses menées secrètes, se faisant un mérite de son inaction auprès de l'empereur. Louis XIV finit par se fatiguer des remontrances et des conseils de Philippeaux, qui fut réduit à terminer une de ses dépêches par ces mots : *Qui vult decipi decipiatur.*

Victor-Amédée était laissé à lui-même, et c'était ce qu'il voulait pour le moment. Pendant ce temps en effet, il se tournait vers la coalition. Dès les premiers moments de la guerre, il faisait dire à l'empereur qu'il ne cédait qu'à la nécessité en se liant avec la France, et son ambassadeur, le marquis de Prié, restait à Vienne. Les négociations ne tardèrent pas à devenir plus actives. Un envoyé impérial, le comte d'Auersperg, arriva à Turin dans le plus grand secret, au mois d'août 1703. On le logea dans une villa du marquis de Prié, sur les bords du Pô. Le duc allait le voir mystérieusement, prenant le prétexte de la chasse. C'est là que fut

négocié le traité signé le 8 novembre 1703. Victor-Amédée demandait, comme condition de son accession à la ligue européenne, l'Alexandrin, le Montferrat, Valenza, la Lomelline, le val de Sesia. Puisque le duc de Savoie ne pouvait obtenir de Louis XIV le duché de Milan tout entier, il voulait du moins s'acheminer vers ce but en traitant avec l'empereur. Vingt fois la négociation fut suspendue, vingt fois elle fut reprise. L'empereur, pressé par l'Angleterre, finit par céder pour attirer le duc dans la coalition. Des articles secrets ajoutèrent même la cession do Vigevano et d'une partie du Novarais. Victor-Amédée devait fournir quinze mille hommes à la coalition et commander les armées impériales en Lombardie.

Ces négociations n'échappaient pas à l'œil clairvoyant de Philippeaux; l'ambassadeur de Louis XIV les soupçonnait, lorsque le secret lui fut révélé par une femme qui avait été la maîtresse du duc, par la comtesse de Verrue, qui était de la maison française de Luynes. La comtesse de Verrue était arrivée à Turin, pleine de jeunesse et de beauté, dans les premiers temps du règne de Victor-Amédée. Présentée à la cour, elle n'avait pas tardé à fixer l'attention du duc, qui l'aima et qui en eut même plusieurs enfants. Il y eut une madame de Montespan à la cour de Turin. Bientôt la comtesse de Verrue eut tout pouvoir; elle fut nommée dame d'atours de la duchesse, et elle régna pendant quelques années, courtisée pour son crédit et peu aimée pour son caractère hautain. Victor-Amédée était extrême en tout. Ses amours étaient pleins d'emportements et d'excès terribles de jalousie. La comtesse de Verrue, fatiguée de ces orages permanents, aurait voulu rompre : elle était retenue par

l'ambition de faire légitimer ses enfants. Elle restait l'amie du duc après avoir été sa maîtresse, et puis elle jouait aussi un autre rôle. Lorsque le maréchal de Tessé était à Turin en 1699, il écrivait au roi que la comtesse avait toujours des relations avec le duc. « Ils se querellent, ils se tourmentent, ajoutait-il; mais elle sait tout, rien ne lui est caché. Votre Majesté peut être sûre qu'elle sera avertie par son intermédiaire s'il arrivait rien d'essentiel pour nos affaires. »

C'est ainsi que Philippeaux apprenait la présence du comte d'Auersperg à Turin et les négociations suivies par le duc. Si Louis XIV n'avait eu que les révélations de Philippeaux, il n'y aurait pas cru encore peut-être; mais de toutes parts le bruit des trahisons du duc lui revenait à la fois, et alors que fit-il? Il voulut anéantir d'un coup l'indocile et infidèle allié. Vendôme, qui était allé en Italie pour réparer les fautes de Villeroi, reçut l'ordre de retenir prisonnières les troupes piémontaises, de les désarmer et de marcher brusquement sur le Tessin pour forcer le duc de Savoie à réduire son état militaire et à livrer à la France plusieurs places de sûreté. Ainsi assailli et surpris au milieu de ses négociations, Victor-Amédée fit face au danger. Il gagna quelques jours habilement, mit Turin à l'abri d'un coup de main, ordonna de nouvelles levées, appela tout le pays sous les armes, expédia des envoyés dans toutes les cours, et encore une fois il répéta : « Je romps une alliance violée à mon détriment. Je préfère la mort les armes à la main à la honte de me laisser opprimer. » Une évolution de plus, précipitée par la brusque sommation de Louis XIV, ramenait Victor-Amédée à la coalition, reliait sa cause à celle de l'Europe, en lui offrant pour prix cette fois un agrandissement en Italie.

Le Piémont, par malheur, se trouvait en ce moment cerné de toutes parts; Victor-Amédée était seul, enfermé dans un cercle de fer. Tessé envahissait la Savoie; Vendôme, qui s'était transporté de l'Adige sur le Tessin, débordait sur le Piémont. Vercelli et Suse étaient prises par les Français, Bard tombait par trahison et nous ouvrait la vallée d'Aoste. Les impériaux, guidés par Stahremberg, avaient eu de la peine au premier moment à se faire jour jusqu'au duc, et ils etaient peu nombreux. Ainsi commençait cette guerre nouvelle; c'était l'entrée en lutte du duc de Savoie. Victor-Amédée s'était bien battu pour les Français, il se battit encore mieux du côté des alliés, parce qu'il se battait pour lui, avec un but fixe. Victor-Amédée reprenait ce métier de soldat qu'il aimait, vivant au milieu de son armée, couchant sur la dure, partageant toutes les fatigues et tous les périls, et c'est là encore un des caractères de ces princes de Savoie dont Charles-Albert et Victor-Emmanuel II ont fait revivre quelques traits. J'ai dit que la maison de Savoie s'était toujours fait par ses alliances une sorte de grandeur morale supérieure à son territoire, et en même temps elle tient au pays par toutes les fibres; elle est populaire par ses instincts, par ses intérêts. Le jour venu, elle ne s'épargne pas, elle se risque tout entière dans la mêlée, prête à périr ou à grandir avec son peuple. De là l'intime lien qui existe entre ces princes et le pays, accoutumé à voir dans sa maison royale l'expression vivante de ses intérêts, de ses sentiments et de ses ambitions. Victor-Amédée, qui était très-double dans la diplomatie, redevenait dans son camp l'homme du peuple et de ses soldats. Il avait la fibre populaire. Un jour, contemplant les flammes de son château de Rivoli, pillé et brûlé

par les Français, il disait à ses officiers avec émotion : « Ah ! je voudrais que tous mes châteaux fussent en cendres, pourvu que les maisons de mes sujets fussent épargnées ! » C'était un personnage original et saisissant, le seul prince soldat dans une lutte d'ambitions dynastiques où les peuples étaient envoyés au combat par des potentats dont pas un ne quittait son cabinet,

Un des faits les plus mémorables et les plus curieux de cette guerre fut le siége de Verrue en 1704. Six mois entiers, cette petite place, que les généraux français appelaient une *bicoque*, tint tête à Vendôme et exaspéra l'orgueil de Louis XIV. Le gouverneur de Verrue, homme de résolution et d'énergie, le baron della Rocca d'Allery, fut sommé de capituler; il répondit à Vendôme qu'il n'entendait pas le français, et qu'on s'adressât au duc. Plusieurs assauts furent inutiles; les assiégés étaient infatigables à réparer leurs brèches et à repousser les attaques. Épuisés et toujours intrépides, ils avaient fini par n'avoir plus ni chemises ni pain; le vin était réservé pour les malades. Pendant ce temps Victor-Amédée était de l'autre côté du Pô, à Crescentino, soutenant par sa présence la petite et vaillante garnison de Verrue, et multipliant les diversions. Résolu à défendre la place « avec les dents si les mains ne suffisaient plus, » il se tint tant qu'il put dans cette position; il communiquait avec la garnison par des boulets creux où il enfermait ses ordres; un jour on fit passer ainsi une chemise au gouverneur. Vendôme finit par se tourner contre Crescentino pour déloger le duc et rester face à face avec la place, laissée à ses propres forces. Il y réussit, Verrue ne se rendit pas encore. Ce ne fut qu'après avoir partagé le dernier morceau de pain avec ses sol-

dats et avoir fait sauter les fortifications que della Rocca se résigna à capituler. Ainsi tomba Verrue; Nice tombait en même temps La moitié du Piémont était au pouvoir de la France; le pays entier était exténué. D'un autre côté, Victor-Amédée restait presque seul, livré à ses propres forces. Il n'avait pas reçu de l'empereur les secours qu'on lui avait promis. Il ne lui restait plus que dix mille hommes, y compris les impériaux, pour défendre Cuneo, Chivasso et Turin. L'envoyé anglais, sir Richard Hill, qui était auprès du duc et qui suivait les événements, écrivait à Londres : « C'est un grand déplaisir quand on considère que la cour de Vienne n'a rien fait dans ces dix-huit mois, si ce n'est de donner des promesses suivies de déceptions. On ne peut assez blâmer sa lenteur à expédier des secours en Italie. ». Joignez à ceci que, même autour du duc, il ne laissait pas d'y avoir un parti favorable à la France, hostile à la guerre. Victor-Amédée alla se renfermer à Turin, ne voulant voir personne.

Tout semblait si désespéré, qu'on crut un instant à une évolution nouvelle du duc vers la France et à une paix séparée du Piémont avec Louis XIV. Sir Richard Hill s'en inquiétait, et ne cachait pas toutes ses incertitudes au gouvernement anglais, dont Victor-Amédée recevait les subsides. Il écrivait le 15 avril 1705 : « Soit à cause de la perte simultanée de Verrue et de Nice, qui nous laisse en Piémont cernés et sans communication avec le reste du monde, par terre et par mer, soit par suite des menaces de l'ennemi et des préparatifs qui se font à Fenestrelle, soit attendrissement pour sa femme et ses enfants, soit enfin pour tout autre motif que je ne peux pas pénétrer, il est certain que depuis deux ou trois jours Son Altesse Royale n'est plus ce qu'elle était; je ne re-

connais plus mon héros de Crescentino et de Verrue... L'opinion générale aujourd'hui est que le duc négocie, ce que je croirais s'il consultait l'esprit des Piémontais et ce que la France publie partout. Je suis persuadé que l'honnête homme abuse ses amis ou ses ennemis, je ne saurais dire lesquels. Je crois que la question serait vite résolue si le duc écoutait ses conseillers; le mieux est qu'il ne consulte que lui seul et ne se fie qu'à lui-même. » On se trompait en croyant le duc de Savoie disposé à signer la paix avec la France; il ne se décourageait pas ainsi et il voyait plus clair dans les événements. Il y a cependant un fait curieux à observer dans cette crise, c'est que les Piémontais désiraient la paix et ne se levaient pas moins à l'appel du duc, dont la volonté tenace était l'unique garantie de la coalition. Les alliés le sentaient si bien que sir Richard Hill tremblait pour les jours de Victor-Amédée en le voyant s'exposer à tous les périls. « Si quelqu'une de ces balles qui pleuvaient autour de lui l'avait frappé, disait-il, dans l'espace d'une demi-heure, tout était fini ici pour nous. »

Le fait est qu'au lieu de plier devant Louis XIV, Victor-Amédée se remettait bientôt en campagne, et la guerre recommençait plus que jamais. Les Français se préparèrent à mettre le siége devant Turin. De son côté, la cour de Vienne, sortant enfin de sa lenteur, se décidait à envoyer une armée en Italie; le prince Eugène accourait avec des forces nouvelles au secours de Victor-Amédée, et la bataille de Turin, livrée le 7 septembre 1706, pour faire lever le siége de la ville, fut l'événement qui marqua cette phase nouvelle de la guerre. Victor-Amédée sentait la gravité du péril et il écrivait au prince Eugène pour le presser d'arriver : « Là est le

nœud de la guerre, mettez tout en œuvre pour nous secourir efficacement et sûrement. Tant que Turin résiste, vous êtes supérieurs aux Français; si vous le laissez périr, les ennemis fondront sur vous et vous chasseront de l'Italie : il faut à tout prix livrer une bataille pour éviter une si grande ruine. » Le duc n'ajoutait pas que lui-même il était totalement perdu s'il n'échappait pas à ce dernier désastre.

C'était donc une crise décisive pour la maison de Savoie; elle tourna heureusement pour le Piémont; Turin résista assez pour laisser au prince Eugène le temps d'arriver. Ce n'était plus Vendôme qui commandait les forces de la France en Italie. Il y avait dans l'armée assiégeante trois chefs et pas une tête : — La Feuillade, le duc d'Orléans et le maréchal de Marsin. Le duc d'Orléans ne sut pas empêcher la jonction du prince Eugène et de Victor-Amédée, qui, dès le commencement du siége, était sorti de la ville pour tenir la campagne et aller à la rencontre des alliés. Quand l'armée coalisée fut réunie au nombre de trente-quatre mille hommes, le maréchal de Marsin, qui avait reçu un plein pouvoir secret pour décider de la direction des opérations, ne sut qu'attendre l'assaut dans les tranchées et mourir tristement. Le choc fut désastreux pour l'armée française, qui fut forcée d'abandonner le siége, et dont la retraite précipitée ne s'arrêta qu'à Pignerol. La victoire de Turin retentit en Europe, et en peu de temps le Piémont fut reconquis. Ce qui restait de notre armée en Lombardie n'eut plus qu'à regagner la France en échappant à un grand péril; la guerre n'eut plus rien de saillant en Italie dès ce moment. Tandis que le maréchal Daun allait conquérir Naples pour l'Autriche, Victor-Amédée tentait sans succès une invasion en Provence avec le reste des alliés. Les

grandes luttes avaient cessé en Italie et ne recommencèrent plus jusqu'à la paix générale qui vint distribuer les dépouilles de la guerre. Si à la dernière heure Victor-Amédée avait reçu un puissant et efficace secours qui l'avait aidé à frapper le coup de Turin, jusqu'à ce moment décisif il avait presque seul tenu tête aux Français, et il avait singulièrement servi la cause de la coalition. « Tout ce que je dois dire, écrivait sir Richard Hill, se réduit à ceci : que les impériaux, en cinq campagnes, n'ont point été capables d'obtenir un succès en Lombardie; que les impériaux auraient été contraints déjà depuis deux ans de quitter l'Italie, si la déclaration du duc n'avait pas attiré contre le Piémont une grande partie de la furie et des forces de l'ennemi; que Son Altesse Royale a résisté pendant deux ans avec autant de constance que de valeur à tous les efforts des Français. » L'envoyé anglais parlait ainsi en 1705, entre le siége de Verrue et la victoire de Turin, c'est-à-dire au moment le plus grave pour les affaires de la coalition en Italie. Ce seul fait mettait en relief le rôle du duc de Savoie.

On sait comment finit la guerre de la succession d'Espagne. La France se vit en des extrémités où elle était prête à subir toutes les conditions. Louis XIV renonçait à l'Espagne pour son petit-fils; il offrait à la Hollande une ceinture de places fortes. « Je me soumets à la volonté divine, écrivait le vieux roi à un de ses agents, puisque les maux qui affligent mon règne ne me permettent plus de douter que la Providence ne demande de moi le sacrifice de ce qui m'est le plus cher. » On ne voulut pas même de cette soumission dans les conférences de Gertruydenberg. La France se releva par un élan de fierté et un héroïsme qui lui permirent d'arriver à une paix

moins accablante. Vingt fois la fortune changea de camp et les intérêts se déplacèrent dans cette longue guerre. Une chose est à remarquer : les événements avaient singulièrement modifié les situations. L'empereur Léopold d'Autriche était mort depuis le commencement des hostilités; son successeur, l'empereur Joseph, était mort aussi. L'héritage de la maison d'Autriche passait à l'archiduc Charles, déjà reconnu roi d'Espagne par la coalition, et qui allait être en même temps empereur, de sorte que cette guerre, qui avait commencé en haine de la prépondérance de la France, allait aboutir à reconstituer la prépondérance autrichienne.

De là vint la possibilité d'un rapprochement entre l'Angleterre et la France, rapprochement favorisé par l'avénement des tories au pouvoir. L'Angleterre n'avait plus le même intérêt à continuer la guerre et à s'acharner contre Philippe V, pourvu que Louis XIV consentît à la séparation des deux couronnes de France et d'Espagne. Ce fut le principe des négociations qui préparèrent la paix d'Utrecht. Le duc de Savoie entrait pour sa part dans ces négociations avec avantage. D'abord il avait pour lui les cessions territoriales qui lui avaient été faites ou promises en 1703, et en outre il avait le chaud et puissant appui de l'Angleterre, dont il était l'allié de prédilection. Victor-Amédée eût voulu sans doute le Milanais, c'était le but fixe de son ambition; mais l'Angleterre, qui désirait la paix et qui connaissait les idées de l'Autriche sur ce point, ne voulait pas créer une difficulté de plus. L'un des négociateurs de Victor-Amédée, le marquis del Borgo, écrivait : « Le comte Maffei ayant voulu parler de l'agrandissement de Son Altesse Royale pour l'État de Milan, il s'est aperçu que ce discours ne plaisait pas; on lui a répondu que

ce qui pouvait être praticable dans un cas ne l'était pas toujours, et que l'on ne devait pas songer à l'impossible. » Un autre négociateur, le conseiller Mellarede, disait à son tour : « La cour impériale considère l'Italie comme le bijou principal de la couronne, non pas de l'impériale, mais de la maison d'Autriche, comme les États les plus féconds et d'un produit plus liquide et plus abondant, comme un moyen de parvenir à ses vues sur tout le reste de l'Italie, et d'assurer la cour de Rome dans ses intérêts. » Pour disposer du Milanais, il eût fallu le disputer à l'empereur, qui l'occupait et qui voulait le garder désormais. La Sicile était libre, on la donna au duc de Savoie. Victor-Amédée sortait donc de cette guerre et de ces négociations avec les cessions de territoire qui lui avaient été assurées en 1703, avec la Sicile et avec le titre de roi. Le Piémont s'agrandissait, et la maison de Savoie s'élevait au rang des maisons royales.

Le Piémont, tel qu'il apparaissait en 1713, était l'œuvre de cinq princes et d'un siècle et demi d'efforts. Ces princes avaient trouvé un État faible, décousu, ouvert et dépendant, un État qui pouvait être perdu en vingt-quatre heures; ils faisaient un pays plus compacte, indépendant, assuré et libre sur les Alpes, et désormais martialement tourné du seul côté où il pût s'agrandir. Victor-Amédée II couronnait cette œuvre, et la royauté naissait. C'était la royauté au titre de Sicile d'abord, et quelques années plus tard, en 1720, au titre de Sardaigne, par l'échange des deux îles; le vrai siége de la force restait dans le noyau primitif, discipliné et vigoureux des ducs de Savoie et des princes de Piémont.

III

Ce n'est pas, il me semble, un personnage sans relief et sans intérêt que ce prince qui, pendant vingt années de guerre, se bat ou négocie, qui avait reçu dans les cours le nom de *renard de Savoie*, et que d'autres appelaient *tête d'acier* après Emmanuel-Philibert, qu'on avait appelé *tête de fer*. Victor-Amédée manque d'une certaine grandeur morale. Les traits les plus contraires se mêlent en lui, l'impétuosité et la dissimulation, la violence et le calcul. Les limites de l'utilité et de la moralité politique sont singulièrement brouillées dans son esprit. La fidélité dans ses alliances n'est pas sa vertu, et nul mieux que lui ne sut traiter son ami du jour comme s'il devait être son ennemi le lendemain; mais il avait ce qu'il faut à un petit prince pour faire quelquefois de grandes choses, la fixité des idées, l'infatigable activité, la vigueur du caractère. Il aimait la simplicité; il portait toujours un habit de couleur brune, sans broderies d'or ou d'argent, une épée à poignée d'acier, une canne de jonc; il affectait même le mépris du faste.

Quand la guerre fut finie il se jeta avec l'emportement de son caractère dans les travaux de gouvernement intérieur. Il se mit à réformer l'administration, les finances, les règlements de commerce, les études, s'occupant surtout de son armée, et se faisant aussi de grosses querelles avec Rome. En vrai prince absolu, il aimait l'obéissance en tout, et il savait pratiquer merveilleusement un art qu'il devait transmettre au roi Charles-Albert, celui d'entretenir la division

entre les chefs de son administration. « Il est nécessaire à un roi que ses ministres ne soient pas trop d'accord, disait-il à son fils, qui devait être Charles-Emmanuel III; nous n'avons pas de moyens de connaître la vérité, et si ceux qui nous servent s'entendent pour nous tromper, nous aurons toujours les yeux bandés. » Du reste, Victor-Amédée avait l'art de choisir les hommes, je l'ai dit, et il allait même les chercher. Une nuit, passant dans une rue de Turin, il aperçut une petite lumière au plus haut étage d'une maison; il monta et trouva un jeune homme travaillant au milieu des livres et des papiers : c'était Caisotti, dont il fit bientôt un procureur général, et qu'il consultait souvent. Il y avait à Nice un jeune avocat, Maistre, l'aïeul de l'illustre auteur des *Soirées de Saint-Pétersbourg*. Maistre avait plaidé une cause contre le domaine et s'était emporté contre les lois réformatrices de Victor-Amédée. Le roi le fit appeler et lui dit : « Je sais que tu parles mal de moi; que t'ai-je fait? — Majesté, répliqua l'avocat, j'ai défendu mes clients; j'ai parlé avec force, selon mon devoir, et je ne crois pas avoir offensé mon souverain. — Bien, » dit le roi. Il donna à Maistre des papiers à examiner, lui demanda son avis, puis le nomma à l'emploi d'avocat des pauvres. Il en fut de même de celui qui devait être le ministre Bogino. C'était le fils d'un notaire de Turin, que Victor-Amédée fit conseiller d'État avant trente ans.

Cependant cette nature si étrangement active semblait se lasser. A mesure que les années passaient, Victor-Amédée devenait inquiet et sombre; il se plaignait de sa santé et il se croyait menacé de paralysie; il sentait sa mémoire le trahir, son esprit se troubler, sa vigueur de résolution s'énerver après cinquante ans de travaux et d'agitation. Sa femme,

la bonne reine Anne d'Orléans, mourait subitement en 1728, et il restait seul, fatigué de régner. La perspective d'une intervention nouvelle dans les affaires de l'Europe l'eût réveillé peut-être, mais il ne voyait rien de net dans tout ce mouvement de négociations suivies entre les cours ; il ne voyait poindre aucune de ces occasions qu'il n'était pas homme à laisser fuir, et il retombait dans son humeur morose.

Un dimanche, tandis que la cour attendait l'heure de la messe, le vieux roi s'entretenait avec le comte de Blondel, jeune envoyé français qu'il aimait et qu'il prenait quelquefois pour confident. Ils étaient tous deux près d'une fenêtre qui donnait sur le jardin royal, et Victor-Amédée parlait de guerre, d'alliances, de changements qui pourraient arriver en Italie; le comte de Blondel, comme s'il eût suivi le fil des pensées du roi, montra de la main les plaines qui s'étendaient au loin et il ajouta : « Ces grandes plaines sont la Lombardie. » Victor-Amédée sourit et répondit : « Je t'entends, mais tu te trompes. » Puis il s'achemina vers la chapelle royale, et arrivant devant le saint suaire, il mit la main sur l'épaule de l'envoyé français et ajouta : « On me croit ambitieux, mais je te jure qu'avant peu on s'apercevra que je n'aime que le repos et la retraite. » Le fait est que Victor-Amédée roulait dans son esprit deux idées également imprévues, et dont l'une était l'abdication de la couronne. Une fois plein de cette idée il s'y attacha comme à tout ce qu'il voulait; il s'informait de l'histoire de tous les princes qui avaient abdiqué, depuis Dioclétien jusqu'à Christine de Suède et Philippe V, sans oublier Charles-Quint, et il discutait les motifs de leur résolution. On voulut le détourner de cette pensée, tout fut inutile : il cherchait la paix de l'esprit.

L'abbé Boggio, qu'il prit pour confident, ne put le convaincre en lui disant que l'homme porte avec lui les tempêtes de l'esprit, et qu'en changeant de lieu on ne change pas de cœur. D'autres lui conseillaient de faire l'expérience de la solitude et de laisser pour quelque temps la lieutenance du royaume à son fils : « Non, dit-il, je ne suis pas fait pour cela, je ne saurais pas faire la chose à moitié! Ma devise est *tout ou rien, dedans ou dehors*... Il n'est pas mal que je me retire. J'étais né pour me tourmenter et tourmenter les autres, je suis vieux, je veux me reposer. »

La pensée de l'abdication se liait à une autre idée qui n'était pas moins inattendue : Victor-Amédée songeait à se remarier. Il y avait à la cour une femme d'un âge mûr déjà, mais belle encore de cette beauté que M. Carutti appelle dangereuse pour l'adolescence et pour la vieillesse : c'était Thérèse Canalis de Cumiana, veuve du comte de Saint-Sébastien. Dans sa jeunesse, à seize ans, elle avait été, dit-on, aimée de Victor-Amédée; on parlait de visites nocturnes du duc au château de Cumiana. Madame Royale s'était hâtée de marier la jeune fille au comte de Saint-Sébastien. Lorsque le roi la revit après la mort de la reine, elle était veuve; Victor-Amédée sentit se réveiller l'ancien amour. Le souvenir lui semblait un lien; mais la jeune fille était devenue femme d'expérience, et elle sut opposer au vieux roi une savante résistance. Un jour que Victor-Amédée était plus entreprenant, la comtesse se releva dans sa dignité et lui dit : « Vous me traitez comme si j'étais votre maîtresse, et vous savez bien que je ne la suis pas. » En femme ambitieuse de pouvoir, la comtesse de Saint-Sébastien voulait être une madame de Maintenon à la cour de Turin. Victor-Amédée ne

songea plus qu'à l'épouser en effet; il acheta pour elle le marquisat de Spigno, dont elle devait prendre le titre, et tout se prépara secrètement. Ce qu'il y a de plus curieux, c'est que le roi, grand tacticien jusqu'au bout, laissait ignorer à tout le monde son mariage et s'était bien gardé de révéler à la comtesse de Saint-Sébastien son projet de déposer la couronne. L'abdication et le mariage furent publiés presque en même temps.

C'est le 12 août 1730 que le mariage se fit sans bruit dans la chapelle du palais, et le 3 septembre toute la cour était réunie au château de Rivoli pour entendre l'acte d'abdication. La nouvelle marquise de Spigno pâlit à cette révélation. Victor-Amédée était tranquille et s'égayait de la surprise universelle. « Toi aussi, tu es surpris, disait-il au comte de Blondel, tu as tort, car je t'avais laissé voir mon secret. Te souviens-tu de ce que je te disais devant le saint suaire? » Puis, jetant un regard sur le passé et sur l'avenir, il continuait : « Quand je commençai à régner je n'avais que dix-huit ans; mes finances étaient épuisées, le trouble était dans l'État, les divisions étaient à la cour; néanmoins j'ai réussi à faire quelque chose. Mon fils a vingt-neuf ans, les finances sont florissantes, tout le monde obéit, les troupes sont en nombre suffisant et disciplinées, les forteresses restaurées et bien gardées; *Carlino* fera bien ses affaires. Moi, je suis fatigué. J'irai vivre en simple gentilhomme de province, sans cour, sans gardes. » Victor-Amédée s'était réservé cent cinquante mille livres pour sa maison, et il ne voulait plus porter d'autre nom que celui de Victor de Savoie. Il partit pour Chambéry, et le roi s'appelait désormais Charles-Emmanuel III.

L'erreur de Victor-Amédée était de croire qu'après cette vie d'agitation et avec ce caractère impérieusement actif il pouvait aller vivre tranquillement en gentilhomme de province, comme il le disait. Ceux qui lui conseillaient de faire l'expérience de la solitude avant de se décider le connaissaient bien. L'inaction lui fut mortelle, et il eut bientôt le regret du pouvoir. L'ambition déçue de la marquise de Spigno aiguisait habilement ce regret. Victor-Amédée s'était borné d'abord à demander qu'on lui expédiât un bulletin résumant la politique et les nouvelles des cours. Il ne tarda pas à se plaindre d'être négligé; puis il se mit à blâmer les actes de son fils, il s'irrita dans l'oisiveté, et un jour il partit pour Turin. Arrivé au sommet du mont Cenis, il se tourna vers la marquise de Spigno en l'interrogeant : « Dites, marquise, dois-je retourner? » Il n'obtint pas de réponse. « Vive Dieu! reprit-il irrité, que dois-je faire? — Majesté, répondit la marquise, c'est à vous de commander; je n'ose pas vous donner de conseils. »

Victor-Amédée arriva à Moncalieri, près de Turin, et alors éclata un drame mystérieux, violent et précipité. Le père venait à Turin, plein de ressentiment, pour déposséder son fils et reprendre la couronne; il voulait révoquer son abdication. Victor-Amédée comptait sur son ascendant, sur la soumission des ministres qu'il avait lui-même élevés au pouvoir, sur le dévouement des soldats. Le vieux roi se trompait; les ministres redoutaient son retour, Charles-Emmanuel n'était nullement décidé à rendre le pouvoir et la couronne, et les soldats obéissaient au nouveau roi. Tout ce qu'on put tenter pour calmer Victor-Amédée ne faisait que l'exaspérer, Cette lutte engagée entre le père et le fils était

d'autant plus grave, que la guerre civile pouvait naître à chaque instant. Le marquis d'Ormea, ministre de Charles-Emmanuel, fut le premier qui proposa hardiment de dénouer le conflit par l'arrestation du vieux roi, et c'est ce qui arriva. Victor-Amédée fut arrêté à Moncalieri et conduit au château de Rivoli, pour y rester prisonnier. Il y passa treize mois, gardé à vue avec une sévérité outrée. Exalté jusqu'à la fureur d'abord, puis plus calme et abattu, il raisonnait quelquefois encore avec hauteur des événements de son règne; mais c'étaient de rapides éclairs. Sa santé déclinait de jour en jour; son énergie morale s'était épuisée dans ces épreuves. On le transporta de nouveau à Moncalieri, et là il acheva de s'éteindre tristement entre quelques capucins qui récitaient les prières des morts autour de lui. Avant de mourir il se tranquillisa un peu; il souffrait qu'on lui parlât de son fils; il pardonna à tout le monde, même à celui qui l'avait arrêté, en disant qu'il avait dû obéir. C'est le 31 octobre 1732 que s'éteignit le premier roi de Sardaigne. On le transporta aussitôt à la Superga, à cette basilique qu'il avait lui-même fait construire au sommet de la plus haute colline de Turin, pour rappeler le siége et la délivrance de la ville en 1706.

Destinée étrange où se mêlent l'héroïsme guerrier et la dextérité diplomatique, qui touche à toutes les affaires de l'Europe, et qui finit comme un roman, presque comme une tragédie! De cette destinée et de toute cette histoire des luttes italiennes, dont le règne de Victor-Amédée n'est qu'un épisode, il se dégage une lumière supérieure et saisissante. La France paraît quelquefois en conquérante en Italie; elle prend des territoires et a l'air de s'établir. Un fait est à noter cependant : c'est que presque toujours la France descend

des Alpes, moins pour absorber et s'assimiler l'Italie que pour aller combattre un ennemi plus puissant qui menace sa grandeur; elle a des forteresses pour se tenir en garde. Sa présence est une nécessité défensive et un accident que l'entraînement seul d'une ambition éphémère transforme en établissement permanent. L'Autriche au contraire va en Italie pour s'y établir et pour y rester. Sa présence est une domination organisée non-seulement contre la France, mais contre l'Italie elle-même. Voilà le secret de l'histoire et du rôle du Piémont, placé entre ces deux puissances.

Pendant longtemps le Piémont oscilla de l'une à l'autre, se servant de l'Autriche contre la France, de la France contre l'Autriche, cherchant toujours à s'émanciper de cette double tutelle. A mesure que le temps passe les situations se dessinent, et alors apparaît une vérité lumineuse : c'est que pour le Piémont la France est une ennemie de circonstance et une alliée naturelle, tandis que l'Autriche est une alliée accidentelle et une ennemie permanente. C'est la paix d'Utrecht qui marque ce moment en mettant la France hors de l'Italie et en établissant la domination autrichienne à Milan. Ce jour-là la politique de la maison de Savoie est fixée; le Piémont, tourné vers l'Italie, est fatalement destiné à rencontrer à chaque pas la puissance jalouse de l'Autriche. Un siècle d'histoire ne fait que mettre en lumière la fatalité de ces situations hostiles, et la dernière guerre n'est qu'un épisode de plus de cette lutte toujours nouvelle, dont l'indépendance du nord de l'Italie est le dernier mot.

Digitized by Google

Digitized by Google

III

LE ROI CHARLES-ALBERT

LE PIÉMONT ET L'ITALIE

PREMIÈRE PARTIE

CHARLES-ALBERT ET L'AUTRICHE EN ITALIE

I

Il y a des peuples qui offrent un spectacle frappant dans l'histoire; leur destinée semble visiblement marquée, et dans cette destinée même cependant il reste toujours quelque chose d'incomplet et d'inachevé qui laisse flotter sur elle une sorte de poésie émouvante et triste, comme sur tout ce qui ne peut arriver à ses fins. Chacune des tentatives de ces peuples est suivie de prompts revers; mais en compensation aucune de leurs défaites n'est définitive et irréparable. La constance de leur malheur n'est égalée que par l'incorruptible et vivace puissance de leurs instincts. A travers leurs vicissitudes, ils restent l'énigme de l'histoire, l'embar-

Digitized by Google

ras des gouvernements, la déception perpétuelle de toutes les combinaisons de la politique. N'est-ce point le secret des destinées de l'Italie? La nationalité est dans le génie comme dans les traditions du peuple italien; par malheur aussi, tout ce qui peut faire avorter une pensée pratique et féconde d'indépendance se retrouve dans ces mêmes traditions, de telle sorte que l'Italie, toujours en flagrant délit d'insurrection morale contre ses maîtres, n'a jamais été plus près de quelque catastrophe que lorsqu'elle s'est sentie le plus entraînée à quelque revendication suprême. Les révolutions de 1848 ne furent qu'une péripétie nouvelle de ce drame permanent qui se déroule à travers les siècles au delà des Alpes.

En ces années, qui sont à peine derrière nous, l'Italie vit ses populations et ses princes s'unir dans un même sentiment de régénération, son réveil intérieur inauguré par un pape et son indépendance nationale mise au bout de l'épée d'un roi patriote. L'Europe elle-même vit sa vieille organisation se décomposer un moment et ses vieux pouvoirs tomber en faiblesse. Il se trouva un espace de temps durant lequel toutes les lois constitutives de la société européenne restèrent suspendues, comme pour rendre tout possible. Qu'en résulta-t-il? Rien ne fut fait, si tout fut tenté. Les vieux liens allèrent bientôt en se renouant et en se resserrant. Naples, Rome, Florence, rétrogradèrent bien au delà de 1847, tandis que le drapeau levé dans les plaines lombardes rétrogradait de Goïto à Novare. Et de ce roi qui fut un instant la personnification guerrière de l'indépendance italienne, que reste-il aujourd'hui? Un tombeau dans la basilique de Superga, sur les coteaux qui dominent Turin.

Ces faits ont assurément une explication naturelle, qui

n'est point l'obstination d'un capricieux hasard à se jouer des vœux d'une race ingénieuse et brillante. Il n'y a que les esprits étroits et fanatiques qui imaginent imposer à la réalité la dictature de leurs rêves, prétendent tout ramener à leurs combinaisons occultes, et après avoir tout empêché et tout perverti, expliquent par les surprises ou les trahisons vulgaires les désastres qu'ils ont provoqués. La vérité est que les révolutions de l'Italie en 1848 sont une vaste mêlée où viennent se résoudre dans des conditions agrandies toutes ses aspirations généreuses, toutes ses tendances, tous ses antagonismes, comme aussi toutes ses passions et toutes ses erreurs. Et dans cette lutte, une fois encore ce sont les impossibilités qui l'emportent. Tous les dissolvants se réunissent, l'explosion des passions révolutionnaires vient rompre l'union des populations et des princes, l'esprit de secte suit à la trace l'esprit d'indépendance pour le harceler ou l'asservir; le génie, le fatal génie des divisions sort tout armé de cet ardent foyer et se promène de Naples à Milan, de Rome à Florence. La fortune de l'Italie n'a un moment d'autre refuge qu'un camp, et c'est ce qui donne à l'intervention du Piémont dans les affaires italiennes un prestige qu'une défaite momentanée ne pouvait détruire. Le Piémont, après tout, dans cette confusion immense, c'était l'action virile et résolue allant droit à un but que tout le monde voulait et que tout le monde conspirait à obscurcir.

Comment l'Italie retombait-elle une fois de plus dans le piége de ses vieilles erreurs? Quelle série de circonstances firent un instant du Piémont l'instrument désigné de l'indépendance italienne, et de son dernier roi, Charles-Albert, le résumé vivant des espérances, des contradictions, des poi-

gnantes vicissitudes de la Péninsule, la victime expiatoire d'une entreprise avortée? C'est le mystère de la civilisation italienne elle-même; c'est le problème de cette tragique histoire qui n'a point eu encore le temps de se refroidir, dont M. Gualterio, a tracé les prolégomènes saisissants dans ses *Rivolgimenti*, et Gioberti les complications confuses dans son *Rinnovamento civile*, que d'autres encore montrent sous ses faces diverses, dans ses épisodes multipliés.

En apparence, le dernier mouvement italien, tel qu'il se déroule dans les Deux-Siciles et en Toscane, dans les États de l'Église et en Lombardie ou à Turin, ce mouvement commence aux tentatives de réformes dont les princes prennent l'initiative dès 1846; il se poursuit par la guerre de l'indépendance en 1848, il trouve son véritable dénoûment à Novare en 1849 : c'est un drame qui semble enfermé entre ces dates récentes. En réalité, il plonge dans l'histoire, il a ses racines dans le passé. L'indépendance est la passion immortelle de l'Italie, passion aussi immortelle que difficile à satisfaire. La révolution française, en se répandant au delà des Alpes, est venue y joindre le goût, l'invincible ardeur des innovations civiles. Il faut que l'Italie vive avec ces deux sentiments qui couvent invariablement dans l'âme des générations contemporaines. Mais de ces deux sentiments quel est celui qui prévaudra d'abord, qui le premier devra rallier toutes les pensées et toutes les forces? Sera-ce l'indépendance? sera-ce la révolution des pouvoirs intérieurs et des institutions? Là est le nœud de toutes les luttes entre les partis depuis un demi-siècle. La nécessité une fois admise de tout subordonner à cette première et vitale condition de l'indépendance nationale, sous quelle forme se présentera la

réalisation la plus simple de cette indépendance? Ici le Piémont intervient et il jette dans la balance le poids de ses traditions, de son épée, de sa force compacte de cinq millions d'hommes agglomérés au pied des Alpes, à quelques marches de Milan.

Ce n'est point le hasard qui a jeté dans la politique cette idée de la création d'un royaume de la Haute-Italie, sous le sceptre de la maison de Savoie, comme la forme la plus propre à réaliser et à compléter l'indépendance italienne, pas plus que ce n'est le hasard qui fit tourner en défaites gigantesques les révolutions de 1848. C'est la loi de l'histoire qui semble conduire aux tentatives contemporaines à travers les événements et les luttes de quatre siècles, en faisant grandir, à côté de la portion de la Péninsule restée la plus désarmée et la plus livrée à la domination étrangère, un petit peuple mâle et vigoureux. Une des plus heureuses fortunes du Piémont, c'est d'avoir une vie propre, un mouvement distinct dans l'ensemble du développement de l'Italie. Il n'était encore qu'un petit État enfermé dans ses vallées de la Maurienne et du Chablais, de la Tarantaise et d'Aoste, quand la civilisation italienne marchait déjà à ses destinées. Seulement ce qui a manqué à l'Italie pour l'arrêter sur le penchant de la décadence, le Piémont l'a eu. Tandis que l'Italie périt par l'excès des divisions et des morcellements se combinant avec la domination étrangère, le Piémont a son unité morale et politique, sa force secrète de concentration. Tandis qu'on ne voit sortir de l'obscurité, dans le reste de l'Italie, que des pouvoirs disputés, des familles d'une originalité en quelque sorte toute locale, représentant la commune, la ville, un parti, et point de ces familles ayant le caractère royal, per-

sonnifiant à un degré élevé la vie nationale, le Piémont a une dynastie à la fois ancienne et populaire, se rattachant par les souvenirs à la vieille Italie, et trouvant dans une noblesse fidèle des appuis et pas de rivalités. Quand les sophistes déclament contre les dynasties, ils ne s'apercoivent pas que ces dynasties sont l'instrument le plus puissant de la grandeur d'un peuple, qu'elles ne sont que des dépositaires plus invariables des traditions publiques, que leur ambition même n'est le plus souvent que l'expression du rôle historique d'un pays. C'est ce qui a manqué à l'Italie, et cela est si vrai, que les autres États italiens sortis indépendants de la mêlée de l'histoire n'ont assuré leur indépendance qu'en se rangeant sous des familles étrangères. C'est la maison de Bourbon qui règne à Naples; c'est la maison de Lorraine qui, à l'extinction des Médicis, au dix-huitième siècle, allait régner à Florence.

Enfin, tandis que l'Italie, submergée de siècle en siècle par toutes les invasions étrangères, reste seule désarmée, sans force militaire nationale, répugnant aux mœurs guerrières et se servant de soldats mercenaires, de *condottieri*, le Piémont a une armée et se discipline dans les camps. Le fond même de ce peuple est essentiellement différent; il n'a ni l'éclat ni les séductions des autres populations italiennes; il est rude et opiniâtre; c'est une population de mœurs graves et simples, sans ardeur pour les nouveautés. Aujourd'hui même encore, plus on descendrait dans le peuple, plus on trouverait cet élément primitif et conservateur pour qui toute la politique se résume dans la fidélité à la maison de Savoie. C'est par cet ensemble d'éléments et de forces que le Piémont a grandi, noyau toujours accru d'une puissance nou-

velle au delà des Alpes. Il se forme par des agrégations successives : un jour le Montferrat, la Lomelline, Alexandrie; un autre jour Novare, Tortone; une autre fois Vigevano, Bobbio, Arona; puis Gênes en 1815. Dernier né de la civilisation italienne, le Piémont a échappé aux causes de sa décadence, et lorsqu'à la fin du dix-huitième siècle la Lombardie, restée définitivement à l'Autriche depuis 1713, s'énerve dans cette corruption dont Parini a laissé la peinture dans son poëme du *Giorno*, c'est sur le sol piémontais qu'Alfieri fait retentir l'accent du patriotisme italien renaissant. Le Piémont entre à son tour dans la civilisation italienne avec Alfieri et Lagrange.

II

Représentez-vous l'Italie, dans la complexité de ses intérêts et le mouvement de ses antagonismes, comme la Grèce, ancienne ou l'Allemagne moderne : le Piémont en sera la Macédoine ou la Prusse, — peuple façonné à l'action, élevé dans les camps et tendant à ce que les savants appellent l'hégémonie. « Il a plu à Dieu, disait un jour le roi de Prusse Fréderic-Guillaume IV, de former la monarchie prussienne par l'épée. » Ainsi il a été du Piémont. Il y a plus d'un siècle, un ministre francais, le marquis d'Argenson, le pressentait en disant : « Il est à l'Autriche en Italie ce que la Prusse lui est en Allemagne. « La vérité de ces paroles n'a-t-elle point éclaté en 1848? Et comment l'Autriche, héritière de toutes les dominations étrangères au delà des Alpes, et le Piémont, toujours en voie d'agrandissement, ne se seraient-ils pas ren-

contrés dans les plaines lombardes pour disputer l'indépendance du nord de l'Italie? Depuis quatre siècles, on l'a vu, la maison de Savoie tend vers Milan et la Lombardie, et telle est la vraie politique du Piémont, la politique italienne, celle d'Emmanuel-Philibert, de Charles-Emmanuel Ier, de Charles-Emmanuel III, non la politique qui a cherché parfois des accroissements du côté de la France. Dès le quinzième siècle, il y a entre les Milanais et le duc Louis de Savoie une ligue où on dirait que se retrouvent toutes les espérances de Charles-Albert, et même déjà toutes les causes qui l'ont fait échouer. Dans le plan fameux de Henri IV pour la réorganisation européenne, les ducs de Savoie devenaient rois de Lombardie. Quand, il y a un siècle, Charles-Emmanuel III s'alliait avec Marie-Thérèse dans la guerre de la succession d'Autriche, par une subtilité diplomatique singulière il réservait ses droits sur le duché de Milan dans la convention provisoire d'alliance.

Au moment même où un intérêt commun semble rapprocher de nouveau le Piémont et l'Autriche pour soutenir ensemble le choc des armées républicaines françaises, à la fin du dix-huitième siècle, c'est encore un des plus curieux spectacles de voir se dessiner à travers les événements le jeu secret de ces tendances et de ces antagonismes déguisés en alliances. Le Piémont signe la paix de 1797, après trois ans de brave résistance, et en même temps il négocie auprès du directoire, il cherche à lui montrer l'intérêt qu'il y aurait pour la France à limiter la puissance de l'Autriche au delà des Alpes, et à lui opposer la barrière naturelle d'un État italien compacte et fort au lieu de ce corps hétérogène d'une république cisalpine. Que fait l'Autriche de son côté? Elle

cherche, avec une perspicacité rare, dans les conférences de Seltz, à sauver un intérêt d'avenir en évinçant le Piémont, fût-ce au prix d'une extension de la république cisalpine, création artificielle qu'elle sait bien être sans durée. Le directoire tranche la question en annexant simplement le Piémont à la France une première fois. Survient l'éphémère triomphe de la coalition européenne en 1799, et lorsque Souwarow, descendu du Nord en Italie, rappelle les princes de Savoie de l'île de Sardaigne, dernier asile de leur royauté dépossédée, l'Autriche gourmande les manies restauratrices du rude Cosaque, sans dissimuler que le conseil aulique avait d'autres vues sur les États piémontais. La politique autrichienne ne faisait ainsi que désigner elle-même son véritable antagoniste, ce qui devait être le sérieux et perpétuel danger de sa domination au delà des Alpes le jour où, après une interruption de règne, l'Autriche et le Piémont personnifié dans la maison de Savoie se retrouveraient en présence en Italie.

Que sera-ce en effet lorsque la révolution et l'empire se seront répandus pendant quinze ans des Alpes au Phare, ne fondant rien de durable, il est vrai, mais créant partout des intérêts nouveaux et des forces nouvelles, lorsque le travail des idées et des partis sera venu se joindre à la fermentation permanente des instincts d'indépendance, lorsque l'ambition traditionnelle d'une maison royale italienne pourra devenir à un moment donné le centre naturel d'un mouvement plus large de nationalité! Qu'on dégage ces lignes essentielles de l'histoire, qu'on rapproche ces divers ordres de faits, et on aura le secret de ce duel récent engagé dans les campagnes de la Lombardie entre le Piémont et l'Autriche. L'antagonisme se poursuit, les événements ne font que le

transformer et l'agrandir, et il vient une heure où le Piémont, par esprit de race autant que par l'impulsion des temps, se trouve chargé du premier rôle dans une tentative nouvelle d'affranchissement.

Telle est la lutte que résumait dans sa destinée Charles-Albert, personnage étrange lui-même au milieu des dernières révolutions italiennes. S'il est une figure originale en effet, n'est-ce point celle de ce prince au caractère plein de mystères et de contrastes, héroïque et irrésolu, passionné et impénétrable, chevaleresque et capable de longues préméditations, qui concentre dans sa vie, dans cette vie que lui-même il appelait un roman, l'histoire du Piémont, presque de l'Italie, aux heures les plus décisives de ce siècle depuis l'empire, — en 1821, pendant son règne et en 1848? Lorsque Charles-Albert se jetait au delà du Tessin avec son armée au mois de mars 1848, il y a des esprits qui n'ont vu dans cette extrémité qu'une ambition vulgaire. Lorsqu'un an plus tard il allait sans illusion et sans espoir jouer sa fortune et sa vie à Novare, ils ont imaginé cette hâblerie révolutionnaire, qu'il avait besoin d'une défaite pour conserver un trône à sa famille. Ils n'ont pas vu dans cette série de faits couronnés par l'abdication et la mort le dénoûment tragique d'un drame qui se déroule avec une sorte d'unité singulière et mystérieuse à travers tous les événements contemporains. Cette unité, lien secret de toutes les contradictions de la vie de Charles-Albert, elle est tout entière dans une passion invariable d'indépendance qui se fait jour par la révolution sans avenir de 1821, qui couve dans l'âme du roi monté au trône en se dissimulant sous toutes les nécessités du règne, et n'éclate en 1848 que pour se confondre avec les malheurs de la Pénin-

sule. Dans ces trois époques est le triple nœud de cette destinée dont le terme fatal est l'exil d'Oporto et le tombeau de Superga.

III

Ce n'était pas un bon moment pour l'Italie et le Piémont, pour les princes et les couronnes, que celui où naissait Charles-Albert de Savoie-Carignan; c'était le 2 octobre 1798. Deux mois encore, et la monarchie piémontaise allait disparaître. La paix de 1797 avec la France n'était qu'une halte entre une lutte de trois années et un interrègne de quinze ans. L'Italie elle-même fourmillait de toute sorte de républiques factices et capricieuses, depuis la république cisalpine jusqu'à la république parthénopéenne. Le Piémont était peut-être le pays de l'Italie le mieux en garde contre les influences révolutionnaires; il avait encore, au moment où s'ouvrait la lutte, des mœurs fortes, un peuple intact, une maison royale aimée. Le Piémont devait résister plus que les autres États italiens; il ne pouvait tenir contre la force qui allait faire plier l'Europe. Après la première campagne d'Italie et la dépossession violente de 1798, une restauration passagère pouvait encore se réaliser à Turin; après la seconde guerre d'Italie, commencée et finie par le coup de foudre de Marengo, le Piémont n'était plus possible. Dès lors les princes de Savoie sont définitivement relégués dans l'île de Sardaigne. Pauvre petite cour de Cagliari, qui passe son temps à courir après toutes les espérances, qui a encore dans son exil ses souvenirs et sa dignité, ses ministres et ses ambassadeurs, dont l'un est Joseph de Maistre, ministre du

roi d'une petite île de la Méditerranée à Saint-Pétersbourg!

Quant à Charles-Albert, à peine est-il né au milieu de ces désastres d'un peuple subjugué et d'une monarchie brisée par la force, il est transporté en France; il perd son père, le prince de Carignan, qui s'était montré un vigoureux soldat dans les guerres de la révolution, et il reste confié aux soins de sa mère, princesse de Saxe. C'est en France qu'il est élevé, tantôt à Paris, tantôt à Genève, où il est placé sous la direction d'un ministre protestant. C'est en France qu'il grandissait au spectacle de la reconstitution civile d'un grand pays et des merveilles d'une puissance militaire inouïe. Il était même tout près de courir la fortune des princes dépossédés, on le faisait entrer comme lieutenant au 8e régiment de dragons français, il avait quinze ans. Cet officier adolescent, violemment transplanté hors de son pays, n'avait point atteint l'âge viril, qu'il avait eu déjà le temps de voir naître, grandir, s'étendre et décliner le plus colossal empire du monde. Les événements de 1814 venaient en effet changer la face de l'Europe, transformer encore une fois l'Italie, faire revivre la monarchie piémontaise agrandie de l'État de Gênes, et rouvrir à Charles-Albert la perspective d'un trône. Toutes les conditions de la politique se trouvaient subitement déplacées et renouvelées.

La révolution et l'empire, par les germes profonds qu'ils ont laissés au delà des Alpes; les traités de 1815, par les distributions territoriales et les conditions organiques qu'ils ont créées, sont, à vrai dire, le double principe de l'histoire de l'Italie dans notre siècle. C'est la révolution française qui a donné naissance aux partis italiens et les a constitués tels qu'ils se sont produits, avec leur caractère, leurs opinions

et leurs excès. Elle a fait à l'Italie le triste présent de cette vie politique convulsive et impossible que l'empire venait comprimer et replonger dans l'ombre sans la détruire.

C'est de la révolution et de l'empire principalement que datent ces exaltations ténébreuses, ces habitudes de conspirations occultes qui ont fait des sociétés secrètes la plaie de la Péninsule, et qui, en se développant, en passant par toute sorte de transformations, sont venues aboutir à la *Jeune-Italie*, œuvre de ce terrible hiérophante Mazzini. Au milieu de tout cela cependant, ce qu'il y a de certain, c'est que l'empire avait pour effet d'améliorer singulièrement l'état intérieur de l'Italie. Il simplifiait l'administration, créait des habitudes nouvelles, régularisait la vie civile, de telle sorte qu'à l'issue de l'empire, la révolution française existait au delà des Alpes dans ce qu'elle avait de plus funeste et dans ce qu'elle avait de plus sainement civilisateur, dans ses violences démocratiques, doublées par le mystère des conjurations, et dans les bienfaits réalisés par une législation civile et administrative qui répondait à une multitude de besoins et d'idées d'un progrès légitime. Ainsi, d'un côté, des passions révolutionnaires encore menaçantes, des intérêts nouveaux nombreux, des institutions utiles, ayant pour elles la sanction du temps et d'une certaine adhésion publique, des réformes modérées, mais justes et déjà enracinées; de l'autre, des gouvernements renaissants, portés à confondre le bien et le mal, des pouvoirs de réaction qui tendaient à tout dater de l'époque de leur disparition et à ne laisser rien subsister de ce qui s'était fait depuis quinze ans : tel était, au point de vue intérieur, l'ordre de faits et d'antagonismes que les catastrophes de 1814 et de 1815 venaient inaugurer.

Les traités de Vienne étaient de nature à compliquer encore cette situation, sous d'autres rapports, par l'organisation générale qu'ils décrétaient. L'Autriche rentrait en Italie. Ce n'était plus, il est vrai, le saint-empire avec le prestige du vieux droit féodal. Ce titre même de saint-empire, le temps l'avait moralement détruit; la main victorieuse de Napoléon l'avait fait disparaître en 1805 [1], et les traités de 1815 ne le faisaient pas revivre. L'Autriche n'était plus qu'une puissance allemande ayant des possessions en Italie; mais d'abord ces possessions étaient autrement étendues qu'en 1789. Aux duchés de Milan et de Mantoue venaient se joindre Venise, Bergame, Brescia, Vérone, Vicence, les plus fortes positions, les plus fertiles provinces, un royaume tout entier embrassant la haute Italie et peuplé de six millions d'hommes. En outre, l'Autriche devait être nécessairement conduite à rétablir en fait sur les autres États italiens cette haute suzeraineté qu'aucun droit ne lui attribuait.

N'était-il point évident en effet que le jour où l'un de ces États se sentirait assez indépendant pour devenir un foyer de mouvement, le point de ralliement des instincts patriotiques de l'Italie, la domination étrangère serait sans sécurité ? De là pour l'Autriche une politique dont on ne saurait lui faire un crime. Il n'y a que les esprits oiseux qui imaginent qu'un grand empire va abandonner de grandes possessions sans combat, sans tout épuiser pour les garder. La politique de

1. L'empereur François, comme on le sait, avait abdiqué dès 1804 le titre d'empereur d'Allemagne pour prendre celui d'empereur d'Autriche; mais il est évident que le souverain autrichien n'avait accompli volontairement ce sacrifice qu'afin de ne point y être contraint par Napoléon, dont les vues sur la confédération germanique étaient assez claires.

l'Autriche a été ce qu'elle ne pouvait manquer d'être d'après la position qui lui était faite par les traités de 1815. Elle n'a vu dans l'ensemble de la Péninsule qu'un vaste système dont l'empereur serait le centre et le régulateur. Dans cette pensée souvent manifestée, le Piémont, par exemple, n'était que l'avant-garde de l'Autriche au delà des Alpes. Dès 1815, le cabinet de Vienne signe un traité d'alliance avec Naples, et par un article secret le roi des Deux-Siciles s'engage à ne réaliser dans les institutions du pays aucun changement qui ne se concilierait pas « avec les principes adoptés par Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique pour le régime intérieur de ses provinces italiennes. »

Cette pensée a été si constamment fidèle à elle-même, qu'en 1824, à la mort du grand-duc de Toscane Ferdinand III, le ministre autrichien à Florence, le comte de Bombelles, demandait que l'exaltation au trône du nouveau souverain n'eût point lieu sans un concert préalable avec le cabinet impérial. Partout où éclate une étincelle, les forces de l'Autriche sont en marche; de là ces interventions qui se sont succédé à divers intervalles à Naples, dans les États romains, en Toscane, à Modène et dans le Piémont lui-même : politique, au reste, sanctionnée un moment par l'Europe de la sainte-alliance à Laybach! Lorsque l'empereur François Ier allait visiter sous la restauration ses provinces de la haute Italie, lorsque son successeur, l'empereur Ferdinand, allait en 1838 se faire couronner à Milan, ces voyages, en montrant les princes italiens empressés autour du maître impérial de la Lombardo-Vénétie, n'avaient d'autre but que d'accoutumer les peuples et l'Europe elle-même à ce spectacle du protectorat autrichien. Le prix de cette subordina-

tion des princes italiens vis-à-vis de l'Autriche, c'était la sécurité promise aux trônes, l'appui des forces impériales assuré aux gouvernements menacés, la garantie contre toute tentative révolutionnaire. L'Autriche au delà des Alpes, c'était la domination étrangère forcément envahissante et la représentation armée de toutes les traditions d'immobilité politique. Il en résulte que, dans les autres États italiens, tous les hommes dévoués aux doctrines absolutistes, à la monarchie pure telle qu'elle existait avant 1789, ont eu des inclinations autrichiennes plus ou moins déguisées, et que, d'un autre côté, il y avait une affinité naturelle entre ceux qui poursuivaient l'indépendance de l'Italie et ceux qui méditaient ses progrès politiques intérieurs. C'est dans cette situation, observée au double point de vue des mouvements d'opinion légués par la révolution française et des antagonismes dont les traités de 1815 cachaient le germe, qu'est le secret du travail contemporain de l'Italie et de ses complications. Une multitude de nuances se feront jour sans doute dans le jeu des partis et des hommes; mais là, dès l'origine, est le principe de toutes les luttes.

IV

Le Piémont offrait, dès 1815, un théâtre particulier au développement de cette situation. Qu'arrive-t-il en effet? A peine la monarchie piémontaise est-elle restaurée, une sorte de courant fatal de réaction semble emporter les esprits au milieu d'un pays qui, tout en se replaçant avec entraînement sous le sceptre de la maison de Savoie, avait vu ce-

pendant depuis quinze ans son existence se transformer, l'égalité civile pénétrer dans ses mœurs, une administration plus simple présider à ses intérêts. L'almanach de la cour de 1798 est pris pour souverain arbitre de l'organisation du gouvernement. Dans l'armée, soumise à des remaniements profonds, les hommes qui ont servi sous l'empire sont éliminés pour faire place à des chefs sans expérience, et par là se trouve énervée la force militaire du Piémont. Dans l'ordre civil, c'est bien autre chose encore. Les majorats, les fidéicommis, les tribunaux d'exception, la confiscation, reparaissent à la fois; le code civil est supprimé, le régime hypothécaire aboli; à la place des simples et rationnelles juridictions des tribunaux français, il y a à Turin quinze juridictions s'enchevêtrant, agissant dans la confusion, au point que les magistrats eux-mêmes ont besoin d'un guide pour se reconnaître dans leurs attributions. Un des plus curieux épisodes de cette entreprise impossible est l'intervention du pouvoir royal dans l'administration de la justice, dans le règlement des intérêts civils. Un simple billet royal suffit pour exonérer un débiteur, pour enlever à un créancier le bénéfice de garanties acquises; un acte du roi change les peines, suspend les transactions, annule un jugement.

Cette réaction piémontaise n'était point une œuvre de vengeance haineuse, c'était l'œuvre d'une candeur aveugle qui reportait aux vieux temps comme à l'idéal du gouvernement national et légitime. Naturellement, en face de ces tendances il devait se former bientôt une opposition grossie de tous les intérêts violentés, de tous les instincts les plus justes refoulés, auxquels venait se joindre une irritation nationale croissante contre l'Autriche. Le mécontentement

pénétrait dans l'armée, une partie de l'aristocratie piémontaise elle-même résistait à ce mouvement de réaction; dans les universités, bouleversées sous prétexte d'épurations, l'esprit d'agitation se propageait, le carbonarisme enfin, sans être aussi puissant dans les États sardes que dans les autres parties de l'Italie, trouvait là de merveilleuses occasions de s'étendre.

Tout tendait ainsi à mettre les partis en présence, et ces partis, selon l'habitude, avaient leurs personnifications. L'homme préféré de la réaction piémontaise n'était point le souverain lui-même, le roi Victor-Emmanuel, cœur simple et loyal, resté d'ailleurs, par instinct militaire, jaloux de l'indépendance nationale vis-à-vis de l'Autriche; c'était plutôt le prince qui devait lui succéder sous le nom de Charles-Félix, son frère, le duc de Génevois, esprit honnête, mais étroit et inflexible, et que rien ne gênait dans ses inclinations absolutistes et autrichiennes. C'est dans ces conditions, au milieu de ce mouvement naissant des partis, que commence à se dessiner la figure de Charles-Albert, prince de Carignan. Dernier né de la seconde branche de la maison de Savoie, Charles-Albert se rattachait par sa filiation au prince Eugène, et l'absence de descendance mâle de Victor-Emmanuel et du duc de Génevois le désignait au trône. Jeune encore, avec sa grande taille, son regard pénétrant et sa dignité chevaleresque, il semblait faire revivre quelqu'un de ses aïeux du moyen âge, ce comte Vert, dont il prenait plus tard la devise, et pour lequel il avait un culte particulier. Il avait été nommé successivement colonel du régiment de Saluces, puis grand maître de l'artillerie. Il avait tous les instincts militaires de sa race, et s'occupait de l'armée en

homme qui l'aimait. C'en était assez pour ne point plaire aux zélateurs de la réaction sarde et pour fixer sur lui les regards des libéraux épars dans le Piémont et dans le reste de l'Italie. Les esprits les plus éminents, le poëte Monti, avec son imagination ardente, et des écrivains plus graves, tels que Pietro Giordani, Angeloni, étaient d'accord pour saluer en lui le dernier espoir de la patrie italienne. « Vous êtes heureux, vous, jeunes Piémontais, disait Monti, vous avez Carignan; c'est un soleil qui s'est levé sur votre horizon, adorez-le, mes amis, adorez-le. »

Ce jeune homme aux manières martiales, habilement familier et déjà maître de lui pourtant, voyait venir la faveur publique, et savait la retenir par ses paroles, par ses encouragements à toutes les idées généreuses, par ses sympathies pour tout ce qui faisait battre l'âme italienne Le palais Carignan avait ses réunions, où accourait tout ce qui était jeune et mécontent du présent, où on ne se faisait faute de critiquer le gouvernement, et où on s'exaltait surtout dans le sentiment d'une lutte patriotique contre l'Autriche. Et, comme pour ajouter à cette différence d'attitude politique de Carignan et du duc de Génevois, il y avait, disait-on, entre les deux princes de vives animosités personnelles. — Des mécontentements réels, mais trop vagues encore pour devenir la passion d'un peuple, des instincts de progrès civil excités par la compression, des ardeurs mal contenues de patriotisme antiautrichien, la popularité d'un prince apparu un moment comme le chef possible d'une libérale et nationale réaction, voilà l'origine de ce qu'on pourrait appeler cette grande étourderie de 1821, si elle n'eût été le fruit d'illusions qui n'avaient rien de vulgaire, et trop cruellement expiées.

La révolution piémontaise de 1821 est à coup sûr un des incidents les moins connus ou les plus oubliés de l'histoire contemporaine, comme il arrive de toutes les révolutions avortées. Elle se présentait dans les circonstances en apparence les plus favorables. L'Europe était dans une fermentation politique singulière; l'Espagne venait d'accomplir une révolution couronnée d'un succès momentané; Naples avait suivi le même mouvement, et l'Autriche se préparait à marcher avec une armée sur la basse Italie pour étouffer la révolution napolitaine : belle occasion offerte au Piémont de se jeter sur les derrières de l'Autriche et de reprendre des desseins séculaires sur la Lombardie, au moment où les forces impériales étaient divisées ! De secrètes intelligences se nouaient entre les patriotes milanais et les libéraux des États sardes. Le gouvernement piémontais lui-même, éclairé par de nombreux symptômes, n'était point éloigné de s'arrêter sur la pente où il avait été entraîné depuis cinq ans; le roi Victor-Emmanuel avait pris de nouveaux ministres qui, sans dépasser certaines limites, poursuivaient quelques réformes, — le comte Prospero Balbo, le marquis de Saint-Marsan, le comte Alexandre Saluces. Dans de telles conditions que restait-il à faire? C'était la question ardemment agitée dans les conseils du libéralisme piémontais. Les plus sages disaient qu'il était mieux d'attendre; que dans dix ans les hommes intelligents rempliraient les charges publiques; le prince de Carignan serait sur le trône, et l'avenir était gagné, tandis qu'un défi jeté aux événements allait tout compromettre. A cela Santa-Rosa répondait : « Dix ans, c'est trop attendre; l'heure est sonnée, il faut saisir l'occasion. » C'était l'impatience qui l'emportait, et ce qui n'était jusque-

là qu'une pensée vague devenait un complot noué entre quelques hommes dont les principaux étaient le comte Santorre Santa-Rosa, successivement major d'infanterie et sous-adjudant général; le comte Lisio, capitaine aux chevau-légers du roi; le major d'artillerie Collegno; le colonel de Saint-Marsan, fils du ministre des affaires étrangères: tous militaires, quelques-uns attachés au prince de Carignan, en qui ils voyaient leur chef naturel.

Ces cœurs généreux oubliaient qu'on n'enlève pas un peuple, eût-il des griefs, avec un complot concerté entre quelques imaginations ardentes, que d'ailleurs on n'arrête pas une révolution à volonté. Or Santa-Rosa, Lisio, Collegno, Saint-Marsan, n'étaient pas des carbonari décidés à tout pousser à l'extrême : ils étaient de ce qu'on appelait le parti des fédéraux, ils voulaient surtout la guerre contre l'Autriche et certaines réformes politiques, un régime constitutionnel, sans cesser d'être strictement fidèles à la maison de Savoie; mais il est malheureusement vrai que le carbonarisme était derrière eux, prêt à les servir et à les dépasser. Le caractère militaire des chefs du mouvement montrait assez où ils comptaient trouver leur point d'appui. Déjà, dans les premiers jours de 1821, des scènes à demi révolutionnaires avaient eu lieu à Turin, vagues indices de l'état du pays. Lorsque le 10 mars une partie de la garnison d'Alexandrie se soulevait, Santa-Rosa et Lisio, de leur côté, couraient à Pignerol enlever les chevau-légers du roi. Collegno et Saint-Marsan agissaient de même sur d'autres points. Enfin à Turin même, le 12 mars, après deux jours d'émotions et de péripéties, trois coups de canon partis de la citadelle annonçaient que la garnison s'était prononcée, et le

drapeau italien aux trois couleurs était hissé au sommet de la forteresse. Le mot d'ordre de ce mouvement, c'était la guerre contre l'Autriche—et la constitution.

Faire la guerre à l'Autriche et proclamer la constitution, cela était facile à mettre sur un drapeau d'insurrection. Pour se jeter dans la Lombardie au moment où l'armée autrichienne venait de franchir le Pô, se dirigeant sur Naples, il fallait au moins compter sur une résistance assez prolongée de l'armée napolitaine, et c'était là une prévision des plus chimériques, que n'admettait pas même un des plus éminents militaires piémontais, qui avait servi avec éclat sous l'empire, le général Giflenga. En outre, sans compter les soixante-dix mille hommes qui marchaient sur Naples, l'Autriche avait des garnisons à Milan, à Mantoue, à Vérone, soixante mille hommes sur le Tagliamento, et une réserve prête à descendre de la Carinthie. En peu de temps, l'Autriche pouvait réunir en Italie cent cinquante mille hommes. De son côté, sur quoi pouvait compter le Piémont livré à lui-même pour faire face à cette situation ? Il avait sous les armes peut-être vingt-cinq mille hommes. Et pour faire concorder une révolution politique avec une guerre contre l'Autriche, quel était le drapeau choisi ou plutôt subi par les premiers promoteurs de l'insurrection ? C'était une constitution, véritable idéal de l'anarchie, la constitution espagnole de 1812, c'est-à-dire ce qui était le plus propre à ajouter aux divisions du pays et de l'armée, lorsque le peuple restait froid et étonné, lorsque déjà la brigade de Savoie avait refusé de se joindre aux insurgés, quand Santa-Rosa et Lisio, pour entraîner leurs soldats, avaient été obligés de leur persuader qu'il agissaient au nom du roi! Les chefs du mouvement le voyaient eux-

mêmes, ils se sentaient dépassés par le carbonarisme, qui leur mettait dans les mains une constitution que leur esprit jugeait sévèrement. Cette révolution n'était point née, que toutes les impossibilités se révélaient à la fois, et elle allait tourner brusquement dans la plus triste impasse.

Le 10 et le 11 mars le roi Victor-Emmanuel flottait entre toutes les résolutions, tenté parfois de se présenter à ses troupes et retenu par ses amis. Le 12 mars encore il n'eût point été loin peut-être de faire quelques concessions; — dans la nuit du 13 il avait abdiqué subitement. Que s'était-il passé dans ce court intervalle? Le marquis de Saint-Marsan, ministre des affaires étrangères, arrivait du congrès de Laybach, rapportant l'engagement, pris par lui au nom du roi, de ne consentir à aucun changement dans les institutions politiques du pays. Victor-Emmanuel se trouvait dans l'alternative de manquer à ce qu'il considérait comme un engagement d'honneur pris avec l'Europe, ou de se voir contraint peut-être d'appeler l'Autriche à son aide pour comprimer les mouvements du Piémont : alternative également cruelle pour lui, et devant laquelle sa loyauté se réfugiait dans une abdication! Mais il s'ensuivait un fait singulier, c'est que cette malheureuse révolution avait justement ainsi pour premier résultat d'amener au trône le successeur immédiat de Victor-Emmanuel, le duc de Genevois, personnification plus nette de la politique absolutiste et autrichienne. Les chefs du mouvement allaient-ils reculer et se soumettre? Alors leur tentative n'avait été que la plus puérile des témérités. — Iraient-ils au delà! Alors ils se trouvaient en face de l'Europe coalisée à Laybach. Voilà ce que n'avaient point vu les auteurs de la révolution piémontaise de 1821, et ce

que n'avait point tardé à apercevoir, quant à lui, le prince de Carignan.

Quelle était en effet la part de Charles-Albert dans ces péripéties? Il n'est point douteux que jusqu'au 10 mars il avait écouté les confidences de toutes les aspirations patriotiques des auteurs de la révolution, mais il n'avait point été le complice de leurs actes. L'abdication de Victor-Emmanuel venait le placer dans la situation la plus critique en le mettant, comme régent, à la tête de l'État jusqu'au retour du nouveau roi, qui se trouvait en ce moment à Modène. S'il tentait de briser brusquement avec la révolution, il risquait d'être emporté à son tour, laissant un interrègne d'anarchie; s'il pactisait avec elle, il glissait dans l'usurpation, et jetait le Piémont dans la plus effroyable catastrophe en présence de l'Europe ennemie et armée. De là une politique d'ambiguïté et d'expédients; d'un côté, sous la pression du carbonarisme débordant, il était forcé de proclamer la constitution espagnole; de l'autre il laissait à l'insurrection d'Alexandrie le caractère d'une rébellion en l'amnistiant, il dissolvait les juntes révolutionnaires et se mettait en communication avec le duc de Genevois. Il avait à la fois à soutenir le choc de la réaction absolutiste, qui se réveillait d'un moment de surprise, et des conjurations secrètes, qui le dévouaient aux poignards de leurs sicaires. L'âme de ce prince de vingt-deux ans avait à passer dans ces journées par les anxiétés les plus terribles, et ces anxiétés s'accroissaient encore lorsque le marquis de Costa, envoyé à Modène auprès du nouveau roi, en rapportait une foudroyante réponse. Charles-Félix déclarait hautement et fièrement qu'il ne reconnaissait rien de ce qui se faisait en Piémont, que le premier devoir

pour tous était de se soumettre, et que l'armée devait se concentrer à Novare, sous les ordres du général de la Tour. En même temps, dans une lettre particulière, Charles-Félix disait au prince de Carignan : « Je verrai par la promptitude de votre obéissance si vous êtes encore un prince de la maison de Savoie, ou si vous avez cessé de l'être. »

On voit combien le terrain se rétrécissait à chaque pas. Il ne restait plus qu'une résolution suprême, et cette résolution, le prince de Carignan la prenait secrètement le 21 mars. Son dernier acte, comme pour livrer l'insurrection à elle-même, était la nomination de Santa-Rosa au ministère de la guerre, et dans la nuit il quittait Turin, trompant la vigilance des chefs du mouvement, de Santa-Rosa lui-même. La dernière chance était ainsi enlevée à cette révolution, demeurée seule et réduite à mourir avec héroïsme. Dictateur de l'insurrection piémontaise dans cette période extrême, Santa-Rosa multipliait vainement les efforts; vainement il illustrait de quelques mâles accents cette entreprise désespérée dans un ordre du jour où il cherchait encore à se couvrir de l'autorité du régent : il ne parvenait qu'à réunir un petit corps de troupes de moins de trois mille hommes sous le nom d'armée constitutionnelle, tandis que le reste de l'armée, rentrant dans l'obéissance, se replaçait sous les ordres du comte de la Tour, appuyé d'un contingent autrichien qui s'approchait du Tessin. Le 8 avril, tout se dénouait à Novare par une rencontre entre ces forces inégales, — et cette révolution de trente jours avait vécu. De ceux qui y avaient pris part, les uns subissaient des peines cruelles, d'autres étaient dispersés dans l'exil; Santa-Rosa devait aller mourir en Grèce. Supposez une révolution de juillet surve-

nant en France vers 1821, aboutissant à l'abdication de Louis XVIII, à l'avénement de Charles X, et ajournant indéfiniment le libéralisme de cette époque : la révolution piémontaise n'est guère autre chose sur un plus petit théâtre.

Le prince de Carignan avait-il été un conspirateur, comme l'ont laissé croire les partisans de la réaction piémontaise? Était-il un traître au dernier moment, comme l'ont dit les révolutionnaires dans leur défaite? Il n'était ni l'un ni l'autre. C'était simplement un jeune homme agité d'instincts généreux et cachant certaines irrésolutions naturelles au milieu de ses entraînements les plus passionnés, qui, une fois jeté à l'improviste dans des circonstances où bien d'autres auraient faibli, s'était trouvé impuissant à concilier ses aspirations patriotiques avec ses devoirs de prince. Après avoir par son attitude, par ses paroles, froissé le sentiment des absolutistes, éveillé les espérances des libéraux, il devait rencontrer les injustices des uns et des autres : c'était la fatalité de sa situation. Transportez-vous vingt ans plus tard, vers 1839 : seul, renfermé dans son château de Raconis, avec la tournure religieuse que son âme avait prise, Charles-Albert revenait sur cette période amère de sa vie, qui était son tourment, et lui-même il déposait sa pensée dans quelques pages inscrites sous ce titre : *Ad majorem Dei gloriam* : « ... J'ai été accusé de carbonarisme ! J'avoue que j'aurais été plus prudent si j'avais gardé le silence sur les événements qui se passaient sous mes yeux, si je n'avais point blâmé les lettres patentes qui étaient accordées, les formes judiciaires et administratives qui nous régissaient ; mais ces sentiments de ma jeunesse n'ont fait que s'affermir et s'enraciner dans mon cœur... J'ai été accusé de conspiration ! J'aurais été du

moins conduit à cela par un sentiment plus noble et plus élevé que celui des carbonari. Je confesse que j'aurais été plus prudent si, malgré ma grande jeunesse, je me fusse tu quand j'entendais parler de guerre, du désir d'étendre les États du roi, de contribuer à l'indépendance de l'Italie, d'obtenir au prix de notre sang une force et une extension de territoire de nature à consolider le bonheur de la patrie; mais ces élans de l'âme d'un jeune soldat ne peuvent même encore être reniés de mes cheveux gris... Je le sens, jusqu'à mon dernier soupir mon cœur battra au nom de patrie et d'indépendance de l'étranger[1]. » Ainsi Charles-Albert se parlait à lui-même de cette aventure de sa jeunesse au milieu des réserves d'un règne qui ne s'éclaire que par ces deux dates, 1821 et 1848.

Qui ne se trompa point sur ce qu'il y avait de plus grave dans ce mouvement avorté et dans l'intervention du prince de Carignan? Ce fut l'Autriche, et ici commence un autre drame qui, pour être moins connu, ne laisse point de jeter quelque jour sur la politique contemporaine. A peine avait-il quitté Turin et le Piémont, le prince de Carignan passait à Milan, et là il était reçu par le général Bubna, qui disait ironiquement à ses officiers en le montrant : « Voilà le roi d'Italie! » Il allait à Modène auprès de Charles-Félix, et le nouveau roi refusait injurieusement de le recevoir; il se rendait auprès du grand-duc de Toscane, dont il avait épousé la fille, et il trouvait à Florence un accueil affectueux comme homme, mais peu d'appui comme prince. Partout c'était l'hostilité ou une timide réserve. Le mot de cette phase nou-

1. *Ricordi d'una missione in Portogallo, al re Carlo-Alberto*, per Luigi Cibrario. 1 vol. Turin.

velle, c'est l'Autriche qui pouvait le dire. L'Autriche avait clairement démêlé le plus vivace mobile de Charles-Albert; elle avait vu dans ce jeune homme destiné à régner l'esprit d'indépendance, la haine de la domination étrangère, tout ce qui, en devenant la pensée d'un souverain, pouvait être l'obstacle de sa politique en Italie. Pour le moment, la présence de Charles-Félix sur le trône de Sardaigne garantissait la subordination de la cour de Turin à ses directions; mais l'avenir! Aussi dès cet instant la pensée fixe de l'Autriche était-elle de rompre avec cet avenir en brisant dans le germe la royauté de Charles-Albert; les agents autrichiens répandus en Italie le proclamaient hautement, plus hautement même qu'il ne le fallait. « Nous lui enlèverons son droit héréditaire à la couronne, » disait sans détour M. de Ficquelmont au marquis de la Maisonfort, ministre français à Florence. — Et son fils? reprenait celui-ci. — Son fils[1]! nous verrons. Cela pourrait bien embarrasser pour une régence; mais on a le temps d'y penser. »

Ce qu'on voulait, le marquis de la Maisonfort le disait, c'était surtout « écarter du trône le prince de Carignan, et se tracer, derrière une régence de quinze ans, un chemin pour s'emparer de toute l'Italie. » Ceux qui voyaient plus loin encore allaient jusqu'à une dépossession complète de Charles-Albert et de sa descendance. L'Autriche marchait à

1. Le roi actuel, Victor-Emmanuel II; il avait alors quatorze mois. Les fragments des dépêches du marquis de la Maisonfort, publiés par M. Gualterio dans son livre des *Rivolgimenti italiani*, révèlent plainement ce côté fort peu connu des affaires d'Italie à cette époque. Tous les agents français en Italie, jusqu'à M. de Châteaubriand, ambassadeur à Rome en 1829, n'ont cessé de suivre cette intrigue, en partie déjouée certainement par leurs efforts.

son but avec une étrange persistance, épiant les moindres démarches du prince de Carignan, commentant et envenimant ses moindres actes, cherchant jusque dans les procès instruits en Lombardie et en Piémont la trace de ses connivences révolutionnaires, pour élever ces connivences à la hauteur d'un crime d'État, barrière infranchissable entre le prince et le trône. Le principal instrument de l'Autriche dans cette œuvre était le duc de Modène, François IV, à la cour duquel se trouvait Charles-Félix au moment de la révolution, et qui avait dès l'origine poussé le nouveau roi aux mesures les plus inflexibles. Ce prince ambitieux, qui toute sa vie a couru après une royauté, avait épousé la fille de Victor-Emmanuel; l'exclusion du prince de Carignan pouvait lui frayer une route au trône de Sardaigne. L'Autriche en effet proposait au congrès de Laybach d'abolir la loi salique pour le Piémont, et même après avoir échoué à Laybach, cette intrigue se poursuivait assez longtemps, jusque vers 1830, par l'intermédiaire du cardinal Albani, pensionné du prince de Metternich et parent du duc de Modène. Ce qu'il y a de plus singulier, c'est que ce prince modenais, en conspirant avec l'Autriche pour arriver au trône du Piémont, ne laissait point de conspirer avec d'autres contre l'Autriche pour mettre la main sur la couronne de Lombardie.

Toutes ces menées échouèrent pourtant, d'abord par la loyauté de Charles-Félix, qui, tout en restant irrité et sévère à l'égard du prince de Carignan, se refusait à démembrer sa maison, — par l'habileté, la patience, le tact de Charles-Albert lui-même au milieu d'épreuves souvent rudes pour sa fierté, et surtout par la politique de la France, qui interve-

nait en sa faveur et le couvrait de sa protection en face de l'Autriche. Là est le lien du prince de Carignan avec la France; là est sans doute la première explication de la part qu'il prenait en 1823 à l'expédition française en Espagne, où nos soldats lui décernaient au Trocadéro les épaulettes de laine de premier grenadier de France. Le besoin de faire honneur à la protection qu'il recevait se confondait évidemment dans son esprit avec un certain désir de réhabilitation politique aux yeux de l'Europe.

Rassemblez les traits divers de cette situation, conséquence fatale d'une aventureuse révolution due au concours de deux choses éternellement périlleuses : l'entraînement de quelques imaginations ardentes et la puissance de l'occasion. — Les libéraux vaincus et dispersés allaient expier l'audace d'une entreprise impossible, les uns dans les supplices, d'autres dans l'exil, cet autre supplice. — L'Autriche, avec un mélange de patience et de hardiesse, étendait sur l'Italie le réseau de son influence; elle avait ses soldats à Naples, elle régnait à Modène et à Parme, elle laissait à peine à la Toscane l'illusion de son indépendance, en dépit des généreux efforts du ministre Fossombroni pour conserver du moins les apparences. Le Piémont retombait sous le joug d'une réaction victorieuse fortement organisée et personnifiée dans un prince d'une grande droiture de caractère, mais d'une volonté de fer et systématiquement hostile à toute pensée de patriotisme italien et de libéralisme. Charles-Félix se déguisait à lui-même sa dépendance vis-à-vis de l'Autriche sous le voile d'une identité de politique. Le prince de Carignan enfin échappait à cet orage meurtri et désabusé, menacé dans ses droits, suspect aux royalistes purs pour avoir

trop fait, suspect aux constitutionnels parce qu'il n'avait pas fait assez, parce qu'il avait semblé déserter la cause au moment du péril, comme il semblait la trahir plus ouvertement encore en allant en Espagne combattre une constitution qu'il avait proclamée à Turin. Ce n'est que par un effort de dextérité qu'il se sauvait; mais les événements devenaient pour lui la source du plus singulier travail intérieur.

Trahi par la fortune, méfiant envers les hommes et les partis, qui le suspectaient, ce jeune prince se repliait en lui-même. L'amère expérience venait donner un aliment à des germes naturels de dédain et de sarcasme. Sa physionomie même, mâle et fière, contractait je ne sais quelle impassibilité mêlée de pénétration qui le rendait aussi habile à cacher sa pensée qu'à surprendre celle des autres. Les poursuites de l'Autriche amassaient en lui un immortel levain qu'il nourrissait en le dissimulant. Déjà aussi, vers cette époque, comme pour ajouter aux complications de ce travail moral, son esprit inclinait vers une sorte de mysticisme religieux où se tempéraient et se disciplinaient ses amertunes. De 1821 à 1831 le prince de Carignan disparaissait, en quelque façon exilé du pays où l'attendait un trône. Que faisait-il durant ces années ? Il écrivait pour ses enfants des *contes moraux*, que quelques confidents seuls ont pu connaître. Ce n'était point une œuvre d'une grande littérature : elle était écrite suffisamment en français, et la singularité de ces contes, c'est que la moralité pouvait aisément se tourner en épigramme contre certaines parties de la vie de l'auteur. C'est à peine si vers 1830 les rigueurs commençaient à fléchir pour le prince de Carignan. Il visitait l'île de Sardaigne et observait ses besoins; il reparaissait après dix ans sur la

scène, et lorsque bientôt la mort de Charles-Félix allait faire définitivement passer sur sa tête la couronne de la maison de Savoie, ce prince, qui avait eu sa part dans la révolution de 1821 et qui avait fait la campagne de 1823 en Espagne, qui jeune encore avait eu des conduites et des fortunes si différentes, — ce prince ne laissait point d'être une figure énigmatique, un sphynx curieux à interroger pour l'Europe, pour l'Italie, pour le Piémont. Qu'allait-il faire? à quelles tendances allait-il donner des gages? Il n'était pas dans la nature de Charles-Albert de se rendre si promptement à aucune attente, et peut-être la condition des temps ne s'y prêtait-elle pas.

VI

C'est le 27 avril 1831 que Charles-Albert commençait à régner, séquestré jusque-là des affaires d'État et n'ayant d'autre expérience que l'expérience acquise dans une rapide tempête, ayant à se concilier toutes les opinions et ne trouvant de point d'appui qu'en lui-même, formé au dédain et à cet art qu'un de ses plus intelligents biographes, M. Cibrario, appelle l'art de dissimuler. Du 27 avril 1831, jour de son avénement, au 23 mars 1849, jour de son renoncement après Novare, quel espace pour un règne dans un siècle comme le nôtre! Et dans cet espace, que d'événements ont eu le temps de s'accomplir! A vrai dire, le règne de Charles-Albert est un composé de choses les plus diverses, les unes terribles, d'autres pleines d'obscurité et de mystère, celles-ci puériles et petites comme les solennelles minuties des royau-

tés absolues, celles-là utiles et grandes. Sur ce petit théâtre du pays subalpin, un drame permanent se déroule; tout marche et tout se mêle; les passions révolutionnaires ont leurs chocs tragiques en 1833 et en 1834; les tendances des partis ont leurs luttes secrètes jusque dans les conseils. Du mystère des conspirations et des intrigues de cour, le mouvement transformé et épuré passe au grand jour et au pays tout entier. Le Piémont voit s'accroître ses intérêts et ses conditions intérieures s'élever; un esprit nouveau travaille les peuples, et l'Italie elle-même un moment change de face.

Au centre de ce mouvement se tient le roi Charles-Albert, une main dans les répressions sanglantes, l'autre dans les réformes, observant tout et ramenant tout à lui, balançant les influences et les neutralisant l'une par l'autre. Guéri par les aventures de sa jeunesse de la précipitation et des illusions, il tombe plutôt dans le piége opposé, il déconcerte les espérances à l'instant où il les provoque, laissant toujours comme un voile sur sa pensée secrète et finissant par dire à ses confidents : « N'est-ce pas que je suis un homme incompréhensible ? » Dès les premiers jours de son règne, il crée un conseil d'Etat, abolit la confiscation, fait de quelques actes mesurés une sorte de point de départ d'un régime nouveau, et en même temps il laisse debout tout le mécanisme et les traditions du gouvernement absolu; il ne touche à aucune des influences régnantes autour du trône, si bien qu'on peut se demander encore : Est-ce un prince réformateur ? est-ce simplement le continuateur de la politique de la veille ?

Tout n'était point facile d'ailleurs dans ces premières

années. L'Europe entrait dans une situation nouvelle; la révolution de 1830 s'était accomplie en France et était venue poser le plus redoutable problème, celui de surexciter l'esprit de liberté et d'indépendance parmi les peuples, en laissant subsister les règlements généraux de 1815. Ce n'est que par un effort d'habileté et de sagesse que la France résolvait ce problème pour elle, en se réfugiant dans le patriotisme de la paix, et en y cherchant le moyen d'étendre ses frontières morales par l'influence de ses principes, sans sortir de ses frontières matérielles. Pour l'Italie, liberté, indépendance, nationalité, tout cela ne faisait qu'un, et tout cela ne pouvait se réaliser que par l'exclusion de l'Autriche, c'est-à-dire par l'abolition des traités de 1815, c'est-à-dire enfin par une guerre universelle. De là l'impossibilité des révolutions tentées en 1831 à Modène, dans la Romagne, tentatives d'autant plus impossibles qu'elles coïncidaient avec l'apaisement de la première ébullition révolutionnaire en France. Ce qui rendait la situation de l'Italie plus difficile encore, c'était l'absence de tout élément modérateur entre le libéralisme violent des conspirations secrètes et toutes les doctrines d'immobilité fortement organisées, disciplinées elles-mêmes dans des associations particulières et menées au combat par l'Autriche. C'est dans ces conditions que Charles-Albert commençait à régner à Turin; il se trouvait entre le carbonarisme et toutes les influences absolutistes concentrées dans la société dite la *Cattolica*. La question, dans la pensée du nouveau roi, n'était pas de faire un choix entre ces deux tendances, mais de s'en affranchir également.

Voyez en effet : d'un côté, aux premiers moments, le carbonarisme, transformé dans la *Jeune-Italie*, se présente sous

la figure inconnue encore de M. Mazzini, comme pour sonder Charles-Albert; il murmure à son oreille le mot magique : « Tu seras roi d'Italie ! » — Mais à quel prix? A la condition de tout bouleverser, de se faire le régénérateur de toute la Péninsule, d'édifier l'avenir; « sinon, non! » Ainsi parlait M. Mazzini dans une lettre adressée au nouveau roi de Sardaigne et habilement propagée. C'était se méprendre étrangement. Charles-Albert n'aimait pas le carbonarisme; dans l'appel perfide de ce tentateur, il voyait comme un souvenir ironique de ses premières années, qui venait embarraser son présent et son avenir; dans ce prétendu auxiliaire, il flairait l'ennemi. Aussi, lorsqu'en 1833 la propagande de la *Jeune-Italie* se faisait sentir à Gênes, à Chambéry, dans l'armée elle-même, elle était subitement arrêtée par les répressions les plus sévères. C'étaient là les moments terribles de ce règne naissant. Partout des commissions militaires étaient organisées; il y avait des victimes qui inspiraient l'intérêt, le jeune officier Effisio Tola, Andrea Vocchieri. Lorsque peu après, en 1834, M. Mazzini rassemblait une légion de réfugiés de tous les pays pour les jeter en Savoie, sous les ordres de Ramorino, qui, par une coïncidence singulière, devait périr fusillé après Novare, sous le soupçon de trahison, cette entreprise, dictée par l'impuissance et la folie, finissait par le ridicule, et ne faisait qu'ajouter aux répressions. Dès lors la question était tranchée. — L'esprit révolutionnaire était pour longtemps vaincu dans le Piémont, et le nouveau roi sortait de la lutte, libre de toute solidarité avec un ennemi qu'il haïssait et qu'il redoutait à la fois, comme par un secret pressentiment.

D'un autre côté, quelle était dans ces premières années la

situation de Charles-Albert vis-à-vis de cet autre genre d'influences léguées par le règne précédent? Il était roi, mais roi suspect et observé, en défiance aux hommes que leurs inclinations poussaient à chercher un appui dans le patronage autrichien, aussi bien qu'à ceux dont les croyances monarchiques et religieuses s'alliaient à un certain sentiment d'indépendance; il était toujours à leurs yeux le prince de Carignan, le complice secret ou avoué de la révolution de 1821. Il n'ignorait pas qu'au temps de Charles-Félix, un père de la compagnie de Jésus disait en montrant un portrait de la duchesse de Modène, fille de Victor-Emmanuel : « Prions pour que ce soit cet ange qui nous gouverne, car si Charles-Albert montait sur le trône!... » De la part de l'Autriche, la confiance ne pouvait être grande, et les autres cours du Nord ne laissaient point ignorer au nouveau roi qu'elles étaient d'accord avec l'Autriche pour ne supporter aucun changement de direction politique dans le Piémont, surtout aucune réparation donnée aux hommes de 1821. Toute précipitation pouvait devenir périlleuse, principalement au début d'un règne encore mal affermi, et il n'y avait qu'à compter avec le temps et avec les circonstances.

De là toute une œuvre de diplomatie singulière poursuivie avec obstination à travers toutes les méfiances conjurées. Qu'on songe qu'il fallait un an et la mort du ministre titulaire pour faire arriver le portefeuille de la guerre entre les mains de M. de Villamarina, esprit intelligent et habile, enclin aux réformes, et qui avait été ministre pendant la courte régence du prince de Carignan en 1821! C'était bien autre chose encore pour amener au ministère des finances un autre homme également capable et également marqué à

cette terrible effigie de 1821, M. Gallina. Il fallait quatre ans et un incident étrange où se peint tout entière cette politique.

Le membre du conseil le plus opposé à la nomination de M. Gallina était le ministre de l'intérieur, M. de la Scarena, et c'est par lui que tout arrivait. M. de la Scarena était un homme entièrement dévoué à toutes les influences absolutistes, et particulièrement docile aux impulsions du ministre d'Autriche à Turin. Pour tout dire, sa police commençait par s'exercer sur Charles-Albert lui-même. M. de la Scarena avait même, dit-on, l'imprudence de laisser échapper cet aveu en exprimant les opinions les plus injurieuses sur le roi, et en ajoutant qu'à la première folie le maréchal Radetzky serait à Turin pour le forcer à abdiquer. Par malheur M. de la Scarena, dans ses œuvres de police, avait l'idée d'employer un personnage qui avait joué un grand rôle dans la police romaine en 1814, et qui avait disparu un jour pour les motifs les moins politiques, — Tiberio Pacca. Le chef-d'œuvre de Tiberio Pacca fut d'imaginer une vaste conspiration où était enveloppé tout ce qui était soupçonné d'inclinations plus ou moins libérales, jusqu'aux amis les plus dévoués de Charles-Albert, jusqu'à M. César de Saluces, gouverneur du duc de Savoie. C'est là qu'échouait cette œuvre, imaginée en réalité pour effrayer le roi et suivie par lui d'un œil froid et silencieux dans tout son développement. M. de la Scarena se croyait sûr encore de tout tenir dans la trame de Pacca, qu'il était subitement évincé du ministère. « J'en ai assez de celui-là, » disait le roi. M. de la Scarena avait pour successeur le ministre des finances, M. Pralormo, — et à la place de ce dernier M. Gallina arrivait définitive-

ment. C'est ainsi que Charles-Albert marchait pas à pas, frayant un chemin à des hommes qui répondaient mieux à sa pensée, qui représentaient au degré le plus modéré un certain libéralisme de vues. Il est vrai qu'en même temps le comte Solar della Margarita, nommé secrétaire d'État aux affaires étrangères, restait le champion des tendances absolutistes, — de telle façon que l'intérieur du ministère était un conflit permanent entre deux influences nettement prononcées et antipathiques.

Réunir des hommes divisés d'opinions, les équilibrer, les opposer les uns aux autres, ce n'est point un système nouveau de gouvernement. Charles-Albert le rajeunissait en lui donnant un autre nom; c'était ce qu'il appelait *faire tordre le museau* aux hommes. Mais enfin de quel côté était la véritable pensée de Charles-Albert? Le prix qu'il attachait à faire arriver au pouvoir M. de Villamarina et M. Gallina ne l'indique-t-il pas? M. della Margarita lui-même ne se faisait point d'illusions. Il le dit dans l'histoire qu'il a tracée de son ministère, sous le titre de *Mémorandum historico-politique*: « Je n'étais point l'homme du cœur et de la pensée du roi... Il ne m'avait pas fallu une grande pénétration pour voir qu'outre un juste désir d'être indépendant de toute influence étrangère il nourrissait dans l'âme une profonde aversion pour l'Autriche, et il était plein d'illusions sur la possibilité de soustraire l'Italie à sa domination. Pas une fois il ne prononça le mot de *chasser les barbares*, mais chacune de ses paroles trahissait son secret... [1]. » Voilà le mot de cette situation.

1. *Memorandum historico-politico* del conte Clemente Solaro della Margarita, ministro del re Carlo-Alberto, dal 7 febbrario 1835, al 9 octobre 1847. Turin.

VII

C'est alors — vers 1835 — que Charles-Albert se sent plus libre dans ses mouvements, et alors commençait aussi en réalité ce règne où tout se mêle, dont les serviteurs ne connaissaient point à coup sûr tous les replis, et qui garde la plus originale empreinte personnelle. Au milieu des complications dans lesquelles il vivait, je voudrais peindre cet homme, curieux par ses œuvres, plus curieux encore par lui-même, indécis et obstiné, inquiet de toute domination et très-expert dans l'art de temporiser quand il le fallait. S'il trouvait une résistance ouverte dans ses projets, il était rare qu'il la brusquât, et il était rare aussi qu'après avoir longtemps agité une pensée dans son esprit, il n'y revînt pas jusqu'à ce qu'elle eût prévalu. Il n'était pas faux, comme on l'a dit ; seulement il le paraissait, justement parce qu'il avait l'air de céder et qu'il poursuivait inébranlablement ses desseins.

Roi dans une petite cour pleine d'anciennes traditions, Charles-Albert aimait l'étiquette, et il en résultait même des incidents qui n'étaient pas toujours sérieux : témoin la grande affaire des *barbes* de madame d'Obrescof, femme du ministre de Russie. Madame d'Obrescof avait paru à la cour de Turin avec des dentelles blanches, qui avaient l'avantage de rehausser sa beauté peut-être, mais qui avaient le tort d'usurper une couleur spécialement réservée pour la reine et les princesses. Le lendemain, sur l'ordre du roi le maître des cérémonies rappelait au corps diplomatique les lois sou-

veraines de l'étiquette. Grande émotion dans la diplomatie, notes échangées, courriers expédiés sur toutes les routes de l'Europe, — une tempête enfin, heureusement apaisée sans autre catastrophe! Comme homme au contraire Charles-Albert poussait à l'extrême la simplicité et l'austérité de sa vie. Ses habitudes étaient celles d'un anachorète; il couchait sur la dure, dormait peu, prenait une nourriture frugale, du riz, des racines, quelques poissons, ne touchant à rien dans les banquets de la cour. A mesure que le feu de la jeunesse s'éteignait, la pensée religieuse devenait de plus en plus l'aliment de son âme. Sa religion, sincère et pratique d'ailleurs, était une sorte d'ascétisme ardent et profond. Par ces dispositions religieuses on croyait le tenir souvent et l'enchaîner à un système; on ne le tenait pas du tout, et lui-même il se disait un jour « entre le poignard des carbonari et le chocolat des jésuites, » ne voulant ni de l'un ni de l'autre.

Dans cette vie, comme dernier contraste, n'y avait-il point de place pour ces entraînements plus intimes, plus humains, qui se créent toujours une issue dans le cœur? C'est là sans doute le côté le plus mystérieux et le plus délicat de la vie de Charles-Albert. Le plus durable de ces sentiments avait fini par participer de l'ascétisme de son âme; il s'était transformé en un culte réciproque, en une sympathie épurée. On se voyait, dit-on, on était toujours séparé par une table, le roi baissait les yeux comme un enfant Charles-Albert a laissé entre des mains fidèles un livre d'oraisons où il déposait parfois quelques-unes de ses pensées. Ces notes n'ont rien de saillant, elles trahissent seulement les préoccupations les plus diverses. Sur une page est écrit ce mot : « Jouis, toi qui as la victoire! » — Plus loin, une forte empreinte mar-

que un passage qui exprime les ivresses de l'amour mystique, en rappelant quelques paroles de saint Bernard sur le *Cantique des cantiques* : « L'amour chante dans ce cantique, et si quelqu'un veut le comprendre, il faut qu'il aime... etc. » C'est sans doute cette ardeur intérieure, jointe à l'instinct fixe de Charles-Albert en politique, qui contribuait à mettre quelque réserve dans ses relations avec la reine, la plus digne des femmes, mais d'un caractère différent, en même temps qu'elle était Autrichienne par le sang et par les inclinations. Par bien des traits Charles-Albert est un homme du moyen âge dans notre temps. Aux yeux de ceux qui ne voient que les apparences c'était un prince absolu, jouant avec les hommes, donnant à tous des gages et ne contentant personne. Aux yeux du penseur c'est un phénomène moral des plus curieux. A la lumière de 1848, c'est un de ces taciturnes qui, à travers les mystères et les contradictions de leur vie, ne cessent de tendre à un même but.

De quelques voiles que Charles-Albert s'enveloppât en effet, quelques traces qu'il y eût en lui d'un homme d'un autre temps, il y avait deux points par lesquels il était, si je puis ainsi parler, en intelligence avec son siècle et avec l'Italie. Il y avait un certain ordre de progrès qu'il aimait, et il avait ce qu'on pourrait appeler la fibre de l'indépendance italienne. Charles-Albert n'était point un prince libéral de propos délibéré, nourrissant l'idée préconçue d'arriver à la réalisation d'un régime constitutionnel; c'était un prince qui devait peut-être à son éducation française de sentir quelques-unes des nécessités les plus essentielles de la civilisation moderne. De là un des côtés sérieux et utiles de son règne, — le développement intérieur du Piémont. C'est par

lui que tous les intérêts grandissaient dans le pays, comme aussi c'est à son initiative incessante et obstinée qu'est due la réforme de la législation piémontaise. Des travaux d'une commission composée des hommes les plus éminents sortait un code nouveau, — le code *Albertino*, — qui a le mérite de résumer quelques-uns des progrès les plus notables, de simplifier les transactions, d'appliquer des règles communes à tout le pays, de créer l'égalité devant la loi civile et devant la loi pénale. Charles-Albert dépouillait la royauté de ce triste droit, revendiqué et exercé sous les règnes précédents, de suspendre par un simple billet royal l'action de la justice, et il assurait l'indépendance de la magistrature. Il créait les conseils provinciaux, cet élément premier du régime représentatif, « pour pouvoir, disait-il, entendre la voix et les désirs de son peuple. » Dans l'île de Sardaigne il abolissait le droit féodal, qui régnait encore et qui pesait sur cette petite population. Sur tous les points du Piémont il multipliait les travaux et les entreprises, créant des industries nouvelles et fécondant par une intelligente protection celles qui existaient. A Turin il élevait des monuments grandioses, comme celui d'Emmanuel-Philibert, dans la double pensée d'ouvrir aux arts une nouvelle carrière et de raviver le souvenir des gloires nationales.

On pourrait dire que dans ces années le Piémont, sans nulle apparence d'agitation, marchait lentement dans une voie laborieuse et féconde de transformation. C'est dans ce sens qu'on peut reconnaître, comme le disent M. Cibrario et M. Gualterio, que les réformes accomplies plus tard par Charles-Albert étaient dès le premier moment en germe dans son esprit, comme la conséquence simple et logique d'un

travail patient poursuivi au milieu de nombreuses et puissantes résistances. Vienne après cela l'occasion d'étendre le champ de l'action publique, d'élargir la base des institutions, de compléter les réformes civiles par des réformes d'un autre genre : — le Piémont, graduellement acheminé vers un ordre nouveau, y pourra marcher non sans danger, mais sans aller sombrer dans la plus triste anarchie, de telle manière que sous des formes absolutistes le principe du gouvernement de Charles-Albert était réellement une pensée de progrès civil, explicitement avouée par le roi lui-même, et qui devait tendre à un résultat politique en brisant l'enveloppe dans laquelle elle était enfermée encore.

La passion de l'indépendance italienne était l'autre mobile fixe et tout-puissant de l'âme de Charles-Albert. Et comment cette passion ne se serait-elle pas résumée dans un sentiment prononcé d'hostilité contre l'Autriche? Que M. della Margarita, dans son *Mémorandum*, montre le cabinet de Turin prenant parti pour don Carlos et dom Miguel; que le roi sarde lui-même se plaise à favoriser les tentatives de madame la duchesse de Berri en France dans les affaires de 1832, — ce n'est qu'une énigme de plus de ce singulier caractère. Rien de tout cela n'est la politique de Charles-Albert, parce qu'en tout cela il n'y a nulle passion, et que la véritable politique de Charles-Albert, c'est sa passion concentrée sur un seul point, — la lutte possible avec l'Autriche, le royaume de l'Italie du nord, l'accomplissement des destinées du Piémont et de la maison de Savoie. C'est dans ce duel avec l'Autriche, longuement préparé, souvent dissimulé, toujours latent, qu'est l'intérêt saisissant du dernier règne piémontais. Aussi, quels sont les premiers objets des préoccupations de Charles-

Albert à son avénement? Ce sont les deux points de l'administration intérieure faits pour attirer éternellement les esprits qui méditent quelque dessein, — les finances et l'armée.

On a ici l'explication de la ténacité du roi à mettre à la tête de ces deux parties du gouvernement des hommes pleins de sa pensée, M. Gallina et M. de Villamarina. Les finances! elles étaient en quelques années sur un si bon pied, que le trésor avait des réserves avec lesquelles on songeait à créer une caisse militaire, et qui servaient, en attendant, à secourir des industries, à subventionner des travaux. « Introduire dans les finances une régularité, une économie, une intégrité et une sévérité telles *que nous puissions être en mesure d'entreprendre de grandes choses*, » voilà la politique que Charles-Albert se traçait à lui-même. Mais l'armée, c'était l'armée surtout qui était la préoccupation fixe du roi. Par un système nouveau, celui des contingents, qui était une sorte de landwehr, il se proposait de faire du Piémont une population de soldats. Nul plus que lui, du reste, n'avait les goûts militaires; il se plaisait aux jeux de la guerre, il se mêlait aux soldats, prenait part à leurs travaux, à leurs fatigues, et en était aimé. Qu'on songe que sur un budget de soixante-quinze millions l'armée piémontaise absorbait vingt-sept millions. On ne s'y méprenait pas dans le fond. Un adversaire de cette politique, qui représentait pourtant Charles-Albert dans une cour d'Italie, disait : « Le roi rêve un avenir impossible, et en attendant il ruine l'État par les dépenses d'une armée qui n'est pas nécessaire. »

L'Autriche pouvait encore moins s'y méprendre, et un incident curieux venait mettre en présence les défiances de la politique impériale et la pensée secrète de Charles-Albert.

C'était en 1838, dans un camp d'instruction formé à Cirié, et où s'étaient rendus divers officiers étrangers. L'officier envoyé par l'Autriche, dans un rapport secret adressé à son gouvernement, louait la remarquable tenue des troupes sardes : il disait du roi qu'il était le premier élément militaire de son armée; mais il y avait une chose qui frappait son attention : c'était l'organisation de cette armée, constituée, selon lui, sur des bases disproportionnées avec le pays, tandis qu'à ses yeux il eût fallu en diminuer l'effectif, faire des camps moins nombreux, réduire les brigades, c'est-à-dire supprimer pour les officiers supérieurs les occasions de se former à manier des masses, ou, en d'autres termes, ramener l'armée piémontaise au rôle que lui assignait la politique impériale, celui d'être une avant-garde de l'armée autrichienne en Italie. Ce qu'il y a de particulier, c'est que ce rapport était communiqué à Charles-Albert, comme pour flatter son amour-propre par l'éloge et faire passer le conseil. Le roi souriait à ces remarques. Au fond, on s'entendait de part et d'autre. Survenaient les événements de 1840 et les menaces de guerre européenne. Le ministre impérial à Turin, le prince de Schwarzenberg, pressait le Piémont de se prononcer, ou plutôt il feignait de considérer comme si peu douteuse l'adhésion de la cour de Turin à la politique autrichienne, qu'il parlait de faire occuper les positions du Pô par les forces impériales. Ce personnage altier et acerbe était le moins fait pour dissimuler les prétentions de la politique qu'il représentait. Ces prétentions, Charles-Albert les repoussait nettement en déclarant la neutralité du Piémont, non sans avoir cherché peut-être à savoir ce qu'il pouvait attendre du côté de la France. Et quel était le commentaire

secret de cette neutralité? C'est ce mot que M. Gualterio prête à Charles-Albert : « Il n'est pas temps encore! » C'est cet autre mot que M. della Margarita rapporte lui-même en voulant infirmer le récit de M. Gualterio : « Tout ce que l'on fait se réduira probablement en fumée; mais *le grand jour finira par arriver,* et il ne faudrait pas que nous eussions d'avance gâté notre position. » Pourrait-on douter des véritables sentiments de Charles-Albert en voyant, dans les pages que je citais, écrites vers cette époque sous le le titre : *Ad majorem Dei gloriam,* cet esprit étrange s'ingénier à chercher une justification religieuse de son immortelle passion dans un verset du Deutéronome : « Tu ne feras point roi d'une autre nation un homme qui ne soit un frère? »

VIII

Lorsque la pensée d'un tel antagonisme vit au plus profond de l'âme d'un homme, il est tout simple qu'elle se manifeste sous toutes les formes, qu'elle s'étende à tous les terrains. Il ne faut que l'occasion, et les occasions sont nombreuses dans des pays comme l'Italie, où la lutte est la condition la plus intime des peuples. De 1840 à 1846, tout semble se coordonner à cette pensée et concourir au même but par les voies les plus diverses. Que les chemins de fer deviennent la fièvre nouvelle des peuples, aussitôt la lutte s'organise sur ce point, les esprits se passionnent, les systèmes ennemis naissent d'une sorte de force des choses et se font la guerre : d'un côté le système autrichien, de l'autre ce qu'on pourrait appeler le système national italien. Subordonnant

tout à l'intérêt impérial, sur le terrain matériel comme sur le terrain politique, l'Autriche, en isolant les États sardes, veut relier l'Italie centrale à la Lombardie par Bologne, Ferrare, Rovigo, et rattacher Naples par Manfredonia au système autrichien et à la ligne commerciale de l'Adriatique; elle est le centre des rapports nouveaux qui naissent des chemins de fer entre les diverses parties de la Péninsule. L'Autriche était logique et fidèle à sa politique, comme les économistes italiens étaient logiques et fidèles à leurs espérances en poursuivant un autre système. Il s'agissait, dans leur pensée, de relier entre eux tous les États indépendants de l'Italie, de Naples à Turin, pour arriver à compléter cette œuvre par une union douanière à l'exclusion de l'Autriche.

C'était là l'ordre d'idées que développait dans un remarquable ouvrage le comte Ilarione Petitti, conseiller d'État sarde. Charles-Albert y joignait une autre conception qui n'était point sans grandeur, et qui, en révélant l'obstination de ses vues secrètes, n'était point faite pour atténuer cet antagonisme dans ce qu'il avait de menaçant pour la prépondérance autrichienne. Il voulait, au moyen de traités internationaux, créer une ligne qui aurait eu pour base le réseau piémontais, aurait traversé la Suisse, les pays du Rhin, et serait allée déboucher à Ostende, ouvrant ainsi une grande artère entre la mer du Nord et la Méditerranée, et faisant du port de Gênes le rival de Trieste. Il poursuivait même avec passion cette idée, et partout il rencontrait l'Autriche dans ses négociations en Suisse. Les chemins de fer, cela se voit aisément, ne sont ici qu'un prétexte. Le côté le plus sérieux, c'est celui que tout le monde apercevait et que Charles-Albert n'avait point été le dernier à saisir, celui qu'indiquait un

futur président du conseil du Piémont, M. de Cavour, dans un travail publié en France, en disant que les chemins de fer étaient ce qui pouvait le plus favoriser l'esprit de nationalité italienne. Sous l'apparence de chemins de fer et de commerce, c'était la guerre politique qui s'agitait.

Cette lutte ne faisait que devenir plus nette et plus directe entre la cour de Vienne et le roi de Sardaigne par un simple différend commercial né à l'improviste en 1846. Il y avait un vieux traité de 1751 entre l'Autriche et le Piémont, par lequel les États sardes renonçaient au commerce actif des sels avec les cantons suisses, obtenant de l'Autriche le libre transit par la Lombardie des sels qu'ils tiraient de Venise. Le Piémont ne tirait plus de sels des États vénitiens : la première cause du traité disparaissant, le traité conservait-il la même force? C'était un doute pour quelques jurisconsultes piémontais. Toujours est-il que, sans se prévaloir de cette interprétation et sans consentir à un commerce direct dans ses propres États, la cour de Turin accordait au canton du Tessin le transit des sels de France. Tel était le point de départ de réclamations pressantes de l'Autriche, réclamations qui n'avaient rencontré jusque-là qu'une résistance décidée à Turin, lorsque le 20 avril 1846 la *Gazette de Milan* publiait un décret du conseil aulique qui, *par représailles*, frappait d'un droit exorbitant les vins piémontais à leur entrée en Lombardie. C'était là une faute de l'Autriche; pour une question douteuse, elle donnait à Charles-Albert le rôle le plus beau et qui répondait le mieux à ses désirs, — celui d'un prince italien soutenant dans une lutte ouverte avec la politique impériale les droits et les susceptibilités légitimes de son indépendance.

Digitized by Google

Tel était le spectacle dangereux pour l'Autriche offert à l'Italie pendant quelques mois par le roi de Sardaigne. L'illusion du cabinet de Vienne était de croire, dans les circonstances où se trouvait l'Italie, qu'il pourrait tirer une victoire politique d'une guerre de tarifs qui frappait un des premiers intérêts matériels du Piémont. C'est dans ce dessein qu'il faisait marcher de front une double négociation, — peu éloigné peut-être dans le fond de faire quelques concessions sur le différend commercial, et d'un autre côté cherchant à agir sur le roi, mettant en suspicion ses tendances, lui représentant le danger de l'agitation et tentant un dernier effort pour reconquérir un peu d'ascendant à Turin. Charles-Albert résistait inébranlablement sur ce double terrain. Vainement les absolutistes, alarmés de cette crise, essayaient-ils de faire prévaloir une dernière proposition de l'Autriche, qui offrait de retirer le décret du conseil aulique sur les vins, à la condition que le Piémont suspendrait le transit des sels du Tessin, pour déférer la question intacte à l'arbitrage d'une grande puissance : — ils n'obtenaient rien de Charles-Albert, et M. della Margarita raconte, assez naïvement, ce me semble, qu'il se laissait emporter jusqu'à dire au roi : « Il ne me reste plus, pour satisfaire Votre Majesté, qu'à proposer au ministre d'Autriche de se jeter aux pieds du roi et à lui demander excuse de tout ce qui est arrivé. »

Tout ne transpirait point de ces faits; on en savait assez pour qu'une vive émotion se répandît dans le Piémont et dans le reste de l'Italie, si bien qu'un jour le roi fut obligé de contremander une manœuvre et de se renfermer dans son palais pour éviter une démonstration populaire qui l'atten-

dait. Charles-Albert se vengeait de sa réserve officielle en écrivant dans une lettre particulière, au sujet d'une autre mesure peu faite pour plaire à l'Autriche : « Ce pauvre prince de Metternich en fera bien du mauvais sang. Je le regrette pour lui; mais, quant à moi, malgré le petit, fort petit parti autrichien ou rétrograde, je suis bien résolu à avancer dans le progrès, dans tout ce qui peut tendre au bonheur du peuple et au développement de notre esprit national... Au reste, si on voulait éliminer de notre pays l'esprit antiautrichien, il faudrait commencer par m'expulser moi-même. »

Tout, dans les correspondances familières du roi de Sardaigne, semble révéler cette pensée unique et absorbante. Le 3 mai 1846, il écrivait : « Ce que je souhaite le plus après le bien que je désire procurer de toutes façons à notre patrie, c'est de voir s'y développer l'esprit de *dignité* et *d'indépendance nationale* qui nous donnera une force immense, si jamais nous sommes assez heureux pour être appelés à défendre notre nationalité. » Ce sentiment se faisait jour de la manière la plus imprévue parfois, comme dans ses querelles avec l'archevêque de Turin, Mgr Franzoni, qui avait paru croire que le roi le redoutait. « Je ne crains point l'Autriche, disait brusquement Charles-Albert dans une lettre à ce sujet, je suis prêt à entreprendre seul une guerre d'indépendance, et je craindrais le marquis Louis Franzoni! Oh! ce serait par trop bouffon... » Tel était l'état de son esprit, et au milieu de ces préoccupations, sait-on quel était le héros contemporain qui allait parler à cette âme ardente et la remplissait d'admiration? C'est Schamyl, l'indomptable chef du Caucase, luttant pour l'indépendance et la nationalité de sa race. « Ah! ami ***, écrivait un jour le roi sarde, que les nouvelles de la

Circassie sont bien faites pour exalter l'âme! » C'est vers cette époque que paraissait dans un journal français un article d'une origine toute royale, écrit par Charles-Albert, dit-on, et où on parlait des *glorieuses destinées de la maison de Savoie*[1]. Taciturne et froid en apparence, dédaigneux de la popularité et attiré par elle, Charles-Albert laissait échapper son secret moins dans ses paroles publiques que dans ses confidences et dans ses actes, qui tous semblaient tendre au même but, soit qu'il saisît l'occasion d'une lutte avec l'Autriche sur une question matérielle, soit qu'en faisant frapper une médaille pour les artistes, il y inscrivît cette devise d'un de ses ancêtres, d'Amédée VI : *J'attends mon astre!* Autant de faits, autant de symptômes recueillis par l'opinion de l'Italie et par la police autrichienne.

IX

Ce n'eût été rien en un autre temps et dans d'autres conditions qu'un différend de commerce sur les sels ou une lutte de tracés de chemins de fer. En 1846 ces questions elles-mêmes n'étaient déjà plus isolées, elles se confondaient dans un mouvement plus profond et plus général, dont elles n'é-

1. Il s'agit ici d'un article publié dans le *Journal des Débats* en mai 1846. Cet article, selon ce qui m'est assuré, avait été écrit par Charles-Albert; il avait été communiqué à M. le chevalier Giovanetti de Novare, jurisconsulte de beaucoup de mérite, qui en avait approuvé le contenu, puis, par l'intermédiaire de M. de C., ami intime du roi, il était expédié à Paris, où il trouvait sa place dans le journal français, qui peut-être ne se doutait pas d'avoir en ce cas un collaborateur royal.

taient qu'un aliment, et qui emportait l'Italie. Ce mouvement ne devait rien aux conjurations secrètes qui de temps à autre envoyaient encore à la mort de jeunes et malheureuses victimes, comme les frères Bandiera; il était au contraire une réaction contre elles, contre M. Mazzini, le premier des conspirateurs, et sa grande machine de destruction, la *Jeune-Italie*. Il tendait à faire passer au grand jour tous ces vœux, tous ces besoins moraux, toutes ces espérances d'un peuple dont les conciliabules secrets avaient eu jusque-là le privilége de se faire une arme envenimée et impuissante. C'était un esprit nouveau qui se formait et qui, en poursuivant son œuvre à la lumière du jour, était conduit à se pénétrer d'un sens plus modéré et plus pratique. Chercher les causes des catastrophes italiennes, étudier l'histoire, faire comparaître le passé, le présent, les conditions, les intérêts, les besoins de l'Italie, sans oublier ses fautes, tel était le caractère de ce mouvement, servi par une légion d'écrivains et de publicistes, soit dans l'émigration, soit dans la Péninsule même.

Il y avait surtout trois œuvres qui étaient venues remuer fortement les esprits, et qui, par une singularité remarquable, émanaient de trois Piémontais : c'étaient le *Primato civile degli Italiani*, de Vincenzo Gioberti (1843); les *Espérances de l'Italie*, du comte César Balbo (1844), et les *Casi di Romagna*, de M. Massimo d'Azeglio (1846). Prêtre piémontais et réfugié en Belgique, jeté par la politique hors de son pays, dans les mouvements de 1833, Gioberti ne partageait point les idées des sectaires des associations secrètes. Là où ceux-ci voulaient détruire, il voulait régulariser et affermir. Il parlait avec modération aux princes de leurs devoirs, avec gra-

vité aux Italiens de leurs fautes et de leurs passions, à tous des moyens de travailler en commun à une régénération nationale. Mais quels étaient ces moyens? Au milieu des divisions de l'Italie, Gioberti voyait sa force, son unité morale dans la papauté, sa force matérielle et défensive dans le Piémont, dans Charles-Albert. De là l'idée d'une confédération d'Etats placée en quelque sorte sous l'autorité morale du saint-siége, et ayant pour bouclier la force militaire la plus imposante de la Péninsule. Ce que Gioberti disait du roi de Sardaigne ne laissait point d'être étrange et de ressembler à une habile flatterie. « Charles-Albert, disait-il, a devancé de vingt ans les récents écrivains sur l'idée italienne. Ce sont ceux-ci qui ont mis ses actes en paroles; ce n'est point lui qui mettrait en action la parole des écrivains. » Mettre la nationalité italienne debout par cette confédération d'États, tuer l'esprit révolutionnaire par un système de progrès civil dirigé par les princes eux-mêmes, c'était là la pensée du *Primato*, enveloppée dans des théories parfois confuses, souvent neuves et frappantes.

César Balbo, âme loyale de gentilhomme monarchique et libéral, caractère élevé et pur, rappelait par son nom un des hommes les plus estimés du Piémont, son père le comte Prospero Balbo, qui s'était montré habile diplomate dans les difficiles négociations de 1797, puis ministre prudent et réformateur en 1820, sous Victor-Emmanuel. L'auteur des *Espérances de l'Italie* éliminait successivement tous les rêves, toutes les chimères, toutes les utopies, et il en venait à une conclusion singulière peut-être : il rattachait l'affranchissement italien à la dissolution de l'empire ottoman, qui offrirait à l'Autriche des compensations sur le Danube; mais dans le

fond il partait d'un principe immuable, c'est que l'Italie était mal organisée. *Porro unum est necessarium,* disait-il; une chose est nécessaire, l'indépendance. Et, dans un langage d'une gravité émue et sincère, il laissait pressentir ses vœux d'émancipation nationale et de monarchie constitutionnelle.

Esprit d'une nature différente, poëte, peintre, publiciste, ayant la facilité de tous les arts et l'intelligence des questions politiques, M. Massimo d'Azeglio, dans une esquisse spéciale d'une récente tentative révolutionnaire de la Romagne, développait les mêmes principes. — Point d'insurrection, disait-il en résumé dans les *Casi di Romagna,* point de tentatives à main armée. Exposer les injustices, signaler les abus, faire ressortir les intérêts de l'Italie, c'est le seul mode d'action. — « La grande œuvre de notre régénération, ajoutait-il avec une familiarité pittoresque, peut se conduire les mains dans les poches. » Ce qu'il y avait de remarquable dans ces ouvrages, c'est qu'ils étaient l'expression d'une force intelligente et modératrice qui, pour la première fois, prenait une place imposante dans la vie politique en Italie. Ils signalaient l'avénement d'une opinion modérée, et cette opinion elle-même était une garantie pour les princes italiens, placés jusque-là dans l'alternative de devenir les prisonniers de guerre du radicalisme, ou de se rejeter vers l'absolutisme le plus inflexible et vers l'Autriche.

Ce n'est pas que les divisions eussent disparu tout à coup du sein de l'Italie, comme par enchantement. C'est la plaie invétérée de la péninsule italique, on le sait, d'avoir beaucoup de partis, et les ouvrages eux-mêmes de Gioberti, de Balbo, de M. d'Azeglio, en cherchant à réunir toutes les

pensées, ne faisaient que constater la diversité de leurs tendances, l'étrange amas de leurs contradictions. A travers tous les prestiges d'un mouvement chaque jour plus puissant, on pouvait distinguer bien des nuances qui variaient selon les pays, souvent selon les villes. Il y avait l'esprit républicain fanatique et creux, entretenu dans les conciliabules de la *Jeune-Italie*, discipliné par M. Mazzini, rêvant une péninsule unitaire, l'*Italie du peuple* après l'Italie des rois, la *Rome du peuple* après la Rome des papes, mots éternellement vides et dépourvus de tout sens réel. — Il y avait aussi des républicains fédéralistes, chez qui vit plus fortement enraciné l'esprit local ou municipal. Le parti modéré lui-même n'était point sans avoir ses nuances, qui correspondaient assez à celles du parti républicain. L'idée d'une monarchie unitaire, embrassant l'Italie tout entière, avait ses sectateurs; d'autres tournaient leur pensée vers une confédération d'États qui, en laissant à chacun son indépendance, eût créé une force nationale collective, et eût superposé une sorte d'autonomie italienne à l'autonomie individuelle de chaque pays. Il en était qui n'étendaient point leurs vues au delà de ce qui existait, en l'améliorant par des réformes intérieures.

En un mot, aspirations républicaines, tendances constitutionnelles, traditions municipales, — ce mouvement créait une issue à tout, il était comme la mêlée confuse de toutes les opinions. M. Mazzini, par son action sur les sociétés secrètes, conservait indubitablement une puissance réelle; des passions sinistres fermentaient dans l'ombre, mais ces passions étaient obligées de se dissimuler, et telle était l'impopularité de la *Jeune-Italie*, surtout depuis

la malheureuse aventure des frères Bandiera, que les disciples de M. Mazzini étaient réduits à supplier leur oracle de se taire [1].

Pour le moment, les dissentiments s'effaçaient par habileté chez les uns, par instinct de patriotisme chez les autres. Une idée dominait tout, l'idée de nationalité et d'indépendance qu'avaient exprimée Gioberti et Balbo, — fascination des cœurs et des intelligences! C'était le temps merveilleux pour l'Italie contemporaine. Il y a dans la vie des peuples, comme dans la vie des hommes, des instants qu'on voudrait fixer : ce sont ceux où les espérances ne sont pas corrompues, où règne encore l'illusion des vœux légitimes qu'on aspire à satisfaire, et où les haines des partis exaspérés n'ont pas eu le temps de pervertir les situations les plus belles. M. Mazzini, dans ses confidences, parlait avec une souveraine et railleuse pitié de ce merveilleux accord, qui avait le tort de se produire sous un autre drapeau que le sien; il n'y voyait que cette politique sentimentale de quelques néo-catholiques, « qui pardonne tout, espère tout de tous, embrasse roi, peuples, fédéralistes, unitaires, et entend que la résurrection de l'Italie s'accomplisse en Arcadie! » — « La concorde! poursuivait-il dans une lettre au sujet d'un journal fondé à Turin sous ce nom, — le titre même du journal est arcadique..... la concorde! entre qui?... » Ne dirait-on pas le génie des divisions forcé de se tenir à l'écart, mais sûr d'avoir son heure, et jusque-là jetant son sarcasme à l'illusion universelle?

1. Voir l'*Archivio triennale,* recueil où sont racontés tous les événements de l'Italie à cette époque.

X

Ainsi, par ce double courant des questions matérielles qui surgissaient et du mouvement d'opinion qui se propageait, l'Italie entrait dans une voie singulièrement nouvelle. Rien n'était changé en apparence dans les gouvernements, le vieil organisme des pouvoirs absolus ne cessait point d'exister, mais il s'établissait une sorte de liberté tacitement consentie d'abord. Des congrès scientifiques, qui s'étaient succédé de ville en ville, avaient été la première issue ouverte aux préoccupations des esprits. Les ouvrages de Gioberti, de Balbo, étaient-ils tolérés, étaient-ils interdits? On ne le savait, ils circulaient et parlaient vivement aux imaginations. Charles-Albert lui-même, dit-on, connaissait le livre des *Espérances de l'Italie* avant sa publication. Une presse nouvelle, aux allures plus libres, pleine d'appels aux souvenirs nationaux, se formait peu à peu, représentée par l'*Italia* de Pise, la *Patria* de Florence, le *Felsineo di Bologna*, le *Mondo illustrato* de Turin, l'*Anthologie italienne*, où écrivaient MM. d'Azeglio, Cavour, Boncompagni, Farini, Scialoja. Il n'y avait point de parlements; la tribune était un peu partout, sur les places publiques. Le peuple le plus impressionnable et le plus enthousiaste de la terre se faisait une politique qui était une fête perpétuelle. Contraint de la dissimuler encore, il lui donnait le masque du plaisir. A vrai dire, là était le danger, dans cette coexistence de pouvoirs demeurés absolus en principe, investis de prérogatives dont ils n'usaient plus, et de libertés irrégulières, de manifesta-

tions publiques indéfinies. Il eût été mieux de voir que ces périodes d'ivresse n'ont rien de normal et de durable, que lorsqu'un peuple en est venu à ce point, il faut se hâter de faire un choix entre ce qui est légitime et ce qui ne l'est pas; il faut préciser son action et rallier les esprits incertains.

L'Autriche s'effrayait de cette situation; elle en avait le droit : c'était la destruction lente, graduelle, pacifique de sa prépondérance en Italie d'abord, de sa sécurité dans ses propres provinces de la Lombardo-Vénétie ensuite, et au bout c'était son exclusion définitive de la Péninsule. Placée par les traités de 1815, comme je l'ai dit, dans l'alternative de dominer en Italie ou de se sentir menacée jusque dans ses possessions, elle se trouvait rejetée vers cette dernière extrémité. Son influence s'était fortifiée et accrue jusque-là de tout le péril que le radicalisme, son fidèle et involontaire complice, créait aux princes italiens, et ses efforts étaient subitement tournés, pour ainsi dire, par une agitation pacifique qui se plaçait sous la sauvegarde des princes eux-mêmes, en se ralliant à leurs droits et à leur autorité.

C'est surtout par ce caractère modéré que le mouvement italien était dangereux pour l'Autriche, et le directeur de la police de Venise le faisait remarquer dans un rapport au comte Palfy. « On a transporté la *bataille du progrès,* disait-il, du terrain de la violence sur le terrain moral d'un travail pacique et continu... Le venin de la propagande littéraire s'infiltre goutte à goutte dans les esprits; il opère lentement, mais il s'empare d'une manière irrésistible des hommes les plus paisibles et amis de l'ordre, surtout de la jeunesse, si accessible aux impressions de nationalité... Quand on sera parvenu à nous aliéner la population tout entière, notre situa-

tion en Italie deviendra pour le moins assez difficile... » Dans le fait, la Toscane elle-même, où régnait un archiduc, mais où existaient de vieilles traditions du gouvernement modéré, était pleinement acquise à l'esprit nouveau qui dominait en Italie, et le prince de Metternich adressait vainement une lettre comminatoire au grand-duc. A Naples, le roi résistait encore, pour aller bientôt du premier coup jusqu'à la proclamation d'une constitution. Dans la Lombardie, les sentiments, qui ne pouvaient se faire jour, fermentaient secrètement.

Mais les deux foyers principaux étaient Rome et Turin : — Rome, où un pape réformateur, sorti du conclave du 17 juin 1846, avait ouvert l'ère d'un pontificat généreusement inspiré ; — Turin, où vivait Charles-Albert, le prince engagé avec l'Autriche dans un démêlé commercial rapidement aggravé. Cette simple question des sels du Tessin n'avait pas seulement remué les esprits dans le Piémont, elle était allée particulièrement retentir en Lombardie, en réveillant les pensées de 1821. Il en était de même de tous les actes que Charles-Albert, sans sortir d'une sorte d'impassibilité extérieure, jetait de temps à autre comme une énigme à l'opinion attentive et ardente. Ce travail était si avancé en peu de temps, à mesure que le système des réformes prévalait plus manifestement dans le Piémont, que vers la fin de 1847, à Milan, lorsqu'on voulait parler du souverain piémontais, on l'appelait simplement *le roi*. Tous les regards se fixaient de plus en plus sur lui. « On eût dit, selon un des narrateurs des événements de ce temps, que le destin de l'Italie s'agitait dans la conscience de Charles-Albert. De son pays, on ne doutait pas ; on épiait l'homme, on cherchait des nou-

velles de son antichambre, de son cabinet, de son cœur... »

Dans ses débats intérieurs avec lui-même, Charles-Albert n'hésitait pas sur le but; il hésitait sur les moyens, sur l'heure, sur la nature extraordinaire de ce mouvement qui emportait l'Italie. Ce qui l'effrayait, ce n'était pas la pensée de réformes civiles et administratives, ni même d'un régime constitutionnel; c'était M. Mazzini et la secte radicale qu'il entrevoyait toujours devant lui comme par un pressentiment secret. Un jour un des hommes qui l'approchaient à cette époque se trouvait au palais, revenant du congrès scientifique de Gênes. Charles-Albert se montrait fort curieux de détails qu'on n'était pas pressé de lui donner, peut-être par défiance. « Et que dit-on tout bas au congrès? finit-il par ajouter avec un sourire malicieux. — Tout bas, sire, reprit l'interlocuteur, on dit : Vive Charles-Albert, roi d'Italie! » La figure du roi s'épanouit singulièrement, puis se rembrunit tout à coup quand l'interlocuteur ajouta : « Plus bas encore, sire, tous ces gens-là disent : Vive Mazzini! » —

Ainsi tout lui renvoyait sa pensée sous l'aspect le plus séduisant et sous la forme la plus odieuse pour lui. Dans le fond, il comptait bien avoir raison des révolutionnaires. S'il était permis de fixer l'instant où les résolutions du roi sarde durent prendre dans son esprit un caractère plus arrêté et plus net, on pourrait dire que ce fut au moment de la brusque occupation de Ferrare par les Autrichiens. Une lutte dans ces conditions se présentait sous les couleurs les mieux faites pour frapper une âme agitée d'instincts religieux et chevaleresques; il y avait quelque chose d'une croisade. Pie IX, on le sait, protestait contre l'occupation de Ferrare et Charles-Albert écrivait à un de ses confidents que, si le

pape avait besoin de secours, il était prêt à combattre *jusqu'à extinction*. Dès lors tout se précipitait, et cette histoire n'est plus qu'un enchaînement d'actes décisifs propres à Charles-Albert ou délibérés en commun entre les gouvernements italiens, — les uns et les autres également inspirés de cette double pensée d'indépendance nationale et de rénovation intérieure qui entraînait la Péninsule.

C'est dans l'automne de 1847 que vient se résoudre pour le Piémont ce long et ardent travail. Charles-Albert dénouait d'abord ce singulier conflit d'influences rivales qu'il avait organisé dans son conseil. Quelques rudesses de police avaient amené la démission du ministre de la guerre, M. de Villamarina, et le roi choisissait ce moment pour éloigner du ministère des affaires étrangères M. Solar della Margarita, qui mettait une conscience rare à ne point comprendre que son jour était passé, et croyait devoir à ses principes d'attendre une révocation. Avec M. della Margarita disparaissait du conseil le dernier élément absolutiste. C'était le 9 octobre 1847, et le 30 la gazette officielle publiait une série de décrets de réformation qui simplifiaient l'administration de la justice, instituaient la publicité dans les causes criminelles, créaient un tribunal de cassation en abolissant les juridictions exceptionnelles, posaient les bases d'une organisation nouvelle des municipalités et des provinces, fondée sur l'élection, et réglaient l'action de la police. Une révision des lois sur la presse était promise. Le 4 novembre un fait d'une autre portée se produisait à Turin. Rome, représentée par Mgr Corboli, la Toscane et le Piémont se liaient par une union douanière qui, dans les circonstances où on se trouvait, était comme la pierre d'attente d'une alliance poli-

tique. Quelques jours plus tard, le 27 novembre, de nouveaux décrets complétaient ceux du 30 octobre. Que manquait-il à cette politique, si ce n'est de faire un pas de plus et de toucher à une réforme constitutionnelle? C'est ce qui arrivait le 8 février 1848, un mois à peine après les premiers jours de cette terrible et mystérieuse année qui venait de s'ouvrir par une insurrection en Sicile. Le 8 février Charles-Albert promulguait les dispositions essentielles qui sont devenues le *statut* actuel du Piémont, et tous ces actes s'accomplissaient au milieu de l'effervescence croissante de l'Italie, au milieu des ovations enthousiastes où se mêlaient les acclamations à Pie IX, à Charles-Albert, roi d'Italie. Bien d'autres cris s'échappaient du sein de ces populations frémissantes et étaient de nature à faire réfléchir.

Une des scènes les plus extraordinaires de ce temps, sans nul doute, une de celles où se révèle l'exaltation des esprits, et qui semble marquer la fin d'une période, c'est une manifestation qui avait lieu à Turin le 27 février pour la convocation de la garde civique. Les corporations, la magistrature, l'université, les académies, étaient représentées. L'appareil des fêtes se déployait partout. Des députations des provinces, de Gênes, de Chambéry, de Nice, de Novare, d'Alexandrie, d'Aoste, de Pignerol, marchaient précédées de leurs bannières diverses. Dans cette procession se faisait remarquer un groupe d'hommes, la plupart jeunes encore, portant les signes du deuil et sans drapeau : c'était une députation des réfugiés lombards, qui affluaient à Turin depuis quelque temps. Placé au milieu de son cortége royal, Charles-Albert, la tête grisonnante, la figure pâle et sérieuse, voyait défiler devant lui ces masses d'hommes qu'il semblait sonder du

regard, lorsqu'un bruit se répandit tout à coup dans cette foule avec une rapidité électrique : c'était la nouvelle de la révolution qui venait d'éclater à Paris le 24 février.

Révélation foudroyante d'une situation nouvelle! Pour tous ces éléments incandescents qui s'agitaient en Italie, qui se trouvaient en quelque sorte résumés là, sur la place d'Armes de Turin, il ne restait plus qu'à se confondre, et de cette confusion allait sortir Charles-Albert, l'épée dans une main, le drapeau de l'indépendance dans l'autre. Certes le roi piémontais avait le droit de répéter alors aux faiseurs d'ovations et de manifestations ce qu'il disait d'eux, non sans dédain, dans une de ses confidences intimes du 6 mai 1846 : « Quand le temps sera venu, au lieu de crier, qu'ils viennent verser leur sang avec le mien pour la patrie ! »

Digitized by Google

Digitized by Google

LE ROI CHARLES-ALBERT

LE PIÉMONT ET L'ITALIE

SECONDE PARTIE

CHARLES-ALBERT ET LES RÉVOLUTIONS ITALIENNES

I

Quelle était la situation réelle et précise de l'Italie au moment où la révolution du 24 février 1848 s'abattait subitement sur la France? Une insurrection avait éclaté en Sicile, et le roi de Naples, soit pour la désarmer, soit pour arrêter l'agitation qui régnait autour de lui, avait proclamé une constitution le 29 janvier. Rome et la Toscane, plus lentement préparées par un travail de deux années, n'avaient plus qu'un pas à faire pour transformer leur régime politique. Dans le Piémont les principes constitutionnels avaient eu leur victoire, et il ne restait plus qu'à les formuler dans le *statut* qui allait être promulgué le 4 mars. L'Italie se trouvait dans cette transition toujours difficile entre un ordre ancien d'institutions et un ordre nouveau. Ce serait une étrange erreur de

croire que la révolution de février survenant en ce moment pût servir dans ses justes fins le mouvement italien. C'est le sort de cette révolution d'avoir tué toutes les causes qu'elle prétendait faire triompher, et d'en avoir fait prospérer quelques-unes auxquelles elle ne songeait pas. Elle ne pouvait en particulier que dénaturer le mouvement italien, en faisant sortir la Péninsule de ce que j'appellerai son rôle défensif vis-à-vis de l'Autriche,

Rester dans la stricte limite du droit, travailler à une transformation régulière et pacifique, environner l'Autriche au-delà des Alpes d'un cercle d'États indépendants, libres, de plus en plus habitués à identifier leurs intérêts et à combiner leur action; placer à côté de la Lombardie cette contagion permanente d'un esprit de sage progrès et d'une politique nationale, c'était certes la meilleure réponse à ce mot prononcé par M. de Metternich dans l'illusion d'un succès prolongé : « L'Italie n'est plus qu'une expression géographique ! » C'était réduire la domination étrangère à la plus cruelle extrémité, en la réduisant à l'alternative de vivre dans les conditions les plus précaires, ou de recourir à la force et d'avoir contre elle le droit et l'Europe constitutionnelle, gagnée au mouvement italien. La Péninsule ne pouvait que perdre à changer d'attitude et à prendre elle-même l'offensive contre l'Autriche par l'insurrection ou par la guerre, à la faveur de l'un de ces événements imprévus qui ne sont souvent qu'un grand piége pour les peuples. Pour avoir trop compté sur la diversion puissante des révolutions qui ébranlaient l'Europe et l'empire autrichien, on a vu où on a été conduit. Il s'est trouvé un moment où les sentiments nationaux se sont réveillés aussi à Vienne, et où des voix

ont crié à cette armée allemande livrée à elle-même sur l'Adige : « Dans ton camp est l'Autriche ! » Ce jour-là l'Italie a eu à combattre quelque chose de plus qu'un maître despotique; elle s'est trouvée en face de l'orgueil d'un peuple blessé dans sa grandeur.

Les difficultés n'étaient pas moins graves vis-à-vis de la France. La révolution de février créait pour l'Italie plus de périls que d'avantages. Jusque-là, sans se rattacher absolument à l'influence française, le mouvement italien avait du moins trouvé en elle l'appui le plus efficace. La politique conservatrice de la France avait pu parfois froisser les Italiens en ne se prêtant pas à toutes leurs illusions ou à tous leurs vœux. Au fond elle servait l'Italie dans ses intérêts les plus évidents; elle pressait les princes de se rendre aux nécessités les plus manifestes du temps par des réformes prudentes, et elle disait aux peuples de se fier à leurs princes; elle prêtait la force de son influence et de ses conseils à ce mouvement modéré qui était lui-même une nouveauté saisissante au delà des Alpes, et dans ces termes elle promettait plus qu'un appui moral : elle y ajoutait l'assurance d'une garantie matérielle, si l'Autriche faisait de cette transformation intérieure une question internationale, en sorte qu'il y avait, on peut le dire, une solidarité palpable entre la politique française et le parti modéré italien. La révolution changeait étrangement les choses; elle avait pour résultat immédiat de glacer les résolutions généreuses de quelques-uns des princes italiens, de jeter l'incertitude parmi les populations, de rendre la force et l'ascendant moral aux partis extrêmes en intimidant les esprits modérés. Si l'Italie restait fidèle à ses princes, à la monarchie constitutionnelle, sous laquelle

elle arrivait à peine à se placer, elle risquait de n'obtenir qu'un appui douteux et suspect de la politique démocratique qui triomphait à Paris. Si, par un esprit de puérile et folle imitation, elle se laissait dériver vers la république, elle recommençait son histoire, elle allait au rétablissement de l'absolutisme à travers une anarchie gigantesque.

Gioberti, réfugié encore en France, le sentait bien; aussi, dans les lettres qu'il écrivait et qui sont jointes à ses *Œuvres politiques*, — *Operette politiche*, — cherchait-il à prémunir les Italiens contre le péril des imitations violentes. Ce qu'il proposait n'avait rien d'extrême, c'était encore l'ancien programme : compléter l'union douanière du 4 novembre 1847 par une sorte de fédération politique entre les États italiens, reconnaître le nouveau gouvernement français, se tenir sur la défensive vis-à-vis de l'Autriche, et se borner à lui demander dans l'administration des provinces lombardo-vénitiennes un système plus libéral, qui était dans ses intérêts [1]. C'est enfin du plus profond de cette situation que sortait la parole bientôt prononcée par Charles-Albert : « L'Italie se suffira à elle-même! » — *Italia farà da se!* — parole qui était l'expression d'une nécessité politique autant que d'un entraînement généreux, mais qui, en révélant la volonté de s'affranchir d'une solidarité funeste avec la révolution française, montrait l'Italie allant droit contre un autre écueil, celui d'une périlleuse offensive prise contre l'Autriche.

1. *Operette politiche*, Capolago, 1851. Voir une lettre du 25 février 1848 à M. Giuseppe Massari, et une lettre du 16 mars à M. Pietro di Santa-Rosa, à Turin. C'est de Paris même que Gioberti écrivait.

II

L'Italie frémissait tout entière et semblait n'attendre qu'un signal. Ce signal, c'est de Milan qu'il partait. Là était en effet le véritable nœud de la question italienne, puisque là était la domination étrangère. Le 17 mars arrivait à Milan la nouvelle de la révolution de Vienne, dans laquelle avait disparu le prince de Metternich. Le 18 les Milanais ouvraient la lutte. Ce n'était pas un mouvement ordinaire; il avait promptement à sa tête les chefs des plus grandes familles, les Casati les Borromeo, les Litta. Un combat de cinq jours réduisait le maréchal Radetzky à se retirer sur Vérone, au milieu des populations soulevées, et laissait les Milanais maîtres d'eux-mêmes. Venise secouait au même instant, le 22 mars, le joug autrichien. La question de l'indépendance surgissait dans toute l'Italie et allait se poser naturellement d'abord à Turin, non plus sur le terrain pacifique, mais sur le terrain bien autrement redoutable de l'action.

Il semble toujours à quelques révolutionnaires qu'il n'y a rien de plus simple et de plus facile que de se jeter dans une telle entreprise. Charles-Albert, pressé par les insurgés milanais d'envoyer ses soldats à leur secours, poussé par une grande partie de la population piémontaise elle-même, voyait donc soudainement transformé en réalité le rêve immortel de sa vie, — la guerre de l'indépendance contre l'Autriche, la création possible du royaume de la Haute-Italie sous le sceptre de la maison de Savoie. Il n'en restait pas moins vrai que, comme il le disait, il *sacrifiait la partie au tout*, et qu'il

engageait en outre une lutte à laquelle l'Autriche ne l'avait pas provoqué par un acte formel. La diplomatie étrangère à Turin le lui faisait sentir, et ce n'était pas seulement la diplomatie de la Russie et de la Prusse, c'était aussi celle de l'Angleterre, dont la sympathie se bornait au mouvement libéral de la Péninsule, sans s'étendre au même degré à un remaniement de territoires. Charles-Albert avait besoin de repasser dans son esprit, plein d'anxiété, ses griefs personnels et les griefs de l'Italie contre l'Autriche, — ses querelles récentes mal apaisées, et les efforts tentés autrefois par le cabinet de Vienne pour lui enlever la couronne, l'arrogance de la diplomatie impériale, les duchés de Parme et de Modène transformés en espèces de délégations autrichiennes, l'invasion de Ferrare, et même — préoccupation étrange en ce moment! — le roi de Sardaigne faisait revivre les droits de sa maison sur le duché de Milan [1]. Il y avait une raison plus actuelle et plus puissante : c'est que la Lombardie laissée à elle-même, c'était la république à Milan, et la république à Milan, c'était la possibilité d'un mouvement semblable à Turin, comme le disait le cabinet sarde au représentant de l'Angleterre, sir Ralph Abercromby.

Enfin au-dessus de tout il y avait l'idée généreuse et enivrante de l'indépendance. Voilà comment, avec un esprit nourri d'une invariable pensée, Charles-Albert sentait à la dernière heure le besoin d'invoquer un autre droit que le droit révolutionnaire! Voilà comment aussi, toutes ces considérations pesées, mettant les armes de Savoie sur le drapeau italien aux trois couleurs, il adressait le 23 mars à la

1. Voir un *Mémoire pour servir à l'intelligence des discussions qui ont existé entre la Sardaigne et l'Autriche.*

Lombardie et à la Vénétie la première proclamation qui inaugurait la guerre : « Les destins de l'Italie sont mûrs, disait-il; un destin plus heureux sourit aux intrépides défenseurs des droits foulés aux pieds... Peuples de la Lombardie et de la Vénétie, nos soldats, qui se concentraient déjà sur votre frontière au moment où vous accomplissiez la délivrance de Milan, viennent aujourd'hui vous prêter dans des épreuves nouvelles ce secours que le frère attend du frère, l'ami de l'ami. Nous seconderons vos justes désirs, nous fiant à l'aide de ce Dieu qui est visiblement avec nous, de ce Dieu qui a donné Pie IX à l'Italie, et qui, par une si merveilleuse impulsion, l'a mise en état de se suffire à elle-même. » C'est un des traits du caractère de Charles-Albert, que, souvent irrésolu dans le conseil, il n'hésitait plus au combat. Il confiait la régence au prince Eugène de Carignan; il laissait le gouvernement au premier ministère constitutionnel, composé de MM. César Balbo, Lorenzo Pareto, Ricci, Sclopis, Boncompagni, et il ne restait plus que le soldat héroïque. La guerre de l'indépendance italienne avait son chef, son armée et son champ de bataille.

Chose étrange, Charles-Albert se trouvait sur ce Tessin où on l'avait vu en 1821 verser des larmes amères en s'enfuyant vers Milan, et où sa fortune devait le ramener encore aux prises avec de bien autres revers. En ce moment — le 29 mars, jour où il entrait à Pavie avec son armée — tout semblait sourire à son entreprise. Il avait pour lui la faveur des circonstances, l'exaltation de tout un peuple, des troupes dévouées et fières de combattre, et il n'avait devant lui que des légions humiliées par une défaite, coupées dans toutes leurs communications. L'armée sarde ne s'élevait pas

alors au chiffre de soixante-dix mille hommes, six mille chevaux et cent vingt pièces d'artillerie, qu'elle a atteint par la suite; elle comptait à peine vingt-cinq mille hommes à son entrée en Lombardie. Peu après elle était assez augmentée pour former six divisions, réparties en deux corps placés sous les ordres des généraux Bava et de Sonnaz. Le duc de Savoie commandait une division de réserve, le duc de Gênes l'artillerie. C'est avec ces forces que commençait, aux premiers jours d'avril 1848, entre ces lignes de défense du Tessin, du Mincio et de l'Adige, qui coupent l'Italie du nord, une campagne de quatre mois, pleine d'incidents et de péripéties, compliquée de tous ces éléments qui surgissent dans l'ébullition d'un peuple enthousiaste et mobile.

Voyez l'Italie à cette époque : si la guerre de l'indépendance était la forte et sérieuse passion de bien des âmes, pour beaucoup aussi, il faut le dire, elle était une fête. Les manifestations ne manquaient pas; on ne se faisait faute d'ovations, de chants de triomphe, de bénédictions de drapeaux. Tandis que les prêtres prêchaient la croisade contre le *barbare tudesque,* les femmes jetaient des fleurs, distribuaient des cocardes, et jusque dans les camps, des patriciennes venaient se mêler au bruit des armes. De tous les points de l'Italie, des contingents marchaient vers la terre lombarde. Un corps napolitain partait du fond de la Péninsule sous les ordres du vieux général Pepé. Les troupes pontificales se dirigeaient vers le Pô, commandées par le général Durando, qui dans une de ses proclamations rappelait le serment de Pontida béni par le pape Alexandre III, et répétait le vieux mot : « Dieu le veut ! » Le général d'Arco-Ferrari, bientôt remplacé par le général Laugier, conduisait

une division toscane, composée de soldats réguliers et de volontaires de Florence ou de Pise. Parme et Modène envoyaient leurs bataillons. En Lombardie, des légions de volontaires se formaient. En réalité cependant, où était la véritable force, le nerf de la guerre, si ce n'est dans l'armée piémontaise, disciplinée, obéissante et animée d'un même esprit ? Sans l'armée piémontaise, il y aurait eu des insurrections, il n'y aurait point eu de guerre : non certes qu'il n'y eût de l'héroïsme chez beaucoup de ces volontaires, notamment chez ces jeunes étudiants toscans qui, commandés par leurs professeurs, allaient se faire tuer sous les murs de Mantoue et sur les retranchements de Curtatone; mais il y avait l'impuissance qui naît de l'indiscipline, — et quant aux contingents réguliers, ils restaient naturellement soumis à l'impulsion des gouvernements qui les envoyaient.

La guerre de l'indépendance italienne peut se diviser en deux périodes bien distinctes, — l'une pendant laquelle elle ne cesse de suivre une marche ascendante et va de succès en succès, — l'autre qui aboutit rapidement aux plus cruels désastres. Le 8 avril, l'armée piémontaise livrait son premier combat et poussait victorieusement devant elle les impériaux. En quelques jours, elle s'aguerrissait par les engagements heureux de Monzambano, de Sandra, de Pastrengo, et elle se trouvait entre le Mincio et l'Adige. Les Milanais avaient dit à Charles-Albert qu'il suffisait de se présenter devant Peschiera pour y entrer; l'armée se présentait, mais il fallut un siége régulier. On avait dit de même de Mantoue, de Vérone, et le 6 mai une forte reconnaissance sur Vérone amenait le combat douteux de Santa-Lucia. Le point culminant de la campagne était le 30 mai, le jour de la bataille

de Goïto. Les Piémontais restaient victorieux; Charles-Albert et le duc de Savoie, le roi actuel, avaient été blessés dans l'action; au même instant parvenait au camp la nouvelle de la capitulation de Peschiera. Vicence était occupée encore par les troupes romaines de Durando. Il ne restait plus aux Autrichiens en Italie que quelques forteresses et le sol qu'ils avaient sous leurs pieds. Alors, sur ce champ de bataille de Goïto, put sortir de la poitrine des soldats piémontais une acclamation universelle à Charles-Albert, roi d'Italie!

Le mois de juin voyait encore quelques combats heureux à Rivoli, à la Corona, puis venait l'heure des revers. A la victoire de Goïto répondait, le 26 juillet, la défaite de Custozza; à l'entrée triomphale en Lombardie une retraite d'abord assez régulière jusqu'à Milan, puis changée en une déroute gigantesque jusqu'au Tessin. Il faut aller au fond des choses: ces revers étaient naturels. Qu'on les explique par l'incertitude des opérations militaires, par la lenteur des chefs piémontais à profiter de leurs premiers succès, et par leur inexpérience de la guerre, on n'aura fait la part que des causes secondaires. La vérité est que les revers de la campagne de la Lombardie étaient moins l'œuvre de l'inexpérience des généraux sardes, des armées autrichiennes vigoureusement ramenées au combat par Radetzky, que de toutes les passions, toutes les rivalités, toutes les terreurs qui s'amoncelaient comme un orage derrière l'armée piémontaise, et s'acharnaient à empêcher la victoire ou à se la disputer avant que le prix du sang ne fût acquis.

III

Un des premiers coups portés au caractère moral de la guerre de l'indépendance, c'était l'encyclique du pape du 29 avril. Pie IX avait semblé bénir les armes italiennes au premier instant. Ses troupes marchaient sur le Pô. Un légat du saint-siége, monseigneur Corboli, avait suivi Charles-Albert au camp; il avait pour mission de négocier avec le Piémont une ligue fédérative entre les États italiens, comme complément de l'union douanière du 4 novembre 1847. Le Piémont répondait qu'il fallait d'abord songer à l'indépendance avant d'organiser l'Italie. Cette raison ne laissait point d'avoir son poids, mais elle ne répondait pas à la pensée du souverain pontife, qui était de ne point se mettre directement en guerre, lui chef de l'Église, avec un État catholique. La fédération constituant une autorité collective, c'était cette autorité qui prononçait et agissait. Soit qu'il crût voir quelque arrière-pensée dans le refus du Piémont, soit que son âme fût troublée uniquement par le scrupule religieux qui l'agitait, soit enfin qu'il redoutât un schisme nouveau en Allemagne, provoqué par son intervention, Pie IX lançait son encyclique du 29 avril, qui était un désaveu de la guerre et de ce rôle d'un Alexandre III que lui avait décerné le général Durando. Bientôt après, il est vrai, il cherchait à concilier son scrupule avec la nécessité qui parlait plus haut, en mettant les troupes pontificales sous les ordres de Charles-Albert; mais le coup était porté, le prestige n'existait plus aux yeux du monde, et l'âme religieuse de Charles-Albert en ressentait une profonde émotion.

Digitized by Google

Quant au roi de Naples, il n'avait fait que céder à un entraînement qu'il ne partageait pas en envoyant ses troupes dans la haute Italie; redevenu plus maître de ses résolutions après la journée du 15 mai, il les rappelait aussitôt. D'ailleurs une mésintelligence sourde existait entre le roi Ferdinand II et Charles-Albert, entre ces deux chefs des deux plus grands États de l'Italie, qui nourrissaient peut-être des ambitions égales. Depuis longtemps leurs rapports étaient froids, surtout depuis le second mariage du roi Ferdinand, dont la première femme était une princesse de Savoie, une fille de Victor-Emmanuel Ier. On conçoit que l'offre de la couronne de Sicile, faite par les Siciliens insurgés au duc de Gênes, — offre repoussée au surplus, — n'était point de nature à resserrer les liens entre les deux rois.

La Toscane elle-même avait ses défiances et se refroidissait sensiblement. Il s'était élevé une question délicate au sujet des territoires de la Lunigiana et de la Garfagnana, également revendiqués par les gouvernements de Florence et de Turin. Le royaume de la Haute-Italie effrayait les Toscans, qui commençaient à craindre d'être absorbés. A Florence comme à Naples, comme dans les États romains, on faisait la guerre à l'*albertisme*, mot nouveau et transparent qui servait à caractériser l'ambition prêtée au roi piémontais do confondre l'Italie tout entière dans une seule monarchie dont il serait le chef. Et ces défiances, les princes n'étaient point les seuls à les ressentir. A Naples, le ministre libéral Bozzelli les exprimait ouvertement. A Florence, dans la chambre des députés, un banc sur lequel siégeaient quelques hommes partisans de la guerre de l'indépendance, MM. Ricasoli, Salvagnoli, Lambruschini, — ce banc était

appelé avec l'exagération habituelle le banc des *parricides*, comme pour faire peser sur eux le soupçon de sacrifier leur pays [1]. Le royaume de la Haute-Italie avant d'exister trouvait un ennemi dans l'esprit d'indépendance locale poussé jusqu'à la plus extrême jalousie.

Le royaume italien pour lequel se battait l'armée piémontaise avec un autre ennemi plus redoutable encore et aposté un peu partout, dans la Lombardie elle-même, la plus intéressée au succès de la guerre : c'était la république sous toutes les formes, — sous la forme fédéraliste et sous la forme unitaire. La république s'était glissée jusque dans le gouvernement provisoire formé à Milan après les journées de mars. Elle n'y régnait pas, mais elle neutralisait la tendance monarchique favorable à une annexion immédiate de la Lombardie au Piémont. De là un système perpétuel de concessions aboutissant à la plus triste impuissance. De là l'expédient imaginé dès le premier instant d'ajourner toute question d'organisation politique jusqu'après la victoire de l'indépendance, — *a causa vinta*, ainsi qu'on le disait, comme si la question de l'indépendance, telle qu'elle se présentait, et la question de forme politique n'étaient point indivisibles.

M. Mazzini arrivait dans cet intervalle à Milan, et devenait le centre, le chef naturel de l'agitation milanaise. Spectacle étrange ! en ce moment même, Gioberti, rentré dans son pays après un long exil, accourait dans la Lombardie, comme il allait dans toutes les autres villes de la Péninsule, à Brescia, à Parme, à Plaisance, à Livourne, à Rome, à Florence,

1. Voir les *Documenti della guerra santa d'Italia*, par M. G. Massari. Capolago, 1851.

prêchant partout la concorde, l'union, faisant une sorte de propagande en faveur du royaume de la Haute-Italie. A Milan, il se trouvait en face de M. Mazzini, et on était réduit à chercher dans les manifestations dont ces deux hommes étaient l'objet les symptômes de l'opinion. L'esprit républicain cependant ne parvenait point à empêcher la fusion de la Lombardie avec le Piémont; cette fusion s'accomplissait par un vote public et unanime émis en vertu d'une loi du 12 mai.

D'un autre côté, dans les États vénitiens, Trévise, Vicence, Padoue devançaient Venise et l'entraînaient dans le même mouvement. La réunion des duchés de Parme et de Modène avait été également proclamée. Malheureusement encore dans l'acte d'annexion de la Lombardie se glissait l'esprit républicain par une condition qui faisait d'une assemblée constituante l'arbitre mystérieux de l'organisation définitive du pays, et, même accomplie dans ces termes, cette fusion devenait une arme nouvelle entre les mains des agitateurs. Ils cherchaient à irriter les jalousies locales, qui s'effrayaient déjà de voir Milan s'éclipser devant Turin dans la combinaison du nouveau royaume; ils représentaient l'union lombardo-piémontaise comme un acte prématuré, tandis que la véritable faute, au contraire, c'était de n'avoir point dès l'origine proclamé cette union et d'avoir ainsi prolongé une situation vague qui favorisait les suspicions des autres princes italiens, laissait aux prétentions locales le temps d'éclater et semblait autoriser les espérances des sectaires. Le déplorable génie de division de M. Mazzini avait trouvé son théâtre à Milan et agissait. « Mazzini, disait Gioberti, est le plus grand ennemi de l'Italie, plus grand

même que l'Autriche, qui, sans lui, serait vaincue et vaincra par lui. »

Esprit mystique et futile, fanatique et vulgaire, déclamateur sans idées et artisan éternel d'obscures conspirations, M. Mazzini voyait l'Italie dans la république et la république dans sa personne. Il ne disposait point d'une armée, mais par les clubs, par les journaux, il disposait de tous les moyens révolutionnaires les plus propres à harceler Charles-Albert et son armée par un système de défiances, d'injures et de calomnies. Son parti n'était pas nombreux, il ne se recommandait par aucun nom, par aucune vertu, par aucun talent; — il était bruyant, audacieux, plein de jactance révolutionnaire; il se recrutait de toutes les imaginations incandescentes et puériles. Les revers de l'armée italienne, il les imputait à la trahison; — quant à ses succès, il les redoutait presque, il affectait de n'y voir que le triomphe de l'égoïsme royal de Charles-Albert. Le dernier mot de ce fatal parti c'était : « l'Italie autrichienne ou républicaine! » Voilà quel foyer de passions ennemies s'agitait à Milan, à quelques marches de ces champs de bataille où le roi piémontais et ses enfants prodiguaient chaque jour leur courage et leur vie.

IV

Le Piémont du moins était-il tout entier à la lutte sérieuse où son armée se trouvait engagée? Le Piémont entrait dans la vie constitutionnelle avec toute l'inexpérience des peuples à qui échoit le périlleux bienfait de grandes libertés dans les circonstances les plus critiques. Or quel usage faisait-on de ces libertés nouvelles qui venaient de naître? Les

clubs se formaient et s'agitaient, les journaux se multipliaient et se remplissaient de déclamations oiseuses. Le 8 mai 1848 s'ouvrait à Turin le premier parlement; il reflétait assez curieusement l'état du pays. Gioberti avait été le héros et le candidat de tous les partis. L'élément constitutionnel conservateur était représenté par MM. Balbo, Lisio, Sclopis, Pinelli, Santa-Rosa, d'Azeglio, qui allait se faire blesser en défendant Vicence. L'élément démocratique comptait MM. Valerio, Sineo, Ravina, Ratazzi, — puis, à l'extrémité, M. Brofferio, imagination exubérante et chimérique, composait tout seul une *montagne*. La masse était indécise, accessible à toutes les influences et neuve aux affaires.

La chambre piémontaise avait deux écueils à éviter, — les questions futiles et les questions irritantes, les puérils combats de paroles et tout ce qui pouvait affaiblir l'armée dans son prestige ou dans ses opérations : elle allait chaque jour malheureusement donner contre ces deux écueils. — C'était un grand objet de discussion de savoir si le discours de la couronne avait pu dire que « la Providence mûrit les temps de la liberté, » ou que « la confiance dans les princes est un élément de prospérité pour les peuples. » Plusieurs jours se passaient peu après en harangues sonores sur la suppression des jésuites et des dames du Sacré-Cœur, à tel point qu'un député finissait par s'écrier : « Si nous perdons le temps à supprimer quatre moines, nous ne supprimerons jamais les Allemands ! » — La loi d'annexion de la Lombardie, en plaçant le parlement sarde en face du problème du moment, venait mettre à nu l'élément le plus grave de la situation, l'antagonisme de la Lombardie et du Piémont, de Milan et

de Turin. Si Milan s'était laissé flatter de l'espoir de devenir la capitale du nouveau royaume, Turin se défendait de toute la force d'intérêts nombreux, de toute la puissance de considérations politiques qui plaçaient dans le Piémont la base, le noyau ferme et solide du nouvel État. C'étaient les constitutionnels conservateurs qui pensaient ainsi, le ministère d'abord, sauf M. Pareto[1], puis bien d'autres membres du parlement, dont le principal était M. Pinelli. Les conservateurs ne voulaient pas de cette énigme d'une assemblée constituante qui pouvait tout remettre en doute, se transformer même en convention, et où le Piémont se trouverait en minorité en face de la coalition des États nouvellement annexés; ils ne voulaient pas de l'existence d'une consulte lombarde indépendante jusqu'à la réunion de l'assemblée constituante, ce qui par le fait rendait illusoire l'union immédiate qu'on prétendait consacrer. Ce qu'ils voulaient, en un mot, c'était l'annexion dans des conditions que l'auteur du *Rinnovamento*, Gioberti, tout en les taxant de *municipales*, est forcé de reconnaître plus régulières. Le parti démocratique acceptait tout, l'assemblée constituante et la consulte lombarde; il avait la complicité de toutes les opinions ardentes qui ne voyaient que la fusion, quel qu'en fût le prix, et en emportant le succès, il entraînait la première crise ministérielle dans le Piémont constitutionnel. Le cabinet Balbo disparaissait et était remplacé par un cabinet qu'on pourrait appeler le ministère du royaume de la Haute-Italie. MM. Casati et Durini y représentaient la Lombardie;

1. L'opposition de M. Pareto dans le conseil s'expliquait par son origine génoise et par le vieil esprit d'antagonisme de Gênes vis-à-vis de Turin.

M. Gioia, le duché de Plaisance; Gioberti allait y entrer; M. Pareto y restait, représentant Gênes.

Qu'on songe que ce ministère du nouveau royaume italien venait au monde au moment où les désastres commençaient pour l'armée. Ces désastres eux-mêmes, comme toutes les opérations militaires jusque-là, étaient l'aliment perpétuel des polémiques de la presse et des interpellations de tribune. L'opposition démocratique piémontaise venait fatalement en aide à l'agitation républicaine de Milan, non qu'elle eût la même pensée, — elle cédait à un triste besoin de détractation et de critique. On contestait à ce roi qui était en Lombardie le droit constitutionnel d'aller braver les balles à la tête de ses soldats. On opprimait l'armée sous d'injurieuses comparaisons avec les immortelles campagnes de Bonaparte dans ces mêmes contrées. On soufflait la haine entre les officiers et les soldats. On jetait aux généraux l'accusation vulgaire de trahison, si bien que l'un d'eux, en rentrant dans le Piémont, entendait murmurer autour de lui : « Voilà le plus grand traître ! » Le sentiment amer de ces injustices se fait jour dans un livre sur la *Guerre de l'indépendance en* 1848, qui passe pour avoir été inspiré par Charles-Albert[1].

Or quelle était cette armée ainsi poursuivie par les républicains de la *Jeune-Italie* et par les libéraux piémontais eux-mêmes? Chaque jour elle renouvelait ses combats, souvent dans les conditions les plus défavorables, sous un ciel brûlant, ayant à supporter la faim dans les provinces les plus fertiles de l'Europe, dans la grasse Lombardie. Il arrivait parfois aux soldats sardes d'aller au feu n'ayant pas mangé

1. *Guerra dell' independenza d'Italia nel* 1848, per un ufficiale piemontese. 1 vol.

depuis trente heures. Au début de la guerre, le Piémont restait chargé de la solde de son armée, le gouvernement provisoire de Milan s'était engagé à la nourrir. Malheureusement les vivres n'étaient pas toujours là. Il venait même un jour où le commissaire lombard quittait le camp et se faisait devancer par les approvisionnements. « Depuis trois mois, disait un officier de ses soldats, ils n'ont pas quitté leurs vêtements et ont toujours dormi sur la terre, n'ayant pour toit que la voûte des cieux. »

Caractère original que celui de cette armée piémontaise combattant pour une cause que toutes les passions s'acharnaient à ruiner! Elle avait les mâles qualités de l'esprit militaire et nulle jactance; il arrivait un jour à un officier de se prendre de querelle avec un Lombard, qui, racontant un petit fait d'armes à un paysan, le transformait en une bataille gigantesque suivie d'une victoire non moins gigantesque. Cette armée n'avait rien de révolutionnaire, elle avait porté dans les camps les mœurs simples et même religieuses des vallées piémontaises. Un pauvre soldat était tué, et que trouvait-on sur lui? Un livre de prières où étaient écrits ces mots à la première page : « Mon Dieu, veillez sur mes parents et protégez notre armée! » Un de ceux qui ont fait cette guerre, l'auteur d'un *Journal d'un officier de la brigade de Savoie*, raconte qu'étant un soir de garde à la Madonna del Monte, entre Sona et Somma-Campagna, il entra dans une église; cette église était remplie de soldats groupés autour d'une statue de la Vierge. « Ces braves, dit M. Ferrero, qui affrontaient l'ennemi avec tant de courage sur le champ de bataille, répétaient en chœur les litanies de la Vierge. Deux énormes bouquets cueillis

dans les champs et quelques cierges allumés ornaient l'autel... Lorsque les prières furent terminées, un soldat que j'avais souvent remarqué pour sa bravoure me dit : *Mon lieutenant, je viens de prier pour ma famille, j'ai cinq enfants et une mère aveugle!...* » Dans le fond, cette armée se battait pour la grandeur de son pays et de son roi : voilà son crime aux yeux de M. Mazzini!

Je sais bien que les libéraux piémontais coloraient d'un prétexte particulier l'étrange système de dénigrement dont ils poursuivaient leur armée. C'est aux généraux qu'ils faisaient la guerre, à leur impéritie, à leur antipathie présumée pour la cause de l'indépendance italienne. La vérité, le général Franzini, ministre de la guerre, l'avouait avec une noble modestie : c'est que ni lui ni aucun de ses compagnons d'armes n'avaient jamais fait une grande guerre, et qu'on ne supplée point à l'expérience militaire en chantant des hymnes patriotiques et en criant : « Mort aux barbares! » Quelques mois plus tard, Charles-Albert, qui se plaisait à entendre tout le monde, faisait venir un jour M. Brofferio. Le héros de la *montagne* piémontaise ne manquait pas de développer ses plans démocratiques, et il y ajoutait une sortie contre les généraux rétrogrades et absolutistes. Charles-Albert l'écoutait impassible, puis il disait ces simples mots, laconique et virile réhabilitation de ces généraux accusés : « Et pourtant ils se battaient bien[1]! »

Enfin, dans la masse du peuple, la guerre de l'indépendance trouvait-elle un écho, un appui, quelque sympathie profonde propre à lui donner un caractère national? C'est

1. *Storia del Piemonte dal* 1814 *ai giorni nostri*, di A. Brofferio. 3 vol. Turin.

ici peut-être qu'était la déception la plus amère. Le prosélytisme des idées d'indépendance et de liberté avait gagné les villes et les classes cultivées : il n'avait pas pénétré dans les campagnes et dans les classes populaires, restées indifférentes à ce qu'on nommait leurs *droits politiques* et leur *existence nationale*. Les villes s'insurgeaient, les campagnes ne remuaient pas. Les Piémontais n'obtenaient aucun secours des paysans lombards; on cachait les vivres, on dissimulait les ressources à leur approche; ils étaient plus en pays étranger que les impériaux eux-mêmes, et ils ne trouvaient point d'espions pour les éclairer sur les mouvements de l'ennemi, qui pouvait arriver jusqu'à leurs avant-postes sans qu'ils en fussent informés.

Accoutumés à voir l'Autriche sortir triomphante des guerres qui lui étaient suscitées, les paysans lombards craignaient les représailles d'une victoire nouvelle. Cette indifférence, beaucoup de bourgeois la partageaient, et elle ne laissait point de se manifester par plus d'un trait curieux, témoin ce riche habitant de Volta qui disait un jour à l'auteur du *Journal d'un officier de la brigade de Savoie*, M. Ferrero : « Mon Dieu, monsieur l'officier, à vous dire franchement la vérité, peu m'importe le roi Charles-Albert ou l'empereur; ce que je désire, c'est de vivre en paix et d'être maître chez moi! » Le type le plus bizarre, à coup sûr, de cette indifférence, c'est ce *signor Fiorino*, dont M. Ferrero trace en passant la figure. Mélange de Brighella et de Pantalone, homme d'affaires, aubergiste, quelque peu usurier, le *signor Fiorino*, avec son habit cannelle et sa culotte courte, est d'une impartialité pleine de bonhomie entre les Piémontais et les Autrichiens. « Mes chers messieurs, dit-il aux officiers sardes, je suis en-

chanté de vous voir; vous aimez le *vino santo* et le bon café, vous avez de l'argent, vos soldats payent tout ce qu'ils prennent, — vive les Piémontais!... Il faut cependant rendre justice à tout le monde; l'Autriche nous laissait tranquilles (*non ci tribolava*), nous vendions assez bien notre soie... N'importe, *vive l'Italie! nous sommes tous frères!* » A travers les précieuses bouffonneries du *signor Fiorino*, on peut voir une vérité triste : Piémontais et impériaux étaient au même rang pour les populations lombardes, demeurées étrangères au mouvement politique des villes.

Maintenant réunissez tous ces éléments divers : les divisions intérieures de l'Italie, les défiances des princes, le dissolvant des passions locales, le travail inexorable des sectes révolutionnaires, l'acharnement des partis à harceler des troupes sans autre soutien que leur courage, l'indifférence des populations : — qu'en pouvait-il résulter? — Trois choses également désastreuses, qui sont la moralité et le dénoûment de cette première période de la guerre de l'indépendance : la décomposition de l'armée, les scènes de Milan du 5 août et l'armistice conclu par le général Salasco au nom du Piémont.

V

C'est le 26 juillet que l'armée piémontaise essuyait la défaite de Custozza, et se trouvait précipitée dans une retraite désespérée qu'elle illustrait encore par trois jours de combats, et que Charles-Albert s'efforçait vainement de suspendre en tentant de négocier une suspension d'armes d'abord directement, puis par l'intermédiaire du ministre anglais,

sir Ralph Abercromby. La direction même de la retraite indiquait la pensée d'aller couvrir Milan. C'était une faute stratégique : cette héroïque témérité, Charles-Albert la commettait pour ne point laisser sans défense, au moment du péril, une ville où il n'avait pas voulu, au commencement de la campagne, aller chercher de faciles triomphes. Le 3 août il se trouvait sous les murs de Milan, suivi par les Autrichiens, et le 4 il livrait sa dernière bataille, soutenant une lutte de onze heures au milieu de la pluie et du tonnerre, animant ses soldats par sa présence, et voyant autour de lui ses officiers décimés par le feu. Qui dirait cependant que ces soldats étaient reçus froidement! *L'officier de la brigade de Savoie* raconte qu'il entendait murmurer : « Quels affreux soldats! quels haillons! » Défendre encore Milan après la journée du 4, c'était certes une pensée chevaleresque; il eût seulement fallu des moyens de défense. Or, quoi qu'on en ait dit, l'argent et les vivres manquaient pour soutenir un siége : il y avait des munitions pour un jour, et l'armée était séparée de son parc d'artillerie, tandis qu'à la porte Romaine étaient les impériaux vainqueurs, irrités et disposant de formidables moyens. Prétendre renouveler les journées de mars et les barricades en présence d'une armée relevée par la victoire et forte de cinquante mille hommes décidés à toutes les extrémités de la destruction, c'était la plus insensée des tentatives. Une capitulation protectrice pour la ville et un armistice pour l'armée piémontaise devenaient les conditions fatales de la situation.

C'est alors que se passait une de ces scènes qu'il faudrait pouvoir arracher de l'histoire d'un peuple. Ce roi qui avait laissé ouverte la route du Piémont pour faire de ses forces

le bouclier de Milan, qui venait d'échapper à un dernier combat, — ce roi était assailli dans le palais Greppi par une tourbe d'agitateurs qui la veille s'étaient tenus prudemment dans leurs murs, et qui maintenant criaient à la trahison. On parlait de s'ensevelir sous les ruines de Milan. « Eh! que m'importe à moi, disait Charles-Albert en déchirant la capitulation déjà signée, que m'importe de mourir un jour ou l'autre? »

L'impossibilité de toute résistance n'en demeurait pas moins le fait accablant; la masse de la population sensée, en s'en affligeant, le reconnaissait. L'archevêque, le podestat avec quelques-uns de ses assesseurs, allaient d'eux-mêmes demander au maréchal Radetzky le maintien de la capitulation avec la condition d'un délai de vingt-quatre heures accordé à ceux qui voudraient quitter Milan. A peine ce bruit s'était-il répandu, l'émeute rugissait de nouveau autour du palais Greppi, où Charles-Albert était sans défense, ayant laissé ses soldats hors de la ville pour n'accepter d'autre garde que celle de quelques miliciens. C'était toute la démagogie milanaise faisant le siége de la royauté. Quelques-uns de ces agitateurs pénétraient dans un jardin qui touchait à la chambre du roi, épiaient ses mouvements, et préparaient une escalade générale. Des coups de feu étaient tirés contre les fenêtres du palais. Le duc de Gênes, accouru au secours de son père, avait à subir les outrages de cette populace. Les serviteurs du roi avaient de la peine à échapper au poignard; ses équipages étaient saccagés et pillés sous prétexte de barricades. Il y avait certes à côté des exemples de dévouement. Un sergent piémontais, blessé et malade à l'hôpital, se traînait jusqu'au palais Greppi, et, appuyé sur une

colonne, il repoussait les assaillants, opposant à leurs cris de mort le cri de *viva Carlo-Alberto!* Les émeutiers avaient fini par faire arriver un baril de poudre pour forcer par l'explosion la porte du palais. Heureusement, la nuit venant, le général la Marmora parvenait à s'échapper furtivement, et il allait chercher une compagnie de *bersaglieri* et un bataillon de Piémont; l'éclair de la baïonnette de ces braves suffisait à disperser les démagogues milanais. A minuit Charles-Albert quittait le palais Greppi et gagnait à pied les remparts, où ses troupes l'attendaient frémissant d'indignation et demandant à voir leur roi.

Dès lors l'armée piémontaise poursuivait sa retraite et regagnait le Tessin, d'où elle était partie il y avait plus de quatre mois, le 29 mars; mais quelle différence avec ces premières journées de la campagne! L'armée sarde revenait épuisée, démoralisée et à demi débandée. Dans certains corps de deux mille quatre cents hommes, il ne restait plus que six cents hommes, et ce reste d'armée ne voulait plus entendre parler de se battre pour la Lombardie. Les troupes se retiraient ulcérées des scènes de Milan; elles nourrissaient un ressentiment profond contre cette démagogie italienne qui, au moment où elles affrontaient le feu ennemi, avait imaginé un jour de dire que les boulets de canon autrichiens de Peschiera n'étaient pas des boulets sérieux, — et leur ressentiment s'étendait à ceux qui leur avaient fait la même guerre dans le Piémont. Les ministres Casati et Gioberti pouvaient à leur arrivée au camp constater cette exaspération mêlée de découragement. L'un des coryphées de la démocratie piémontaise, M. Brofferio, en éprouvait les effets par la réception menaçante qu'il trouvait à Vigevano, où il

était accouru pour porter à l'armée et au roi ce merveilleux cordial d'une adresse patriotique d'un club de Turin. Quant à Charles-Albert, après avoir été le premier de ses soldats dans la campagne, il cherchait à arrêter la désorganisation de son armée. Rentré sur le sol piémontais, il ne pouvait penser sans amertume à cette succession de désastres, à tous ces coups qui étaient venus lui rendre la victoire impossible. Il avait bien sans doute quelque raison de dire : « L'Italie n'a pas montré tout ce qu'elle pouvait. » Pourtant il ajoutait encore le 10 août à Vigevano, dans une dernière proclamation aux peuples de la haute Italie : « La cause de l'indépendance italienne n'est pas perdue ! » La veille, le 9 août, le général Salasco avait signé un armistice de six semaines qui fixait les positions respectives des armées de l'Autriche et du Piémont sur les anciennes bases de possession politique. Les frontières des États sardes et de la Lombardie servaient de limite entre les deux armées. Les Piémontais devaient abandonner les duchés de Parme et de Modène, les places de Peschiera, Rocca d'Anfo, Osopo, le port et le territoire de Venise; l'escadre sarde, qui bloquait Trieste, devait quitter l'Adriatique.

L'armistice Salasco n'était point glorieux : de cette guerre ouverte au milieu de tant d'enthousiasme il ne laissait rien subsister, mais il avait le caractère évident de la nécessité. « Les insurrections sont faites par les peuples, dit l'auteur de la *Guerre de l'Indépendance en* 1848, les guerres se font avec des soldats, et ceci était une guerre. Puisque les peuples n'avaient pas bougé ni ne donnaient signe de mouvement et que les soldats étaient en désordre, il ne restait plus d'autre moyen de salut qu'une suspension d'armes. » Tel qu'il s'of-

frait, l'armistice Salasco pouvait être pour l'Italie un moyen de se recueillir, de chercher à reconstituer une force de résistance et d'action, et c'était son avantage pour le Piémont. Il pouvait aussi, en faisant cesser un moment la guerre, achever d'user cette exaltation italienne sans que les armes fussent de nouveau nécessaires, et c'était son avantage pour l'Autriche. Pour tous, c'était une trêve de six semaines qui laissait le temps de se reconnaître, de se sonder, de recourir à des négociations de paix ou de se préparer à des luttes nouvelles.

VI

Le moment avait quelque chose de décisif pour l'Italie et le Piémont. Négocier sous le poids d'une défaite, dans les conditions issues de la fatale campagne qui venait de finir, ou rentrer dans la lutte avec une armée exténuée, dont la désertion vidait les cadres, dont le ressort moral était brisé, voilà l'alternative à laquelle on ne pouvait échapper. Il eût fallu, pour se mettre au-dessus de ces difficultés, l'effort surhumain d'un patriotisme universel, imposant silence à toutes les dissensions : ce fut l'explosion de tous les éléments dissolvants qui répondit à l'appel et fit de cette période — de l'armistice Salasco à Novare — une halte tumultueuse entre deux catastrophes.

Si l'on songe que la guerre de 1848 avait été un acte d'entraînement héroïque accompli pour enlever à l'esprit révolutionnaire cette grande et généreuse question de l'indépendance, et pour maintenir l'ascendant du principe modéré

dans l'ensemble du mouvement italien, on comprendra que la défaite de ce principe dut redoubler l'orgueil et la violence des passions extrêmes. Les revers des armes piémontaises n'avaient rien qui pût toucher ou éclairer l'esprit révolutionnaire; il en triomphait au contraire comme de la manifestation la plus éclatante de l'impuissance des forces régulières, de ce qu'il appelait la *guerre royale*, et il prêchait la *guerre du peuple*. Les républicains rejetés hors de la Lombardie créaient un comité d'action à Lugano. Une armée venait de fondre dans une campagne, et les sectaires de la *Jeune-Italie* avaient à opposer aux Croates cette toile d'araignée, — la république. M. Mazzini, qui avait prudemment quitté Milan à l'approche des Autrichiens, criait maintenant à la trahison contre Charles-Albert; il démontrait merveilleusement comment la guerre avait échoué, parce qu'on avait laissé debout tous les princes, parce qu'on s'était fié aux *modérés*, aux *sages*, aux *réformateurs pratiques*, aux *traîtres* en un mot. M. Mazzini soufflait la division et la révolte, en attendant son triomphe à Rome et à Florence.

Dans le Piémont même, les malheurs de la guerre mettaient aux prises tous les partis, et allumaient d'ardentes polémiques. Les opinions, un instant confondues dans la première ébullition de liberté, puis mises tout à coup en présence dans les discussions sur la fusion lombardo-piémontaise, commençaient à se dessiner sous les couleurs les plus tranchées. L'opinion constitutionnelle conservatrice, sous le coup des événements, se repliait sur deux points de défense : sans accepter comme irrévocable le résultat de la guerre, sans abandonner la pensée de l'indépendance, elle songeait avant tout à sauver le Piémont du naufrage, s'il devait y

avoir un naufrage; en se rangeant sous le drapeau constitutionnel, elle ne voulait pas livrer la monarchie aux passions républicaines qui fermentaient déjà. Elle se disciplinait sous une inspiration de résistance et de préservation. L'opinion conservatrice trouvait son expression dans un ministère formé au lendemain de la suspension d'armes, le 19 août 1848, à la place du cabinet Casati-Gioberti, qui n'avait vécu que quelques jours. Ce ministère réunissait quelques-uns des noms les plus éminents du libéralisme modéré : le marquis Alfieri-Sostegno, le comte de Revel, M. Pinelli, M. Boncompagni, le chevalier de Santa-Rosa, le général Dabormida, le général de Perron, vieux soldat émigré de 1821, qui avait servi en France et venait de rentrer dans son pays. La politique du nouveau cabinet pouvait se résumer en peu de mots : accepter l'armistice Salasco, négocier avec le concours de l'Angleterre et de la France, maintenir le plus possible l'annexion de la Lombardie sans y subordonner l'intérêt piémontais, réorganiser l'armée, et, à toute extrémité, choisir son heure pour combattre, si la lutte redevenait inévitable, tel était le système du ministère Revel-Pinelli.

Le parti démocratique, grossi de quelques conservateurs dissidents, dénonçait avec la plus extrême violence l'armistice Salasco. Dans toute pensée de paix il voyait la négation de l'autonomie italienne et du *fait accompli* de l'union lombardo-piémontaise. Pour l'opinion démocratique, il était visible que les États sardes n'existaient plus qu'à titre de province du royaume de la Haute-Italie et qu'il n'y avait qu'à recommencer immédiatement la lutte, dût le Piémont s'abîmer et périr lui-même dans un nouveau désastre. A tout considérer, on pourrait dire qu'il y avait en présence, — au

point de vue des questions de nationalité, un parti piémontais et un parti italien; — au point de vue de la politique intérieure, un parti monarchique constitutionnel et un parti qui poussait le libéralisme jusqu'à l'extrême frontière des idées républicaines. De cette opposition tranchée de principes et de tendances devaient naître les manières les plus différentes d'envisager la situation dans l'ensemble de ses éléments, de ses nécessités et de ses périls.

Un des premiers éléments de cette situation nouvelle, c'est l'intervention étrangère sous la forme d'une médiation de l'Angleterre et de la France. Quelle était l'origine et quelles étaient les bases de cette médiation, acceptée par le cabinet piémontais dès son entrée au pouvoir [1]? Elle était la réponse à une demande de secours armé adressée à la France, elle prenait pour base une proposition faite le 24 mai 1848, au nom de l'Autriche, par M. Hummelauer, et communiquée en même temps à Milan et à Londres. Par la proposition de M. Hummelauer, l'Autriche renonçait à tout droit sur la Lombardie, sauf un partage équitable de la dette. Venise devait avoir une administration séparée, une armée distincte sous le gouvernement d'un archiduc. S'il y eut jamais une faute, c'est celle qui fut commise le jour où, sous l'empire d'une illusion inouïe, les Lombards déclinèrent cette

1. En fait, la médiation anglo-française était acceptée par le gouvernement sarde avant la constitution définitive du nouveau ministère, qui est du 19 août. L'acceptation résulte d'un acte signé le 15 août par M. de Revel à l'insu du cabinet Casati-Gioberti, qui existait encore et n'approuvait pas l'intervention sous cette forme. Cette anomalie s'explique par l'état de dislocation du cabinet Casati et par la nécessité de pourvoir d'urgence à la situation. M. de Revel, ministre des finances du cabinet qui se préparait, en prit la responsabilité et *risqua sa tête*, comme il l'a avoué depuis.

offre de transaction sans même consulter Charles-Albert. Ce qu'on refusait en définitive, c'était la Lombardie libre de la domination étrangère, la Vénétie transformée en une seconde Toscane et l'indépendance italienne assurée dans un avenir certain. On ne sut pas recevoir la fortune à l'heure où elle se présenta, parce qu'elle ne comblait pas tous les vœux, et le jour où l'intervention de l'Angleterre et de la France vint faire revivre ces bases Hummelauer du 24 mai, comme un élément de transaction dans les circonstances nouvelles créées par l'armistice Salasco, il n'était plus temps; la médiation, il faut le dire, ne pouvait être qu'une tentative impuissante.

Qu'arrivait-il en effet? Si l'Autriche avait consenti à s'amoindrir au moment où elle était cernée et menacée de toute part, dans la période des succès de l'armée piémontaise, il est évident qu'elle ne devait point se résigner aux mêmes conditions après que son armée avait reconquis pas à pas la Lombardie et venait de rentrer victorieuse à Milan. Aussi l'Autriche ne se hâtait-elle pas d'accepter la médiation. Un instant encore, la révolution d'octobre à Vienne aurait pu favoriser une transaction; mais cette révolution sans durée ne faisait que fournir à l'Autriche une occasion nouvelle de se raffermir. Les généraux autrichiens allaient relever la fortune de l'empire sous les murs de Vienne et bientôt en Hongrie, comme la verte vieillesse de Radetzky l'avait déjà relevée dans les plaines lombardes. Le cabinet Schwarzenberg, qui sortait de cette phase nouvelle, déclinait désormais d'une manière absolue les bases Hummelauer. Il ramenait les puissances médiatrices aux stipulations des traités de Vienne, comme base unique de la paix entre

l'Autriche et le Piémont. Le premier ministre impérial, le prince Schwarzenberg, n'avait pas seulement l'orgueil d'un gouvernement qui se relève, il avait le ressentiment et la fierté de cette armée d'Italie avec laquelle il avait combattu pour la suprématie autrichienne, au milieu de laquelle il avait été blessé a Goïto.

L'Angleterre et la France, de leur côté, n'étaient nullement disposées à appuyer par les armes l'œuvre de leur médiation; au fond, elles ne garantissaient rien. L'Angleterre était guidée surtout par la pensée d'empêcher l'apparition d'une armée française au delà des Alpes, qui eût provoqué une guerre générale en Europe. La France ne demandait pas mieux que de se délivrer ainsi d'une épineuse affaire. Politique étrange que celle de la France à l'égard de l'Italie en 1848 ! Cette question italienne se présentait en peu de mois à deux gouvernements, — l'un, né immédiatement de la révolution de février et anarchique comme elle, l'autre, qui sortait du terrible combat de juin et imprimait à la république nouvelle la physionomie d'airain d'une puissance réactionnaire. Ces deux gouvernements par le fait résolvaient la question de la même manière, si ce n'est que le premier prodiguait les paroles, les déclamations en faveur de la cause italienne, sans rien faire effectivement, et que le second ajoutait la retenue des paroles à la réserve des actes. La politique républicaine obéissait à deux mobiles qui n'étaient pas également sérieux et avouables. Il n'y aurait eu que de la sagesse à mesurer l'intérêt de la France et à se demander si une question d'influence valait qu'on risquât en ce moment de mettre le feu au monde; mais il s'y joignait un sentiment mesquin, c'est que tout ce qui se faisait en Italie

devait tourner au profit de Charles-Albert, et que la France républicaine ne pouvait venir au secours d'un roi : telle était la grande raison ! C'est ainsi que le cabinet de Paris, à une demande d'intervention armée, répondait par une médiation collective avec l'Angleterre, sans rien garantir, et, par une singularité bizarre, la France, sous la république, se trouvait ramenée à la politique qui avait prévalu sous la monarchie.

Je ne veux ajouter qu'un mot sur cette politique : sous la monarchie, elle était bonne pour la France, efficace pour l'Italie, qu'elle retenait sur la pente des tentatives aventureuses; sous la république, à travers le mélange de sentiments dont elle s'inspirait, elle n'était plus dans le fond qu'une faiblesse nécessaire, la rançon des périls intérieurs de la France, ou si l'on veut une inconséquence prudente. Toujours est-il que le cabinet de Vienne maintenant absolument l'intégrité de ses droits rajeunis par la victoire, et les deux puissances médiatrices n'étant nullement disposées à risquer une guerre pour l'indépendance de la Lombardie et pour le royaume de la Haute-Italie, il y avait au bout de toute négociation un nouveau choc inévitable entre l'Autriche et le Piémont, à moins que le Piémont ne subît la loi de la nécessité et ne restât dans ses frontières. Or c'est là que les partis à Turin se retrouvaient en présence. Nombre de conservateurs se fussent dès lors résignés peut-être à ajourner la question de l'indépendance. Le ministère lui-même n'eût point osé avouer une telle pensée. Sans trop se faire illusion, il laissait aller la médiation, gagnant du temps dans tous les cas pour recomposer l'armée et contenant l'incandescence des passions extrêmes.

VII

Une seconde question d'une autre nature aurait pu avoir sans nul doute la plus sérieuse influence sur les événements, c'est l'organisation fédérative des divers États de l'Italie : par là une force collective se trouvait créée et pouvait exercer son action; mais c'est ici surtout qu'on peut observer à travers quel dédale de passions, d'intérêts, d'antagonismes secrets ou avoués, d'impossibilités ou d'incertitudes, marchait la politique italienne.

L'organisation fédérative était une pensée de Pie IX : un légat du pape, on l'a vu, allait la proposer à Charles-Albert au début de la guerre. Le Piémont répondait que la question de l'indépendance dominait tout, et par le fait les propositions du gouvernement romain disparaissaient dans la guerre. Bientôt le cabinet Casati-Gioberti arrivait, et, en ses quelques jours de vie, inaugurant une politique nouvelle plus favorable à la fédération, il députait à Rome l'homme le mieux fait pour ramener Pie IX à cette pensée première, — l'abbé Rosmini, qui allait être élevé au cardinalat. L'abbé Rosmini négociait en effet un projet de fédération d'après lequel les États de l'Italie, en commençant par les États de l'Église, la Sardaigne et la Toscane, se garantissaient leurs territoires. Le pape avait la présidence de la fédération; un pouvoir central, représenté par une diète siégeant à Rome, était investi du droit de faire la paix et la guerre, de fixer les contingents militaires de chaque État, de régler le système de douanes, de signer des traités de commerce, en un mot de

veiller à tous les intérêts généraux de la confédération. L'abbé Rosmini n'avait nullement dépassé ses instructions; seulement le nouveau ministère de Turin, le cabinet Revel-Pinelli, n'accédait plus à une fédération ainsi constituée. Au projet négocié par l'abbé Rosmini il en opposait un autre qui réellement n'était qu'un projet d'alliance offensive et défensive pour la guerre, et qui, en posant le principe d'une organisation fédérale, en ajournait l'application. De là les tiraillements les plus pénibles et des luttes pleines d'amertume parfois entre les gouvernements.

Les affaires à Rome se trouvaient être à cette époque aux mains de l'illustre Rossi, l'homme le mieux doué pour conduire la révolution italienne, si elle avait pu être conduite. Rossi, avec le feu d'un esprit supérieur, aussi clairvoyant à saisir les grandes questions qu'ardent à les réaliser, poursuivait le cabinet piémontais dans ses refus, dans ses lenteurs. Sentant l'impuissance de la diplomatie, il le harcelait par la presse, il intéressait l'opinion à cette œuvre de l'organisation fédérative dans laquelle il montrait la nécessité suprême de l'Italie; pour vaincre les derniers scrupules du Piémont, il modifiait le projet primitif. Le cabinet de Turin résista peut-être plus qu'il n'eût fallu en une telle circonstance; il craignait de lier les mains du Piémont. Il s'en faut cependant que la question fût aussi simple qu'elle le paraît. Le projet de *ligue italienne* ne disait rien de la guerre et n'en pouvait rien dire; or la guerre restait évidemment le point essentiel pour la Sardaigne. Politiquement, je veux dire théoriquement, le royaume de la Haute-Italie n'avait pas cessé d'exister; le projet de fédération n'en parlait pas. Le Piémont en outre ne pouvait se dissimuler qu'il avait excité des rivalités

nombreuses depuis que la perspective d'un agrandissement s'était ouverte pour lui. Rien ne peint mieux ce qu'il y avait de complexe dans cette situation que quelques lignes d'une vivacité acérée, écrites sans doute dans un moment d'impatience contre le cabinet de Turin et publiées par Rossi dans la gazette officielle de Rome :

« A quoi se réduit, disait-il, la proposition piémontaise? A ceci : Décrétons la ligue en principe, envoyez-nous des hommes, des armes, de l'argent; puis, aussitôt qu'il sera possible, des plénipotentiaires se réuniront à Rome pour délibérer sur les lois organiques de la ligue. Or, avant tout, il faudrait dire clairement quel territoire le Piémont entend que Rome et la Toscane lui garantissent. Est-ce l'ancien ou le nouveau, celui qu'il possède ou celui qu'il espérait posséder? Si c'est l'ancien, il n'y a point d'objection. Si c'est le nouveau, qui ne voit que la Toscane et Rome, en garantissant seules de si magnifiques annexions, feraient sourire l'Europe? Qu'on ne dise pas que c'est là un pacte national, une condition de l'indépendance italienne. L'autonomie de l'Italie ne suppose pas nécessairement l'empire de la maison de Savoie du Tanaro aux Alpes. Si cet empire est une des formes que l'Italie indépendante pourrait prendre, elle n'est pas la seule. Il n'est pas nécessaire d'examiner si cette forme est préférable à toute autre, ni si, en s'étendant au delà de Plaisance et la Lombardie, elle n'aurait pas quelque chose d'inopportun et d'excessif. Cette forme fût-elle la meilleure lorsqu'elle a été imaginée, aujourd'hui les conditions sont autres; il y a autant de différence qu'entre posséder et avoir à reconquérir. Quoi qu'il en soit, il est certain que l'agrandissement du Piémont et l'autonomie italienne ne sont point

des choses identiques; l'une peut exister sans l'autre, et la garantie de territoires non possédés, mais désirés par le Piémont, n'est point une question à décider ainsi le pied levé [1]... »

Dans chaque mot de ce fragment, ce me semble, on peut lire le secret des susceptibilités piémontaises. La Toscane elle-même eût préféré au royaume de la Haute-Italie la création d'un État nouveau et séparé en Lombardie sous l'autorité d'un des fils de Charles-Albert [2]. A tout prendre, le Piémont voyait remis en doute le but auquel il avait dévoué son armée, ses forces, ses finances. Voilà au milieu de quels embarras cheminait cette grande question de l'organisation fédérative de la Péninsule.

Ce n'étaient là encore que les difficultés intérieures des gouvernements; ces difficultés elles-mêmes disparaissaient dans le travail de toutes les passions révolutionnaires, dans les agitations croissantes de l'Italie. Quand Rossi pressait le Piémont, en homme qui, par une sorte de divination, sentait le temps lui échapper, il n'avait plus devant lui que quelques jours d'existence; cette noble vie allait être tranchée par le poignard des sectaires. Pie IX, assiégé au Quirinal, n'avait plus dès lors qu'à quitter furtivement Rome et à prendre la route de Gaëte. Du meurtre de Rossi et de la fuite du pape il n'y avait qu'un pas à la république romaine et à la dictature de M. Mazzini. En Toscane, la république faisait son

1. Voir le livre de M. Luigi Carlo Farini, *Lo Stato romano dall' anno* 1815 *all' anno* 1850, t. II.

2. C'est dans ce sens qu'étaient les instructions données au ministre toscan chargé d'aller à la conférence de Bruxelles, où devaient se traiter les affaires italiennes par la médiation anglo-française. Voyez le livre de M. Farini, *Lo Stato romano*, t. III.

apparition avec MM. Guerrazzi et Montanelli, d'abord sous l'apparence d'un ministère démocratique imposé par une émeute de Livourne, puis sous son vrai nom, tandis que le grand-duc s'enfuyait aussi à Gaëte. La révolution se frayait un chemin à l'aide d'un de ces mots mystérieux et vagues qui font la fortune des agitateurs dans la confusion des passions : ce mot, c'était celui de *constituante*. Pour la première fois, on l'a vu, il avait été écrit dans l'acte d'annexion de la Lombardie; maintenant il courait partout et devenait le cri de ralliement de tous les révolutionnaires italiens, de Florence à Livourne, de Rome à Gênes. La constituante! Ce n'est pas qu'on s'entendît sur ce mot; M. Guerrazzi avait sa constituante; l'idéal de M. Mazzini, c'était toujours la république unitaire faisant son ascension au Capitole et promulguant ses décrets au nom de *Dieu* et du *peuple*; bien d'autres y attachaient un sens différent, sans compter ceux qui n'y comprenaient rien : n'importe, avec cette parole on battait en brèche ce qui restait de pouvoirs réguliers.

Le Piémont subissait naturellement le contre-coup de ces agitations de l'Italie centrale. Le ministère Revel-Pinelli résistait encore sans doute, mais il avait chaque jour à supporter de nouveaux assauts du parti démocratique, ameuté contre la médiation et la suspension des hostilités avec l'Autriche. A la nouvelle d'un succès parlementaire obtenu par le cabinet sur la question de la paix et de la guerre, une insurrection éclatait à Gênes. Les clubs de Turin délibéraient sur la constituante et marchaient d'intelligence avec les clubs de Florence et de Livourne. Ainsi se propageait partout une agitation périlleuse avec ces mots d'ordre : *la constituante et la guerre!* Ces puérils perturbateurs ne voyaient pas qu'ils

créaient à leur pays un double danger : si l'Italie faisait une guerre de race, elle donnait à l'Autriche l'appui de toute l'Allemagné irritée dans son orgueil; si elle faisait une guerre révolutionnaire, elle jetait dans le camp de ses ennemis tous les hommes de l'Europe qui mettaient au-dessus de leurs sympathies pour l'Italie la sauvegarde de la société universelle ébranlée.

VIII

Il y avait à cette époque à Turin, entre tous les partis, un homme dont le nom conservait encore un puissant prestige, l'auteur renommé du *Primato*, Vincenzo Gioberti. Par la supériorité de son esprit, Gioberti restait évidemment le premier des publicistes italiens. Il n'avait été ministre que quelques jours, mais il avait mieux que ce pouvoir officiel peut-être : il avait une sorte de ministère de l'opinion. Après avoir depuis longtemps, comme écrivain, montré la régénération possible de l'Italie par l'initiative d'un pape et par l'épée du chef de la maison de Savoie, n'avait-il pas vu les faits venir un moment justifier ses idées? Il s'était trouvé un jour où le *Primato* semblait mis en action. Revenu au delà des Alpes après février, Gioberti avait fait en Italie un voyage triomphal, haranguant les peuples, l'armée, les députations des villes, les académies, et partout il s'était vu accueilli comme l'initiateur de la liberté et de l'indépendance italiennes. La chambre des députés de Turin, à sa première réunion, avait eu hâte, par un vote unanime, de le nommer son président. On le considérait comme l'homme indispen-

sable de toutes les situations, et rien ne lui eût été plus facile que de rester dans le nouveau ministère formé le 19 août.

Par malheur, chez l'auteur du *Primato* le théoricien l'emportait sur l'homme d'État, la sûreté de l'action et du jugement n'égalait pas l'éloquence de l'esprit. Ambitieux non du pouvoir en lui-même peut-être, mais de popularité et d'influence, Gioberti cherchait à tout concilier, et il ne réussissait qu'à fondre dans un mélange impossible toutes les politiques avec ce qu'elles avaient de défectueux et sans ce qu'elles avaient de net ou d'efficace. Soit entraînement d'imagination, soit ressentiment de n'avoir pu faire prévaloir ses idées dans le nouveau ministère qui s'était formé sans lui après avoir fait appel à son concours, il poursuivait le cabinet Revel-Pinelli d'une animosité implacable. Or en quoi consistait sa politique? Gioberti était trop éclairé pour ne pas voir qu'on ne rentre point en campagne avec une armée dissoute, et il ne continuait pas moins la plus étrange opposition contre l'armistice Salasco, seule condition possible d'une suspension d'armes. Il ne voulait pas de la médiation, dont il n'attendait rien; il repoussait l'intervention armée de la France, qui eût entraîné une guerre universelle, et il imaginait la plus singulière distinction entre l'intervention et un *secours* demandé à notre gouvernement. Puérile subtilité! comme si l'apparition d'une force française au delà des Alpes eût changé de caractère aux yeux de l'Europe en prenant le nom de *secours* au lieu de celui d'*intervention*, comme si un pays tel que la France, d'ailleurs, paraissait sur un théâtre autrement qu'en son nom et sous son drapeau, sauf à ne pas paraître du tout, s'il y voit un danger!

Gioberti combattait la *constituante;* nul n'avait fait une guerre plus vive, plus éloquente que lui à M. Mazzini et à la *Jeune-Italie*, et il choisissait ce moment pour réunir à Turin une sorte de congrès de représentants de toutes les parties de l'Italie; il cédait aux avances des clubs piémontais, il se plaçait au centre de toutes les oppositions, en sorte que le jour où le cabinet Revel-Pinelli se vit décidément impuissant à gouverner, au mois de décembre 1848, Gioberti se trouva l'homme désigné au pouvoir par le parti démocratique, dont il avait assuré le succès sans partager au fond ses tendances. Il fut, sans le vouloir peut-être, le chef d'un ministère démocratique où entraient MM. Ratazzi, Sineo, Cadorna, Buffa, Tecchio, les hommes qui avaient fait la guerre la plus vive à la politique conservatrice.

Voilà donc Gioberti premier ministre, maître à son tour de décider de la direction des affaires italiennes et arrivant au pouvoir dans les conditions les plus critiques. Les circonstances sont pressantes, l'Italie centrale roule de plus en plus sur la pente d'une anarchie sanglante ou puérile; entre le pape retiré à Gaëte et la révolution, qui reste à Rome, un meurtre a creusé un abîme. Entre le grand-duc de Toscane et les agitateurs de Florence même incompatibilité, qui éclate bientôt par la fuite du prince. Le mouvement constitutionnel disparaît, c'est le principe républicain qui triomphe; partout règne la confusion ! Que va faire Gioberti ? Chef d'un ministère démocratique, il eut alors une idée, qui était celle d'un homme d'État, qui pouvait relever la fortune du Piémont, mais qui était certes la contradiction la plus éclatante du mouvement d'opinion par lequel il avait été porté au pouvoir, et que ses collègues représentaient bien plus que lui. Gioberti

vit distinctement que le premier ennemi à vaincre n'était pas l'Autriche, qu'il y avait l'anarchie à dompter, et qu'en tout état de cause une nouvelle guerre de l'indépendance pourrait s'ouvrir sous de meilleurs auspices, avec l'appui de l'Italie intérieurement pacifiée. Il conçut la pensée de faire du Piémont le soldat de l'ordre constitutionnel au delà des Alpes, de rétablir les trônes, de briser cette faible république de Florence couvée par MM. Guerrazzi et Montanelli, et d'aller jusqu'à Rome étouffer dans le germe la dictature de M. Mazzini, en ramenant le pape au Quirinal. De là le premier projet d'une intervention en Toscane, projet auquel le grand-duc avait d'abord accédé. Il n'est point douteux d'ailleurs qu'à ce moment les soldats piémontais n'eussent trouvé qu'une faible résistance; la masse des populations les eût accueillis avec empressement. La pensée de Gioberti avait une vraie portée politique. Si elle se fût réalisée, l'Italie était rendue à elle-même, tout prétexte était enlevé à une intervention étrangère à Rome et à Florence; le Piémont regagnait un grand crédit moral dans la Péninsule et en Europe; il dispersait les factions, établissait son droit d'influence au nom d'un intérêt conservateur, et refaisait pour ainsi dire un terrain où auraient pu se nouer de nouvelles alliances entre les gouvernements italiens.

L'Autriche ne fut pas peut-être sans s'émouvoir de ces projets. Par malheur, ici comme partout, la faiblesse de Gioberti était dans la prétention de tout concilier. Il envoyait ministres sur ministres à Gaëte pour porter à Pie IX les témoignages d'une sympathie prête à agir, pour lui offrir un asile dans les États sardes, et en même temps il avait à Rome des représentants qui négociaient avec la révolution. Il en

était de même en Toscane. L'idée du premier ministre de Turin semblait être de ramener la politique du Piémont, dût-elle avoir pour but une guerre nouvelle avec l'Autriche, à des conditions plus régulières, et cette politique allait s'engager dans des alliances offensives et défensives avec la Hongrie; elle interposait assez bizarrement sa médiation entre les Magyars et les races dissidentes [1]; combattant M. Mazzini en Italie, elle traitait avec M. Kossuth, liait les deux causes et combinait les opérations futures des deux armées. A l'intérieur, que faisait Gioberti? Il trouvait un parlement où les opinions se balançaient, il en prononçait la dissolution, et il laissait le parti démocratique se servir de son nom pour faire sortir du scrutin une chambre où dominait l'élément exalté, satisfait pour son compte de se voir dix fois élu, — trois fois de plus que ne l'avait été M. Royer-Collard en France aux jours de sa popularité. C'est du mois de décembre 1848 au 20 février 1849 que cette situation se déroule avec toutes ses complications.

En concevant une idée juste et simple qui pouvait changer le cours des événements, Gioberti n'avait pas vu que la force de cette idée devait s'énerver dans les détails d'une application incertaine ou contradictoire. Le résultat ne tarda pas à se manifester d'une manière cruelle. En peu de jours, au lieu de reconquérir sa position en Italie, le Piémont retombait plus que jamais dans un humiliant isolement. Le pape n'ajoutait qu'une foi médiocre à ce gouvernement qui se croyait

1. On peut voir à ce sujet, dans une traduction faite en Italie des *Mémoires du général Klapka*, une lettre du colonel Alessandro Monti, chef d'une légion italienne en Hongrie. Gioberti lui-même, dans son livre du *Rinnovamento*, parle de la mission donnée au colonel Monti.

tenu à des déférences à l'égard des autorités révolutionnaires de Rome, et il finissait par ne pas même parler du Piémont dans l'appel adressé aux puissances catholiques pour le rétablissement du trône pontifical. Le grand-duc de Toscane, qui avait accepté d'abord l'intervention, retirait son consentement, une fois arrivé à Gaëte. Le cercle se rétrécissait de plus en plus autour du Piémont. S'il se retournait vers le parlement pour y chercher un appui, Gioberti n'avait rien à attendre qu'une hostilité violente contre l'expédition de Toscane. Dans le sein même du conseil il rencontrait la plus vive opposition. Gioberti put reconnaître alors la faute qu'il avait commise en se mettant à la tête d'un ministère démocratique et en laissant élire, à la faveur de la popularité de son nom, une chambre d'un libéralisme turbulent. Il n'y avait plus de choix qu'entre un coup d'État et la retraite du premier ministre : ce fut la retraite de Gioberti qui prévalut, et le Piémont resta avec son parlement agité et un ministère dont toute la politique se réduisait à la guerre immédiate avec l'Autriche. Gioberti avait été, sans s'en douter, le jouet du parti démocratique.

Arbitre de ces situations diverses et de ces crises que, comme roi constitutionnel, il dénouait périodiquement, Charles-Albert les voyait passer avec une singulière anxiété d'esprit. Plus que tout autre il sentait quelle impuissance elles créaient au Piémont, et l'amertume de son cœur en redoublait. Quand les passions révolutionnaires étaient le plus effrénées autour de lui, il disait un jour à un de ses amis : « Que veulent-ils donc? S'ils veulent ma couronne, qu'ils la prennent, je n'y tiens pas beaucoup! » Les passions révolutionnaires, dans un pays comme le Piémont, ne de-

mandaient pas précisément à Charles-Albert de se dépouiller de la couronne; elles lui demandaient quelque chose d'aussi insensé, — la guerre, une guerre immédiate avec l'Autriche, — allant ainsi remuer les secrets instincts de son âme, qui ne pouvait supporter le poids de la défaite. Par tous les conseils de sa raison, le roi eût incliné vers la paix. Il comprenait que dans la phase politique où entrait l'Europe, au milieu de l'ébranlement des sociétés, avec les odieuses diversions créées par la démagogie italienne, une guerre nouvelle n'offrait plus aucune chance sérieuse de succès. Il ne pouvait se dissimuler que tous les éléments à la fois manquaient à une telle entreprise, et par là il sentait tout ce qu'il y avait de patriotique et de sage dans la politique moins belliqueuse des conservateurs les plus dévoués à son trône, au Piémont, aux idées constitionnelles modérées. Par l'entraînement du cœur, il était ramené à la lutte.

Plein de l'amer souvenir de Custozza et de Milan, il lui semblait qu'il ne pouvait se résigner à la nécessité de la paix sans livrer un dernier combat, dût-il y laisser la couronne et la vie. A ceux de ses amis qui lui montraient l'évidence du péril il répondait que c'était une question d'honneur. Il avait pu se prêter d'abord à la politique de Gioberti, à ses projets d'intervention à Florence et à Rome, tant que ces projets gardaient un caractère simple et net; dès qu'ils ne faisaient que changer le terrain de la guerre en le compliquant, Charles-Albert aimait mieux aller droit au but. Puis il n'aimait pas Gioberti, qui semblait se considérer comme une façon de Richelieu auprès d'un autre Louis XIII. Un ministère démocratique n'était plus dès lors le libre choix de son esprit, c'était une fatalité. Le

principe de la guerre immédiate accepté par Charles-Albert, l'armistice avec l'Autriche était dénoncé le 12 mars 1849.

Ainsi ce petit pays marchait de nouveau au combat avec un parlement turbulent, un ministère aveuglément obstiné et l'héroïsme de son roi, — vainement averti par l'Angleterre et par la France qu'il resterait sans appui étranger, abandonné par tous les gouvernements italiens, et flanqué de ces deux foyers d'agitation démagogique qui existaient à Florence et à Rome. La masse de l'opinion dans le Piémont répugnait à cette reprise d'hostilités. L'armée, à grand'peine recomposée, avait retrouvé l'habitude de l'obéissance et la discipline, non l'enthousiasme des premiers jours de la campagne de 1848, ni même la sympathie pour la cause à laquelle on la dévouait encore une fois. Le sentiment triste et résigné du devoir dominait dans ses rangs. Elle allait se battre courageusement, sans espoir, la haine dans le cœur contre les déclamateurs qui la poussaient à des luttes inutiles. Comme pour marquer la défiance de soi-même, et cédant aux criailleries des partis, on appelait un général étranger pour le mettre à la tête des troupes, le général Chrzanowski, homme de talent, mais singulièrement placé dans une guerre d'indépendance, et obligé d'agir à l'improviste avec des éléments qu'il ne connaissait pas, sur un théâtre qui ne lui était pas familier. Les chefs militaires piémontais, accoutumés à se ranger dans le péril autour de la maison de Savoie, pensaient tous ce que disait l'un d'eux quelques instants avant d'aller se faire tuer : « Étant en retraite, je pouvais me dispenser de servir. Vous savez que je n'approuve pas cette guerre... mais je désire que tous les parleurs qui nous gouvernent fassent leur devoir comme je saurai faire le mien. »

Le roi lui-même, tout entraîné qu'il fût par son destin, ne se faisait point d'illusions, et peut-être ne cherchait-il qu'une mort héroïque. On racontait à Turin qu'avant de partir pour la campagne il avait fait préparer une parure de deuil pour la reine, et dans un dernier entretien avec un de ses amis, il lui disait d'une voix émue : « Adieu, mon cher ami, nous ne nous reverrons que là-haut ! » Chefs et soldats avaient au fond du cœur le sentiment d'un sacrifice inutile en reparaissant sur le Tessin le 20 mars 1849, et en se retrouvant en face de l'armée autrichienne prête à combattre.

IX

Je ne veux point raconter la campagne de Novare, cette campagne presque aussitôt finie que commencée, et qu'on pourrait justement appeler un drame en trois journées, — la Sforzesca, Mortara et Novare. La catastrophe n'est que le couronnement d'une situation impossible. Si Charles-Albert put se faire encore une suprême illusion, ce fut le 20 mars à midi, heure où expirait le délai fixé par l'armistice, — lorsque, par un soleil éclatant, il franchit le Tessin sur le pont de Buffalora, en tête de ses *bersaglieri* et salué de leurs dernières acclamations. Trois jours après, le 23, l'armée repliée trouvait sur le sol même du Piémont son Waterloo à Novare. Durant ces journées du 21, du 22, où des combats partiels précédaient et préparaient le dénoûment, Charles-Albert avait vu clairement l'extrémité de sa position. Sur son visage se peignaient les anxiétés de son âme. Quelque-

fois il allait seul à cheval en avant de son escorte, ayant l'air de méditer une grave résolution. Si quelqu'un de ses officiers essayait de le distraire de sa préoccupation, il répondait à peine. On l'entendit murmurer : « Il y aura une bataille avant d'arriver à Turin, puis on fera la paix; pour moi, tout est fini ! » Le jour de Novare, Charles-Albert ne quittait pas le champ de bataille depuis le matin, et se tenait au plus chaud de la mêlée avec une stoïque intrépidité. Un moment même, voyant ses bataillons déjà ébranlés et contraints de se replier, il s'arrêta près de l'église de la Bicoca, dans l'enfilade d'une batterie ennemie, dont les projectiles pleuvaient autour de lui, et comme le général Durando le pressait de se mettre un peu de côté : « Tout est inutile, disait-il, laissez-moi mourir, ceci est mon dernier jour. » Cette bataille cependant, livrée presque sans espoir, elle était soutenue pendant huit heures. La position principale, occupée par le roi lui-même, avait été prise et perdue quatre fois, et les Autrichiens avaient trois mille hommes hors de combat.

Quand la défaite devint manifeste, Charles-Albert soutint le dernier la retraite sous les murs de Novare, comme il avait été le premier au combat, et il ne repassa la porte de la ville qu'après toute son armée. La première pensée devait être évidemment de demander un armistice au vainqueur. Le général Cossato fut envoyé au camp autrichien; le maréchal Radetzky faisait de dures conditions; le roi, rassemblant aussitôt ses généraux, leur communiqua ces conditions : « Vous voyez, messieurs, dit-il, qu'on ne peut les accepter... Maintenant croyez-vous qu'on puisse reprendre les hostilités et combattre efficacement l'ennemi ? » La ré-

ponse fut unanime, pas un des officiers présents ne pensa qu'il fût possible de prolonger la lutte. La situation n'avait point d'issue en présence de la loi inacceptable du vainqueur et d'une lutte impossible. C'est dans ce moment que Charles-Albert prononça ces paroles, qui étaient l'expression d'une résolution mûrie et arrêtée : « J'ai toujours fait depuis dix-huit ans, dit-il, tout ce qu'il m'était possible pour le bien de mes peuples; il m'est douloureux de voir mes espérances trompées, non pas tant pour moi que pour le pays. Je n'ai pas pu trouver la mort sur le champ de bataille, comme je l'aurais désiré. Peut-être ma personne est aujourd'hui le seul obstacle à un arrangement équitable avec l'ennemi; comme il ne reste plus de moyens de continuer les hostilités, j'abdique en ce moment la couronne en faveur de mon fils Victor, dans l'espoir que le nouveau roi pourra obtenir de meilleures conditions et procurer au pays une paix avantageuse. » Puis il ajouta en montrant le duc de Savoie : « Voici maintenant votre roi. » Ainsi Charles-Albert dénouait de lui-même ce drame de son règne. Il était du reste depuis quelque temps préparé à cette abdication. Il sentait la nécessité de la paix, mais il ne se sentait pas le courage de signer l'abandon de ces espérances à la poursuite desquelles il avait usé une vie qui allait s'éteindre dans un exil volontaire. Son abdication était une sorte de testament militaire.

Charles-Albert se retirait à Oporto, dans le Portugal. Il avait à peine abdiqué, qu'il se hâtait de quitter Novare dans une petite voiture, qui, par une triste ironie de la fortune, portait encore la fière devise de la maison de Savoie : *J'attends mon astre!* Il n'en avait pas fini pourtant avec les

Autrichiens : dans la nuit de son départ il allait se heurter contre un poste d'impériaux, et peu s'en fallut qu'il ne reçût une volée de mitraille. Il se présenta au général autrichien de Thurn sous le nom de comte de Barge, qu'il avait pris; peut-être ne dut-il sa liberté, pour le moment du moins, qu'au sang-froid d'un soldat piémontais qu'on interrogeait, et qui feignit de reconnaître en effet le comte de Barge, bien qu'il eût reconnu le roi. Ce dernier obstacle franchi, Charles-Albert ne s'arrêtait point dans sa course à travers la France et l'Espagne, jusqu'à Oporto. Il avait refusé l'offre de ses plus fidèles serviteurs, qui voulaient le suivre; la reine elle-même n'avait pu l'accompagner. « C'est un parti pris, répondait-il à toutes les instances; la vie que j'entends mener, je ne veux la faire partager à personne. » Et quelle était cette vie?

Arrivé à Oporto, il louait pour huit cents francs par an une petite maison aux portes de la ville, avec un jardin ayant vue sur le fleuve et sur la mer. Il manquait presque de tout d'ailleurs. « Je me suis acheté deux couverts d'argent, écrivait-il; vous voyez quel luxe! » Et il ajoutait dans une lettre au comte de Castagnetto : « En ce moment ou l'État est accablé des plus cruelles et affreuses charges, je préférerais manger du pain noir tout le reste de mes jours plutôt que l'on pût dire, dans une époque aussi terrible, que je suis venu aggraver ou embarrasser encore, dans un intérêt personnel, les finances de l'État. » Charles-Albert passait son temps à lire des livres d'histoire, de guerre, de voyages. Des députations piémontaises ne tardèrent pas à accourir auprès de lui à Oporto, et il aimait à s'entretenir du passé. « Ma vie a été un roman, disait-il; je n'ai point été connu. Ah! l'Italie ne saura jamais tout ce qui a été fait pour elle. » Il se plai-

gnait doucement parfois de tous les obstacles qui lui avaient été suscités. Accablé par l'infortune, il ne désavouait du reste aucune de ses pensées. « La nation, répondait-il avec une sorte d'animation généreuse aux délégués du sénat de Turin, la nation a pu avoir des princes meilleurs que moi; elle n'en a point eu qui l'aient autant aimée. Pour la rendre libre, indépendante et grande, j'ai accompli avec joie tous les sacrifices; mais ces sacrifices ont une limite qui ne se peut franchir, c'est quand ils ne s'accordent plus avec l'honneur. J'ai vu le moment où j'aurais dû accéder à des choses auxquelles mon esprit répugnait profondément; j'enviai le sort de Perrone et de Passalacqua[1], je cherchai la mort et ne la trouvai pas. Alors je connus qu'il n'y avait pas d'autre parti pour moi que de renoncer à la couronne. La Providence n'a pas permis que la régénération de l'Italie s'accomplît aujourd'hui; j'espère qu'elle ne sera que différée, et qu'une adversité passagère avertira seulement les peuples italiens d'être une autre fois plus unis, afin d'être invincibles. »

Mais Charles-Albert portait en lui-même la secrète blessure des vaincus. Les anxiétés morales, le poids de la défaite, les fatigues de la guerre, avaient redoublé un mal qui datait de loin et qui s'était rapidement aggravé. « Si je venais à mourir maintenant, disait-il, je serais heureux du moins; je mourrais en temps opportun. » Quant Charles-Albert parlait ainsi, il n'avait plus que quelques jours de vie : le 28 juillet 1849 il s'éteignait à Oporto, et peu après ses restes étaient ramenés à Turin, honorés comme les reli-

1. Le général de Perron et le général Passalacqua, tués à Novare.

ques d'un héros; le roi piémontais allait reposer dans la basilique de Superga. Tandis que Charles-Albert mourait ainsi à Oporto, quelles étaient pour le Piémont les conséquences de la bataille de Novare? Le parti démocratique s'agitait encore et criait une fois de plus à la trahison; Gênes s'insurgeait et ne cédait qu'au pouvoir des armes; le général la Marmora était obligé d'emporter d'assaut la seconde ville du royaume. La chambre des députés de Turin, cette triste chambre qui avait poussé à la guerre immédiate, refusait après la défaite au nouveau roi la possibilité de faire la paix, par ses déclamations et ses votes systématiques. Victor-Emmanuel était réduit à la dissoudre pour faire sanctionner par un autre parlement la paix définitive signée avec l'Autriche le 6 août 1849. — Charles-Albert enfermé à Superga, la paix signée entre l'Autriche et le Piémont, la république de M. Mazzini chassée de Rome au même instant par l'armée française, la guerre de l'indépendance et les révolutions italiennes n'étaient plus que de l'histoire.

X

Qu'on ressaisisse maintenant les traits les plus caractéristiques de cette histoire où sont si intimement mêlées les destinées d'un petit peuple et d'un homme, confondues elles-mêmes dans le puissant mouvement de toute une race. Quelle est la moralité de ces événements? quelle lumière s'en dégage pour le Piémont et l'Italie? sous quel jour définitif apparaît Charles-Albert? Charles-Albert reste assuré-

ment une des plus saisissantes figures de l'Italie contemporaine. Il n'a point cet éclat fascinateur des hommes heureux dans leurs desseins, qui portent leur pensée en quelque sorte sur le front et trouvent dans le succès la dernière auréole de leur vie. Ardeur concentrée et impassibilité extérieure, intrépidité du cœur et incertitude du conseil, lutte permanente du désir immortel et de toutes les difficultés, de tous les obstacles accumulés, tel est l'homme, tel il apparaît à chaque époque, à mesure qu'il semble approcher du but pour le voir s'évanouir tout à coup. De tous les Italiens de ce siècle, c'est celui dont l'âme battit le plus fortement et le plus exclusivement pour l'indépendance. Toute sa vie, il en nourrit la pensée; elle est le secret de sa politique et de ses actes; c'est pour elle et par elle qu'il est mort dans l'exil. Il n'était pas plus un puissant politique qu'un chef militaire supérieur; c'était un homme d'instinct et un soldat qui joignait au courage une sorte de foi mystérieuse. On a beaucoup parlé de *croisade* à l'occasion de la guerre de 1848; le roi piémontais fut peut-être le seul véritable *croisé* de cette époque. Sans doute l'idée de l'indépendance avait un caractère propre chez le souverain sarde; elle se confondait avec l'agrandissement du Piémont et la fortune de la maison de Savoie; elle se présentait à son esprit sous la forme nécessaire du royaume de la Haute-Italie : tout ce qu'on peut dire, c'est que, s'il y avait ambition, cette ambition tendait à la seule réalisation possible de l'indépendance italienne.

Par son caractère, Charles-Albert n'est point sans quelques traits de ressemblance avec un autre prince contemporain, le roi de Prusse Frédéric-Guillaume IV. Tous deux en effet n'ont-ils pas eu les mêmes velléités, les mêmes irréso-

lutions, les mêmes instincts des destinées de leur pays? Seulement là où Frédéric-Guillaume hésita dans les dernières révolutions, au moment de se jeter dans la lutte pour se saisir de ce qu'on nomme l'*hégémonie* prussienne en Allemagne, Charles-Albert céda à l'irrésistible impulsion qui l'entraînait à la guerre pour conquérir l'*hégémonie* piémontaise en Italie. C'est certainement un des spectacles contemporains les plus frappants de voir l'Autriche, également servie à cette époque par les irrésolutions du roi prussien et les entraînements du souverain piémontais, sortir de cet orage plus forte et relevée dans sa fortune. Le raffermissement de la domination autrichienne au delà des Alpes, voilà ce que produisaient les révolutions italiennes, et les révolutionnaires en rejetaient la faute sur Charles-Albert après l'avoir environné de toutes les impossibilités, après l'avoir assiégé à Milan et abreuvé de toutes ces amertumes qui falsaient dire à un de ses admirateurs, au poëte Prati : « Celui qui te contriste, ô martyr, insulte l'Italie et Dieu; mais toi, ô mon roi, console-toi; la voix de l'ivresse ou de la folie ne peut flétrir la croix de Savoie ! » Ambitieux et traître pour les uns, Charles-Albert reste encore pour les autres avec cette figure de martyr de la cause de l'indépendance italienne.

Mais comment l'Italie et le Piémont sortaient-ils de cette formidable crise ? Chose remarquable, après avoir été le plus engagé dans la lutte, après avoir risqué son armée et sa fortune, le Piémont était de tous les États italiens celui qui en sortait avec le moins d'atteintes. Il eut, lui aussi, ses agitateurs, qui ne se contentaient pas de le pousser à la guerre, même quand elle était devenue impossible, qui voulaient encore le précipiter dans les révolutions démocratiques. Il

sut se retenir sur cette pente de l'anarchie universelle, et à l'issue de la mêlée, il se retrouvait seul avec la constitution que Charles-Albert lui avait donnée, que son successeur a maintenue. L'explication de ce fait est peut-être tout entière dans cette vigueur primitive qui est dans la nature de ce petit pays, et qui lui a donné une consistance dont tant d'autres ont manqué. Les éléments préservateurs du Piémont ont été ses traditions, ses habitudes de discipline, ses mœurs plus sobres que brillantes, un esprit simple et pratique, difficile à éblouir et à entraîner. Au milieu de toutes les épreuves il a reparu quelque chose de cette solidité qui fait l'originalité du caractère piémontais parmi toutes les populations italiennes, et qui est une garantie contre les surprises de l'esprit révolutionnaire, contre les brusques dissolutions. La permanence de ce vieux fond national est encore aujourd'hui l'heureuse ressource du Piémont. Une autre de ses forces, c'est sa maison royale. Il n'est point de famille plus intimement identifiée à un pays; ses ambitions elles-mêmes sont de celles qui popularisent une dynastie. Ce sont ces ambitions qui ont formé le Piémont et ont fait de la maison de Savoie le symbole vivant des destinées de cette petite nation. Ce n'est point seulement par là que la maison de Savoie a conservé sa popularité, c'est par une sorte de loyauté chevaleresque qui relève sa politique. Le roi actuel, Victor-Emmanuel, aurait pu sans nul doute supprimer la constitution; cela lui eût été même facile, je pense, au moment surtout où une chambre tristement inspirée lui disputait les moyens d'une paix nécessaire. Il l'aurait pu encore après le 2 décembre, à la faveur des disgrâces nouvelles du régime parlementaire. Ni les occasions ni les conseils peut-

être ne lui ont manqué. Victor-Emmanuel n'en a rien fait, et le Piémont est resté sans trouble sous l'empire d'institutions libres, se fortifiant et s'agrandissant moralement par ces institutions mêmes, prenant de la liberté ce qu'elle a de compatible avec les habitudes de discipline d'un peuple formé par l'action et pour l'action, et demeurant la partie robuste de l'Italie, le noyau vigoureux de toutes les combinaisons de l'avenir.

Ce que le Piémont eut en 1848 pour le préserver du naufrage, c'est justement ce qui manqua au reste de l'Italie. Au moment où se dessinait avec le plus de puissance ce mouvement italien, la Péninsule avait devant elle deux politiques bien claires, — l'une qui consistait à suivre l'impulsion de princes réformateurs et à rester dans les limites d'un progrès modéré, — l'autre qui se réduisait à tout sacrifier au fétichisme de quelques sinistres utopies. Elle se précipita dans cette dernière voie, ou plutôt, par je ne sais quelle fatalité, elle se trouva sans défense contre l'action dissolvante de l'esprit révolutionnaire. Ses espérances les plus légitimes, elle les vit compromises dans une funeste solidarité avec tout ce qui était une menace pour les sociétés. Alors se releva le terrible dilemme auquel reviennent toujours les sectaires : l'Italie républicaine ou absolue, c'est-à-dire l'anarchie ou le despotisme ! Le problème fut résolu comme il l'est toujours. La Péninsule eut l'anarchie, qui appela la force pour la dompter, et ce mouvement éclatant de 1846 et 1847 finit par la journée du 15 mai à Naples, par l'intervention française à Rome, par l'envoi d'une garnison autrichienne à Florence, et par le retour des pouvoirs absolus dans toutes ces contrées. « L'incapacité et l'igno-

rance, dit Gioberti lui-même, ont coopéré à la ruine de la régénération italienne; mais l'immoralité des sectes et la corruption des individus l'ont enfantée. » Voilà l'histoire de ces années !

Dans ces tragiques aventures cependant il y a une leçon; c'est cette leçon que l'Italie semble avoir recueillie et méditée, comme pour se guider à la lumière de ses propres désastres dans la nouvelle carrière qui devait dix ans après s'ouvrir encore pour elle.

Digitized by Google

Digitized by Google

IV

UNE VIE D'ÉMIGRÉ ITALIEN

M. DE COLLEGNO.

Les annales entières de l'Italie sont attristées et assombries par les proscriptions. Sans remonter, comme le digne comte Balbo, jusqu'à Coriolan et à Camille, depuis que Dante, avec la sublime amertume de son génie, a décrit cette poignante douleur de quitter ce qu'on aime le plus, — *tu lascerai ogni cosa diletta,* — de manger le pain d'autrui et de gravir l'escalier de la maison étrangère, que de générations de bannis se sont succédé! L'exil est une sorte de tradition nationale au delà des Alpes; l'expatriation volontaire ou forcée est un élément de la politique. Ce qui n'est en d'autres pays qu'un fait exceptionnel et douloureux apparaît comme une fatalité normale et permanente en Italie. Dans ce siècle même il y a déjà plusieurs générations de proscrits. Chaque révolution, chaque mouvement imperceptible produit, pour ainsi dire, son alluvion d'émigration qui se

répand de toutes parts et ajoute à cette masse flottante de bannis dispersés dans le monde. Les gouvernements croient travailler à leur propre tranquillité par ces épurations périodiques, en rejetant hors de la patrie natale des hommes qu'ils redoutent, dont ils suspectent la fidélité ou l'opinion; ils ne font que déplacer le péril; ils ouvrent de nouvelles blessures et suscitent des haines irréconciliables. Ils avaient des mécontents peut-être inoffensifs, et ces mécontents, aigris, irrités, deviennent des soldats de tous les complots, prêts à rentrer avec effraction dans leur pays à la première occasion; tout au moins s'en vont-ils, semblables à leurs aïeux les guelfes et les gibelins, exciter les inimitiés du monde contre les pouvoirs dont ils ont essuyé les rigueurs.

Ainsi se forme cette Italie errante et proscrite qui est partout aujourd'hui, et qui, sans être absolument une nouveauté, est un des phénomènes les plus extraordinaires de ce temps. Rossi lui-même, avec sa vie aventureuse illustrée par le talent, glorieusement couronnée par une fin héroïque, Rossi ne fut-il pas le type le plus élevé de l'exilé italien moderne, assez prodigieusement habile pour conquérir en France le droit de s'imposer à ceux qui l'avaient proscrit? Quand aux autres émigrés de l'Italie, où ne sont-ils pas aujourd'hui? Il y en a dans l'Inde et en Amérique; il y a des soldats et des prêtres, des nobles et des artisans, des écrivains et des industriels. Ils sont de toutes les classes et ils viennent de tous les pays de la Péninsule, — si ce n'est du Piémont, devenu lui-même terre de refuge, terre libre désormais. Une des plus curieuses histoires serait celle de tous ces bannis, de ces vaincus, tribu nomade et embarrassante où les esprits honnêtes sont trop souvent confondus avec les

conspirateurs vulgaires, et ont à redouter cet autre supplice que Dante leur prédisait de son temps : « Le poids le plus insupportable pour toi, ce sera la société mauvaise et désunie avec laquelle tu tomberas dans la vallée de l'exil. Cette société, pleine d'ingratitude, de déraison et d'impiété, se tournera contre toi... » Chaque révolution, disais-je, a eu son alluvion d'émigration. Comptez en effet depuis le commencement de ce siècle : 1815 eut des exilés, et 1821 fit aussi des victimes en plus grand nombre. Les mouvements qui suivirent 1830 multiplièrent encore les bannis, et après les amnisties de 1846 et 1847 les révolutions dernières sont venues rouvrir l'ère fatale des grandes fuites et des expatriations. N'avez-vous pas vu récemment encore un épisode de cette cruelle histoire dans ce convoi d'exilés napolitains expédiés vers l'Amérique, et faisant un suprême effort en pleine mer pour regagner les côtes d'Europe?

Ces expatriés de toutes les époques ne furent pas cependant ou ne sont pas tous des coupables. Il y a sans doute des natures violentes que l'exil pervertit. Qui ne sait aussi que parmi tous ces réfugiés, qui se sont succédé dans la proscription, il y en eut souvent qui auraient pu être la force et l'orgueil d'une Italie moins violemment organisée, qui représentaient l'élite, la fleur d'une génération? C'est de cette élite d'une génération décimée par l'exil qu'était un Italien mort ces dernières années à Turin, le général Giacinto Provana de Collegno, — un émigré du temps où le Piémont avait des émigrés, un homme qui avait été tour à tour officier dans nos armées et dans l'armée sarde, l'un des fauteurs de la révolution piémontaise de 1821, proscrit, soldat volontaire au service de l'Espagne constitutionnelle de 1823

et de l'indépendance grecque, professeur de sciences en France, puis enfin général, sénateur et conseiller de la couronne à Turin après 1848. M. de Collegno, qu'on a vu un moment représenter la Sardaigne à Paris en 1852, avait donc été émigré, lui aussi, et émigré pendant plus de vingt ans, allant d'un pays à l'autre, parcourant l'Europe, attendant sans cesse l'heure de rentrer dans sa patrie; mais il avait traversé cette épreuve avec une dignité fière et en esprit supérieur, sans laisser s'altérer une intégrité morale native; il n'avait puisé dans l'exil qu'une expérience plus mûre, une singulière connaissance des hommes et des choses, un sentiment plus raisonné et moins exempt d'illusion de tous les devoirs patriotiques, si bien qu'au bout de sa carrière il a été sans effort l'honneur et le conseil du Piémont; il a offert à l'Italie ce qui lui manque peut-être bien plus que le talent, — un caractère, — un caractère moral élevé uni à une grande finesse d'esprit. Dans cet homme de bien une extrême sagesse pratique se combinait avec une confiance inépuisable en l'avenir. Ainsi le peint M. Massimo d'Azeglio dans quelques pages émues qu'il lui a consacrées sous ce titre : *Souvenir d'une vie italienne.*

Ce n'est rien peut-être qu'une existence humaine perdue dans un siècle, au milieu du fracas des évenements; mais quand cette existence a eu pour mobile invariable une pensée patriotique, lorsque, sans avoir rien de romanesque, elle reflète toutes les vicissitudes d'un temps, elle a son intérêt. C'est là, après tout, la vie de ce gentilhomme piémontais qui commençait sa carrière dans nos armées, au milieu des flammes de Moscou, et qui la terminait récemment dans une gracieuse retraite du lac Majeur, à Baveno, après avoir

représenté dans tout ce qu'elle avait de viril et d'élevé une génération qui disparaît peu à peu.

Une vie italienne! a dit M. Massimo d'Azeglio; non pas une vie bruyante et pleine de complots, mais une vie noblement conduite par un homme fait pour traverser avec aisance des situations qui auraient pu facilement devenir des aventures. M. de Collegno était né en 1794. A dix-huit ans, après avoir été dans les écoles militaires françaises, il avait fait la campagne de Russie comme lieutenant d'artillerie, et même dans cette fatale retraite il était tombé entre les mains des Cosaques, auxquels il n'échappa que par un miracle de hardiesse, la nuit, demi-nu et un pied gelé. Les événements de 1814 le trouvaient capitaine d'artillerie, chevalier de la Légion d'honneur, et le rendaient à sa patrie natale, le Piémont, qui depuis dix ans avait disparu dans l'empire. Ces événements, qu'on n'a jamais assez interrogés dans leurs rapports avec l'état des opinions au delà des Alpes, eurent un effet singulier : le sentiment italien, qu'on s'était efforcé de soulever contre Napoléon, survivait tout entier et enflammait les âmes; il se répandait dans la jeunesse, et en s'alliant à l'esprit libéral il allait devenir le mobile de la révolution piémontaise de 1821. De toutes les révolutions de ce temps, il n'en est pas peut-être qui ait eu un caractère moins révolutionnaire. La constitution espagnole qu'on lui donna pour drapeau n'était que l'expression bien infidèle de la pensée de ce mouvement, qui était avant tout une insurrection de nationalité servie par des instincts libéraux.

Qui faisait cette révolution? C'étaient des militaires de grande naissance : le marquis de Saint-Marsan était colonel des dragons de la reine et fils du ministre des affaires étran-

gères; le comte de Santa-Rosa, le plus actif promoteur de l'entreprise, était major d'infanterie et sous-adjudant général; le comte Lisio était capitaine de chevau-légers; M. de Collegno était major d'artillerie et écuyer du prince de Carignan. Tous étaient dévoués au roi Victor-Emmanuel Ier et à la maison de Savoie. Pas un seul n'avait une autre pensée que celle d'arrêter un absolutisme qui compromettait le Piémont, et de se tourner contre l'Autriche, qui commençait dès lors cette série d'empiétements devenus avec le temps un des problèmes de la politique européenne. Et ces étranges conjurés avaient, on le sait, pour premier complice un prince du sang, Charles-Albert de Savoie-Carignan. M. Victor Cousin, dans son éloquente biographie de Santa-Rosa, raconte qu'après avoir lu le récit de la révolution piémontaise, il disait partout à ses amis : « Il y avait un homme à Turin. » Il y avait plus d'un homme à Turin; il y avait notamment Collegno, jeune homme d'un caractère sûr et d'une audace calme. M. de Collegno, qu'on eût fort surpris quelques années auparavant si on lui avait dit qu'il avait une autre patrie que la France, était désormais tout Italien par l'esprit et par le cœur. Comme écuyer de Charles-Albert, il avait le secret des entraînements, des velléités et des perplexités de ce malheureux prince, qu'il s'efforçait d'entretenir dans ses aspirations patriotiques.

Ce mouvement dura trente jours, et au réveil de ce songe de quelques esprits généreux que restait-il? Douze mille Autrichiens campaient dans les villes et les places fortes du Piémont. Le roi Charles-Félix revenait à Turin plus absolu que jamais. Le prince de Carignan était à demi banni et menacé par l'Autriche dans ses droits à la couronne. Les

autres conjurés, Santa-Rosa, Collegno, Saint-Marsan, Lisio, étaient condamnés à mort; ils étaient déjà partis pour l'exil, en expiation d'un rêve de patriotisme prématuré. La destinée humaine a pourtant quelquefois des jeux bizarres. Laissez s'écouler trente années. Lorsque Charles-Albert, monté au trône et accablé sous le désastre de Novare, quittait le Piémont en proscrit volontaire, qui rencontrait-il sur son passage? quel était son dernier compagnon de route au moment où il franchissait la frontière du pont du Var? C'était le fils d'un de ces conjurés de 1821, le comte Théodore de Santa-Rosa, alors intendant général de Nice, aujourd'hui conseiller d'État à Turin. Et bientôt après, lorsque le sénat piémontais envoyait une députation pour rendre un suprême hommage à ce prince vaincu, dans son humble retraite de Porto, qui comptait au premier rang parmi ces derniers courtisans du malheur? C'était M. de Collegno, qui offrit au roi de partager son exil. Charles-Albert fut ému de cette offre, par laquelle il se sentait en quelque sorte amnistié d'avoir laissé se prolonger pour son ancien écuyer un exil qu'il aurait pu faire cesser plus tôt, depuis qu'il était monté au trône. Il n'accepta point ce témoignage de dévouement, ne voulant associer personne à son sacrifice; mais, montrant M. de Collegno à ceux qui venaient le visiter, il leur disait : « Voici un ami qui m'est fidèle depuis trente-deux ans. » Dans la pensée de ces deux hommes, du roi et de l'ancien serviteur, ces deux dates de 1821 et de 1849 semblaient se confondre; tout le reste était effacé.

Rêve d'une régénération libérale pour le Piémont, espoir d'une guerre nationale contre l'Autriche, chances d'une vie d'honneur sous le drapeau, tout s'évanouissait à la fois

en 1821 pour ces jeunes officiers, qui se retrouvaient le lendemain proscrits et incertains de l'avenir. C'étaient d'ailleurs des hommes d'une nature singulièrement différente. Santa-Rosa avait plus d'intelligence politique, plus de puissance d'action et d'initiative; il eût été sans nul doute un habile et énergique ministre dans un état constitutionnel régulier. M. de Collegno était un esprit plus fin, d'une sagacité pénétrante et élevée, d'un jugement qui ne se laissait point tromper. Ce n'était pas un émigré vulgaire. Jeté hors de son pays dans la force de la jeunesse, doué d'instincts supérieurs et façonné par la vie militaire, il n'avait aucun goût pour les conspirations et les menées occultes; mais il se sentait prêt à mettre son épée au service de toutes les causes qui avaient alors pour elles une apparence de libéralisme ou de revendication généreuse, et ici commence cette odyssée d'un proscrit qui se sent attiré dans le tourbillon des événements, moitié par ce besoin d'activité inhérent à la jeunesse, moitié par une certaine curiosité d'intelligence.

Ce n'était pas seulement un soldat qui partait successivement pour l'Espagne et pour la Grèce, c'était aussi un observateur, et même quelquefois un observateur sans pitié pour la cause que l'exilé allait servir de son épée. Cette partie de sa vie, M. de Collegno n'a laissé à nul autre le soin de la dévoiler; il l'a retracée lui-même dans des pages mises récemment au jour sous le titre de *Journal d'un voyage en Espagne en* 1823, et *Journal du siége de Navarin*, deux fragments, deux petits livres qui pourraient aussi bien s'appeler *Journal des pérégrinations et des désabusements d'un émigré*. M. de Collegno n'a point évidemment des prétentions d'écrivain; il raconte seulement comme un galant homme qui décrit jour

par jour ses impressions avec sincérité, qui voit les choses et les hommes non sous le prisme de couleurs artificielles, mais tels qu'ils sont, et qui laisse percer dans ses récits je ne sais quel mélange d'imagination et d'ironie, d'élévation morale et de causticité indépendante. Ce soldat, qui a été formé à la rude école de la grande armée, a un sentiment très-fin des contrastes de la vie, des ridicules humains aussi bien que des nuances locales, des mœurs et des beautés naturelles.

Rien n'est plus curieux à distance que ces impressions d'un émigré, souvenirs d'un temps évanoui avec tous ses bruits et ses rêves, rapides peintures retracées en courant par un homme que la fortune des révolutions jetait dans des mêlées où il jouait sa vie avec un dédain sans faste. M. de Collegno arrive en Espagne par le Portugal, croyant aller se battre sérieusement pour la liberté, et bientôt il en vient à ne plus se méprendre sur toute cette agitation constitutionnelle de la Péninsule, qui n'était imposante que de loin. Il voit une révolution impuissante, un gouvernement sans nerf, des partis qui se querellent, un pays à peu près étranger aux querelles des partis, des réfugiés accourus de tous côtés comme à un rendez-vous de bataille, le sentiment national en défiance contre ces auxiliaires suspects, puis enfin beaucoup de bruit et nul préparatif militaire sérieux contre l'expédition française menaçante. M. de Collegno avait eu déjà le temps de se familiariser avec ce monde des émigrés qu'il allait rencontrer en Espagne, et qu'il retrouvait dès son débarquement à Lisbonne, sous les formes les plus diverses ou les plus bizarres : un Français négociant des emprunts remboursables par la France régénérée, un Grec envoyé par

l'insurrection hellénique, un Italien cherchant partout des soldats, tous faiseurs de projets politiques et occupés à sauver l'Europe. « L'Italien, ajoute M. de Collegno, est le plus hardi dans ses spéculations politiques; je l'ai trouvé aujourd'hui plein d'espérance. Dans ces deux ans d'émigration, me disait-il, je n'ai cessé de travailler pour notre pays. Hume est mon ami, et il m'a promis de proposer au parlement anglais une loi qui autorise en Irlande l'enrôlement pour l'extérieur. Voilà maintenant mon projet : j'écris à Londres pour qu'on mette aussitôt la main à cette loi d'enrôlement. Le commerce italien de Lisbonne me fournit les navires pour aller chercher en Irlande dix mille recrues, — l'Espagne et le Portugal payant, bien entendu, les frais de l'expédition. Hier nous nous sommes entendus avec l'envoyé grec, qui est ici, pour que ces dix mille hommes soient transportés en Grèce. En peu de mois ils auront chassé les Turcs, et alors Grecs et Irlandais reviennent débarquer dans les Calabres, où ils ne rencontreront aucune résistance. — Dieu bon! et tous ces faiseurs de projets boivent, mangent, dorment comme feraient des hommes qui auraient la fleur de leur bon sens! »

L'exilé piémontais, on le voit, jugeait sans faiblesse ses chers Italiens. Cette émigration italienne d'Espagne, il la dépeint un peu plus tard sous des traits qui n'ont point, hélas! absolument vieilli. « Les Italiens, qui sont au nombre de cinq, écrit-il de la Corogne, sont divisés en partis qui paraissent se haïr autant que les guelfes et les gibelins. Les uns — ils sont deux à peine — veulent que les peuples s'unissent tous pour résister à l'alliance des gouvernements absolus, et ils forment corps avec le détachement français. Les

autres, trois, soutiennent que toute ligue avec l'étranger fut toujours funeste à l'Italie. Ils ont la bannière italienne — un la porte et deux la suivent — et ils refusent de reconnaître le commandant français... *Italiam! Italiam!* » On avait offert à Collegno, dès son arrivée, de se mettre à la tête d'un corps italien; il se hâta de décliner le commandement de ce corps, qui se composait de vingt hommes, et qui aurait probablement commencé par ne pas lui obéir. Il n'était pas du reste personnellement plus heureux avec les Espagnols.

Un jour, à Madrid, il allait voir un député et lui exprimait le désir de prendre du service dans l'armée espagnole en cas de guerre; ce député l'encourageait extrêmement, et pour mieux l'encourager sans doute, il lui annonçait que les cortès venaient de voter une loi qui autorisait l'enrôlement des étrangers et leur promettait de l'avancement jusqu'au grade de sergent. L'émigré piémontais eut une certaine peine à faire comprendre au député qu'ayant servi comme officier dans deux armées de quelque réputation, il ne pouvait pas être sergent dans l'armée espagnole. Que lui restait-il à faire désormais? Il n'avait plus qu'à servir en volontaire indépendant et libre, selon les hasards de la lutte, et comme le seul point où il y eût un péril était la frontière de France, il se rendit sur la Bidassoa, d'autant plus que là était le seul homme en qui il eût foi sans partager sa confiance : c'est celui qu'il désigne sous le nom de Ranieri, et qui n'était autre que le colonel Fabvier, auquel l'unissait une étroite amitié. Le cœur et l'esprit libres d'illusions, Collegno ne marchait pas moins, par point d'honneur, parce qu'il voulait aller jusqu'au bout. Il ne pouvait voir qu'une véritable chimère dans l'espoir que nourrissait encore le colonel Fabvier de

séduire l'armée du duc d'Angoulême par une exhibition de vieux drapeaux, et de la gagner au libéralisme; mais en même temps il considérait comme une lâcheté une fuite sans résistance et sans combat.

C'est ainsi que Collegno se trouvait sur les bords de la Bidassoa au mois d'avril 1823, témoin et acteur dans cet engagement qui fut à un certain point de vue l'épisode le plus sérieux de l'expédition d'Espagne, et qui était dans tous les cas un combat bien inégal entre une armée régulière et une poignée de réfugiés de tous les pays, poussés, comme le disait Carrel, à se faire mitrailler encore une fois pour une cause qu'ils croyaient être celle du libéralisme européen. La veille encore tous ces émigrés, dont le plus âgé n'avait pas trente ans, étaient réunis à Irun après leur repas, et ils dissertaient sur les théories platoniciennes, sur l'école spiritualiste et l'immortalité de l'âme. « Il se sera dit bien des folies, ajoute Collegno; mais c'étaient des folies généreuses, si elles n'étaient rien de plus. Beny disait particulièrement que comme preuve de l'immatérialité de l'âme, de la présence d'un souffle divin dans l'homme, il lui suffisait de cette rencontre de nous tous réunis ici pour soutenir un principe dont le triomphe ne devait nous procurer aucun avantage matériel d'aucune sorte, tandis que pour ce principe nous avions quitté notre patrie et nous étions prêts à donner notre vie. » Le lendemain quelques-uns de ceux qui parlaient ainsi étaient tués aux bords de la Bidassoa, beaucoup étaient blessés; la petite troupe des réfugiés était réduite à une soixantaine d'hommes. « Il était prouvé que l'armée française ne voulait pas nous reconnaître pour frères et amis, » dit Collegno, qui lui-même était resté intrépide-

ment au milieu du feu jusqu'au bout, à côté du général Fabvier. Tout était fini par une effusion de sang inutile. Et maintenant voulez-vous voir un petit épilogue de ce drame retracé avec une certaine amertume ironique par l'émigré piémontais? « Ce matin, écrit-il de la Corogne peu de jours après, on célébrait une messe pour nos morts de la Bidassoa. Les autorités et le public avaient été invités; mais les dames ici, à ce qu'il semble, n'aiment les étrangers que vivants : les hommes ne les aiment ni vivants ni morts. Aux obsèques de nos pauvres compagnons il n'y avait que ceux qui les avaient vus mourir. » Et le jeune émigré piémontais se consolait un peu en allant s'asseoir à l'entrée du port de la Corogne, sur les dernières marches de la tour d'Hercule, contemplant sans se lasser l'Océan, dont les flots venaient mourir à ses pieds.

C'était une première expérience pour un proscrit tel que M. de Collegno, ce n'était pas la dernière. Il ne fut pas plus heureux en Grèce; il y trouva même une amertume de plus. Santa-Rosa, avec qui il était lié d'une intime et sérieuse amitié, fortifiée par le malheur, n'avait pas voulu aller en Espagne, où il ne voyait rien de net, rien qui répondît à ses opinions et à ses principes. La cause de l'indépendance grecque était mieux faite pour séduire un Italien. Santa-Rosa se jeta dans cette entreprise avec l'énergie d'un homme ardent, à qui l'exil et l'inaction pesaient, et qui sentait d'ailleurs chaque jour le sol de l'Europe se dérober sous ses pieds. « Quand on a une âme forte, disait-il, il faut agir, écrire et mourir. » La Grèce devait aussi avoir plus d'attraits que l'Espagne pour Collegno, et les deux proscrits, facilement gagnés à cette cause nouvelle, quittèrent l'Angleterre le 5 novem-

bre 1824, à bord de la *Little Sally*, emportant, ostensiblement du moins, les plus magnifiques promesses des envoyés helléniques à Londres. Un mois après ils étaient à Napoli de Romanie. Ici encore cependant qu'arriva-t-il? Le gouvernement grec reçut avec froideur les deux émigrés piémontais; il recula et eut peur de se servir de deux hommes qui s'étaient mis en rébellion contre la sainte-alliance. Santa-Rosa, impatient et déçu, était réduit à servir en soldat, à prendre l'habit du pallikare, et à s'aller faire tuer dans un combat obscur, à la défense de l'île de Sphactérie. Quant à Collegno, il allait s'enfermer à Navarin, où, moins par une délégation du pouvoir que par la force des choses, il se trouvait être une sorte de commandant du génie inavoué, et pourtant réel, dans la citadelle assiégée par Ibrahim-Pacha.

C'est l'histoire de cette défense de trente jours que Collegno raconte dans son *Diario dell' assedio di Navarino*, et ces pages volantes d'un exilé ont je ne sais quelle grâce ingénieuse et attachante. Lorsque Collegno raconte la marche sur Navarin, il ne s'arrête pas précisément à décrire l'infanterie commandée par l'évêque de Modon; il se laisse attirer par tout ce qu'il voit dans la campagne grecque; l'officier disparaît et l'homme parle. « Dans la vallée, après Choris, dit-il, est une petite maison à moitié détruite, sur le bord d'un ruisseau, et un peu après nous trouvons une belle cascade qui fait encore tourner la roue d'un moulin. Il y a de la mélancolie à voir la nature obéissant à l'impulsion qui lui a été donnée, même après la disparition des hommes qui ont cherché à utiliser cette force. Qui sait depuis combien de temps cette roue continue à tourner inutilement? Je ne sais comment cette roue me remet en mémoire la sphère de Jean-Paul Richter,

qui tourne et tourne sans cesse sur un cadran où les heures ne sont pas marquées. »

Une fois dans la citadelle assiégée cependant, le nouveau commandant du génie veut faire quelque chose ; il prépare un rapport pour démontrer la nécessité de certains travaux de défense, et ici commence à se révéler la situation réelle d'un officier européen au milieu des Grecs. Le rapport de Collegno est lu dans une assemblée de généraux, et chaque article éveille une indescriptible hilarité. Quand on en vient à la proposition de faire des terre-pleins pour protéger les batteries, alors ce n'est plus de l'hilarité, c'est de l'indignation parmi les assistants. « Les Grecs, s'écrient-ils tous d'une seule voix, ne sont pas des esclaves. Si le commandant du génie veut des manœuvres, qu'il aille chercher des Égyptiens : ceux-là travailleront. » Et l'assemblée se dissout ainsi. « Ce n'est pas ma faute, ajoute le président de cet étrange conseil de guerre ; vous voyez, ils ne vous comprennent pas. » Le fait est que le commandant du génie de Navarin était un étranger pour les Grecs, comme Santa-Rosa mourant à l'île de Sphactérie était un étranger. Souvent Collegno peut entendre de singuliers propos sur lui et sur son héroïque compagnon : « Que viennent-ils faire ici, ces Francs ? dit-on ; ce n'est point leur pays ; ils n'ont ni famille ni rien de cher à défendre, et pourtant ils partagent nos dangers. — C'est l'amour de la gloire qui les conduit ici, » reprend un autre d'un air de grand docteur. Nul ne se dit qu'il peut y avoir pour ces exilés une passion plus noble, celle d'un dévouement plus désintéressé à une cause juste. Parfois aussi durant ce siége surviennent des scènes d'un joli comique, décrites d'un trait vif et avec une sincérité spon-

tanée d'observation qui ne laisse pas d'être piquante. Voici ce qui arrive un jour pendant un combat naval livré devant Navarin : « Tandis que les flottes combattaient, raconte Collegno, j'étais à les regarder, armé de ma lunette, au milieu d'un groupe de généraux et d'officiers supérieurs. Mon voisin me demande ma lunette, et je la lui cède de bonne grâce; je la laisse passer de main en main, puis, quand je la redemande, au bout d'un quart d'heure, elle avait disparu. Depuis que je suis en Grèce c'est la première chose qu'il m'arrive de perdre ainsi. Si je l'avais confiée à un montagnard, à un berger, j'ai la pleine confiance qu'il me l'aurait remise; mais dans ce groupe il n'y avait que des officiers supérieurs! » On voit percer ici l'impression réelle de Collegno, qui avait une haute et sérieuse idée du peuple grec et une médiocre opinion de ses chefs.

La vie d'un exilé est souvent pleine de rencontres bizarres, et la fortune des révolutions a des combinaisons aussi étranges qu'imprévues. Lorsque la citadelle de Navarin ne peut plus tenir et qu'il faut se résigner à entrer en négociations avec Ibrahim-Pacha, en présence de qui va se trouver tout à coup Collegno ? C'est d'abord un Polonais, le colonel Schultz, qui en 1821 a sauvé Santa-Rosa dans sa fuite à Savone, et qui lui-même, obligé de s'enfuir, est allé prendre du service dans l'armée du vice-roi d'Égypte. « La liberté, dit Schultz, la liberté, pour laquelle je combattais depuis trente ans dans tous les pays, me laissait sans pain. A mon âge il était impossible de choisir d'autres occupations; on vint m'offrir de passer au service de Méhémet-Ali : que pouvais-je faire?... » Et en parlant ainsi deux larmes, deux larmes amères tombaient des yeux de ce vétéran de la liberté, qui avait honte

de servir l'oppresseur de la Grèce. Ce n'est pas tout. Lorsque Navarin doit être définitivement rendu, Collegno, en sa qualité de commandant du génie, se trouve avoir à remettre la forteresse à un gros Turc qui vient vers lui en l'interpellant par son nom, et qui n'est autre qu'un colonel napolitain, Romei, exilé de 1820 et passé également au service de Méhémet-Ali. « De cette façon, dit Collegno, un major piémontais, condamné à mort en 1821 pour amour de la cause italienne, avait à remettre à un colonel napolitain, condamné à mort vers la même époque et pour le même motif, une forteresse qu'il venait de défendre contre lui! » D'autres officiers piémontais, condamnés aussi à la suite des événements de 1821, se trouvaient dans l'armée égyptienne et venaient saluer Collegno; mais celui-ci les recevait froidement et avec cette hauteur qui n'est souvent qu'un signe de supériorité morale : car à ses yeux « des officiers qui étaient ou qui tout au moins s'étaient dits libéraux et qui servaient contre les Grecs, combattant pour de l'argent contre leurs principes, ne pouvaient plus être considérés comme des amis. » Là est tout l'homme dans son intégrité et sa fierté natives.

Un vieux Polonais transformé en Turc, un colonel napolitain lieutenant d'Ibrahim-Pacha, un major piémontais défendant Navarin, des Français aussi dans les deux camps, que d'événements supposaient ces étranges rencontres! Combien de choses avaient dû s'accomplir pour que Collegno et Fabvier pussent se retrouver encore une fois dans un jardin de Calamatta ou dans les solitudes de l'Arcadie, s'entretenant de leurs aventures, de la Grèce et de l'Europe! C'est là en effet le propre des temps comme les nôtres d'être merveil-

leusement favorables à tous ces jeux de la fortune, de les rendre même possibles. Les révolutions publiques ont d'inévitables retentissements dans la vie privée et produisent mille révolutions particulières, qui se prolongent dans les destinées individuelles en ondulations infinies. Il est des moments où une sorte d'inquiétude ardente, née des grandes commotions, précipite les hommes dans toutes les aventures, partout où est l'inconnu et le danger, qui est souvent l'attrait des cœurs troublés aussi bien que des cœurs virils. Et ce ne sont pas seulement les révolutions générales qui produisent ces mouvements d'où naît l'imprévu des rencontres et des combinaisons accidentelles; il suffit quelquefois d'une de ces révolutions intimes qui s'accomplissent dans le mystère, d'une crise de l'âme, d'une déception violente; tout se mêle, et le monde continue à marcher. Collegno, je le disais, a un sentiment rare et fin de tous ces contrastes et de tous ces accidents de la vie humaine; il les décrit en philosophe involontaire qui observe et qui passe.

« Le prince Mavrocordato, dit-il quelque part dans son *journal*, m'a fait prier à dîner. Il y avait parmi les convives des officiers de la marine anglaise du *Sparowhack*, des officiers de la marine française de la *Daphné*, des membres du gouvernement et du corps législatif, des philhellènes. De ma place je distinguais deux bâtiments sardes qui étaient entrés dans le port de Napoli depuis une heure, et qui avaient déployé au grand mât leur bannière nationale : je ne pouvais détacher mes yeux de cette bannière ni m'arracher aux pensées que cette vue réveillait en moi. Pendant ce temps une musique militaire jouait la valse dite de la reine de Prusse, et mon voisin ému soupira en disant : « Quels souvenirs me

« rappelle cette valse! » Puis il resta muet comme moi à la vue de ma bannière azurée qui flottait dans le port. Au moment où fut servi le vin de Champagne, mon voisin, qui était un Allemand philhellène, se secoua et me porta un toast en disant : « A votre prochain retour dans votre patrie! « au jour où cette bannière sera encore la vôtre! » Je lui répondis par cet autre toast : « A celle avec qui vous avez « dansé la valse de la reine de Prusse! Puissiez-vous la re- « voir bientôt! — Ah! non, jamais! reprit-il avec un soupir « comprimé où se révélait un regret profond. » Il se tut un instant, puis il poursuivit : « J'avais ou du moins je croyais « avoir des motifs de me plaindre d'elle, et je la laissai pour « venir en Grèce; mais au bout d'un an je me persuadai « qu'elle était nécessaire à ma vie, et je voulus la revoir. « Retourné en Europe, j'accourus à Weimar et je ne la trouvai « plus! Elle avait épousé un officier prussien, et elle demeu- « rait avec lui à Coblentz. Je descendis aussitôt le Rhin jus- « qu'à Coblentz, et j'arrivai le soir d'un gala. Je la revis à ce « gala, je dansai encore une fois avec elle cette valse qu'on « jouait tout à l'heure, et le lendemain je quittai Coblentz, « me dirigeant vers Gênes. Là, je m'embarquai pour la « Grèce, et de la Grèce je ne partirai plus. » Et voilà le troisième philhellène qui, s'étant ouvert à moi des motifs qui l'ont conduit en Grèce, m'a avoué qu'il avait été conduit ici par un amour malheureux! Fabvier lui-même serait-il ici sans un motif de cette nature? Madame de Staël dit à propos du suicide de Werther, si je ne me trompe : « N'est-il donc pas « quelque part quelque noble cause à laquelle puisse se consa- « crer ce malheureux qui s'ôte la vie avec désespoir? » Pour beaucoup de philhellènes cette *noble cause* est la Grèce! »

Juste et fine observation de tout ce mouvement de la vie et d'une des plus saisissantes particularités morales de notre temps! Appréciation ingénieuse, et qui n'est pas moins vraie, du rôle de ces causes exceptionnelles qui deviennent en certains moments la dernière ressource de toutes les activités et de toutes les inquiétudes! Quant à M. Collegno, il était allé en Grèce, poussé sans doute par le besoin de secouer par l'action le poids de l'exil, et aussi parce qu'il croyait être utile à une nation sœur ou mère de l'Italie. Il s'était trompé : il n'avait excité que les ombrages; il avait été réduit à un rôle inavoué et équivoque; il avait perdu plus d'une illusion sur les Grecs, et il avait dépensé un an de sa vie. Lorsqu'il voulut repartir, il se trouva, par je ne sais quelle étrange coïncidence, reprendre passage sur le même navire, la *Little Sally*, qui l'avait porté en Grèce; mais cette fois Santa-Rosa n'était plus là : « Au moment où je montais à bord, dit-il, le second du navire m'a demandé s'il était vrai que mon ami eût été tué. Je ne puis dire l'impression que m'a causée cette question en ce lieu et en cet instant. Bientôt tout se tait; on n'entend plus que le pas du capitaine sur le pont et le murmure des ondes du golfe fatiguées par le bâtiment. Il y a quelque chose de solennel dans un départ en mer, surtout quand le silence de la nuit porte à la méditation. — Je retourne aujourd'hui vers la civilisation ! » Collegno ne voulut pas même devoir aux Grecs le prix de son premier passage, et il le fit remettre aux députés helléniques en ajoutant ces fermes paroles : « Dans le cas où le gouvernement grec aurait eu de graves motifs pour ne pas nous employer, la franchise de notre conduite et le désintéressement de nos

offres lui faisaient un devoir de nous le dire ouvertement. S'il eût agi ainsi, il ne porterait pas la responsabilité de la mort du comte de Santa-Rosa, lequel, indigné à bon droit de se voir ainsi traité, est allé combattre comme simple soldat, et a livré sa vie pour une cause qui n'était pas celle de sa patrie, pour une nation qui, dans la solennité funèbre célébrée en l'honneur des morts pour la défense de l'île de Sphactérie, n'a pas daigné prononcé son nom parmi les noms de ceux dont elle déplorait la perte. »

C'était la seconde et la dernière expérience de ce genre pour l'émigré piémontais. Évidemment Collegno quittait la Grèce avec un fier sentiment de dignité blessée; il n'avait plus les illusions qu'il avait encore à son départ pour l'Orient, même après l'épreuve qu'il avait faite en Espagne. Ce serait cependant une singulière erreur de penser que ces déceptions eussent refroidi son âme et altéré ses convictions. Il croyait toujours aux causes justes, aux droits de la liberté et de l'indépendance; il aimait la Grèce elle-même. Seulement il avait vécu et pratiqué les hommes; il avait vu de près de quoi se composent souvent les affaires humaines; en un mot, il avait l'expérience, et ce mélange d'une grande finesse pratique de jugement et d'une conviction morale supérieure à tous les mécomptes est peut-être le côté le plus curieux de son caractère. Si M. de Collegno eût été un émigré vulgaire, il eût trouvé sans doute encore plus d'un champ de bataille, plus d'une cause nouvelle à défendre; mais il sentit que désormais il ne devait plus son épée qu'à sa patrie seule, et que, s'il ne pouvait pour le moment servir l'Italie comme soldat, il pouvait la servir encore d'une autre façon, par le travail, par l'étude, par la dignité de sa vie et de ses

actions. Il comprit, comme le dit M. d'Azeglio, qu'il y avait du mérite à faire peu quand il n'était pas possible de faire beaucoup, et que c'était quelque chose de traverser sans se laisser atteindre les ingrates et obscures épreuves de l'exil.

Alors commença pour M. de Collegno toute une vie nouvelle. Ne pouvant plus être soldat, il chercha le genre de travail d'esprit le mieux fait pour lui convenir. Il choisit d'abord la botanique, qu'il alla étudier avec M. de Candolle, auprès de qui il était allé habiter à Genève. L'activité du botaniste explorateur, les courses dans les montagnes et dans les vallées plaisaient encore à ses habitudes militaires. Après avoir étudié la botanique avec M. de Candolle, qui l'avait associé à ses travaux, il se mit à faire de la géologie avec M. Élie de Beaumont, à Paris, où il avait fini par venir se fixer. Cet homme, qui avait été de la retraite de Russie, qui avait vécu dans l'intimité des princes, se fit écolier; il prit ses grades, jusqu'aux plus élevés, dans l'université, et il devint pendant quelques années professeur de géologie et doyen de la faculté des sciences de Bordeaux. M. de Collegno a laissé des travaux scientifiques précieux et estimés sur les éléments de la géologie, sur les terrains des Alpes lombardes, sur la carte géologique de l'Italie, sur l'action destructive de la mer dans nos landes. C'est ainsi qu'il fit honorer ce titre d'émigré, le plus lourd à porter peut-être, car il est sans compensation et sans gloire.

C'est qu'en effet Collegno, par son origine, par ses instincts, par la supériorité de son esprit, n'était nullement de la race des émigrés vulgaires. Il était l'un des premiers dans ce groupe de l'exil qui a longtemps représenté les idées d'indépendance et de libéralisme modéré, et auquel se rattachait

un autre Italien, le comte Pietro Ferretti d'Ancône, dont M. Massimo d'Azeglio esquissait aussi récemment la biographie. Esprit positif et sensé, Ferretti n'avait point été soldat comme Collegno; mais, comme lui et plus que lui, il avait connu les plus dures vicissitudes de l'exil. Un jour, à Marseille, pressé par une nécessité extrême, il avait été obligé pour vivre de tenir une petite boutique en plein vent. « Mais, lui disait M. d'Azeglio, n'aurais-tu pas pu trouver mieux? Si seulement tu t'étais fait connaître... — Mon ami, répondait-il avec une sorte de bonhomie, je voulais me tirer d'affaire comme homme et non comme comte Pietro Ferretti, et tu vois que je réussis. Quelque temps après, j'eus la fortune un peu meilleure d'entrer le dernier des derniers dans une maison de commerce. Quant à la dignité du grade, la promotion était peu sensible. J'étais chargé d'aller porter de l'argent en payement, de faire les commissions et de tenir le bureau en ordre. Le matin j'allais à la maison qu'habitait le négociant, pour chercher la clef, et la mère, une bonne vieille, sais-tu comment elle me donnait cette clef? Elle entr'ouvrait un peu la porte et elle me la jetait sur le palier de l'escalier... J'allais au magasin, je mettais tout en ordre, et peu à peu je vis qu'on était content de moi. Il arriva alors qu'un des employés, qui tenait la correspondance italienne, tomba malade et mourut. Le chef de la maison m'appela dans son cabinet et me demanda si je me sentais capable d'ecrire des lettres en italien. — Eh! je crois que oui, répondis-je. Ainsi je fus mis à la correspondance, et quand on découvrit que je savais écrire, je fus promu et je devins employé!... » Ferretti croyait être plus fidèle à sa dignité en ne demandant l'indépendance qu'au travail, même à un tra-

vail vulgaire. Dans un ordre différent, avec des aptitudes diverses, Ferretti, Collegno, sont des hommes d'une même trempe de caractère, et représentent cette génération libérale d'autrefois, dont la vie a été interrompue par un orage et s'est passée en grande partie dans l'émigration. Le premier devait être plus tard appelé à Rome pour seconder son frère le cardinal Ferretti, chargé du ministère par Pie IX en 1847, et c'est lui qui travaillait particulièrement à l'union douanière des États italiens. Le jour devait venir aussi où l'émigré piémontais pourrait rentrer dans son pays après vingt-cinq années d'exil.

Quand vint enfin ce jour, qui n'était après tout que la réalisation du rêve de 1821, de l'alliance entre l'idée d'indépendance nationale et l'idée constitutionnelle, M. de Collegno fut et dut être un des principaux citoyens du Piémont. Rentré à Turin en 1848, il prit place dans le sénat, qui venait d'être formé, et il reçut aussitôt le grade de lieutenant général. Un moment il remplit une mission militaire à Milan, pendant la lutte entre les Piémontais et les Autrichiens, et peu après il figurait comme ministre de la guerre à côté de MM. Casati, Pareto, Gioia, Paleocapa, dans un cabinet qui représentait le royaume de la Haute-Italie. Il ne fut pas étonné, je pense, de la courte durée de ce cabinet, et si Charles-Albert eut un instant l'idée de le charger de la formation d'un nouveau ministère, cette idée n'eut aucune suite. Hors du pouvoir comme au pouvoir, M. de Collegno n'appartenait pas moins désormais tout entier au Piémont constitutionnel, dont il fut plus d'une fois le conseil écouté.

Dans ces conditions nouvelles, il se montrait ce qu'il était réellement, un homme d'un sens droit, d'une résolution

calme, d'un esprit mûri par l'expérience des choses. Il s'intéressait à tous les événements qui se déroulaient chaque jour sous ses yeux, à ce mouvement où s'agitaient les destinées de l'Italie, et sans colère ni malveillance pour des politiques qui dépassaient la mesure de la sienne, il se contentait d'être le juge indulgent et ironique de bien des opinions vaines et futiles. Il était trop clairvoyant pour que les retours de fortune pussent le prendre à l'improviste, et il avait le cœur trop ferme pour livrer ses convictions à la merci d'une défaite. « Il espéra modérément quand la plupart espéraient trop, dit M. d'Azeglio; et quand ceux-ci étaient prêts à désespérer de tout, il conservait dans le cœur, persistante et vive, l'antique foi. » Il était de ceux qui, après une espérance perdue, disent : *Recommençons !*

Un seul fait durant ces années troubla un instant son jugement et son âme : ce fut l'assassinat de Rossi, avec qui il était lié intimement. Balbo assurait que, dans l'histoire contemporaine de l'Italie, il y avait trois pages qu'il voudrait pouvoir arracher. Une de ces pages était le meurtre de Rossi; les deux autres étaient l'assaut odieux livré par la démagogie au roi Charles-Albert à Milan, et l'insurrection de Gênes après Novare, tentative qui pouvait livrer l'indépendance piémontaise à l'Autriche et ajourner indéfiniment le succès du régime constitutionnel à Turin. M. de Collegno pensait de même. Il se sentait atteint par le meurtre de Rossi dans ses affections personnelles les plus chères et dans tous ses instincts de patriote; il se révoltait à la seule pensée que l'opinion européenne égarée pût envelopper la cause libérale de l'Italie dans une funeste solidarité avec de tels crimes. Depuis ce moment, dit M. d'Azeglio, « il suivit sa voie comme

auparavant, mais d'un cœur plus triste et avec une espérance moins vive. »

Nul d'ailleurs n'était moins prompt que M. de Collegno à rechercher les dignités et les avantages d'un régime où il était fait pour figurer au premier rang. On fut obligé de lui faire un devoir de venir représenter le Piémont à Paris en 1852, et le dernier effort imposé à sa santé déjà déclinante fut le commandement militaire de Gênes au moment où l'armée piémontaise allait prendre part à la guerre d'Orient. Dès lors une maladie dont il était atteint depuis quelques années s'aggravait peu à peu, et il allait bientôt s'éteindre à Baveno, près du lac Majeur, au mois de septembre 1856. Même dans le temps où il était devenu un homme politique, et où sa santé déclinait déjà, M. de Collegno avait conservé le goût des courses géologiques, et une de ses dernières excursions dans les Alpes italiennes devint pour lui l'occasion d'une aventure singulière qui le remettait tout à coup en présence de sa jeunesse.

Un jour de septembre M. de Collegno se trouvait avec sa femme et un ami dans les vallées qui conduisent au pied du mont Rosa. On gravit les Alpes jusqu'à une assez grande hauteur. Les nuages s'épaississaient et le froid devenait intense. On ne distinguait plus ni végétation ni trace d'habitation humaine. Le guide aperçut seulement une hutte, et les voyageurs se disposaient à entrer, lorsqu'à leur grande surprise il se trouvèrent en face d'un vieux berger demeuré seul sur ces sommets avec quelques brebis, tandis que les autres troupeaux étaient descendus dans la plaine. On alluma du feu, et pendant qu'on préparait un repas, M. de Collegno se mit à interroger le vieux berger sur son étrange exis-

tence. « Je suis ici, dit le berger, tous les ans depuis la Saint-Joseph jusqu'à la Saint-Michel; je garde quatre-vingt-dix brebis et deux chèvres. Je ne sais jamais l'heure du jour ni le jour du mois; mais je n'ai pas été toujours ici : je suis allé à Turin, moi aussi, et j'ai été soldat. — Et quand avez-vous été soldat? demanda M. de Collegno avec intérêt. — Oh! il y a longtemps, en 1814, et j'étais canonnier. — Et dans quelle compagnie? — Dans la première. — Et qui était votre capitaine? — Oh! c'était un bon capitaine, celui-là, qui aimait ses soldats! Il y a là-bas au pays douze vieux qui sont restés de cette compagnie, et quand nous nous rencontrons, nous parlons toujours de notre capitaine. Attendez, je n'ai pas oublié son nom, c'était Collegno. » M. de Collegno ne put dire un mot, tant il était ému, mais il prit la main du vieux soldat et la serra fortement. « Eh bien! reprit l'ami présent à cette scène, ne le reconnaissez-vous pas, votre capitaine? Il est ici devant vous, mais aujourd'hui il est général. » Le vieux berger se leva aussitôt, mit son bonnet à la main, regarda fixement son vieux capitaine, et fondit en larmes. Puis ces deux hommes se mirent à parler de leurs campagnes et de leur vie d'autrefois, quand ils tenaient garnison à Alexandrie, à Gênes et à Nice. Bientôt les voyageurs durent redescendre la montagne, et le vieux berger, debout sur la porte de sa hutte, les suivait du regard, moitié riant, moitié pleurant, et répétant toujours : « Qui m'aurait dit que j'aurais revu mon vieux capitaine? » M. de Collegno était plus ému d'une telle scène que de tout ce qui pourrait tenter une ambition vulgaire.

Ce n'est rien, je le disais, qu'une vie humaine perdue dans le bruit d'un siècle. Des existences comme celle de Collegno

ou de Ferretti ont cependant cet intérêt supérieur, qu'elles contiennent en quelque sorte le problème des destinées de la Péninsule. L'Italie est fondée dans ses douloureuses et permanentes protestations contre le joug étranger; elle a le droit de revendiquer à toute heure sa nationalité. N'est-il pas vrai aussi que la guerre, même une guerre heureuse, ne résout que la moitié du problème, et qu'il reste toujours une autre question, celle de savoir comment s'opérera la régénération morale et intérieure de la Péninsule? Il y a bien des genres de libéralisme : il en est un, merveilleux inventeur de recettes impossibles et de procédés chimériques d'émancipation; il en est un autre qui consiste dans tout ce qui rectifie les idées, fortifie les caractères, assainit les mœurs, et prépare l'Italie à rester maîtresse d'elle-même après avoir conquis son indépendance. C'est cette autre partie du problème que résolvent des vies comme celle de M. de Collegno, et qu'on ne saurait oublier même dans les heures de crise, surtout dans ces heures, afin que la justice des revendications ne devienne jamais un piége pour cette terre à qui les grands souvenirs n'interdisent pas heureusement les grands espoirs.

V

LE ROI FERDINAND II

ET

LE ROYAUME DES DEUX-SICILES

PREMIÈRE PARTIE

LA ROYAUTÉ A NAPLES DEPUIS 1815

I

A l'extrémité de l'Italie est une contrée où la nature a versé tous ses dons, où la politique a rassemblé toutes ses contradictions et ses luttes : c'est Naples. Entouré de trois mers où trempent ses côtes découpées en golfes merveilleux, formé de deux portions dont l'une tout insulaire a une histoire à part, brillant du poétique lustre de tous les souvenirs, fertile par son sol, éclairé d'un ciel riant, ce pays, auquel les congrès ont donné le nom de royaume des Deux-Siciles, ressemble dans son existence morale à cette nature paresseuse et charmante qui cache des volcans intérieurs

toujours prêts aux éruptions. Tout est mystère et contraste à Naples; c'est la contrée italienne où l'intelligence philosophique a jeté le plus éblouissant éclat, où le dernier siècle a vu naître Vico et Filangieri, et c'est en même temps la région préférée des fanatismes populaires, de toutes les crédulités et de toutes les superstitions. Tout est extrême aussi, le bien et le mal, la misère et la richesse, l'activité et l'inertie, les aspirations de liberté et les raffinements du servilisme, les réactions du pouvoir et les turbulences orageuses des partis. Il y a eu du despotisme et des séditions à Naples, il n'a manqué jusqu'ici que des citoyens, ou pour mieux dire il a manqué les conditions mêmes propres à former des citoyens. De là cette vie heurtée, violente, impénétrable, qui a été vraiment l'écueil de la diplomatie européenne, et dont le souverain qui vient de descendre au tombeau, le roi Ferdinand II, a été pendant trente ans le maître, le régulateur absolu en même temps que la personnification saillante et originale : prince singulier, tour à tour honni ou exalté, qui ne mérite pourtant ni l'apologie ni l'injure, mais dont le règne est l'expression vivante d'une des plus curieuses variétés d'autocratie, qui a été une sorte de tzar au midi de l'Europe, et que la fortune, par une coïncidence bizarre, enlève de la scène aujourd'hui, lorsqu'il n'eût plus été qu'une ombre dépaysée ou un obstacle au milieu des inévitables transformations de la Péninsule.

L'histoire de l'Italie tout entière a sans doute une secrète et invincible unité. Rien de ce qui se passe dans un pays ne peut être étranger aux autres pays, et cette intime solidarité est presque un fait contemporain. Ce n'est point la révolution française qui a créé les mouvements italiens, mais elle

en a déterminé le caractère, elle les a précipités, et telle est la puissance de cette révolution que même là où elle a été vaincue en apparence et par intervalles, elle a triomphé encore; elle a survécu par les lois qu'elle a laissées après elle, par les sentiments qu'elle a fait naître, par les idées qu'elle a semées, par les regrets ou les espérances dont elle a été l'inépuisable source. Dans ce drame multiple et confus des destinées italiennes tel qu'il apparaît à l'issue de la révolution française, dans ce travail dont l'instinct d'indépendance et l'esprit de réforme civile sont restés les invariables et tout-puissants moteurs, tous les États ne marchent point cependant du même pas et n'ont pas la même attitude; chacun d'eux a sa personnalité dans le drame. Un des phénomènes les plus curieux à observer comme un des traits généraux de cette obscure situation, c'est que dans toutes ces revendications de nationalité qui remplissent l'histoire de la Péninsule depuis plus d'un demi-siècle, Naples est toujours l'État le moins engagé, le moins animé de l'esprit italien en un certain sens, et c'est ce qui inspirait à un penseur énergique de Florence, à Francesco Forti, ce mot paradoxal que l'Italie finit au Garigliano. Ce n'est pas que le sentiment national soit absent de l'âme de cette race à l'imagination vive et soudaine, et que les Napolitains soient indifférents pour la patrie commune; mais par sa position, par ses traditions, le royaume des Deux-Siciles semble moins fatalement appelé aux luttes d'indépendance.

Ce beau royaume du midi de l'Italie, avec sa force propre et sa population de neuf millions d'hommes, n'a pas, comme le Piémont, le vigoureux stimulant d'un désir d'agrandissement qui se confond avec l'idée d'émancipation nationale.

Comme le nord de l'Italie, il n'a pas porté le poids direct et oppressif d'un maître étranger. Il n'a pas été entretenu par son histoire dans cette antipathie traditionnelle contre la domination impériale, qu'il n'a connue qu'un instant au dernier siècle, — contre l'Allemand, qu'il n'aperçoit au fond de son passé que dans l'image mélancolique et touchante du jeune Conradin, le dernier prince de Souabe, l'adolescente victime de Charles d'Anjou.

Un des traits caractéristiques du royaume des Deux-Siciles, c'est d'être sorti de toutes ces crises avec son autonomie, avec une dynastie propre, — dynastie étrangère d'abord, il est vrai, mais qui s'acclimatait promptement et qui restait la garantie même de l'indépendance napolitaine, de cette indépendance sur laquelle l'influence autrichienne a pu s'étendre de nos jours et peser lourdement sans l'absorber La haine de l'Autriche, cette forme négative de l'idée de nationalité italienne, est donc à Naples un fait tout récent, qui date principalement des commotions de la première partie de ce siècle, de 1815, des tentatives extrêmes de Murat, ce roi de tête faible et légère et de cœur vaillant, de la révolution de 1820, de l'occupation autrichienne qui suivit, et cette haine elle-même est balancée par ce sentiment plus local, plus municipal, que Naples nourrit à l'égard du nord de l'Italie, et que la Sicile, par un curieux enchaînement d'antagonismes, nourrit encore plus à l'égard de Naples. Ce sentiment existe au fond, et les gouvernements l'ont poussé à outrance; ils en ont profité pour opposer l'esprit napolitain à l'esprit italien, et pour se retrancher dans un inaccessible isolement, à l'abri d'une politique d'immobilité et d'exclusion. A un certain point de vue, on

l'a dit quelquefois, l'Italie peut se comparer à une autre Allemagne, dont le Piémont sera la Prusse et dont Naples à son tour sera l'Autriche, une Autriche qui a ses rivalités avec la Prusse italienne, et qui, par une analogie de plus, a même sa Hongrie en Sicile, suivant un ingénieux et piquant rapprochement. C'est là le secret de l'histoire du royaume des Deux-Siciles dans son rapport avec le développement de l'idée nationale; c'est la clef de sa politique, de la facilité qu'ont eue tous les pouvoirs à réprimer les instincts de patriotisme italien, de l'insuccès de toutes les tentatives faites pour intéresser ces populations aux luttes d'indépendance, du rôle de Naples en 1848 et même aujourd'hui, comme aussi, jusqu'à un certain degré, de tout le mouvement intérieur de ce midi de la Péninsule.

II

Une autre face de l'histoire contemporaine, de la situation générale du royaume des Deux-Siciles, c'est justement en effet cette partie domestique de son existence, c'est ce travail intérieur qui se lie intimement par tant de côtés au travail d'affranchissement national, qui en est indépendant sous certains rapports, et qui apparaît à Naples avec des caractères d'une saisissante originalité. C'est de la révolution française principalement, disais-je, que procède tout ce qui vit, tout ce qui s'agite à Naples, le bien et le mal, les partis, les institutions, les systèmes, les opinions. La révolution n'a point laissé une forme de gouvernement, ni même cette dynastie fendataire jetée au midi de l'Italie par un reflux de l'empire;

elle a mieux fait, elle a survécu dans les lois civiles débarrassées de la féodalité, dans le régime judiciaire simplifié et rajeuni, dans le système administratif, où elle mettait la régularité à défaut de la liberté. En un mot, Naples sortait des crises de la révolution et de l'empire avec un organisme civil qui était une œuvre de véritable progrès, dont le principe échappait aux réactions de 1815, et qui est resté avec la marque indélébile d'une tradition française. Qu'a-t-il donc manqué à ces lois pour devenir une bienfaisante réalité? L'appui d'une société moins déchirée, la garantie des mœurs, une pratique sincère, en un mot une identification vraie et profonde avec l'état social et moral du pays. Malheureusement de cette source orageuse de la révolution sont sorties en même temps deux choses qui résument l'histoire contemporaine de Naples, qui en sont la dangereuse essence bien plus que des lois impuissantes : l'esprit de conspiration et l'esprit de réaction. Naples a été, à vrai dire, le berceau ou le foyer le plus actif des sectes révolutionnaires et des sociétés secrètes.

C'est dans le midi de l'Italie, à Capoue, que naissait vers 1811 une association fameuse, qui allait étendre sa forte et savante hiérarchie sur une partie de l'Europe, et dont le nom seul a été pendant longtemps un symbole de révolution : le carbonarisme. D'où venait ce nom de carbonarisme? Par quelle idée bizarre les fondateurs allaient-ils chercher un modèle ou une ébauche d'organisation chez les charbonniers? On ne le sait. Toujours est-il que l'institution était à peine née qu'elle embrassait le royaume tout entier et gagnait bientôt d'autres parties de l'Italie. La raison de son succès fut peut-être le mystère, cette sorte de merveilleux si puis-

sant sur des imaginations méridionales, qui ne sont point accoutumées aux luttes régulières des opinions, et, chose plus remarquable, le carbonarisme trouva aussi des auxiliaires à l'origine dans les princes eux-mêmes. Lorsque le vieux roi Ferdinand de Bourbon était relégué en Sicile, pendant l'empire, avec la reine Caroline d'Autriche, cette dangereuse et violente conseillère de la royauté napolitaine, la petite cour exilée flattait, caressait les carbonari du royaume, et cherchait à les attacher à sa cause par toute sorte de promesses libérales. Murat lui-même, dans les extrémités de sa fortune en 1815, se servait du carbonarisme après lui avoir fait la guerre, lorsqu'il tentait avec son armée la suprême et chimérique entreprise du soulèvement et de l'affranchissement de l'Italie entière. Et c'est ainsi que s'est développée cette funeste habitude des conspirations secrètes que les souffles révolutionnaires suscitaient à l'origine, que les compressions de l'empire alimentaient, que les gouvernements ont encouragée plus d'une fois en conspirant avec les conspirateurs aussi bien qu'en usant eux-mêmes de tous les procédés des conjurations, et qui s'est mêlée à tous les régimes comme une des formes les plus saisissantes de la vie politique napolitaine. Le carbonarisme s'est métamorphosé et renouvelé, il a changé de nom et s'est appelé *la Jeune-Italie* ou l'*Unité italienne;* l'esprit de conspiration a persisté, frappé sans doute dans ses œuvres d'une stérilité sanglante, mais survivant toujours à ses défaites.

L'esprit de réaction est né des mêmes événements dans un sens tout contraire. Il est sorti, lui aussi, tout armé des crises de la révolution. Jusqu'aux approches de 1789, la royauté napolitaine s'était montrée libérale; elle avait été la

promotrice de l'économie politique à sa naissance, et de ce mouvement philosophique du siècle qui ne brilla nulle part plus qu'à Naples. Une pensée de réforme s'était assise sur le trône avec le prince qui passait en Espagne sous le nom de Charles III, et elle restait longtemps dans les conseils avec le marquis Tanucci. La révolution, en brusquant ce mouvement, le dénaturait et livrait la royauté à toutes les suggestions de la peur, de la défiance et d'une implacable antipathie contre tout ce qui venait de la France. Un roi bon homme, violent et faible, aussi oublieux que prodigue de ses promesses, une reine pleine de passion vindicative, une cour corrompue et assiégée de terreurs, le sentiment populaire irrité des invasions françaises et des nouveautés, voilà les premiers éléments de la réaction qui éclatait dans le sang à Naples, en 1799.

La royauté, telle qu'elle reparaissait en 1815, telle qu'elle a existé jusqu'à présent, a vécu fatalement de cet esprit. Les réformes civiles accomplies par le régime français de 1806 à 1814 lui étaient violemment suspectes, et en sanctionnant ces codes nouveaux, qui sont restés les meilleurs de l'Italie, elle les dénaturait dans la pratique et en altérait l'esprit par un système d'arbitraire universel. Le carbonarisme, qu'elle avait appelé à son aide, devenait un ennemi qu'elle combattait par une police ombrageuse et violente, organisée elle-même en société secrète. En rentrant à Naples, le roi Ferdinand Ier promettait à son peuple une constitution, et le lendemain une guerre à outrance était déclarée aux plus modestes espérances libérales. C'était un crime d'avoir servi dans l'administration française ou dans l'armée de Murat. La royauté restaurée à Naples ne se mo-

delait pas sur la France, où le rétablissement de la maison de Bourbon se confondait avec l'avénement du régime constitutionnel; elle se livrait à l'influence autrichienne, et par un traité secret liait sa politique à celle des maîtres de l'Italie du nord. En un mot, c'était l'esprit de réaction et d'absolutisme transformé en système de gouvernement, procédant par la force ou par la ruse, appuyé et encouragé par une puissante influence extérieure, et rencontrant en face l'esprit de conspiration enflammé de tous les griefs et de tous les mécontentements accumulés.

Entre ces deux courants extrêmes, un parti modéré a toujours manqué à Naples comme un médiateur tout-puissant et efficace. Ce n'est pas qu'il n'eût un terrain d'action et des éléments naturels : le terrain est dans les lois elles-mêmes; les éléments sont dans la bourgeoisie, qui a singulièrement grandi par l'abolition des lois féodales, dans une portion de l'aristocratie gagnée dès l'origine aux idées constitutionnelles; mais ce parti n'a fait que d'éphémères et inutiles apparitions au milieu d'une société incohérente et faible. Des hommes qui auraient pu le former, les uns sont allés périodiquement vers l'absolutisme, les autres se sont rejetés dans les sectes, et toujours a reparu le duel fatal de la réaction et des conspirations. C'est la lutte qui remplit un demi-siècle d'histoire; elle éclate surtout à trois époques, — en 1799, en 1820 et en 1848, — et toutes les fois l'esprit de conspiration vaincu sort plus exaspéré du combat; toutes les fois aussi la réaction est plus violente sans cesser d'être précaire. L'histoire contemporaine de Naples est un mélange de compression et d'anarchie, de despotisme et d'insurrection.

Un des plus curieux épisodes de cette lutte est la révolu-

tion éphémère de 1820, qui a laissé plus d'une trace dans le mouvement des choses napolitaines. Cette révolution avait pris un mauvais masque. Elle était l'œuvre dangereuse et choquante du carbonarisme et de l'armée, et elle se donnait pour drapeau la constitution espagnole de Cadix, une constitution impossible, dont on avait de la peine à trouver un exemplaire à Naples lorsqu'on la proclamait. Au fond, elle était l'expression de griefs réels et de mécontentements sérieux; elle peut être considérée aussi comme un premier acte d'intervention de cette Italie nouvelle qui fermente depuis 1815. Ramenée à une forme moins excentrique et moins violente, elle pouvait vivre; mais elle s'accomplissait dans des conditions générales qui devaient la tuer, au milieu de l'Europe de 1820. Elle périt non par la faute de la France, dont le rôle fut aussi noble qu'il est peu connu, et qui, démêlant dès lors la vérité, eût favorisé l'établissement à Naples d'un régime constitutionnel juste et sensé, non pas même par la faute de la Russie, dont le souverain, l'empereur Alexandre, ouvrait d'abord son esprit à la séduisante pensée de pacifier l'Italie par de sages et prévoyantes concessions, mais parce que l'Autriche se croyait intéressée à interdire tout foyer de libéralisme indépendant au delà des Alpes. Ce n'était point en effet le carbonarisme seul que l'Autriche poursuivait à Naples, c'était surtout la possibilité d'un système de liberté régulière. « Le système représentatif ne doit être établi dans aucun État de la Péninsule, » disait le prince de Metternich, qui exprimait la crainte que le parlement napolitain ne se ravisât en adoptant une constitution modelée sur la charte française.

Chose extraordinaire, la France avait pris l'initiative de

la réunion de Troppau avec la pensée première de faciliter une transaction à Naples par l'arbitrage de l'Europe; l'Autriche, toujours habile et heureuse dans la diplomatie, même quand la fortune des armes lui est contraire, tournait cette pensée au profit de son intervention sanctionnée à Laybach, et la révolution napolitaine était condamnée sans être entendue, ainsi que le disait un jour M. de la Ferronnays à l'empereur Alexandre. La réaction napolitaine se confondait avec la réaction européenne sous la protection de l'Autriche, dont les soldats allaient camper durant six années dans le midi de l'Italie, de telle sorte qu'à travers cette série de crises qui naissent de la révolution et en sont le prolongement orageux, le royaume des Deux-Siciles apparaît toujours avec des lois inefficaces, des mœurs assez faibles et assez peu sévères pour tout permettre, une société incohérente et divisée, des partis qui n'ont d'autre arme que la conjuration, et des pouvoirs fatalement entraînés dans toutes les voies de la compression. La combinaison de tous ces faits et de ces éléments a formé le dernier règne, ce règne de trente ans où se retrouvent toutes les traditions, toutes les luttes de l'histoire contemporaine de Naples, et où la personnalité du souverain lui-même a une sorte de relief étrange qui tient à la fois à l'homme et aux événements.

III

Le règne de Ferdinand II commençait justement à une heure critique, au confluent en quelque sorte de ces deux courants opposés que je dépeignais. La réaction se dé-

ployait victorieusement depuis six ans et s'était personnifiée dans deux princes, le roi Ferdinand Ier et le roi François Ier, dont le gouvernement était un mélange de violence, de faiblesse, de duplicité et de corruption. La révolution de 1820 avait passé comme un mauvais rêve pour ces deux princes, qui avaient juré la constitution et qui poursuivaient de leur mieux les constitutionnels. L'armée nationale était dissoute, et la restauration du pouvoir absolu restait placée uniquement sous la sauvegarde de la force autrichienne. Le prince Canosa, un moment éclipsé par la révolution, était redevenu le fougueux ministre de la réaction napolitaine, qui marchait hardiment à son but, procédant par les exils, les emprisonnements et une sorte d'épuration arbitraire du royaume; on avait compté un moment plus de cent mille suspects! Le vieux roi Ferdinand laissait tout faire, et vivait en bonne amitié avec les *lazzaroni*. Sous François Ier, qui succédait à son père en 1825, c'était bien pis encore. La vénalité et la corruption étaient partout : dans la police, dans l'administration, dans la distribution de la justice, à la cour elle-même, surtout à la cour. Tout se vendait, les premiers emplois de l'État, les grâces et les faveurs. Un des familiers du roi, le valet de chambre Viglia, était le négociateur principal de ces marchés. Pour trente mille ducats, il avait fait un jour un ministre des finances et avait amassé une immense fortune. Ce Viglia, qui faisait des ministres en faisant la barbe au roi, ne savait ni écrire ni lire, selon une règle appliquée à la domesticité de la cour de Naples, qui croyait mettre ainsi ses secrets à l'abri des indiscrétions.

Ces excès de la réaction napolitaine ne sont nullement une fiction révolutionnaire. La diplomatie française de la

restauration les suivait d'un œil vigilant, et elle signalait avec tristesse « la faiblesse du gouvernement napolitain, les fautes que l'on entassait à Naples, la nullité de tous, les frayeurs du roi. » Châteaubriand, ambassadeur à Rome, écrivait en 1829 : « Il est malheureusement trop vrai que le gouvernement des Deux-Siciles est tombé au dernier degré du mépris. La manière dont la cour vit au milieu de ses gardes, toujours tremblante, toujours poursuivie par les fantômes de la peur, n'offrant pour tout spectacle que des chasses ruineuses et des gibets, contribue de plus en plus, dans ce pays, à avilir la royauté... » Voilà ce que six ans de réaction avaient fait de Naples, et par un contre-coup naturel l'agitation avait recommencé; l'insurrection avait éclaté de nouveau dans les montagnes du Cilento, pour être étouffée encore une fois dans le sang. Entre la réaction et les conspirations la lutte n'était qu'assoupie au moment où François Ier s'éteignait, assiégé de terreurs et laissant un royaume exténué. C'était le 8 novembre 1830, au lendemain de la révolution de France, qui pouvait d'une étincelle enflammer tous ces éléments incandescents accumulés au midi comme au nord de l'Italie.

C'est alors que Ferdinand II, fils du dernier roi, petit-fils de la reine Caroline d'Autriche et de Ferdinand Ier, montait au trône, comme pour dénouer l'inextricable nœud des affaires napolitaines par un nouveau règne, par la main d'un prince heureusement affranchi de toutes les solidarités du passé. Le nouveau roi avait vingt ans à peine en effet; il était né le 12 janvier 1810 à Palerme, ce dernier refuge de sa maison exilée. Il n'avait pris part qu'un instant au gouvernement, quand son père était allé conduire la reine Marie-

Christine en Espagne, et dans ce court essai du pouvoir il avait laissé pressentir un roi. Ferdinand II n'était pas ce qu'on pensait; mais il avait de la jeunesse, des dispositions heureuses, cette bonhomie populaire devenue le caractère des Bourbons de Naples, de la finesse unie à une certaine fermeté, et dès le premier moment il montrait des allures qui contrastaient singulièrement avec celles des deux princes qui l'avaient précédé. Soit instinct naturel, soit calcul, ce roi nouveau sentait la nécessité de populariser son pouvoir naissant, d'adoucir les ressorts d'un gouvernement compromis par ses excès, d'agir en un mot autrement qu'on ne l'avait fait avant lui. De là les premiers actes qui signalaient ce commencement de règne et semblaient inaugurer une ère nouvelle.

L'armée surtout était dès l'origine l'objet des prédilections visibles de Ferdinand II. Cette armée, qui était restée suspecte depuis la révolution de 1820, que les deux derniers rois se plaisaient à railler parfois de leurs bouffonneries méprisantes et injurieuses, à laquelle on avait préféré les soldats de l'Autriche, puis des régiments suisses, était habilement caressée dans sa fierté et dans ses intérêts. Le roi François Ier, voyant le goût de son fils pour les soldats napolitains, se moquait fort de lui et lui disait dans une occasion: « Habille-les comme tu voudras, ils fuiront toujours. » Ferdinand II ne pensait pas ainsi. Comme vicaire du royaume pendant le voyage de son père en Espagne, et bientôt comme roi, il cherchait au contraire à réveiller l'esprit militaire dans l'armée napolitaine. Il rappelait à l'activité les officiers qui avaient servi sous Murat et qui avaient été disgraciés. C'est de ce temps que date la faveur du général Filangieri.

Sans être un soldat pas plus qu'un général, Ferdinand II se plaisait avec les troupes; il aimait l'uniforme et la manœuvre, et le jour où il prenait possession de la couronne il offrait au peuple de Naples le spectacle nouveau pour lui d'un prince à cheval au milieu de son armée. Ce n'était pas un goût futile de parade militaire, comme le pensaient quelques esprits légers, c'était une politique plus habile et plus clairvoyante. En agissant ainsi, Ferdinand II effaçait la dernière trace des traditions de Murat dans l'armée napolitaine; il consommait la rupture entre l'esprit militaire et le parti constitutionnel, ces deux forces dont l'alliance avait fait la révolution de 1820, et il posait la plus ferme base de son règne. Là effectivement est la raison première de l'état moral de l'armée napolitaine et de la fidélité exceptionnelle qu'elle a montrée pendant ce règne de trente ans.

Et ce n'était pas seulement par cette reconstitution de l'armée que le nouveau roi marquait son avénement. S'il ne faisait mieux, s'il n'allait jusqu'à des réformes de l'ordre politique, il traçait du moins de son règne de séduisants programmes. Il acceptait ostensiblement la mission « de cicatriser les plaies qui affligeaient le royaume, » d'assurer une justice impartiale, de soulager le peuple accablé d'exactions, d'épurer l'administration des finances. Ces promesses, qui répondaient à un profond sentiment de répulsion contre les désordres ruineux des derniers règnes et qui exprimaient une pensée réparatrice, n'étaient pas absolument dénuées de sincérité, et elles trouvaient un commencement de réalisation dans une série de mesures destinées à frapper, sinon à désintéresser toujours complétement l'esprit public. Quelques-uns des familiers les plus compromis de la cour tom-

bèrent en disgrâce. Le valet de chambre Viglia emportait dans sa retraite l'immense fortune qu'il avait acquise en vendant les emplois. Le ministre des finances Caropreso abandonnait un portefeuille qu'il avait acheté. Le prince de Scaletta, ministre de la guerre, accusé de concussion et menacé d'être mis en jugement, était exilé dans une ambassade, tandis que d'un autre côté des amnisties, timides et partielles, il est vrai, adoucissaient les peines qui pesaient sur les condamnés politiques.

Quelques actes révélaient une intention plus directe de popularité. Les audiences publiques du palais avaient été à peu près supprimées sous les derniers règnes, ou, pour mieux dire, on en faisait commerce comme de tout; on vendait le droit de voir le roi. Ferdinand II rétablit les audiences publiques et fit revivre ces entrevues familières de la royauté et du peuple, où le plus humble sujet avait libre accès auprès du prince; mais c'est surtout dans les finances que le nouveau roi semblait donner des gages d'une pensée réparatrice. Une partie des pensions prodiguées par les deux rois précédents fut supprimée. Une réduction proportionnelle fut décrétée sur les appointements de tous les employés publics, depuis le plus obscur fonctionnaire jusqu'au ministre. Le roi renonçait pour lui-même, non sans une certaine ostentation, à une somme de près de quatre cent mille ducats, prélevée par ses prédécesseurs sur le trésor pour leur cassette privée. Il y eut donc une sorte d'épuration et comme une efflorescence d'économie qui, par la forme même, allait au cœur d'un pays accoutumé aux dilapidations ruineuses. Le nouveau roi affectait de se distinguer des princes auxquels il succédait. Il visitait les

provinces, cherchant à étendre sa popularité, opposant sa simplicité au faste prodigue de son père, se logeant presque toujours dans les maisons des ordres mendiants, s'informant de tous les besoins, recueillant sur son chemin toutes les plaintes et toutes les réclamations. D'un voyage rapide de six jours il rapporta six mille pétitions! La Sicile elle-même était flattée dans ses espérances. Le roi lui envoyait comme gouverneur un de ses frères, le comte de Syracuse, et il déclarait hautement dans ses premières proclamations qu'il guérirait « les plaies faites par son père et son aïeul. » Ainsi s'ouvrait le règne.

IV

A voir ce prince qui semblait flatter l'esprit national dans l'armée, qui parlait au pays de sa misère, de ses besoins et de tous ses griefs légitimes, qui publiait des amnisties, bien que timides, livrait aux sévérités de la nation elle-même la politique de son père et de son aïeul, et s'alliait bientôt avec une princesse de la maison de Savoie, fille du roi Victor-Emmanuel Ier, comme pour offrir à l'esprit italien des perspectives nouvelles, quoique indistinctes; à voir, dis-je, ce prince commencer ainsi, on crut presque à un règne libéral. Le pays fut satisfait, l'armée se rallia, le parti constitutionnel, sans cesser de pousser plus loin ses espérances, attendit, à demi désarmé et plus confiant, et c'est ainsi que Naples traversait sans secousse cette commotion de 1831 qui ébranla l'Italie. C'était la lune de miel du nouveau règne. L'effet fut plus grand encore en Europe; il fut d'autant plus grand que

cette transformation apparente de la politique napolitaine coïncidait avec l'explosion des idées libérales en France et avec la recrudescence de soupçons et de craintes que l'état du continent devait inspirer aux puissances du Nord. La cour de Vienne se demandait, non sans une certaine inquiétude, où tendait ce prince inexpérimenté, qui semblait aspirer à se passer des soldats de l'Autriche, qui avait l'air de vouloir mettre la main à des réformes intérieures, et elle communiquait ses impressions au vieux roi de Prusse, si bien que Ferdinand II, ce roi qu'on a vu et qu'on a connu, se crut obligé d'envoyer un ministre en Allemagne pour rassurer la cour de Berlin. Ce fut le marquis d'Antonini, depuis et aujourd'hui encore ambassadeur à Paris, qui fut chargé de cette mission de confiance. La vérité est que le vieux roi de Prusse avait tort de s'inquiéter, et que, sans manquer absolument de franchise, en étant sincère dans ce qu'il faisait, le jeune souverain napolitain laissait du moins à deviner une partie de son secret.

Lorsque le roi Ferdinand II s'efforçait de réveiller l'esprit militaire dans son armée rajeunie et recomposée, il ne songeait nullement, comme l'espéraient peut-être quelques esprits prompts aux conjectures chimériques, à reprendre le rôle de Murat en 1815, et à se mettre avec ses soldats à la tête d'un mouvement national italien. Il obéissait à un mobile plus personnel, à un sentiment de fierté de race : il avait été plus d'une fois blessé secrètement de voir les deux derniers rois dépendre presque exclusivement de la protection autrichienne, et en arrivant au commandement d'un État de neuf millions d'hommes, il voulait garder l'attitude d'un roi, vivre par lui-même, avoir sa force propre. « Que fais-tu

de tes soldats, ô roi?..... » disait un jour, en parlant de lui, le poëte Giusti dans une poésie sarcastique à l'adresse de tous les princes italiens. Ce que le roi de Naples faisait de ses soldats ? Il fondait sur eux son pouvoir, il se créait dans son armée un instrument de règne et de sécurité. Il en était de même des réformes intérieures, dont Ferdinand II prenait l'initiative, et qui ressemblaient à une censure de ce qu'on avait fait avant lui. Le nouveau roi n'était point entraîné par une préméditation libérale, il cédait plutôt à un instinct de jeunesse, à un mouvement de répulsion qui tenait à son caractère, contre les dilapidations et les mœurs dissolues des derniers règnes, à un certain goût d'ordre financier qui allait jusqu'à l'avarice. Le jour où il se sentit trop près de ce libéralisme vers lequel les Napolitains espéraient le voir marcher et que l'Europe absolutiste lui montrait comme un écueil, il recula, et un épisode aussi caractéristique qu'inattendu fut la révélation de cette halte et de cette évolution rétrograde.

Il y avait dans le conseil un homme de capacité, d'une ambition ardente et d'un esprit politique aussi souple que hardi : c'était le ministre de la police Intonti. Trompé peut-être par les circonstances, par l'état général de l'Europe et par la situation même du royaume des Deux-Siciles, imaginant que le roi n'avait besoin que d'être un peu pressé pour aller au delà de ses premiers actes, et croyant à l'inévitable avénement d'un régime complément libéral, M. Intonti n'eut plus qu'une pensée, celle de travailler à préparer ce régime vers lequel l'attirait aussi sans doute l'espoir d'un grand rôle, et il se mit à l'œuvre d'une façon toute napolitaine. Il conspira réellement, pour tout dire; il se rapprocha

de cette partie de l'aristocratie de Naples demeurée fidèle aux idées constitutionnelles, favorisant secrètement les manifestations libérales, tenant dans ses mains tous les fils de ce singulier complot, et en même temps, comme ministre de la police, il signalait au roi le mouvement croissant des esprits demandant des concessions nouvelles. De cette pression habilement dirigée de l'opinion devait sortir le régime constitutionnel, par l'initiative plus ou moins spontanée du roi.

L'œuvre était déjà fort avancée, on touchait presque au dénoûment; une manifestation décisive se préparait, lorsque pendant la nuit M. Intonti lui-même était subitement frappé comme d'un coup de foudre. Il était pris dans sa maison, destitué au nom du roi, expédié avec une escorte militaire vers la frontière, avec l'ordre de se rendre à Vienne. Il se réveillait dans l'exil de son rêve de libéralisme. C'était, à ce qu'on a assuré, le général Filangieri qui avait révélé au roi le secret de M. Intonti, et le bannissement de M. Intonti était moins significatif encore que le choix de son successeur : le nouveau ministre de la police fut le marquis Saverio Delcarretto, qui était déjà connu par l'excès de son zèle, et qui est devenu depuis une des personnifications du régime napolitain. Le marquis Delcarretto avait été autrefois affilié au carbonarisme, et, en vrai carbonaro repentant, il s'était fait le plus fougueux instrument de la réaction. C'est lui qui en 1827 avait été chargé de réprimer l'insurrection du Cilento, et il s'était montré sans pitié, semant la terreur, brûlant un village tout entier, et élevant sur les débris une colonne commémorative de cette exécution sanglante par le fer et le feu. Il avait été fait inspecteur général de la gendarmerie du royaume. C'était du reste un homme d'un extérieur

séduisant, de formes distinguées, de goûts mondains, ne dédaignant nullement les succès de société, mais sans scrupules et prêt à tout pour mériter la faveur et s'affermir auprès du roi. Ce fut là l'homme du choix du prince, et l'élévation du marquis Delcarretto était assurément une tout autre chose qu'une promesse libérale.

Un événement tout privé ne fut point sans importance, du moins comme symptôme, dans ces obscures évolutions des premiers temps du règne de Ferdinand II. Le roi, je l'ai dit, s'était marié avec une princesse de Savoie. La reine s'était fait aimer à Naples. Elle mourut bientôt après avoir mis au monde un enfant qui est le souverain actuel, François II, et laissant dans l'imagination du peuple le souvenir d'une sainte. Une sorte de superstition est restée attachée à la mémoire de cette princesse. Le roi, demeuré veuf à vingt-six ans, songeait presque aussitôt à une autre alliance, et cette fois il se tournait vers l'Autriche pour lui demander une archiduchesse. Or, depuis la reine Caroline d'Autriche, l'amie passionnée d'Acton et de la belle lady Hamilton, Emma Lionna, les archiduchesses étaient peu populaires à Naples. Le nouveau mariage du roi apparaissait comme la sanction d'une politique définitivement fixée dans l'absolutisme.

On aurait eu moins d'illusions ou moins d'incertitude sur la vraie pensée du souverain napolitain, si on avait connu un document où, dès les premiers temps de son règne, Ferdinand II parlait sans détour, avec une maturité précoce et une sorte d'entrain d'absolutisme. Tandis que le roi de Prusse s'inquiétait des velléités libérales du nouveau souverain napolitain, le roi Louis-Philippe écrivait à son neveu pour l'engager à aller plus avant, à faire de larges concessions à

son peuple pour éviter les catastrophes, et ce prince de vingt ans répondait d'une griffe presque hautaine et ironique, de façon à décourager les conseils.

« Je voudrais bien m'approcher tout à fait de la France de Votre Majesté, qui ne peut être que modérée et loyale, disait Ferdinand au roi Louis-Philippe, mais je suis lié par les traités et par les alliances précédentes, auxquelles il faut rester fidèle, d'autant plus que dans les jours malheureux de ma famille ce sont elles qui nous sont venues en aide. Pour m'approcher de la France de Votre Majesté, si elle peut jamais être un principe, il faudrait renverser la loi fondamentale qui constitue la base de notre gouvernement et m'engouffrer dans cette politique de jacobins pour laquelle mon peuple s'est montré félon plus d'une fois à la maison de ses rois. La liberté est fatale à la famille des Bourbons, et moi je suis décidé à éviter à tout prix le sort de Louis XVI et de Charles X. Mon peuple obéit à la force et se courbe; mais malheur s'il se redresse sous les impulsions de ces rêves qui sont si beaux dans les sermons des philosophes et impossibles en pratique! Dieu aidant, je donnerai à mon peuple la prospérité et l'administration honnête à laquelle il a droit; mais je serai roi, je serai roi seul et toujours... J'avouerai avec franchise a Votre Majesté qu'en tout ce qui concerne la paix ou le maintien du système politique en Italie, j'incline aux idées qu'une vieille expérience a montrées au prince de Metternich efficaces et salutaires... Nous ne sommes pas de ce siècle. Les Bourbons sont vieux, et s'ils voulaient se calquer sur le patron des dynasties nouvelles, ils seraient ridicules. Nous ferons comme les Hapsbourg. Que la fortune nous trahisse, nous ne nous trahirons jamais..... »

C'était net et même impertinent de roi de Naples à roi des Français. Ferdinand II se dévoile là tout entier. Il tenait de son aïeule Caroline d'Autriche l'instinct de la domination et la ruse, de son père cette rondeur qui se mêlait à une finesse railleuse, de sa race entière cette fierté qui reste aux vieilles maisons, et de lui-même ce je ne sais quoi de délibéré qu'il a porté dans tout son règne.

V

C'est vers 1836 que la royauté napolitaine telle que l'a faite Ferdinand II se dégage avec ses tendances et ses caractères, et apparaît définitivement dans la vérité de sa nature. Ce n'était pas assurément un régime libéral, même par les promesses ou par quelque lointaine et trompeuse apparence : c'était un absolutisme plus fortement constitué que sous les rois précédents et retrempé en quelque sorte par un prince de mœurs pures, actif, tempérant, économe, plus tenace qu'éclairé. Le gouvernement même de Ferdinand II était un mélange de rouages compliqués et multipliés pour aboutir à un résultat des plus simples. Il y avait autour du roi une consulte composée d'anciens ministres, d'anciens magistrats, d'anciens directeurs d'administrations, un conseil d'État, un ministère, des conférences ministérielles; mais ces rouages se combinaient de façon à ce que le prince eût des serviteurs, non des conseils, et à ce que tout portât la marque unique et exclusive de la volonté royale. Lorsque des influences parurent s'élever dans le cabinet, le roi créa des ministres

sans portefeuille, pour les neutraliser en multipliant les ambitions et les rivalités personnelles. En un mot, Naples a offert pendant près de trente ans le spectacle d'une autocratie réelle, et Ferdinand II lui-même fut vraiment un autocrate d'une étrange nature, populaire par certains côtés, plein du sentiment de son omnipotence, sérieux avec bizarrerie, et descendant jusqu'aux plus minutieuses puérilités du pouvoir.

Rien ne lui échappait, et sur tout il mettait son empreinte personnelle. Il conduisait la politique, et en même temps il rédigeait de sa main des règlements de spectacle. Chaste de mœurs au milieu d'une cour licencieuse, il rendait des décrets pour allonger la jupe des danseuses et pour imposer aux femmes de théâtre des maillots verts d'une couleur moins propre à exciter l'imagination et les sens. Il faisait jeter un voile sur les nudités de l'art dans les musées et interdisait sévèrement au public la vue de certains monuments de Pompéi et d'Herculanum. Pieux jusqu'à la superstition, il donnait un jour à saint Ignace de Loyola le grade de maréchal de camp dans son armée, et même les appointements, qui étaient touchés par la compagnie de Jésus. Ferdinand II gouvernait son royaume comme sa maison et par des procédés singuliers. Pour lui, le trésor était une propriété royale; les impôts étaient le tribut dû par le pays à la couronne. Il avait fini par former la liste civile avec les excédants de recettes de toutes les caisses, ce qui faisait que les employés, pour mériter la faveur et pour se donner à leur tour plus de liberté, grossissaient de leur mieux ces excédants au détriment des services publics. Lorsque, après le second mariage, la postérité du souverain commençait à devenir nombreuse, le roi décréta que pour rendre grâces à

la Providence et pour associer la nation aux joies de la fécondité royale, il serait institué à la naissance de chaque prince un majorat dont les produits accumulés serviraient à former la dotation future du nouveau-né.

« Mon peuple n'a pas besoin de penser; je me charge de son bien-être et de sa dignité, » disait Ferdinand dans cette lettre qu'il écrivait dès le premier jour à Louis-Philippe, et en effet, dans l'esprit du roi de Naples, l'idéal du gouvernement était un prince condensant en quelque sorte la vie de son peuple, lui mesurant la pensée et le bien-être, la morale et le plaisir, se chargeant de tout et intervenant partout. Ferdinand II voulait être seul maître, il croyait l'être, et il l'était réellement en un certain sens. Il y a cependant une logique des choses qui dégage incessamment les conséquences étranges de ces systèmes qui semblent si simples. Quand l'omnipotence est au sommet, il se forme inévitablement autour de ce pouvoir d'un seul et à tous les degrés une hiérarchie de petits despotismes, plus inintelligents à mesure qu'ils s'abaissent, plus violents à mesure qu'ils sont moins surveillés, faisant entrer leurs passions et leurs cupidités dans le gouvernement, et multipliant les actes dont le prince est responsable sans y être intéressé, souvent en les réprouvant, quelquefois même sans les connaître. Le règne de Ferdinand II a été de nos jours un des plus curieux modèles de cet enchaînement de despotismes organisés, de cette autocratie à une seule tête et à mille bras, avec un prince supérieur à beaucoup d'égards à son gouvernement. Le prince avait l'intégrité des mœurs privées, et la licence régnait autour de lui. Ferdinand avait une certaine antipathie contre les dilapidations et les vénalités; il ne pouvait cependant les

empêcher, et, ne pouvant les empêcher, il laissait la plaie grandir, il en riait même quelquefois, et de ses instincts relativement honnêtes il se faisait un titre de supériorité morale aux yeux du peuple et des gouvernements étrangers. En prétendant rester seul maître, il ne pouvait éviter qu'il ne s'élevât une foule d'influences ajoutant leurs petits despotismes au despotisme d'un seul, et le dernier mot de ce système a été la création d'un État fondé sur un artifice violent, l'altération permanente des conditions essentielles de la société par la substitution de tous les caprices discrétionnaires aux lois et aux garanties d'un régime régulier.

Lorsque M. Gladstone, il y a quelques années, jetait un jour inattendu sur quelques-uns des mystères de ce régime du royaume des Deux-Siciles, ce qu'il y avait de grave dans ces divulgations, ce n'était pas un abus exceptionnel, un emportement passager de réaction qu'on peut retrouver en tout temps et en tout pays; le fait supérieur et caractéristique était l'invasion systématique et universelle de l'arbitraire dans les lois; et ici je touche au nœud même des affaires napolitaines, à ce vice radical qui se résume dans une contradiction perpétuelle entre l'état légal apparent du pays et les procédés de gouvernement.

VI

Le royaume des Deux-Siciles, je le disais, est sorti des révolutions du commencement de ce siècle avec un organisme civil et administratif qui contient tous les germes d'un régime régulier et favorable. A n'observer que la surface,

Naples est un pays avancé en Italie et presque même en Europe. Les institutions administratives rappellent en tout les institutions françaises. L'organisation est la même. Les intendances et les sous-intendances sont nos préfectures et nos sous-préfectures, et les syndics sont nos maires. Aux degrés divers de la hiérarchie il y a des conseils locaux, des conseils de province, et au sommet une consulte distincte du conseil d'État, placée auprès du gouvernement. L'ordre judiciaire se compose aussi de nos magistratures françaises, depuis la cour de cassation jusqu'aux justices de paix. Les lois civiles reflètent un esprit de progrès tout moderne. Naples a même résolu pour sa part cet épineux problème du mariage au double point de vue religieux et civil, qui a été jusqu'ici l'écueil du régime constitutionnel piémontais. Les lois criminelles sont habilement coordonnées, humaines dans leurs prescriptions, simples et précises. Seulement à Naples ce ne sont pas les institutions et les lois qui dominent les hommes, ce sont les passions et les intérêts des hommes qui dominent les lois; et de cet ensemble organique, qui fait au royaume des Deux-Siciles un extérieur presque magnifique, que reste-t-il dans la pratique? Rien ou peu de chose.

De cette consulte qui aurait pu devenir sinon une représentation des intérêts généraux du pays, du moins un foyer de lumières et d'élaborations fécondes, il est resté un ressort inutile, fonctionnant dans le vide, une petite nécropole administrative où le gouvernement ensevelit ses créatures les plus compromises. Les conseils provinciaux auraient pu aussi avoir une action utile et heureuse par l'expression des vœux des populations, par la manifestation de tous leurs besoins; mais ces corps, composés par le pouvoir lui-même,

périodiquement épurés, surveillés presque comme un élément révolutionnaire, sont dénaturés dans leur essence. L'expression de leurs vœux n'a jamais servi à rien, et plus d'une fois les sommes qu'ils se sont permis de voter pour des travaux d'utilité provinciale ont été détournées de leur destination par l'arbitraire administratif. La procédure napolitaine est simple et protectrice, je le veux; elle garantit théoriquement la liberté individuelle et sauvegarde par ses formes tous les droits de défense; seulement, à côté de la justice qui instruit et qui juge, il y a le gouvernement qui envahit de toutes parts les magistratures, interprétant ou devançant leurs arrêts, modifiant la nature et la durée des peines Un accusé absous par un tribunal est laissé en prison sans motif avoué, pour rester à la disposition de la police, *con empara di polizia*, selon l'expression consacrée. Des peines abolies par les codes, telles que les tortures et les verges, ont été rétablies en fait et ostensiblement appliquées. Le ministre de la police, dans une occasion pressante, rappelait au public par une ordonnance « cette pénalité extraordinaire et bien connue, — la bastonnade, — infligée même avant le jugement de la cour compétente; » et par un raffinement singulier d'égalité, il promettait de la distribuer impartialement, « quel que fût le rang du coupable, qu'il portât une veste ou un habit. » Au fond, le vrai pouvoir à Naples sous Ferdinand II fut la police.

Ce pouvoir était immense, universel, et il était exercé par un homme, le marquis Delcarretto, qui en avait fait un art savant et perfectionné. La police avait pour principal instrument une gendarmerie composée de huit mille hommes, formant une magistrature armée toujours en exercice, et

investie du droit de tout faire sous la direction de son chef. D'ailleurs elle était partout, dans le foyer domestique comme dans l'État. Elle rédigeait la gazette officielle, tenait les esprits par une double censure politique et religieuse, mettait le sceau de ses autorisations sur les travaux de physique de Melloni, et de même qu'elle se plaçait au-dessus des lois de justice, elle annulait virtuellement les lois, assez bonnes aussi, qui règlent l'instruction publique. Un des livres d'enseignement des écoles inférieures a été pendant assez longtemps un catéchisme autorisé et censuré, où les enfants apprenaient que les libéraux, « s'ils ne sont pas tous méchants de la même manière, suivent néanmoins la même route et arriveront tous à la même prison; » que le roi seul « est souverain absolu et illimité; » que le prince est libre de ne pas tenir son serment après avoir accepté ou ratifié une constitution, « bien qu'il ait promis et juré de l'observer! » Quoi donc encore? Il y avait même dans le royaume des Deux-Siciles une garde nationale, qui s'appelait la garde urbaine dans les provinces et la garde de sûreté intérieure à Naples; mais cette garde était composée, recrutée et enrégimentée de telle façon qu'elle devenait en réalité une arme de parti et de police.

Je ne dis pas que cette altération systématique des institutions et des lois fût toujours un acte prémédité du roi; elle était une conséquence de sa manière d'entendre le pouvoir, elle s'accomplissait à l'abri de son omnipotence, et elle s'aggravait à mesure que l'esprit de réaction gagnait dans les conseils de Ferdinand II. Aussi n'est-ce pas sans quelque lueur de vérité que l'une des plus malheureuses victimes de la politique napolitaine, Charles

Poerio, pouvait dire, dans un mémoire adressé à lord Palmerston avant 1848, que « la réaction, devenue gouvernement, s'était organisée comme une secte et avait démonté toute la machine sociale. » C'est ainsi qu'à travers tout se dégage un régime dont l'essence était une autocratie indéfinie, dont les moyens d'action étaient un mélange d'influences religieuses, de force militaire et de procédés de police, et dont le but a été pour ainsi dire l'extirpation du libéralisme comme pensée de réforme politique aussi bien que comme secte et comme ferment de révolution.

VII

Ferdinand II avait une des qualités ou un des défauts et dans tous les cas un des caractères des souverains absolus. En compensation de la vie morale et politique, absente ou comprimée, il se préoccupait volontiers et sincèrement de la prospérité matérielle du pays. Construire des ponts, élever des monuments, dessécher les marais de Brindes, entreprendre la transformation du lac de Fucino, assainir les plaines de Pesto, développer le système des *monti frumentari*, ces monts-de-piété pour les céréales, ces caisses de réserve agricole destinées à subvenir aux besoins des cultivateurs, c'étaient là des œuvres qui attiraient sa minutieuse sollicitude. Dans sa pensée, il répondait à tout s'il pouvait montrer un pays à l'extérieur florissant, payant proportionnellement moins d'impôts que les autres pays de l'Europe, et il souriait à son orgueil de pouvoir donner la bonne tenue

de son crédit, l'élévation des fonds napolitains, comme la mesure de l'habileté de son administration, de la popularité de son gouvernement et de sa sécurité. Il y aurait beaucoup à dire. Ferdinand II avait, je n'en disconviens pas, le goût de la prospérité matérielle pour son pays. Ce roi singulier avait pourtant par moments une économie politique un peu primitive. Il eût aimé un progrès matériel pour ainsi dire sur place, sans mouvement, par des moyens tout locaux, surtout dans des conditions telles que cet accroissement de bien-être n'eût aucun lien avec la politique, et ne pût être le commencement d'autres besoins et d'autres désirs.

C'était un prince d'un autre siècle à beaucoup d'égards, non de ce siècle-ci. Il signait des traités de commerce presque libéraux, et il en affaiblissait souvent les effets par des mesures puérilement arbitraires. Lorsque la passion des chemins de fer s'empara de l'Europe, il n'était pas sans défiance; la vélocité de ce système de voies nouvelles et les relations multipliées qui en résultent lui paraissaient venir singulièrement en aide à la propagation des idées dangereuses, assez rapides voyageuses d'elles-mêmes. C'était ouvrir son royaume. Aussi les chemins de fer se sont-ils peu développés à Naples. Ils ont été jusqu'ici un luxe royal, un agrément, non un moyen de commerce. Le roi Ferdinand craignait moins les routes ordinaires; il les craignait encore un peu pourtant, et la Sicile est restée à peu près avec l'unique route circulaire qui fait le tour de l'île. Quand on parlait à Ferdinand de favoriser, d'activer les communications entre les provinces, afin de faciliter l'échange des produits, le transport des récoltes, et d'ouvrir des débouchés nouveaux, il n'était pas loin de penser que beaucoup de gens, dont les récoltes se

perdent aujourd'hui, pourraient y gagner, il est vrai, mais que le peuple payerait sa vie plus cher. Ses théories d'immobilité prenaient la forme étrange d'un sentiment d'intérêt pour les malheureux, car ce roi était un roi du peuple. Son idéal eût été de gouverner avec une aristocratie reléguée désormais dans la domesticité de cour ou dans les emplois, avec une bourgeoisie paralysée dans ses aspirations de fortune et d'importance politique, et une plèbe satisfaite dans le premier besoin de vivre. Cette alliance de la royauté absolue et des classes populaires n'est pas un fait nouveau à Naples; elle remonte au cardinal Ruffo, qui opérait avec son armée de paysans la restauration de 1799. Les derniers souverains faisaient amitié avec les lazzaroni. Ferdinand II a été un de ces rois démocratiques qui, à travers les classes pensantes, vont faire alliance avec le peuple, un peuple obéissant, qui ne s'émeut guère pour les garanties politiques et se lève parfois au cri de *vive le roi absolu!*

Le trait dominant de ce règne sous toutes les formes est l'amour du pouvoir, le sentiment presque superbe de l'indépendance absolue du souverain, et ce sentiment, Ferdinand II l'avait avec ses amis ou ses alliés comme avec ceux qu'il n'aimait pas. Le roi de Naples laissait assurément une grande place au clergé et à toutes les influences religieuses qui encombraient les avenues du pouvoir, à la condition toutefois que le clergé lui restât subordonné et servît ses vues, sinon il traitait les jésuites eux-mêmes comme d'obscurs libéraux, avec cette impartialité que promettait le ministre de la police dans la distribution de la bastonnade. C'est ainsi que les jésuites virent une fois leur journal supprimé à Naples, et ils ne se sauvèrent peut-être de l'expulsion que par une amende

honorable et une profession de foi explicite en faveur de la monarchie absolue napolitaine. La robe ne couvrait pas le prêtre, et sous ce roi d'une dévotion minutieuse, on a vu des ecclésiastiques inexorablement traînés en justice. Il est vrai qu'ils étaient coupables ou soupçonnés du seul crime irrémissible : ils étaient accusés d'avoir trempé dans des conspirations ou de n'avoir pas révélé des complots qu'ils avaient connus. C'est surtout dans les relations extérieures qu'éclatait ce singulier sentiment d'indépendance.

Le roi Ferdinand était-il autrichien? Il l'était sans doute par ses inclinations et par les inspirations de sa politique, il ne l'était pas par la subordination. Une des premières causes de la faveur du marquis Delcarretto fut son habileté à déconcerter les complots intérieurs, en prévenant ainsi les tentatives de prépotence autrichienne. Le ministre d'Autriche à Naples, par une sorte d'habitude, pour maintenir la tutelle impériale, passait son temps à signaler sans cesse des conspirations nouvelles. Ces conspirations n'étaient rien le plus souvent, le marquis Delcarretto en tenait dans ses mains tous les fils, et le roi était singulièrement flatté de montrer tout à la fois que sa police valait celle de l'Autriche, et qu'il pouvait se suffire par lui-même. Ferdinand II partageait les idées du prince de Metternich sur le gouvernement et sur le système politique de l'Italie, comme il le disait; mais il voulait les pratiquer en souverain indépendant, non comme un satellite de l'empereur. Plus d'une fois M. de Metternich s'inquiéta des façons de ce prince, qui avait toujours l'air de lui échapper en lui restant si fidèle, et qui affectait une certaine hauteur dans son intimité avec la cour de Vienne. Le vieux chancelier, en homme expérimenté et soupçonneux,

ne pouvait comprendre qu'un roi italien revendiquât si jalousement son indépendance, pour contrarier si peu la pensée et les intérêts de l'Autriche dans la Péninsule. Ferdinand, par son premier mariage avec une princesse de Savoie, semblait un moment se rapprocher du Piémont; mais ces relations étaient sans intimité et sans durée. Le roi de Naples aimait peu Charles-Albert, et il ne voyait pas sans ombrage dans le Piémont un État rival, toujours prêt à s'agrandir dans le nord de l'Italie. Ferdinand II n'était ni autrichien ni italien, c'était un roi absolu et tout napolitain. Son ambition était de régner dans un royaume clos et libre de toute influence étrangère. Aux souverains d'Allemagne qui suspectaient ses tendances, il disait : « Je connais mon royaume, je suis le meilleur juge de ce que je dois faire. Quant au péril dont on me menace, je saurai bien m'en défendre moi-même, et j'espère me maintenir sans avoir besoin des étrangers. » Au roi Louis-Philippe, il répondait : « Je serai roi seul et toujours... J'agirai selon mon cœur et selon les intérêts de mon royaume. »

Un jour vint où ce fier sentiment fut mis à une plus rude épreuve, et n'y succomba pas. Le gouvernement de Naples avait signé un contrat qui livrait le monopole du commerce des soufres de la Sicile, et qui lésait, assurait-on, les intérêts des sujets britanniques. L'Angleterre, se servant d'un traité de 1816, réclama, négocia inutilement, adressa des sommations hautaines, et finit par recourir aux démonstrations militaires. Le roi de Naples n'échappa à la crise que par la médiation de la France; mais il n'avait pas eu l'air de faiblir. « Le cabinet anglais, disait un ministre de la France libérale à cette époque, en 1840, le cabinet anglais avait cru

trouver un petit roi, je parle de ses États et non pas de son cœur, un roi faible qu'il opprimerait facilement, qui ne résisterait pas Le roi de Naples a résisté énergiquement... — Si on veut m'obliger à donner de l'argent, a-t-il dit, je le donnerai; si on veut m'obliger à déclarer que le traité a été violé, je ne suis que roi de Naples, mais je tiendrai tête à l'Angleterre. Il arrivera ce qu'il pourra... »

Cette fierté d'attitude a fait quelquefois la force et l'originalité du dernier roi de Naples. Elle a relevé certains côtés de ce règne, sans éclipser les misères d'un état intérieur si complétement déprimé : état singulier dont le mécanisme est simple, où le souverain était responsable devant Dieu, où les fonctionnaires étaient responsables devant le prince, et où personne n'était responsable devant le pays, qui pourtant payait les frais du système, et n'avait d'autre refuge, selon l'habitude, que les conspirations et les révolutions.

VIII

Ces conspirations et ces révolutions, en effet, n'étaient point inactives sous cette apparence de force et de calme que Ferdinand II avait l'ambition de maintenir. A travers les mailles de ce réseau si habilement tendu sur tout un pays par un gouvernement d'autocratie et d'omnipotence administrative, se dessinait comme une vie latente et indistincte qui était comme la contre-partie de la vie officielle, et qui se composait du mouvement des esprits, de l'agitation des opi-

nions, du travail des sectes, de tout ce qui était en un mot pensée et effort de résistance. L'esprit d'opposition, je l'ai dit, n'avait été découragé ou désarmé qu'un instant par les promesses du commencement du règne de Ferdinand II. Il se réveillait bientôt déçu et irrité, et alors entre le gouvernement et les partis renaissaient ces luttes qui ont rempli l'histoire contemporaine du royaume des Deux-Siciles d'incidents obscurs, d'insurrections et de répressions. Les partis à Naples se sont produits sous des formes et avec des tendances différentes, d'autant plus qu'à la diversité des nuances morales et politiques des opinions vient s'ajouter cette autre distinction profonde, originelle, entre l'esprit sicilien et l'esprit napolitain.

Au fond, le carbonarisme n'existait plus sous Ferdinand II. Il n'avait survécu qu'à peine à sa défaite de 1821; il jetait son dernier feu dans l'insurrection de Cilento en 1827. La fraction militaire du carbonarisme surtout avait disparu ou s'était ralliée à Ferdinand. Cette fraction, à vrai dire, par son origine et ses traditions muratistes, inclinait moins vers le libéralisme que vers un despotisme éclairé, vers une forte discipline de l'ordre civil, et elle a trouvé son expression la plus élevée dans le général Carlo Filangieri. La révolution de 1820, comme manifestation constitutionnelle, avait cependant laissé des souvenirs et des représentants que l'exil avait dispersés d'abord, que les premières amnisties de Ferdinand II ramenaient peu à peu dans le royaume en abrégeant la durée de leur peine, et qui se retrouvaient en présence d'un absolutisme intact plus puissant que jamais. Au premier rang de ce groupe étaient M. Francesco Paolo Bozzelli, qui passait pour un habile théoricien politique, le marquis

Dragonetti, qui avait été député au parlement en 1820, le baron Giuseppe Poerio, avocat célèbre, père de ce Charles Poerio, dont le nom a retenti dans ces dernières années, et d'Alexandre Poerio, qui allait mourir en défendant Venise en 1848. Ce parti constitutionnel renaissant avait des ramifications dans l'aristocratie mécontente, dans la bourgeoisie, dans les classes libérales, surtout parmi les avocats, chez qui la publicité des débats judiciaires — seule garantie restée debout — entretenait le goût de la discussion et des mœurs parlementaires. Sans renouer les liens du carbonarisme, ce parti formait des comités. Il n'allait pas dans ses idées au delà d'un régime purement constitutionnel, et avant tout il était napolitain dans sa politique.

A côté surgissait dès lors un parti plus ardent, plus impétueux, aux idées vagues et indéfinies, ramification lointaine et à demi indépendante de *la Jeune-Italie*, ce carbonarisme d'un temps nouveau. *La Jeune-Italie*, avec ses aspirations de république universelle et de reconstitution italienne, devait rencontrer des obstacles à Naples, où les idées républicaines n'existent pas sérieusement, et où le sentiment de l'autonomie locale est si vif. Elle avait pénétré pourtant et s'était propagée par l'activité d'un Calabrais, Benedetto Musolino; elle avait recruté des partisans, bien que toujours peu nombreux. Le rêve de cette fraction plus radicale du libéralisme, qui comptait surtout des jeunes gens, eût été d'élever, d'élargir en quelque sorte l'instinct napolitain, de lier les mouvements révolutionnaires du royaume aux révolutions de l'Italie centrale. Entre ces partis napolitains, il y avait des nuances et même des divergences profondes; mais ils s'unissaient dans un sentiment commun d'opposition,

entretenant une agitation dont les foyers principaux étaient les Calabres et les Abruzzes, et qui s'organisait sous la même forme, celle des sociétés secrètes. Un de ces conspirateurs de Naples le disait : « Nous sommes un gouvernement très-beau et tout fait; nous avons ici un ministère et nos préfets dans les provinces. Nous recevons régulièrement des rapports sur l'état du pays. Tout est disposé de telle manière que si l'un des chefs est en prison, un autre prend sa place aussitôt, et les choses marchent comme avant. » Ces chefs, ces préfets, c'est ce que M. Montanelli, dans ses *Mémoires sur l'Italie,* appelle spirituellement les évêques *in partibus* du libéralisme.

Tout ne se bornait pas d'ailleurs à cette action secrète des sectes et des conjurations. L'intelligence, même contenue et surveillée par la censure, ne laissait point d'être active. Les esprits travaillaient; ne pouvant s'occuper du présent, ils s'occupaient du passé. Carlo Troia, qui était un exilé de 1820, faisait revivre le moyen âge avec une éloquence guelfe qui éclairait l'histoire de l'Italie. M. Michele Amari, en paraissant se renfermer dans les recherches de l'érudition, faisait vibrer le sentiment national sicilien et mieux encore le sentiment démocratique. M. Amari mettait au jour son livre des *Vêpres* sous ce titre inoffensif : *Un Épisode des histoires siciliennes au treizième siècle.* On saisit bien vite dans ce récit ce que le gouvernement n'avait pas compris d'abord, et le succès du livre eut pour effet l'exil de l'auteur qui l'avait écrit et la destitution des censeurs qui l'avaient autorisé. Il y avait à Naples, à travers tout, des philosophes comme Galuppi, des légistes comme Savarese, des orateurs du barreau comme Poerio et Conforti, des éco-

nomistes comme Augustinis et Scialoia, même des journaux comme *le Progrès* et *le Musée de littérature*, où se révélait un certain mouvement de pensée indépendante. Le venin de l'esprit se cachait, à ce qu'il semble, jusque dans un livre d'étrennes qui avait un jour trompé la censure.

IX

Un centre d'agitation et de désaffection bien autrement dangereux était la Sicile. Ici la lutte tenait à des causes plus profondes et toutes locales; elle n'avait rien de commun avec le mouvement des partis à Naples et même en Italie; elle découlait de l'histoire, de toutes les conditions morales et politiques de cette île, jetée à l'extrémité de la Méditerranée et séparée du continent par l'esprit et les traditions de deux millions d'hommes plus encore que par un bras de mer. Au fond, le grief de la Sicile était la disparition de ses libertés anciennes; c'était l'abrogation de la constitution de 1812 que le roi Ferdinand Ier avait sanctionnée sous la protection et la garantie de l'Angleterre défendant ce dernier coin de terre contre l'empire; c'était la violation de l'autonomie sicilienne consacrée par un système de parlements nationaux, par une administration propre, par une vie entièrement distincte de celle de Naples. Au lieu de maintenir une constitution qui rappelait un temps où la Sicile était restée le dernier refuge des Bourbons poursuivis par la bruyante colère de Napoléon, les rois la supprimaient. Au lieu de ménager le sentiment

d'indépendance locale, si ardent et si vivace dans l'âme du peuple sicilien, la politique de tous les gouvernements depuis 1816 tendait sans cesse à une assimilation complète de régime et d'institutions.

Lorsque les princes échangeaient leur titre de rois des Deux-Siciles et prenaient le nom de rois « du royaume des Deux-Siciles, » ce n'était en apparence qu'un mot nouveau, et ce mot était une révolution dans les rapports de la Sicile avec Naples; il voulait dire que la Sicile n'était plus qu'une province des États napolitains, au lieu de rester un royaume indépendant rattaché à la couronne. De là le ressentiment de l'esprit sicilien irrité et enflammé par les procédés de l'absolutisme de Naples. Ferdinand II, en montant au trône, faisait luire quelques espérances, on l'a vu; il parlait avec douceur à la Sicile, et lui promettait « de guérir les plaies faites par son aïeul et son père; » il lui envoyait comme lieutenant royal son frère, le comte de Syracuse.

Ces dispositions premières se changeaient bientôt en violentes défiances, qui allaient jusqu'au soupçon d'une intelligence secrète entre le prince et les Siciliens dans une pensée d'indépendance. Le comte de Syracuse était rappelé, l'action directe du gouvernement royal se faisait plus vivement sentir, et ces ombrages d'une population de deux millions d'hommes attachée à ses traditions finissaient par devenir une incompatibilité violente entre les deux pays, entre la Sicile et Naples. Tout ce qui venait de Sicile à Naples était vu avec inquiétude, et en Sicile tout ce qui venait de Naples excitait l'animosité. On alla un jour, dans le fanatisme de la crédulité et de la haine, jusqu'à accuser le gouvernement d'avoir envoyé le choléra à Palerme, et cette étrange accu-

sation a même trouvé place dans un document officiel pendant la révolution de 1848.

Ainsi dans cette Italie, si divisée et si morcelée dans sa vie morale, se développait comme une variété curieuse et plus originale que toutes les autres de cet esprit d'indépendance, d'autonomie locale, toujours si puissant; c'est ce qu'on a appelé le *sicilianisme*, et ce sentiment ne vivait pas dans une seule classe, il avait de l'écho dans le peuple et dans l'aristocratie, dans la bourgeoisie et dans le clergé lui-même. Un écrivain sicilien, Raffaello Busacca, le disait. « Aujourd'hui il n'y a point certainement une contrée en Italie où ce sentiment de personnalité politique soit plus universel et plus véhément qu'en Sicile. Parmi deux millions d'habitants, vous en trouverez difficilement un qui ne le partage pas. Le sentiment nouveau est celui de la nationalité italienne. Celui-ci a fait des progrès, mais ne nous trompons pas : le sentiment de la nationalité particulière, loin de s'évanouir avec le développement des idées politiques, n'a fait que s'accroître, et si au mot d'Italie le peuple répond : Italie! au mot de Sicile il sent son énergie éclater dans un élan irrésistible... » L'influence des sectes ou des idées italiennes se mêlait peu en effet à ce travail d'opposition de l'esprit sicilien; c'était un mouvement tout local ou national, indépendant de l'Italie, dirigé contre Naples, activé par l'arbitraire d'un régime absolu, et allant jusqu'à la possibilité d'une séparation. C'est ce qui apparaissait sous Ferdinand II.

X

Réunissez tous ces éléments, l'excès des réactions et des compressions, l'agitation refoulée des esprits, le développement des sectes, le progrès des antipathies siciliennes : de là sortiront ces luttes qui se sont succédé d'année en année. Tantôt elles éclataient en Sicile, comme en 1837, tantôt elles se manifestaient par des conspirations dans les Calabres et dans les Abruzzes. Elles prenaient toutes les formes, dégénérant quelquefois en lugubres tragédies, et d'autres fois aussi s'agitant comme un imbroglio où la police elle-même avait son rôle.

Il y eut vers 1833 une conspiration étrange, sur laquelle a toujours plané un certain mystère, et qui a gardé le nom de la *conspiration du moine;* elle était née, à ce qu'il semble, dans un petit café de la Chiaia, où se réunissaient des mécontents pour avoir des nouvelles ou lire clandestinement quelques journaux. Il y avait dans ce complot des hommes de toutes classes, d'anciens députés de 1820, comme Dominico Morici et Thomas Gaeta, des officiers et même des prêtres. L'âme du complot était le capitaine Nirico; mais ce qu'il y a de curieux, c'est que le premier rôle apparent était réservé à un moine du couvent *della Sanita,* au frère Ange Peluso, homme d'une certaine éloquence naturelle. Une fois nouée, la conspiration eut mille péripéties et se déroulait lentement. Le mot d'ordre était la proclamation de la constitution avec Ferdinand II pour roi constitutionnel. D'autres,

plus amis du mystère et des combinaisons profondes, ont voulu voir dans toutes ces trames les inspirations et la main de l'un des frères du roi, le prince de Capoue. Après bien des contre-temps et des réunions nocturnes qui se tenaient au couvent *della Sanita*, l'insurrection fut décidée pour le 1er septembre 1833; elle devait commencer à Ariano et éclater à la fois dans les Abruzzes et dans les Calabres. Frère Ange se mit en devoir; il partit pour Ariano avec des proclamations imprimées, un drapeau tricolore, quelques munitions et une foule de brevets en blanc, et pour déjouer tous les soupçons, il se fit passer pour un charlatan à la recherche d'un trésor. Ce singulier chef de conjuration avait réussi par le fait à attirer autour de lui une bande de paysans, et, arrivé avec eux dans une vallée, il leur dévoila ses plans en leur assurant au nom de la constitution toute sorte de bienfaits.

Le drapeau de l'insurrection était levé. Par malheur apparaissaient aussitôt les baïonnettes des gendarmes. Le secret avait été livré à la police par quelques-uns des conjurés, et le marquis Delcarretto suivait le complot déjà depuis quelque temps. C'est ainsi que les gendarmes arrivaient au rendez-vous aussitôt que les insurgés, et que tout finissait avant d'avoir commencé. Cette conspiration, qui sous des dehors bizarres et presque ridicules cachait un fond peut-être assez sérieux, eut le dénoûment de toutes les conspirations. Près de trois cents insurgés avaient été arrêtés. Quelques-uns étaient condamnés à mort, d'autres aux galères. Quant à frère Ange, qui avait réussi à échapper aux premières poursuites, et qui avait été surpris plus tard, caché dans son couvent, il disparut encore une fois après sa condamnation, et depuis plus on n'entendit parler de lui.

Un des plus extraordinaires, un des plus touchants épisodes de ces luttes était cette triste échauffourée de 1844, où allaient périr les frères Bandiera : épisode curieux, dis-je, qui montre tout à la fois ce que le fanatisme des sectes peut faire d'esprits généreux dans un pays livré au trouble moral, et dans quelle mesure le mouvement des États napolitains se lie aux agitations du reste de l'Italie. Cette tentative d'insurrection des Calabres en 1844 était en quelque sorte la dernière et sanglante ondulation d'un mouvement qui était l'œuvre de la *Jeune-Italie*, qui devait embrasser une grande partie de la Péninsule, et qui n'aboutissait qu'à jeter quelques victimes de plus sur un rivage napolitain. Avec un art consommé, doublé par le secret, M. Mazzini a toujours su organiser ces tentatives, poussant la Romagne au combat en lui promettant un soulèvement à Naples, cherchant à entraîner les Calabres par le mirage d'une explosion dans les États romains, et entretenant une agitation qui s'est dénouée de temps à autre par quelque tragédie, comme celle de Cosenza.

Deux jeunes gens, Vénitiens d'origine, d'une naissance illustre, fils d'un amiral au service de l'Autriche, officiers eux-mêmes dans la marine impériale, Attilio et Emilio Bandiera, allaient le 16 juin 1844 tenter la fortune des révolutions dans les Calabres. Comment étaient-ils arrivés là ? Ils avaient subi cette fatalité connue de beaucoup d'Italiens qui, ne pouvant avoir une Italie raisonnable, ont voulu une Italie chimérique. « Je me persuadai, disait Attilio, que le seul moyen pour réussir à émanciper l'Italie consistait forcément dans les ténébreuses menées des conspirations. » — « Nous voulions une patrie libre, unie, républicaine, » disait à son

tour Emilio, et c'est ainsi que l'un et l'autre entraient dans la *Jeune-Italie*. Après avoir quitté le vaisseau autrichien où ils servaient et s'être réfugiés à Corfou, ils cédaient à l'impatience de l'action. Ils avaient eu d'abord le projet d'aborder en Sicile; la Calabre leur fut désignée comme une terre plus amie, prête à se lever au premier signal, et c'est là qu'ils débarquaient, à l'embouchure du Neto, avec vingt compagnons dont les plus marquants étaient un autre officier déserteur de la marine autrichienne, Dominico Moro, Nicola Ricciotti, qui avait servi dans l'armée constitutionnelle d'Espagne, Nardi, le fils d'un des révolutionnaires de Modène en 1831. Tous les États de l'Italie étaient représentés, sauf Naples : il y avait dans la troupe un Calabrais !

Avec vingt hommes et quelques proclamations pleines de l'esprit de M. Mazzini, ces jeunes insensés pensaient enlever l'Italie. S'ils avaient eu des illusions, ils ne tardèrent pas à les voir s'évanouir. Réduits à se cacher dans les rochers et dans les bois en marchant sur Cosenza, ils ne trouvaient pas un écho. Trahis par un d'entre eux, ils étaient cernés par les paysans et par la garde urbaine, merveilleusement dressée à ce genre de chasse. Trois jours après le débarquement il ne restait plus rien de l'insurrection. En dix minutes de combat tout était fini; quelques-uns des insurgés étaient morts ou blessés, les autres étaient pris et conduits à Cosenza pour être jugés par une commission militaire.

Ces jeunes conspirateurs ne voyaient pas qu'ils étaient des étrangers pour les Calabrais, qui se fussent peut-être levés à un autre appel et dans d'autres conditions. Rien ne prouvait mieux l'impuissance et l'erreur de la *Jeune-Italie;* mais cette erreur, les frères Bandiera la payaient courageusement de

leur vie. Ils moururent fusillés avec sept de leurs compagnons en criant : *Vive l'Italie !* On dit que pendant le jugement l'aîné des Bandiera avait écrit au roi; il lui expliquait sa pensée en caressant toujours son rêve, mais en ajoutant qu'il aurait sacrifié sincèrement ses idées républicaines à l'indépendance de la patrie. « Notre vrai but, en proclamant l'indépendance de la Calabre, disait-il, était de servir la cause de l'unité italienne; si vous voulez devenir le souverain constitutionnel de la Péninsule, je me consacrerai corps et âme à Votre Majesté. » Sans répondre à de telles tentations, peu faites pour le toucher, le roi aurait pu sans danger faire grâce : il en eut la pensée, a-t-on dit; mais son gouvernement était engagé dans une voie où il aurait cru peut-être faiblir par la douceur, et il laissait l'exécution s'accomplir, de même que vers ce temps il mettait la main sur quelques-uns des libéraux les plus connus, Bozzelli, d'Ayala, Carlo Poerio, Augustinis, qu'il faisait enfermer au château Saint-Elme.

XI

Si tout se fût borné dans le royaume des Deux-Siciles à une sorte de tête à tête entre le pouvoir royal et les conspirations, entre un système d'ordre même excessif et les idées révolutionnaires, le gouvernement eût sans doute gardé sa force et ses avantages. Un fait se révélait dans toutes ces luttes : les partis napolitains étaient impuissants par eux-mêmes à changer la direction du règne et à vaincre la pen-

sée d'absolutisme, qui restait maîtresse; mais c'était le moment où tout changeait de face en Italie et où un souffle inattendu renouvelait la politique. Le pontificat de Pie IX commençait par des amnisties et des promesses libérales; la Toscane entrait dans une voie d'améliorations intérieures; le Piémont était prêt à suivre le mouvement sous la mystérieuse impulsion de Charles-Albert. Ce n'était plus la pensée révolutionnaire qui enflammait l'Italie, c'était une pensée de réforme régulière, devenue réalisable par l'accord des princes et des peuples, qui semblaient s'unir dans un même sentiment. La presse politique commençait à naître à Florence, à Livourne, à Bologne, à Rome même. A ce moment le pouvoir absolu reculait sur tous les points, excepté à Naples.

Chose remarquable, tandis que le pape, le grand-duc de Toscane, le roi de Sardaigne, prenaient eux-mêmes l'initiative des réformes, le roi Ferdinand résistait plus que jamais, surpris et presque irrité de cette pacifique agitation qui remplissait une partie de la Péninsule. Il voyait d'un œil défiant la pensée mal dissimulée de Charles-Albert, et il traitait le pape comme un révolutionnaire de plus. Une censure jalouse gardait les frontières et cherchait à arrêter au passage le bruit des événements qui passionnaient les autres contrées de l'Italie. C'était à ce point qu'on interdisait à Naples la publication des amnisties de Pie IX, dont les familiers du palais affectaient de représenter les généreuses mesures comme les actes d'un fou et d'un mystique de libéralisme. Au moment où le pape était acclamé partout, en Italie et en Europe, c'était un délit à Naples d'avoir des médailles qui représentaient son image.

Soucieux et défiant de tout, Ferdinand II n'avait qu'une

pensée, celle de clore son royaume et de tout comprimer à l'intérieur. Il allait même jusqu'à ne plus permettre à son frère, au comte de Syracuse, de réunir autour de lui une société jeune et hardie dont la liberté d'allures ressemblait à de l'opposition. Les plus timides conseils de concessions à la force des choses eussent été mal venus. Un jour le ministère, où le roi avait fait entrer des hommes qui n'avaient assurément rien de commun avec le libéralisme, MM. Parisio, Spinelli, d'Urso, ce ministère s'émut au spectacle des agitations toujours croissantes de l'Italie du nord et du centre, et quelques-uns de ses membres, redoutant un contre-coup violent et fatal dans le royaume, eurent l'idée de proposer quelque inoffensive modification dans le gouvernement. Le difficile était de parler au roi. Ce fut le plus hardi, M. Spinelli, depuis longtemps connu du roi, qui se chargea de cette délicate ouverture, et il devait être appuyé par ses collègues. Le conseil réuni, M. Spinelli se prit à dire : « Que pense Votre Majesté de ces nuages qui tournent autour de nous ? » Le roi jeta sur son ministre un regard irrité et se tut. La hardiesse manqua aux autres ministres, le conseil se termina, et tout fut dit.

Au milieu de ces événements de l'Italie, Naples était, à vrai dire, dans des conditions exceptionnelles qui devaient ajouter à la gravité de la crise pour le royaume du midi, et rendre une résolution tout à la fois plus difficile et plus décisive. Quelle était la nature de ce mouvement italien dans les premières heures ? C'était un mouvement d'améliorations intérieures, de réformes dans les lois, dans l'administration, dans le régime économique, dans l'organisation de la justice et de tous les intérêts civils. A Rome, à Florence comme à

Turin, la législation était restée surannée, et les réformes civiles avaient dès lors naturellement le premier pas. A Naples au contraire ces réformes existaient depuis longtemps, on l'a vu, lorsque les princes des autres États italiens songeaient à les accorder à leurs peuples. De là cette situation exceptionnelle du royaume du midi dans la crise où l'on entrait. Les lois qui faisaient l'envie des populations de l'Italie centrale n'étaient point à faire; il n'y avait qu'à les observer avec fidélité. Or dans cette situation, dont le vice était non dans les lois, mais dans le gouvernement, l'unique remède était la puissance régulière de l'opinion, un contrôle, un système de garanties, de telle sorte que par un curieux et invincible enchaînement le pays le plus livré à l'absolutisme était aussi le pays le plus près du régime constitutionnel. Pour les autres États, la question de réforme civile dominait encore; pour Naples, la question politique naissait irrésistiblement dès le premier pas.

Le roi Ferdinand le sentait bien dans ces suprêmes circonstances, et il se roidissait encore contre cette nécessité. Lorsqu'on lui parlait des réformes accomplies par le grand-duc de Toscane ou le roi Charles-Albert, il répondait : « Mais ces réformes, nous les avons; elles sont dans nos codes, nous avons l'administration française. Tout ce qu'on peut faire restera encore bien loin de ce que possède Naples. » Et lorsque, trop pressé par le mouvement des choses, il se laissait emporter par l'humeur contre ces princes qu'on lui opposait, il ajoutait quelquefois : « Ils me poussent, et moi je les précipiterai. » Le fond de la politique de Ferdinand II était la méfiance, l'ennui et la colère, et il était soutenu dans ces dispositions par l'Autriche, qu'un fier person-

nage, le prince Félix Schwarzenberg, représentait alors à Naples; par la Russie, dont le souverain, l'empereur Nicolas, était devenu pour le prince napolitain le modèle idéal des rois; par toutes les influences absolutistes, puissantes à la cour et ralliées dans le danger.

Le moment était venu cependant où rien ne pouvait empêcher l'esprit nouveau de l'Italie de pénétrer jusqu'à Naples. Toutes les vigilances de la censure étaient impuissantes contre la diffusion des idées propagées par les livres de Balbo, de Gioberti, de Massimo d'Azeglio. Tous les actes qui s'accomplissaient dans le reste l'Italie étaient commentés passionnément. A défaut des journaux étrangers ou même italiens, qu'on ne laissait plus arriver, il y avait une presse clandestine. La Sicile fermentait à son tour. Une dernière insurrection éclatait à Reggio; mais dès lors les libéraux napolitains sentaient la nécessité de se renfermer dans une agitation pacifique, de ramener leur action et leurs vœux à un but et à des procédés plus pratiques, de nature à décourager ou à compromettre la répression. Ils tournaient leurs hostilités contre les ministres, contre le confesseur du roi, Mgr Cocle, non contre le prince lui-même, dont ils associaient le nom dans leurs acclamations à ceux de Pie IX et de Charles-Albert. Le 14 décembre 1847 une démonstration publique avait lieu à Naples en l'honneur de Pie IX et pour demander des réformes au roi. La police redoublait de rigueurs, multipliait les arrestations, et le lendemain paraissait une protestation appuyée de cinq cents signatures, déclarant que si c'était un crime de « s'être rendu les organes des désirs modérés de tous, d'avoir cru et espéré que le roi aimait ses sujets et voulait, à l'exemple des autres princes

italiens, exaucer les vœux de son peuple, tout le monde était coupable. »

C'est alors que M. Thiers, dépeignant à grands traits la situation extraordinaire de l'Italie, jetait ces mots du haut de la tribune française : « Un seul prince, le roi de Naples, quand son peuple se pressait autour de lui, a montré la pointe de son épée, et ce peuple s'est jeté dessus. » On touchait ici à ces événements de 1848, où sombraient les destinées de l'Italie, qui n'ont été pour Naples qu'un intermède orageux dans un règne dont l'orgueil n'a fléchi un moment que pour se relever, dont toutes les traditions se sont renouées, resserrées, pour laisser à un nouveau roi un pays livré aux mêmes périls, aux mêmes incertitudes et aux mêmes espérances.

Google

LE ROI FERDINAND II

ET

LE ROYAUME DES DEUX-SICILES

SECONDE PARTIE

LES RÉVOLUTIONS DE 1848, LA RÉACTION A NAPLES ET LE NOUVEAU ROI

I

On attribue à Pie IX un mot d'une ingénuité profonde, qui peint le caractère du pontife aussi bien que le mouvement de toutes ces révolutions italiennes surgissant à la fois à l'aube de 1848 comme le prologue fantasque de la grande explosion. Pie IX, dans ses heures d'anxiété, racontait l'histoire d'un enfant qui avait vu un magicien faire apparaître ou disparaître le diable, et qui, ayant voulu l'imiter, avait bien réussi à évoquer la redoutable apparition, mais avait oublié le secret de la conjuration pour chasser le fantôme.

— Et cet enfant, ajoutait naïvement le pape, cet enfant, c'est moi. — C'est là en effet un des traits de ces révolutions qui naissaient d'un même souffle, secouaient bientôt toute direction et s'échappaient en effervescences capricieuses pour dégénérer en mouvements confus et contradictoires. Lorsque dans le reste de l'Italie les princes prenaient l'initiative d'une politique nouvelle qui ralliait les populations en les enflammant, le roi Ferdinand II s'isolait, résistait et traitait presque le pape de jacobin. Lorsque Rome, la Toscane, le Piémont en étaient encore aux réformes civiles et administratives, à ces premiers pas d'une laborieuse régénération pratique, Naples, d'un bond et sans nulle transition, s'élançait jusqu'au régime constitutionnel, accélérant la marche et bâtant les événements. Lorsque tout semblait tendre à fondre les vieilles rivalités locales dans un sentiment commun de nationalité italienne, ce mouvement était brusqué par une explosion imprévue de l'esprit municipal. La Sicile allait entraîner Naples, Naples allait entraîner l'Italie, et désormais s'ouvrait cette carrière où éclate si souvent le mot des révolutions sans direction : Il est trop tard!

C'est en Sicile que s'allumait la première étincelle, je viens de le dire. Enfermés dans leur île, les Siciliens ne laissaient point de partager les surexcitations de l'Italie entière, et sans cesser de donner à leurs sentiments une forme toute locale, ils demandaient, eux aussi, des réformes en invoquant les noms de Pie IX et des autres princes italiens. Ils allaient plus loin dès les premiers jours de 1848 : ils donnaient en quelque sorte rendez-vous au gouvernement en assignant un terme à leur patience, et, chose étrange, on vit

une ville fixer le jour, l'heure, le lieu où une population tout entière se trouverait en armes, si elle n'avait point obtenu les réformes qu'elle demandait. C'est ainsi que le matin du 12 janvier 1848, à l'heure fixée, éclatait l'insurrection de Palerme, insurrection mal combattue d'abord, exaspérée par une répression impuissante, bientôt victorieuse et appuyée aux yeux de l'Europe d'une protestation du corps consulaire étranger contre un bombardement inutile. Le roi Ferdinand se hâtait d'envoyer un de ses frères, le comte d'Aquila, et des forces nouvelles pour réduire Palerme; mais quelques jours avaient suffi pour que l'insurrection devînt universelle et gagnât toutes les classes de la population, la noblesse, le peuple et le clergé lui-même.

C'était moins un soulèvement politique ordinaire que l'insurrection frémissante de cette petite nationalité, qui dès le premier moment s'armait, s'organisait et se donnait pour chefs non de vulgaires agitateurs, mais des hommes considérés, de vrais Siciliens, dont le plus populaire était un ancien amiral, Ruggiero Settimo. Dans les premiers comités de la révolution sicilienne figuraient le duc de Terranova, le duc de Gualtieri, le marquis de Rudini, Stabile, la Masa, Castiglia. Alors à Naples on songea aux concessions, et le 18 janvier paraissaient plusieurs décrets royaux qui donnaient une autorité nouvelle aux consultes de Naples et de la Sicile, qui prononçaient la séparation administrative à peu près complète du royaume et de l'île, qui donnaient même à la presse une sorte de droit de vivre qu'elle n'avait jamais eu. Ces concessions auraient suffi sans doute le 12; elles étaient tardives et impuissantes après une insurrection victorieuse, et le marquis de Spedalotto répondait avec hauteur,

au nom du gouvernement nouveau : « Les armes ne seront déposées, les hostilités ne seront suspendues que lorsque la Sicile réunie en parlement à Palerme adaptera à notre époque la constitution que notre pays a possédée pendant plusieurs siècles, qui a été réformée en 1812 sous l'influence de la Grande-Bretagne, et qui a été confirmée implicitement par un décret royal de 1816. » Ainsi en quelques jours la rupture devenait complète; de toute la Sicile, il ne restait plus au pouvoir des forces royales que la citadelle de Messine.

Et les événements ne marchaient pas moins vite à Naples, où la révolution sicilienne faisait vibrer les âmes. Dans cette révolution il y avait, il est vrai, une dangereuse pensée de scission; pour le moment, on ne voyait que la commotion imprimée à l'Italie entière et au royaume napolitain par une insurrection qui parlait de constitution et de nationalité. A Naples l'agitation grandissait d'heure en heure aussi bien que dans les provinces de la Basilicate, de Salerne, qui commençaient à s'ébranler, et le gouvernement se voyait assiégé par cette marée montante de l'opinion surexcitée. Enfin arrivait le 27 janvier, journée grise et pluvieuse où une immense manifestation populaire remplissait les rues de Naples. Des drapeaux aux trois couleurs italiennes flottaient partout et étaient promenés aux cris de *vive la constitution !* Une circonstance servit singulièrement cette manifestation à sa naissance : le bruit se répandit tout à coup que le roi était prêt à donner spontanément cette constitution qu'on demandait, et la démonstration se grossit de tous ceux qui suivent le vent, qui ne voulaient pas être moins libéraux que le roi.

Il n'en était rien cependant; Ferdinand II tenait ferme encore, ému sans doute des événements de Palerme, agité de

violents combats intérieurs, mais irrité autant qu'ému et décidé à résister. Déjà les troupes se serraient en bataille autour du palais. Le château Saint-Elme arborait le drapeau de la guerre, la bannière rouge. Trois coups de canon partaient des forts en signe d'alarme, et comme pour ouvrir les hostilités. Comment la collision s'arrêta-t-elle ? Parce que le commandant du château Saint-Elme, le général Roberti, déclara qu'il était prêt, en soldat loyal, à défendre le fort contre toute attaque, mais que s'il fallait tirer sur une population inoffensive, il préférait remettre sa démission au roi, et le roi lui sut gré, dit-on, de cette honnête franchise. De son côté, le général Statella, commandant de la garnison de Naples, parcourait la ville et revenait au palais avec la conviction qu'on se trouvait en face d'un mouvement d'opinion irrésistible. D'autres encore ne se taisaient pas sur le péril. Il arriva ce qui arrive toujours : l'incertitude était la défaite d'une politique; l'orgueil du prince absolu hésita et fléchit. Après avoir résisté tant qu'il avait pu, Ferdinand II accomplissait trois actes qui étaient toute une révolution.

Le premier de ces actes fut l'abandon des deux personnages contre lesquels s'étaient amassées toutes les haines populaires : le confesseur du roi, Mgr Cocle, et le ministre de la police, le marquis Delcarretto. Celui-ci reçut par le général Filangieri l'ordre de s'embarquer instantanément sans revoir son maître, sans lui parler, sans pouvoir même changer de vêtements, et le confesseur eut le même sort. La seconde concession royale fut la nomination d'un nouveau ministère dont le chef était le duc de Serra-Capriola, qui avait été longtemps ambassadeur à Paris. La troisième, la dernière et la plus grave concession enfin était la procla-

mation publiée le 29 janvier et annonçant une constitution. Puis Naples entra en fête et en liesse, pensant avoir tout conquis avec ce mot de constitution. Le roi sortit à cheval, et la population se pressait autour de lui pour baiser ses mains. Moment de singulière et fugitive illusion ! En trois pas Ferdinand II avait fait plus de chemin que tous les autres princes de l'Italie depuis l'avénement de Pie IX. « Ils me poussent, je les précipiterai, » avait-il dit, et il les précipitait en effet, car la constitution à Naples, c'était, à peu de jours d'intervalle, la constitution à Turin et à Florence. Il ne manquait plus que la révolution de février pour précipiter tous ces princes à la fois et accomplir un miracle bien autrement étrange en mettant une constitution même à Rome.

Le vice de cette situation, rattachée à tout ce qui se passait dans le reste de l'Italie et en Europe, était dans l'attitude d'indépendance et de séparation de la Sicile vis-à-vis de Naples, dans le mouvement violent imprimé avant l'heure par Naples aux autres États italiens, et dans l'explosion de la révolution de février tombant au milieu de tous ces éléments d'incohérence et d'incandescence propres à la Péninsule. Tout changeait de face en quelques jours. La révolution de février surtout compromettait définitivement l'émancipation progressive de l'Italie, en faisant éclater subitement une guerre d'indépendance au nord de la Péninsule, en évoquant du même coup le plus redoutable ennemi de tout affranchissement national aussi bien que de toute réforme sérieuse des institutions, — l'esprit révolutionnaire.

II

Ainsi se dessinait une situation que les événements de France semblaient rendre plus facile en apparence, qu'ils rendaient désastreuse en réalité. Naples tout particulièrement sortait de cette crise des deux premiers mois de 1848 avec une constitution nominale, une administration décomposée, une population éblouie, un roi marchant à contre-cœur sous le coup d'une nécessité qu'il subissait sans conviction, et un ministère qui avait plus de bonne volonté que de force. Le malheur du royaume napolitain, en ce moment où tout était à faire et à organiser, fut de n'être point gouverné et d'aller à la grâce de Dieu, ou à la diable pour mieux dire, comme l'Italie tout entière d'ailleurs. Le premier ministère constitutionnel formé à Naples eut deux phases répondant au mouvement graduel des choses, — fiévreuses et tourmentées comme cette expérience où se précipitait tête baissée la Péninsule : l'une de ces phases allant du 29 janvier au 6 mars, l'autre se déroulant du 6 mars au 3 avril.

Dans la première période, le cabinet napolitain avait pour chef, je l'ai dit, le duc de Serra-Capriola, un diplomate de la vieille école, et il comptait en outre le prince Dentice, le prince Torella, le baron Bonanni, le commandeur Scovazzo, hommes honnêtes, éclairés, environnés surtout d'une grande considération, mais qui étaient jetés à l'improviste à la tête du pouvoir, dans des circonstances extraordinaires pour lesquelles ils étaient peu faits. Le 6 mars un élément nouveau

se faisait jour dans le ministère. A côté du prince Cariati, ancien officier de Murat, diplomate de 1820 et gentilhomme de manières supérieures, qui était appelé aux affaires étrangères, le nouveau ministre de la justice, Charles Poerio, qui depuis le 29 janvier avait dirigé la police du royaume, était un type de libéralisme et de patriotisme éclairé. L'économiste Giacomo Savarese devenait ministre des travaux publics. Un personnage assez mystérieux, qui depuis a joué un certain rôle dans les révolutions italiennes, entrait dès lors presque furtivement au pouvoir : c'était M. Aurelio Saliceti, connu comme professeur de législation, remarqué depuis peu comme intendant de la province de Salerne, homme d'ailleurs résolu et opiniâtre; mais dans cette double combinaison, singulièrement incohérente et toujours placée sous la présidence du duc de Serra-Capriola, le chef réel, l'âme, le conseil du gouvernement napolitain, fut le ministre de l'intérieur, M. Bozzelli, appelé dès les premiers jours au pouvoir.

Francesco Paolo Bozzelli était la personnification de ce régime constitutionnel qui naissait au milieu des orages. Mêlé depuis longtemps à la politique, ayant vécu près de vingt ans dans l'exil en France, en Angleterre et en Belgique, chef de tous les comités libéraux napolitains depuis sa rentrée, emprisonné plusieurs fois par le pouvoir absolu, publiciste renommé, il semblait réunir tous les titres à ce premier rôle que les événements lui décernaient d'une façon si soudaine; sa popularité était immense. On n'espérait qu'en Bozzelli, on ne jurait que par Bozzelli. Malheureusement ce dictateur d'un jour ne justifiait guère la confiance sans bornes qu'on mettait en lui. C'était un esprit léger, superficiel et impuis-

sant, un libéral de 1820 en politique, un sensualiste du dernier siècle en philosophie, et en littérature un élégant architecte de paroles sonores. « Figurez-vous, dit un des plus ingénieux et des plus sincères historiens des révolutions napolitaines, M. Massari, figurez-vous un homme avec l'intelligence pleine des principes philosophiques de Destutt-Tracy et du père Soave, avec l'esprit arcadique de l'abbé Chiari, riche d'études, mais pauvre d'idées politiques, habile dans la dispute, obstiné et orgueilleux... » La mauvaise fortune de Naples faisait tomber ses destinées en de telles mains. Le ministère dont M. Bozzelli était l'âme avait tout à faire, et il ne fit rien. Il avait surtout à pourvoir à trois grandes nécessités du moment : créer la politique nouvelle de Naples dans ses rapports avec l'Italie, régler les affaires de Sicile et se hâter de mettre en pratique le régime constitutionnel, pour gagner de vitesse l'esprit de désordre, toujours prompt à se glisser dans ces crises de régénération.

Une des plus singulières erreurs de cette fraction du libéralisme qui montait au pouvoir à Naples fut son indifférence pour tout ce qui se passait en Italie. Pour ces libéraux napolitains de la première heure, le monde finissait au Garigliano, à Fondi et à Terracine, et par une curieuse coïncidence ils se trouvaient merveilleusement d'accord sur ce point avec le roi, qui, lui du moins, était logique dans ses vues et dans ses idées en repoussant le drapeau tricolore italien. Avec un esprit plus élevé et plus large, M. Bozzelli eût saisi aussitôt l'intime connexion qui existait entre la question nationale et la question de liberté politique; il eût vu que la possibilité du régime constitutionnel à Naples tenait à l'affranchissement du nord de l'Italie, par une raison bien simple. Les souve-

rains napolitains étaient liés à la cour de Vienne par un traité de 1815 qui interdisait tout changement politique. Tant que l'Autriche régnait à Milan, il était douteux qu'un essai constitutionnel quelconque pût être durable dans le midi de l'Italie.

L'erreur était possible peut-être avant la révolution de février, elle ne l'était plus lorsque la guerre éclatait en Lombardie et qu'il n'y avait plus que deux camps, celui de l'indépendance italienne et celui de l'Autriche. La politique de M. Bozzelli restait cependant la même, pleine de froideur et d'hésitations. Les premiers événements qui chassaient les Autrichiens de Milan étaient célébrés partout en Italie, excepté à Naples, où le gouvernement ressentait plus d'inquiétude que d'enthousiasme. Au fond, il y avait une certaine jalousie à l'égard du Piémont, et on inventait même dès lors un mot de polémique pour caractériser ironiquement les partisans d'une politique plus italienne : c'étaient des *albertistes*. Le ministère, il faut le dire, était encouragé dans son attitude par la diplomatie anglaise, qui, chose singulière, semblait favoriser les tentatives d'indépendance de la Sicile, et d'un autre côté rappelait au gouvernement de Naples les traités qui garantissaient la situation légale de l'Autriche en Italie.

Ce ne fut que vers le 25 mars 1848 que, pressé par l'opinion, le cabinet napolitain se décidait à un acte en apparence un peu significatif. Le nouveau ministre des affaires étrangères, le prince Cariati, prenait l'initiative d'un projet de ligue italienne qu'il envoyait à Rome, en appelant une délibération de tous les gouvernements. Le cabinet de Turin eut tort sans doute de ne point faire immédiatement un plus sympathique accueil à ces ouvertures aussi bien qu'aux

propositions analogues émanées de Rome. Dans tous ces projets cependant, qu'ils vinssent de Rome ou de Naples, il est une chose à considérer : c'est qu'on s'arrangeait pour laisser peser sur le Piémont tout le poids d'une lutte où le roi Charles-Albert trouvait sans doute l'agrandissement de sa maison, mais où l'Italie entière trouvait aussi la garantie de son indépendance et de sa liberté. Ce projet de ligue italienne n'était en d'autres termes qu'un moyen de se dispenser pour le moment, et tant qu'on le pourrait, d'envoyer des soldats à l'armée qui combattait en Lombardie. Le gouvernement de Naples faisait une concession à l'opinion sans apercevoir distinctement l'intérêt du royaume du midi dans l'affranchissement national de l'Italie.

La politique du ministère du 29 janvier n'était pas plus heureuse dans les affaires de Sicile. L'insurrection sicilienne était sans doute une difficulté immense par les violentes antipathies qu'elle mettait en jeu. Au lieu de chercher à résoudre cette difficulté par une habile et opportune douceur, on la laissa s'aggraver en faisant des concessions toujours tardives à une insurrection victorieuse. Un moment on se flatta de ramener les Siciliens par la constitution promise le 29 janvier; mais la question s'était singulièrement envenimée. Les circonstances avaient marché, et avec elles les méfiances s'étaient accrues. La nouvelle des événements de Naples fut accueillie froidement, avec une sorte de réserve fière, à Palerme, — et aux premières communications du ministère napolitain le chef du mouvement insurrectionnel, Ruggiero Settimo, répondit, comme l'avait fait déjà le marquis de Spedalotto, que la Sicile ne déposerait les armes que lorsqu'un parlement se serait rassemblé à Palerme pour

adapter aux temps nouveaux la constitution de 1812. « Nous pouvons seulement ajouter, disait-il par un vain palliatif, que notre vœu incessant est de nous rattacher au royaume de Naples par des liens particuliers qui doivent être sanctionnés par le parlement de Sicile, et de former ensemble deux anneaux de la belle confédération italienne. » La déclaration était nette, la Sicile persistait plus que jamais dans la voie où elle était entrée, voie fatale, d'où tous les patriotes de l'Italie, et Gioberti était du nombre, cherchaient à la détourner, mais où la retenait une méfiance invincible, doublée par l'exaltation de la lutte. Les conjonctures étaient pressantes, le parlement sicilien devait se réunir le 25 mars, et par cette réunion, qu'aucune décision souveraine n'avait encore sanctionnée, la rupture était en quelque sorte consommée.

III

C'est alors que le gouvernement de Naples prenait une résolution suprême qui coïncidait avec la modification ministérielle du 6 mars. Le cabinet, cédant à la nécessité, légalisait la convocation du parlement sicilien, et en même temps rendait plusieurs décrets qui créaient tout un ordre nouveau dans les rapports de Naples et de la Sicile. Les Siciliens devaient avoir une administration et un parlement séparés, des ministres propres, un lieutenant gouvernant l'île au nom du roi, et ce lieutenant était l'homme qui personnifiait la révolution sicilienne, Ruggiero Settimo. Un ministère spécial de la Sicile était créé à Naples, et ce ministère nouveau était

confié à un homme estimé, le commandeur Scovazzo. Ces concessions étaient larges et allaient assurément au-devant de toutes les prétentions légitimes des Siciliens. Ce fut lord Minto, alors à Naples, qui se chargea de les porter à Palerme et de négocier la paix. Lord Minto allait-il à Palerme avec le vif désir d'être heureux dans sa mission? N'avait-il pas une faiblesse secrète pour cette constitution de 1812 que les Siciliens invoquaient, et qui rappelait un temps de toute-puissante influence pour l'Angleterre, un temps qui pouvait renaître encore? Toujours est-il que les décrets du 6 mars ne suffirent plus pour combler l'abîme qui s'était creusé entre la Sicile et Naples. Les Siciliens, aigris et pleins d'ombrages, réclamaient désormais un vice-roi investi de toutes les attributions de la souveraineté, l'exclusion de tous les soldats napolitains, l'institution d'une armée sicilienne; en d'autres termes, ils voulaient une indépendance politique à peu près complète. Et ici encore revenait le mot fatal de cette situation: il était trop tard! Ce qui eût paru merveilleux et inattendu un mois auparavant n'était plus considéré que comme un expédient pour tromper la Sicile.

Les Siciliens cédaient visiblement à une désastreuse inspiration de patriotisme municipal outré. Pour une indépendance locale chimérique, ils se risquaient dans une grande et compromettante aventure; par leur refus, ils créaient de l'irritation, de l'embarras à Naples, et par leur passion d'isolement ils jetaient un élément de perturbation de plus dans cette malheureuse Italie, déjà si divisée. Les Siciliens se trompaient donc dans leur intérêt même comme dans l'intérêt de l'Italie, et le gouvernement de Naples s'était bien plus dangereusement trompé en laissant par ses indécisions

s'aggraver la rupture, en faisant attendre des concessions qui eussent été plus que suffisantes un mois auparavant pour maintenir l'union. Le nouveau ministre de la Sicile à Naples, le commandeur Scovazzo, qui était un Sicilien, et qui avait eu la plus grande part à cette tentative de transaction du 6 mars, quitta le pouvoir, navré des malheurs qu'il prévoyait.

Mais c'est surtout à l'intérieur que l'imprévoyante inertie du ministère Bozzelli se manifesta et porta ses fruits. Le 29 janvier 1848 la constitution était promise; le 10 février elle fut publiée; le 24, — étrange rapprochement! — le 24 février, tandis qu'une révolution s'accomplissait à Paris, le roi Ferdinand jurait sur le saint Évangile cette constitution qui ouvrait pour le royaume napolitain une ère nouvelle. C'était le moment d'agir avec une énergique résolution, de faire sentir au pays la main d'un pouvoir ferme et bienfaisant, d'organiser le régime nouveau, de le préserver, s'il le fallait, de ses propres excès en désarmant les inimitiés secrètes qui ne pouvaient manquer de triompher de ses défaillances. M. Bozzelli crut sans doute qu'il suffisait de rédiger une constitution modelée sur cette charte française qui en ce moment même était emportée par un orage, et cela fait il s'arrêta, laissant le pays sans direction entre le régime absolu légalement abrogé et le régime nouveau, qui était tout entier à créer. Des lois les plus essentielles qu'il y avait à faire, les unes étaient faites à la légère, comme la loi électorale et la loi sur la garde nationale; les autres étaient complétement oubliées. A mesure que la nécessité parlait on rendait des décrets sur les attroupements, sur les abus de la presse. Le ministère n'avait pas plus de politique intérieure qu'il n'avait de politique extérieure; il allait au hasard.

Qu'en résulta-t-il? C'est que le désordre ne tarda pas à se montrer et à envahir le pays sous toutes les formes. L'impuissance de la politique ministérielle, aggravée par la contagion de la révolution française, permit à un parti plus avancé de se faire jour, d'agiter, de passionner les esprits.

Rien n'est assurément plus périlleux pour un pays que ce passage subit d'une compression universelle à une liberté encore mal définie. Une presse effrénée se produisit bientôt à Naples. Le droit d'écrire, affranchi de toute règle, devenait le droit d'injurier, de diffamer, de fouiller jusque dans les plus secrets replis de la vie privée. De petits journaux répandaient partout les plus affreuses divulgations personnelles et ne tarissaient point d'excitations. Le préfet de Naples voulut avertir les imprimeurs qu'il leur retirerait l'autorisation d'imprimer; la presse redoubla de violence. A Naples comme à Rome, comme dans l'Italie entière à cette époque, la politique avait fini par devenir une manifestation populaire en permanence. Sous tous les prétextes de nouveaux rassemblements se formaient; on allait sous les fenêtres des ministres en processions tumultueuses, et à ces démonstrations des rues se joignaient des réunions qui étaient de véritables clubs. L'une de ces réunions se tenait au *café Buono* et se composait de la jeunesse la plus ardente. C'était ce que le roi appelait ironiquement la *chambre des communes*, non sans triompher un peu de ces excès de la liberté que les ministres toléraient par crainte ou par faiblesse, et à coup sûr par impuissance. Dans les provinces ce fut bien pis encore. On vit se produire une sorte de communisme pratique. Les paysans refusaient de travailler ou procédaient de leur autorité propre à une distribution des récoltes plus conforme

à leur intérêt. Quelquefois, comme dans la Calabre, ils se partageaient entre eux les biens domaniaux. L'un des historiens des révolutions d'Italie, M. Ricciardi, raconte, il est vrai, que « ces partages, bien que très-illégaux, se faisaient avec un ordre admirable. » Ce n'était pas moins un signe curieux de l'anarchie profonde qui avait si rapidement envahi le pays et qui se manifestait dans les provinces comme à Naples, bien que sous des formes différentes.

Deux faits mirent particulièrement en relief cette anarchie au double point de vue de la politique extérieure et de la politique intérieure de Naples. Le cabinet du 29 janvier, on l'a vu, était singulièrement froid pour tout ce qui touchait à la nationalité italienne. Or c'était justement un des points sur lesquels il y avait une divergence profonde entre le gouvernement et l'opinion. Au premier bruit de la révolution de Paris, de la révolution de Vienne, des journées de Milan et de la guerre de l'indépendance, les démonstrations éclatèrent aux cris de : *En Lombardie! aux armes!...* Et tout cela finit par une violente manifestation contre l'ambassade autrichienne, dont on brûla le pavillon et les armes. L'Autriche était alors représentée à Naples par cet altier personnage, le prince Félix Schwarzenberg, qui ne voyait dans la nationalité italienne qu'une creuse utopie. Il s'irrita fort naturellement en voyant les armes impériales brûlées, et il demanda sur-le-champ une satisfaction. Sa demande était simple; mais le gouvernement, avec la meilleure volonté d'ailleurs, eût été bien embarrassé de lui donner la réparation qu'il demandait, et le prince Schwarzenberg partit le cœur plein de ressentiment en disant : « Je reviendrai d'ici à quelques mois! » de telle sorte que le ministère resta avec l'embarras

de la rupture sans avoir le mérite d'une politique plus nationale.

Un autre jour ce fut l'expulsion des jésuites arrachée par ce procédé sommaire des manifestations tumultueuses. Cette terrible question s'était déjà élevée plus d'une fois dans le conseil sans que les ministres pussent arriver à prendre une résolution; ils n'osaient ni défendre les jésuites ni les bannir. Les agitateurs s'en mêlèrent, et on entoura en tumulte la maison de l'ordre en réclamant le départ des pères. Les ministres coururent au palais, ne sachant quoi résoudre, n'ayant pu prévenir la sédition et n'osant la réprimer. Ils s'arrêtèrent à un moyen terme, qui consistait à renvoyer dans leurs foyers les jésuites napolitains et à embarquer les autres; mais ce n'était point l'affaire de la manifestation, qui voulait l'expulsion de tous les jésuites, sans distinction, et ceux-ci furent en effet tous embarqués par l'autorité des agitateurs, qui se montrèrent impitoyables. Il y avait un de ces malheureux religieux qui était agonisant; il ne fut pas moins transporté dans une voiture découverte : deux autres religieux récitaient auprès de lui les prières de la dernière heure, et ce spectacle dramatique ne laissait point d'émouvoir le peuple.

La vraie politique eût été de marquer hardiment ce qui était juste, ce qui était possible, et d'arracher par une action vigoureuse ce régime nouveau au danger des agitations indéfinies. Le ministère n'en fit rien. Après deux mois il se trouvait entre un parti ardent qui dépassait déjà dans ses aspirations, dans ses idées, cette constitution qui venait à peine de naître, et tous ces désordres qui effrayaient les esprits, en suspendant l'activité du pays, en appauvrissant le

peuple, provoquaient une certaine réaction et devenaient un sujet de triomphe et d'espoir pour l'absolutisme. En deux mois M. Bozzelli avait usé sa popularité, qui était immense; il disparut sous une sorte d'animadversion universelle, abandonné de quelques-uns de ses collègues, tels que Salicetti et Poerio, et laissant le pays dans une situation déjà singulièrement compromise. Ainsi avait vécu, ainsi finissait le premier ministère constitutionnel napolitain.

IV

Un effort était possible encore peut-être, et dans tous les cas il était désirable, pour redresser cette politique, pour la relever à la hauteur d'une politique constitutionnelle et nationale, et ressaisir la direction de l'opinion. Cet effort fut tenté par un ministère laborieusement formé le 3 avril, au milieu de l'excitation publique et des dissensions déjà flagrantes des partis. Ce ministère se composait d'hommes aux intentions les plus droites et les plus sincères. Il avait pour chef Carlo Troia, esprit élevé, historien éminent, ami de la papauté et de l'Italie, libéral modéré, qui était à Naples ce que le digne comte Balbo était à Turin, et qui portait au pouvoir un vif amour du bien, surtout un grand désir de conciliation. Ses cheveux blancs inspiraient le respect, et sa douceur excitait la sympathie. Parmi les membres du nouveau cabinet napolitain on comptait M. le marquis Louis Dragonetti, connu par son passé libéral et son patriotisme tout italien; l'avocat Raffaelle Conforti, renommé comme

orateur; M. Imbriani, âme impressionnable et ardente, beau-frère de Charles Poerio; M. Scialoia, jeune et habile esprit, qui a été depuis professeur d'économie politique à Turin; le comte Pietro Ferretti, fort expert en finances et en industrie, ce même Ferretti dont j'ai déjà parlé en décrivant les malheurs des émigrations italiennes [1]. Ferretti était d'Ancône, non de Naples, et sa présence dans le conseil semblait un gage de plus pour les autres États de la Péninsule. Le ministère du 3 avril, composé de ces hommes et de quelques autres, se mit aussitôt à l'œuvre. Il modifia la loi électorale en abaissant le cens, fixa les élections au 15 avril, organisa la garde nationale, mit la main à la réforme de la magistrature. Il se préoccupa surtout de la question nationale, de la participation de Naples à la guerre de l'indépendance.

C'était là sans contredit la première raison d'être du cabinet, et M. Troia n'obéissait pas seulement à un mouvement de patriotisme italien; il avait une autre pensée. « C'est en Lombardie, disait-il au roi, que Votre Majesté retrouvera la couronne de Sicile. » Aussi dès le 7 avril la guerre était-elle formellement déclarée à l'Autriche. La flotte napolitaine cinglait vers l'Adriatique, et un corps d'armée était expédié vers le nord de l'Italie, sous le commandement du général Guillaume Pepe, patriote ardent, soldat vieilli et politique puéril, qui venait de rentrer de l'exil. Un nouveau ministre, M. Pietro Leopardi, allait représenter Naples à Turin et au camp piémontais en Lombardie, et en même temps des plénipotentiaires partaient pour Rome avec la mission de travailler à l'organisation de la ligue italienne. Tous ces actes

1. *Une vie d'émigré italien.*

s'éclairaient d'une proclamation royale où Ferdinand II arborait nettement, ouvertement, le drapeau de l'indépendance de l'Italie. « Les destinées de la patrie commune vont se décider dans les plaines de la Lombardie, disait le roi le 7 avril, et tout prince, tout peuple de la Péninsule est en devoir de prendre part à la lutte qui doit assurer l'indépendance, la liberté et la gloire de l'Italie. Pour nous, bien que pressé d'autres nécessités qui occupent une partie de notre armée, nous entendons concourir de toutes nos forces à cette lutte. Nos frères nous attendent, et nous ne manquerons pas là où il y aura à combattre pour le grand intérêt de la nationalité italienne. » Ce n'était pas sans peine, à la vérité, que le ministère emportait ces résolutions généreuses.

La politique italienne avait à Naples de nombreux et ardents adversaires. Un homme assez connu, M. Luigi Blanch, combattait publiquement dans un journal l'expédition de Lombardie par toute sorte de raisons stratégiques et politiques. Un conseil militaire fut tenu, et tous les généraux étaient opposés à la guerre. L'un des ministres, le colonel degli Uberti, proposait tout simplement un camp d'observation dans les Abruzzes. Un autre membre du cabinet, le ministre de la justice, Ruggiero, voulait que si on déclarait la guerre à l'Autriche ce fût avec le dessein de placer l'Italie unie sous le sceptre de Ferdinand II, ce qui était une autre manière de combattre par une chimère l'expédition de Lombardie. Il en résutait que, même après la déclaration de guerre, il restait un foyer permanent d'hostilités et de contradiction où le roi trouvait un appui et comme une force de réaction toujours disponible contre la politique qu'il subissait.

Ce n'était là cependant qu'un des embarras du cabinet du 3 avril. La difficulté la plus sérieuse, l'impossibilité, dirai-je, était dans l'anarchie intérieure léguée par le ministère Bozzelli, dans la scission violente qui s'était déjà déclarée au sein du libéralisme napolitain. Une opposition radicale avait eu le temps de naître et de se propager, soit par suite de la mortelle inaction de M. Bozzelli, soit sous l'influence de la révolution de France ; elle avait son programme et son chef. Ce chef était M. Aurelio Salicetti, qui avait fait une courte apparition au ministère, le 6 mars, avec Charles Poerio. M. Salicetti, qui n'avait de commun que le nom avec le Salicetti d'autrefois, n'était point alors ce qu'on l'a vu depuis, un des triumvirs de la république romaine, un sectateur de M. Mazzini, qui a fini, dit-on, par se ranger. C'était un homme de résolution et de volonté énergique, qui dans son passage au pouvoir demandait que le gouvernement fût dans le conseil, non dans les rues, et que la constitution devînt une réalité. Malheureusement M. Salicetti n'avait pas toujours un langage et des allures conformes aux usages de la cour ; il affectait des airs de tribun, et de plus dans son visage, aux traits droits et secs, on distinguait je ne sais quelle vague ressemblance avec Robespierre. Il eut une courte fortune ministérielle, et il tomba du pouvoir pour se relever dans l'opposition avec un programme dont les principaux articles étaient la réforme du statut du 10 février, l'abolition de la chambre des pairs et la transformation de la chambre des députés en une sorte d'assemblée constituante.

Lorsque le plus simple bon sens conseillait aux libéraux napolitains de se serrer autour de cette légalité constitutionnelle naissante, de chercher leur unique et souveraine ga-

rantie dans la stricte application des institutions sanctionnées par le roi, M. Salicetti prenait la dangereuse initiative d'une agression systématique contre le régime nouveau. Ce fut là désormais le mot d'ordre de tous les esprits ardents, de tous les fauteurs de tumulte, de telle sorte que même avant d'avoir été essayée, cette constitution du 10 février disparaissait dans le mouvement des passions contraires. Cette scission du libéralisme napolitain fit la faiblesse du ministère du 3 avril; elle déteignait pour ainsi dire sur sa politique. En voulant faire une certaine part au programme de M. Salicetti par de vagues promesses, le cabinet Troia froissait les vrais constitutionnels sans désarmer les libéraux exaltés; il livrait la légalité sans profit pour la paix, et il finissait par être, sinon aussi impopulaire que le ministère Bozzelli, du moins aussi impuissant en face de l'anarchie, chaque jour croissante. Le désordre était immense en effet et prenait quelquefois les formes les plus curieuses, depuis celles des tumultueuses sollicitations d'emplois jusqu'aux manifestations socialistes. Un jour le ministre des finances, le comte Ferretti, étant sur le point de se rendre au palais pour assister à un conseil, dit à la foule qui attendait son audience qu'il ne pouvait l'entendre. Le garde national qui était en sentinelle se tourna aussitôt vers le comte Ferretti et lui dit d'un ton superbe : « Avant d'être ministre du roi vous êtes ministre du peuple, et vous ne devez pas aller au palais; restez ici. » Le comte Ferretti eut beau protester, il dut céder à cette singulière injonction. C'est ainsi qu'on marchait aux élections d'où allait sortir le premier parlement napolitain.

Qui pouvait trouver un avantage au milieu de tant d'anar-

chie et de toutes ces contradictions de l'opinion suscitées à la fois par les questions intérieures, par les affaires de Sicile comme par la guerre de la Lombardie? Ce n'était assurément ni la liberté ni l'Italie. Après une expérience orageuse de trois mois le roi seul avait gagné plus qu'il n'avait perdu, et se trouvait dans une situation en apparence diminuée, en réalité bien plus forte que celle où il était au lendemain du 29 janvier. C'est là ce qu'on aurait pu saisir assez distinctement. Les prétentions extrêmes des Siciliens affaiblissaient les sympathies que leur cause inspirait et promettaient à Ferdinand l'appui des Napolitains. Les divisions mêmes du libéralisme au sujet de l'expédition de Lombardie devenaient pour ce prince le gage d'une certaine liberté d'action à un moment donné. Sans doute le roi avait fait de graves concessions en faisant offrir aux Siciliens des conditions qui devaient répugner à sa fierté, en prenant parti contre l'Autriche, en envoyant ses soldats à la croisade italienne sous la conduite du vieux Pepe; mais en tout cela il n'était lié que par des nécessités temporaires, et la solution de toutes ces difficultés était plutôt dans la question intérieure elle-même. Or ici encore, à travers la confusion universelle, tout tournait en faveur de la puissance royale.

Lorsque les intérêts étaient sans cesse alarmés par la révolution en permanence, par les manifestations des rues, par les clubs aussi bien que par une presse effrénée, ils s'irritaient contre un régime qui ne se traduisait qu'en désordres, et ils oubliaient presque les violences du pouvoir absolu. Lorsque les partis extrêmes semblaient vouloir ouvrir une ère d'agitations indéfinies, les constitutionnels sincères se ralliaient au prince et soutenaient son autorité. La magis-

trature, toujours menacée d'une épuration, travaillait de tous ses efforts à une réaction. Lorsque les libéraux, avec autant de légèreté que d'inintelligence, poursuivaient l'armée de leur haine et de leurs déclamations injurieuses, ils ne voyaient pas qu'en cherchant à humilier cette armée, ils l'irritaient contre le régime constitutionnel, ils la rattachaient au roi et se faisaient un ennemi terrible de l'esprit militaire. Lorsque enfin l'opposition voulait arrêter au passage un article du statut en empêchant la réunion d'une chambre des pairs, elle ne remarquait pas qu'elle donnait le plus périlleux exemple, et que si la constitution pouvait être violée dans un sens, elle pouvait sans nul doute être violée dans un autre sens.

Je ne dis pas que le roi ne fût point sincère dans cette expérience où tout le monde était engagé; seulement c'était, si l'on me passe le terme, un joueur habile et serré qui visiblement n'avait pas dit son dernier mot et qui attendait, flattant ceux dont il pouvait se servir, cédant quand il ne pouvait faire autrement, et maintenant ses avantages là où tous les hommes perdaient leur popularité. Aussi, après trois mois il y avait à Naples une sorte de duel latent entre la liberté nouvelle, qui se perdait déjà dans l'anarchie, et le pouvoir absolu, qui sentait renaître ses forces du sein de la confusion. C'était la moralité de cette histoire de trois mois, et elle avait presque en ce moment un intérêt européen.

V

Qu'on se représente en effet cette situation au mois de mai 1848. On touchait à une crise solennelle. En Europe, après l'étourdissement de la première explosion, de cette grande surprise de février, suivie de tant d'autres, une lutte semblait imminente entre la révolution, enivrée d'elle-même, et les forces conservatrices, ralliées dans le péril. En Italie, la guerre de l'indépendance, marchant à grands pas sous la vaillante conduite de Charles-Albert, était tout à la fois harcelée par la révolution, qui déjà la compromettait, et arrêtée dans son élan par l'encyclique papale du 29 avril, qui semblait retirer l'âme et la main du pontife de la croisade italienne. A l'extrémité de la Péninsule, Naples offrait comme un résumé de cette situation.

Les élections venaient d'avoir lieu, et le scrutin, ouvert pour la première fois, n'offrait pas un résultat précisément défavorable. Tandis que M. Bozzelli était exclu par les électeurs pour son impuissance et pour les vues étroites qu'il avait montrées, M. Salicetti était également repoussé pour ses idées avancées et pour les soupçons de radicalisme qui pesaient sur lui. Le parti révolutionnaire ne comptait pas plus de vingt membres élus. La majorité était au fond l'expression d'un mouvement d'opinion modérée. Elle ne voulait sans doute rien de plus que la constitution; mais cette majorité subissait sans le savoir, sans le vouloir peut-être, l'influence des idées vagues et indéfinies propagées depuis deux

mois; elle avait toute l'inexpérience d'une assemblée nouvelle sortie d'un pays jeté lui-même subitement dans toutes les agitations de la vie politique. Elle aurait eu besoin de s'appuyer à un pouvoir fort et sympathique qui, en représentant la même mesure d'opinion, eût pu la diriger; elle arrivait enfin dans une heure de tension extrême. Y avait-il dans l'esprit du roi une pensée préméditée de réaction, le dessein arrêté de reconquérir par l'épée, dans un combat, ce qu'il avait été obligé de concéder à la force des choses? Rien ne le prouve. Y avait-il dans l'ensemble du libéralisme napolitain une pensée menaçante pour la dynastie? Les républicains, bruyants sans doute, étaient en petit nombre et avouaient leur faiblesse. Ils se sentaient peu populaires. Cependant, s'il n'y avait point une hostilité directe, il y avait des passions et des ombrages. Les libéraux se défiaient du roi, et le roi se défiait de tout, prêt à accepter le combat, qu'il prévoyait sans vouloir le provoquer. « La mine était chargée de poudre, dit M. Massari dans ses *Casi di Napoli;* il ne manquait qu'une étincelle pour l'enflammer, et cette étincelle fut la question du serment, » à l'occasion de l'ouverture du parlement, le 15 mai 1848.

On était à la veille de cette journée fatale qui devait marquer l'inauguration du régime constitutionnel à Naples, et qui allait finir dans le sang. Les députés se réunirent en assemblée préparatoire au palais de Monte-Oliveto, et ils se donnèrent pour président d'âge un archiprêtre octogénaire, vieux libéral de 1799, M. Cagnazzi. Leurs scrupules s'émurent aussitôt de la nature du serment qui leur était proposé : ils devaient jurer de professer et de faire professer la religion catholique, de demeurer fidèles au « roi des Deux-Siciles »

et d'observer la constitution du 10 février. Sans parler du premier point, facile à modifier, les députés napolitains voyaient dans le second et le troisième article un engagement pris au sujet de la Sicile et une abdication du droit de réformer la constitution. Ils n'eurent plus qu'une pensée, celle de s'affranchir de ce serment. Là était le point de départ d'une négociation étrange et acerbe ouverte entre l'assemblée de Monte-Oliveto et le palais, — négociation où le roi avait véritablement tous les avantages. Les députés napolitains ne remarquaient pas deux choses : d'abord qu'ils formaient une réunion dépourvue de tout caractère légal pour délibérer, et en outre qu'ils créaient un état tout révolutionnaire en prétendant se réserver le droit de réformer une constitution à laquelle le roi lui-même avait prêté serment le 24 février.

Engagés dans cette voie par imprévoyance, ils persistèrent par une susceptibilité vaine, et la querelle s'envenima au point de devenir un de ces prétextes dont les agitateurs s'emparent toujours pour fomenter les séditions. Sur quoi se fondaient les députés de Monte-Oliveto ? Ils ne pouvaient invoquer que les vagues promesses du ministère, le programme du 3 avril, qui en tous les cas n'était qu'un programme de cabinet, et ne pouvait être être mis en balance avec la constitution. Le ministère se trouvait ainsi mis en jeu, pris entre l'assemblée de Monte-Oliveto et le palais. Il se prodigua en efforts de conciliation. Le ministre de l'intérieur, M. Conforti, les larmes dans les yeux, suppliait les députés de ne point prolonger cette lutte, de penser à l'Italie et à la guerre de l'indépendance nationale. Les mêmes efforts étaient tentés au palais. Enfin le roi, montrant jusqu'au bout un singulier sang-froid et même de la modération, se déci-

dait à consentir à la suppression du serment, et l'assemblée de Monte-Oliveto semblait victorieuse; mais dans l'intervalle — ces débats n'avaient pas duré moins de vingt heures — l'agitation extérieure avait étrangement grandi : la rue de Tolède s'était hérissée de barricades jusqu'aux abords du palais, si bien que, le matin du 15 mai, l'insurrection était partout menaçante. Les députés ne s'étaient pas rendu compte de cette crise, ouverte par leur inexpérience; le roi ne s'y trompa point : il vit que si, après avoir cédé devant une assemblée, il cédait encore devant les barricades, la royauté disparaissait; que s'il résistait, il marchait à une bataille, et il prit son parti. Il accepta le combat, appuyé sur une armée fidèle serrée autour du palais.

VI

Quels étaient ces agitateurs qui remplissaient les rues et ne voulaient point perdre cette occasion d'essayer leurs forces? Ce n'étaient point assurément des partisans du régime constitutionnel. Les députés eux-mêmes essayaient inutilement de les apaiser et de faire tomber les armes de leurs mains. Le vieux général Gabriel Pepe, qui venait d'être mis à la tête de la garde nationale, était envoyé vers eux et était insulté comme un traître. Qui prenait la triste initiative de cette lutte? c'est ce qu'on n'a pu savoir. Le feu commençait à onze heures du matin, et dès lors Ferdinand était tout entier au combat. « Les premiers coups de feu lui rendirent toute sa résolution, » a dit un officier des régiments suisses

dans une relation de ces événements. Il repoussait les ministres qui venaient le conseiller encore en leur disant : « Occupez-vous de vos affaires ! » et on dit qu'il ajouta en latin : « Pour vous aussi, le jour de la justice n'est pas éloigné ! »

Le fait est qu'en cette extrémité il ne restait plus d'autre pouvoir que le roi, et dans la rue il y avait une armée aux prises avec la révolution. Cette lutte dura jusqu'au soir; l'issue ne pouvait être douteuse. Les insurgés avaient contre eux une armée fidèle dirigée avec résolution, l'impassibilité d'une grande partie de la garde nationale, demeurée étrangère au mouvement, et le bas peuple de Naples, qui renouait alliance avec le roi absolu. Malheureusement toute sorte d'excès soldatesques et populaires se mêlèrent à cette victoire de la royauté napolitaine. Les députés, qui, sans le savoir, avaient donné le signal du conflit, eurent un rôle effacé dans la lutte. Ils se réunirent de nouveau à Monte-Oliveto et ils attendirent, ne sachant ni se ranger autour du roi ni se prononcer pour l'insurrection. Ils se bornèrent à nommer une sorte de comité de salut public, dont un député républicain, M. Ricciardi, était l'un des principaux membres, et qui alla réclamer inutilement l'intervention de l'amiral français Baudin, alors dans la rade de Naples. Pendant ce temps un officier se présentait à Monte-Oliveto, et sommait au nom du roi les députés de se retirer. Que restait-il à faire ? Deux bataillons cernaient l'assemblée; les députés se retirèrent non sans avoir déposé une protestation, et c'est ainsi que s'ouvrait le premier parlement napolitain ! Le soir, sous un ciel d'une clarté et d'une pureté merveilleuses, les Suisses et la garde royale campaient dans la ville, au mi-

lieu des traces sanglantes de la guerre, et le roi, se souvenant de tout ce qu'il avait vu depuis trois mois, pouvait dire : « Mes démonstrations à moi valent bien les leurs! » Ferdinand avait fait en quelques heures une grave découverte : il avait vu que l'armée était fidèle, et que cette révolution, regardée en face, n'était point aussi redoutable qu'on le pensait.

Cette journée du 15 mai était plus qu'une journée napolitaine ; elle avait une importance en Europe, elle éclairait de ses lueurs une situation. Jusque là en effet la révolution semblait irrésistible ; elle se promenait de capitale en capitale au milieu de la déroute des gouvernements et des incertitudes de l'opinion frappée de vertige. Le même jour, au même instant, à Naples et à Paris, elle était arrêtée subitement par une force mystérieuse. Ce fut là en réalité le principe de toutes les réactions contemporaines, réactions bientôt illimitées et violentes comme la révolution elle-même ; — et par un jeu singulier des choses, c'est de Naples, du fond de l'Italie, que partait le signal. En ce premier moment on ne voyait que la défense nécessaire et virile, et le roi Ferdinand se grandissait en Europe par cette vigoureuse initiative dont il ne pouvait trouver le conseil qu'en lui-même. Il est certain qu'il contribuait pour sa part à briser le charme redoutable et violent de la révolution. Avec son caractère assez superbe et son amour du pouvoir, il dut éprouver une secrète et orgueilleuse satisfaction en se sentant plus libre. Il usa immédiatement de cette liberté qu'il venait de se faire en formant un nouveau ministère, où rentrait M. Bozzelli à côté du prince Cariati, du prince Ischitella, du général Carrascosa, de M. Ruggiero, du prince Torella. C'était presque

le ministère du 29 janvier; Ferdinand s'arrêtait encore à cette date. Naples fut mis en état de siége, une commission fut instituée pour rechercher l'origine des événements de la veille. La garde nationale et le parlement furent dissous. A l'instant même aussi se révélait une des conséquences les plus directes et les plus significatives de la victoire du 15 mai. Dès le 16, l'expédition de la Lombardie était rappelée.

L'armée napolitaine était déjà sur les bords du Pô. Le vieux Pepe, toujours prêt à se mettre en insurrection, aurait voulu enlever ses soldats malgré les ordres du roi; il ne réussit qu'à entraîner quelques détachements. Des officiers énergiques, Ulloa, Cosenz, Mezzacapo, partirent pour Venise. Le colonel d'artillerie Lahalle, perdant la tête, se brûla la cervelle, et l'armée reprit le chemin de Naples, conduite par le général Statella : résolution grave qui enlevait à la guerre de l'indépendance non-seulement l'appui moral du plus grand État de l'Italie, mais encore une force disciplinée de quinze mille hommes. Les Autrichiens ne s'y trompèrent pas, et c'est le général Schœnhals qui le dit dans ses vigoureux récits des *Campagnes d'Italie en* 1848 *et* 1849 : « La victoire du roi dans les rues de Naples valait autant qu'une victoire qu'aurait remportée Radetzky sur les rives du Pô... L'alliance du roi de Naples, pour être négative, n'en était pas moins efficace pour nous. » Tel était l'enchaînement des choses en cette année 1848.

Le roi de Naples, à vrai dire, ne faisait que revenir strictement à lui-même en se retirant de la croisade italienne. Il avait cédé à la pression des choses en envoyant son armée combattre sur le Pô et sur l'Adige; libre, il la rappelait. Il

n'avait aucun goût pour ce royaume de la Haute-Italie, qui eût balancé en puissance le royaume du midi; il nourrissait toute sorte de méfiances et de jalousies à l'égard du roi Charles-Albert, même peut-être des jalousies de soldat. Et puis en ce moment il pouvait invoquer un motif de circonstance. Vainqueur à Naples, il avait encore à faire face à l'agitation qui se manifestait dans toutes les provinces et qui dégénérait en insurrection dans les Calabres.

Là en effet, au cœur de ces contrées toujours promptes à s'émouvoir, se rassemblaient les débris de la sédition du 15 mai pour tenter un dernier effort. Quelques-uns des députés les plus ardents, MM. Ricciardi, Mileti, Musolino, Mauro, réfugiés d'abord sur la flotte française, puis jetés en Sicile et à Malte, reparaissaient bientôt sur la côte de la Calabre, levant le drapeau de l'insurrection à Cosenza et à Catanzaro. Un comité de salut public se formait sous l'impulsion de M. Ricciardi, et cette rude population était appelée aux armes : mouvement inutile à une telle heure, impopulaire par le caractère républicain que lui donnaient certains noms, et merveilleusement propre à aggraver encore une situation déjà si compromise. C'est contre ce mouvement qu'une partie de l'armée primitivement destinée à aller combattre dans la haute Italie était dirigée sous les ordres du général Nunziante. Ce qui était arrivé à Naples arriva dans les Calabres. Le général Nunziante força l'entrée de ces montagnes, y pénétra et dispersa cette insurrection, à la fois cernée par une armée et affaiblie par les divisions. Les paysans calabrais, fatigués, se débandèrent et revinrent à leurs moissons; cinq cents Siciliens, envoyés pour appuyer le mouvement, ne furent qu'un secours inutile, et M. Ric-

ciardi, après avoir erré quelques jours dans les montagnes, fut réduit à se jeter avec douze de ses compagnons dans une barque de pêcheur pour regagner Corfou. C'était le triste épilogue du 15 mai.

VII

Une question cependant naissait de cette situation si complétement transformée. Le régime constitutionnel avait-il disparu, lui aussi, dans le combat, avant d'avoir été sérieusement essayé? Au lieu d'être une victoire de la légalité nouvelle contre la sédition, la journée du 15 mai impliquait-elle la résurrection pleine et entière du pouvoir absolu? On n'en était pas encore là pour le moment; la réaction avait fait un pas, et elle s'arrêtait comme pour mesurer ses forces. Avec une modération qui eût illustré son règne, si elle fût toujours restée la règle de sa politique, le roi Ferdinand publiait, le 24 mai, une proclamation destinée à adoucir l'amertume des derniers événements et à dissiper les méfiances instinctives de l'opinion. « Napolitains, disait-il, notre plus ferme et plus immuable désir est de maintenir la constitution du 10 février pure et intacte d'excès de toute sorte. Cet acte étant le seul compatible avec les besoins réels et existants de cette partie de l'Italie, sera l'arche sacrée sur laquelle doivent reposer la destinée de notre peuple bien-aimé et celle de notre propre couronne. Les chambres législatives seront convoquées sous peu de jours, et la sagesse, la fermeté et la prudence que nous attendons d'elles nous seront une assistance puissante

dans toutes les parties des affaires publiques qui réclament de sages et utiles réformes. Confiez-vous entièrement en notre honnêteté, en notre religion et en notre sacré et spontané serment... » De ces promesses royales, la seule qui fut tenue, ce fut la convocation prochaine d'un parlement nouveau après une modification de la loi électorale, ou plutôt après un retour à la loi primitivement élaborée par M. Bozzelli et abrogée par le ministère du 3 avril. Par le fait, quelle que fut l'impopularité de M. Bozzelli, sa présence dans le conseil après les événements du 15 mai était encore le gage d'une politique peu sympathique pour l'Italie, il est vrai, mais relativement libérale. M. Bozzelli lui-même aimait à se représenter en ces heures critiques comme un conciliateur appelé à sauver la constitution des excès des partis et des excès de la réaction. On peut même dire qu'après des violences momentanées de compression, le régime s'adoucit bientôt un peu, et l'état de siége fut levé le jour des élections nouvelles, le 15 juin. On entrait donc ou l'on semblait entrer sous de plus calmes auspices dans cette expérience constitutionnelle si brusquement interrompue et éclipsée un mois auparavant par le sanglant tourbillon du 15 mai.

C'est le 1er juillet que se réunissait le nouveau parlement napolitain, et cette inauguration du régime constitutionnel s'accomplissait au milieu d'un silence morne, sans pompe extérieure. Le roi n'assistait pas à l'ouverture du parlement. Ce fut le duc de Serra-Capriola, président du conseil d'État, qui lut le discours royal et ouvrit la session. Quel était l'esprit de cette chambre nouvelle sortie des élections du 15 juin ? L'élément constitutionnel dominait. Sans être sympathique au ministère, qui ne comptait qu'une petite pha-

lange fidèle dont le membre le plus énergique et le plus intelligent était M. Luigi Blanch, l'immense majorité n'avait qu'une pensée de légalité. Je ne dis pas qu'elle mit toujours le tact le plus consommé dans une crise si délicate et si épineuse; elle cherchait toutefois visiblement à éviter les occasions de conflit et ne dépassait pas les limites d'une discussion strictement constitutionnelle. Le talent ne manquait pas dans cette chambre, où brilla un instant la vie parlementaire napolitaine. Charles Poerio était un orateur habile, plein de dextérité, très-versé dans la science constitutionnelle, discutant froidement et sans passion. Conforti se distinguait par une chaude et forte éloquence. Scialoia avait la parole aussi élégante que facile; il possédait l'art de parler de finances avec une clarté merveilleuse et d'animer les discussions arides. Avossa avait une éloquence pleine d'ironie et finement sarcastique. Savarese mettait dans ses discours la raison sévère du jurisconsulte. On comptait aussi parmi les nouveaux députés Carlo Troia, Dragonetti, Capitelli, Baldacchini, le duc de Lavello, l'un des chefs du parti ministériel. Par cette chambre ainsi composée et par la chambre des pairs, le régime constitutionnel se trouvait debout et en action; mais si les apparences du régime constitutionnel subsistaient, tout avait singulièrement changé.

Un esprit furieux de réaction s'était élevé et soufflait contre tout ce qui était liberté. Le nouveau parlement avait contre lui l'armée, une grande partie du clergé, la magistrature, la populace de Naples, sans compter la cour et le gouvernement. Chaque jour il recevait quelque atteinte dans sa dignité ou dans ses plus simples prérogatives. M. Pietro Leopardi, qui avait représenté le roi en Sardaigne, deman-

dait à rentrer à Naples pour occuper son poste dans l'assemblée, et on lui refusait un passe-port. Un vieux député infirme, le docteur Lanza, recevait l'ordre de partir dans les vingt-quatre heures et de quitter le royaume. Un autre député, le duc Proto dell' Albaneta, était insulté par un sbire obscur, et l'auteur de l'insulte demeurait impuni. Par un étrange retour, aux manifestations libérales succédaient les manifestations absolutistes. Des bandes composées d'un ramassis de soldats, de lazzaroni, parcouraient les rues en criant : A bas les chambres! vive le roi absolu! mort à la liberté! Une de ces démonstrations était conduite par l'économe de la paroisse de Sainte-Lucie. Le ministère, M. Bozzelli surtout, irrité de ne point trouver dans la chambre la docilité qu'il espérait, laissait le parlement livré aux insultes et l'accablait lui-même des plus injurieux dédains. Il ne lui présentait aucune loi, descendait à peine à discuter avec lui, et le traitait comme un factieux importun. Quelque député pressait-il le ministère de tourner les yeux vers l'Italie et de rendre les forces napolitaines à la guerre de l'indépendance, on lui répondait que c'était là « le désir des républicains et des *albertistes* pour détrôner le roi. » Était-il question de l'insurrection de Calabre ou de la Sicile, on s'abstenait de répondre ou l'on répondait par des sarcasmes et des défis, et la presse du gouvernement, commentant ces scènes parlementaires, poursuivait librement une guerre acharnée contre la puissance législative, tandis qu'une sorte de terreur était organisée contre les journaux libéraux.

Le parlement napolitain se trouvait dans une de ces situations qui ne sont malheureusement pas nouvelles, où tout est péril pour une assemblée, la faiblesse et l'énergie, la

dignité et l'humiliation volontaire. S'il cédait, il disparaissait sans honneur, et avec lui s'évanouissait la dernière lueur de liberté constitutionnelle; s'il résistait et tentait de se relever ou de s'affermir par quelque acte de vigueur, il allait au-devant d'un conflit qui n'était pas moins fatalement mortel. Il fut prorogé après deux mois de session inutile, et il reçut cette prorogation silencieusement, comme l'expression d'un droit constitutionnel du roi. La meilleure preuve que le parlement n'était rien, c'est qu'au moment même où les chambres étaient réunies, mais non consultées, une expédition s'organisait contre la Sicile; et c'était là encore une des conséquences de la journée du 15 mai. Maître de lui-même, de ses résolutions et de sa politique, le roi s'était hâté de rappeler l'armée napolitaine de la haute Italie, et maintenant il se tournait vers la Sicile, son dernier embarras, sa grande et sérieuse difficulté désormais.

VIII

Ce n'était plus, en Sicile comme dans les Calabres, une révolte éphémère et partielle à dompter, c'était une guerre entre deux gouvernements, entre deux peuples, entre deux indépendances, dirai-je. La Sicile se considérait comme un peuple libre et indépendant depuis les inutiles tentatives de conciliation des premiers jours; et ici commence cette triste odyssée sicilienne pleine d'illusions, de fautes et de malheurs. Les Siciliens ne virent pas que ce mirage d'indépendance dont se laissait éblouir leur patriotisme insulaire

n'était qu'un leurre; ils cédèrent à l'enivrement de la victoire après la révolution du 12 janvier, au sentiment exagéré d'une force qui n'était que relative, qui n'existait que parce que l'Italie entière était en feu, parce que le roi de Naples lui-même avait les mains liées par la révolution. De là toute leur politique, qui fut avant tout une série d'entraînements; de là notamment deux actes qui furent deux témérités suprêmes et en qui se résumait la dernière pensée de la révolution, pensée de séparation absolue avec Naples. Le parlement sicilien s'était réuni le 29 mars, et son premier mouvement avait été de mettre à la tête du pouvoir exécutif, comme président du gouvernement de la Sicile, l'homme qui était l'expression la plus respectée de la révolution, Ruggiero Settimo.

C'était le choix le plus populaire. Ruggiero Settimo avait tout un passé de libéralisme, il était d'une des plus grandes familles de Palerme. Des goûts simples s'alliaient chez lui à des sentiments généreux. On lui donna un jour, comme à Washington aux États-Unis, le droit de franchise postale. Ce n'était pas un Washington; mais, par son âge, par sa modération et son patriotisme exempt d'ambition personnelle, il représentait avec honneur la révolution sicilienne. Ruggiero Settimo composa aussitôt un ministère, dont les principaux membres étaient MM. Stabile, Calvi, le baron de Lumia, le prince Scordia. Un gouvernement se trouvait ainsi constitué, et cela fait, le parlement sicilien, cédant à un mouvement spontané, se hâtait de proclamer, par un décret du 13 avril, la déchéance de Ferdinand de Bourbon et de sa dynastie du trône de Sicile. Le décret ne fut pas voté, il fut acclamé dans une explosion d'unanimité, comme on le disait. C'était une faute d'enthousiasme, si l'on veut; ce n'était pas moins une

faute qui, en consommant la rupture, irritait le patriotisme napolitain, et faisait désormais du renversement de Ferdinand II à Naples la condition première et souveraine du succès de la révolution de Sicile. On voit quels intérêts multiples s'agitaient dans cette journée du 15 mai, où le roi Ferdinand disputait sa couronne l'épée à la main dans les rues de Naples.

Engagé dans cette voie, le parlement sicilien avait à choisir un gouvernement définitif. Un fait à remarquer comme un symptôme de l'état des opinions en Italie, c'est que, dans ce pays livré à lui-même, l'idée de constituer une république ne vint à personne, ou, si elle vint à quelques esprits, ce fut comme une pensée sans popularité et sans écho. La Sicile devait avoir un gouvernement constitutionnel et appeler au trône un prince italien. Par une particularité curieuse, la Sicile se trouvait placée dès ce moment entre la nécessité de se hâter pour être plus tôt reconnue dans son indépendance et la difficulté de choisir un roi. Deux princes fixaient surtout l'attention, un fils du grand-duc de Toscane et le second fils du roi Charles-Albert, le duc de Gênes, qui combattait en Lombardie. Dans ce jeu étrange de combinaisons, le prince de Toscane, encore tout enfant, aurait eu les préférences de la France républicaine, et il rattachait à la Sicile un archiduc autrichien. Le duc de Gênes était vu d'un œil plus favorable par l'Angleterre, il tenait à une maison royale alors tout entière engagée dans la guerre de l'indépendance italienne, et de plus c'était un homme. Ce fut le duc de Gênes qui l'emporta; il était unanimement proclamé, le 10 juillet, roi des Siciliens, sous le nom d'Albert-Amédée Ier, et par une étrangeté de plus en cette année où tout était étrange, la France,

qui n'avait nullement reconnu l'indépendance de la Sicile, prêta un de ses bateaux à vapeur aux Siciliens pour aller porter la couronne au nouveau roi.

La Sicile crut avoir assuré ses destinées; c'était une démarche légère de plus ajoutée à la première faute de la déchéance de la maison de Bourbon. La Sicile au reste n'avait que le choix des fautes. Si elle eût choisi le prince de Toscane, elle eût sans nul doute froissé le roi Charles-Albert; en choisissant le duc de Gênes, elle froissait le grand-duc de Toscane, elle réveillait les sentiments de jalousie de tous les princes italiens à l'égard du Piémont, sans être même certaine que Charles-Albert acceptât la couronne pour son fils. Le souverain piémontais refusa en effet; il soutenait déjà une guerre avec l'Autriche, il ne voulait pas se jeter dans une guerre nouvelle, qui était inévitable, avec le roi de Naples. Ferdinand II ne ressentit pas moins une amertume profonde contre les Siciliens et contre Charles-Albert, et la Sicile se trouva sans roi; dès lors elle restait livrée à elle-même, elle retombait dans l'incertitude. C'est à ce moment que le roi Ferdinand, disposant de son armée, maître de l'insurrection des Calabres, peu inquiet de ce que pouvait penser le parlement napolitain, tournait ses efforts contre la Sicile, et il chargeait de cette expédition un homme d'une brillante réputation militaire, le général Carlo Filangieri, fils de l'illustre publiciste du dernier siècle, ancien officier de l'empire, qui joignait aux qualités du soldat un esprit supérieurement doué.

La Sicile malheureusement, dans l'organisation de ses destinées, avait songé à bien des choses, telles que la formation d'un gouvernement, le vote d'une constitution nouvelle,

l'élection d'un roi; elle avait songé à tout, excepté à s'armer, comme si elle ne devait point être attaquée. La lutte ne pouvait donc qu'être inégale; elle fut cependant acharnée. C'est aux premiers jours de septembre que le général Filangieri partait de Reggio avec vingt-quatre mille hommes pour franchir le détroit et commencer par Messine la conquête de l'île, et avec ces forces ce ne fut qu'après trente heures de combat qu'il parvint à s'emparer de la ville, trente heures de combat terrible, de bombardement impitoyable et de scènes sanglantes où Napolitains et Siciliens se laissèrent aller à une sinistre émulation de barbarie. Ce qui se passa dans cet assaut de Messine ne se peut décrire. L'armée napolitaine ne restait pas moins maîtresse de la ville, prête à pousser plus loin sa conquête. C'est alors que surgissait un incident imprévu. Émues de ces violentes scènes de guerre civile, la France et l'Angleterre s'interposaient en médiatrices et arrêtaient le général Filangieri. Un armistice laissait la place à de nouvelles négociations de paix.

Histoire singulière que celle de cette médiation née d'un sentiment d'humanité, poursuivie au milieu de toute sorte de difficultés et de répugnances égales de part et d'autre! Vingt fois, pendant près de six mois, les amiraux, les ministres anglais et français eurent à renouer les fils rompus de ces négociations. Jamais les changements qui s'étaient accomplis dans la situation générale des choses ne s'étaient mieux révélés. La France et l'Angleterre, qui six mois auparavant semblaient encourager les tentatives des Siciliens, ne pouvaient plus désormais reconnaître une indépendance qui n'existait encore que parce qu'elles retenaient l'épée du général Filangieri : ce n'était point leur politique; mais c'était

leur pensée d'améliorer les conditions de la Sicile, de la préserver des représailles de la conquête, sans la détacher de la couronne napolitaine. C'est avec cette pensée que les négociateurs allaient de Palerme à Gaëte, où était alors le roi, et de Gaëte à Palerme. Le roi finit par dire le dernier mot de ses concessions, qui n'étaient pas très-différentes de celles qu'il offrait au mois de janvier 1848. Il accordait à la Sicile une administration et un parlement séparés, en conservant à Naples la direction des affaires extérieures et de la guerre; la Sicile devait payer une contribution annuelle de trois millions de ducats; les troupes napolitaines occuperaient les villes principales de l'île. Une amnistie générale était proclamée. Les Siciliens auraient dû sans doute accepter ces conditions, puisqu'ils n'avaient pas la force de les améliorer eux-mêmes. Au fond, pour ne point paraître céder au roi de Naples, ils auraient secrètement désiré peut-être que la médiation anglo-française les leur imposât. Une partie du clergé, de l'aristocratie, de la bourgeoisie, était favorable à un arrangement. Le parti de la résistance l'emporta; le rôle de la France et de l'Angleterre était fini. Or, la main des deux puissances une fois retirée de ces négociations et les soldats de Filangieri retrouvant leur liberté d'action, la Sicile pouvait livrer encore des combats sanglants : elle pouvait retarder la marche de l'armée napolitaine, comme le fit à Catane le Polonais Mieroslawski avec sa légion; mais le dénoûment était marqué : d'étape en étape, le général Filangieri devait arriver à Palerme. L'indépendance sicilienne expirait dans un impuissant enivrement d'enthousiasme, et l'autorité du roi Ferdinand était rétablie dans l'île.

Lorsque la Sicile se réveillait ainsi soumise et meurtrie de

son rêve d'indépendance, le régime constitutionnel achevait de mourir à Naples même. Le roi s'était décidé à convoquer encore une fois le parlement le 1er février 1849. Était-ce bien un parlement ? Toutes les difficultés, toutes les impossibilités que les chambres avaient rencontrées dans une première session, elles les trouvaient de nouveau devant elles : dédains de la cour, malveillance systématique du ministère, insultes extérieures, menaces de l'armée. La chambre des députés se laissa entraîner, il est vrai, à une grave imprudence dans sa position : elle discuta et vota une adresse au roi qui était une déclaration d'hostilité contre le ministère, et qui demandait un changement de politique ; elle ne réfléchit pas que le cabinet s'inquiétait peu du degré de confiance qu'il lui inspirait, et que la politique était désormais tout entière au palais, non dans le parlement ; elle usait d'un droit de remontrances qu'elle n'avait pas la puissance de soutenir. Le roi ne reçut pas l'adresse, et le ministère laissa les chambres à elles-mêmes. Ce parlement s'occupait à discuter des lois sur la presse, sur la garde nationale, sur les municipalités ; les ministres ne paraissaient pas même aux séances. La chambre mettait un empressement qu'on ne lui demandait pas à voter des lois de finances, et le cabinet, par une sorte de fatuité d'absolutisme, préférait régler le budget par voie d'ordonnance royale.

Le dénoûment approchait selon toute apparence. Le 13 mars 1849, le ministre du commerce, le prince Torella, se présenta à la chambre ; il dit quelques mots à l'oreille du commandant de la garde civique, qui fit aussitôt charger les fusils de ses hommes ; puis il remit un pli cacheté au président de la chambre : c'était un ordre de dissolution. Les députés quit-

tèrent le palais législatif sans bruit, et tout fut fini. La constitution ne se trouvait que suspendue à la vérité. On touchait au terme de l'expédition de Sicile.

IX

Suivez maintenant du regard cette situation et cette marche des choses où tout s'enchaîne, où toutes les questions se lient. Jusqu'au 15 mai 1848, les idées libérales ont l'ascendant à Naples. C'est le moment où le roi est contraint d'envoyer une armée en Lombardie et de rester inactif en face de la Sicile en révolution. Survient le 15 mai, et aussitôt l'armée est rappelée de la haute Italie. Le système constitutionnel n'est point mort tout à fait cependant. A mesure que l'insurrection des Calabres disparaît et que la révolution sicilienne est serrée de plus près, il s'affaiblit peu à peu en présence de la réaction grandissante. La Sicile est déjà reconquise, le régime constitutionnel s'évanouit devant un ordre de dissolution, et au bout de cette carrière, dont le 15 mai est le point de départ, que reste-t-il? L'omnipotence absolue du roi reparaissant avec ses habitudes de gouvernement, son caractère, son esprit, tel qu'il était autrefois.

Les révolutions de l'Europe ont eu ce résultat imprévu : elles ont donné l'ascendant aux principes des pouvoirs illimités là même où ils n'existaient pas; elles leur ont donné une force nouvelle là où ils existaient. L'absolutisme revient pas à pas sur la trace de ces révolutions. C'est l'histoire de ces dix années pour Naples. A peine la constitution était-elle suspendue, les ministres mêmes qui avaient proposé la dis-

solution du parlement ne suffisaient plus. M. Bozzelli, relégué d'abord de l'intérieur à l'instruction publique, disparaissait tout à fait avec le prince Torella. C'étaient les derniers ministres marqués à cette effigie de 1848, et ils avaient pour successeurs MM. Fortunato et d'Urso. A une situation nouvelle il fallait de nouveaux hommes. Le roi Ferdinand rentrait dans cet ordre de choses où les ministres n'étaient que les exécuteurs effacés et dociles de ses volontés. Peu à peu les mailles de ce réseau de l'ancien gouvernement se renouaient d'elles-mêmes et s'étendaient sur le pays. La censure préventive était rétablie pour les écrits, pour les livres comme pour la presse. La police, revenue à ses traditions, passait entre les mains de M. Peccheneda, qui rappelait les procédés du marquis Delcarretto avec des formes plus âpres et moins scrupuleuses encore. Bientôt on alla plus loin a Naples. Après avoir vaincu et dispersé la révolution de 1848, le gouvernement napolitain entreprit une sorte de révision de tous ces événements, qui n'étaient plus que de l'histoire. De là deux affaires, deux procès qui engageaient la magistrature dans la réaction politique, qui ont rempli plusieurs années et qui ont retenti en Europe : les procès de l'insurrection du 15 mai et de *l'Unité italienne*.

Rassembler tous les fils de ces deux affaires aux proportions colossales, ce fut l'œuvre de plus de deux années, pendant lesquelles les accusés demeurés à Naples ne laissaient point de rester en prison. Un grand nombre de députés, d'anciens ministres se trouvaient impliqués dans le procès de la journée du 15 mai. M. Scialoia, qui avait été ministre au 3 avril, fut condamné à huit années de réclusion commuées en exil. M. Pietro Leopardi, qui avait représenté le roi de

Naples à Turin, fut frappé d'un bannissement perpétuel. D'autres, M. Barberisi, M. Spaventa, furent condamnés à mort, mais ne furent point exécutés. Je ne m'arrêterai pas même aux procédés juridiques en cette affaire. Il y avait une considération supérieure qui dominait tout. De quoi étaient accusés tous ces hommes qui avaient eu un caractère public? Ils étaient en jugement et ils subissaient une condamnation pour avoir conspiré et tenté, disait-on, de changer la forme du gouvernement. Étaient-ils coupables? Je n'en veux rien savoir; toujours est-il qu'au nom du pouvoir absolu, qui venait de suspendre indéfiniment la constitution, on les accusait d'attentat au régime constitutionnel, qui était la forme du gouvernement au 15 mai 1848. Lorsque le roi Ferdinand faisait face à l'insurrection dans les rues de Naples, il avait le beau rôle et ce prestige que donne une résolution hardie; lorsque, redevenu souverain absolu, il laissait tomber les sentences de la grande cour criminelle de Naples sur ces événements refroidis, ce n'était plus que le prince irrité exerçant des vengeances rétrospectives et d'inutiles représailles.

Il en était de même dans l'affaire de l'*Unité italienne*. Le roi de Naples était assurément dans son droit en poursuivant une secte qui mettait, dit-on, dans ses statuts les excitations à l'assassinat; il dépassait le but lorsque, sur quelques témoignages équivoques de gens de police mus par des ressentiments personnels et d'une véracité problématique, il laissait envelopper dans une artificieuse solidarité avec de telles doctrines des hommes comme le marquis Dragonetti, qui, après une assez longue captivité, reçut un ordre d'exil, — comme Charles Poerio, qui fut condamné sans preuves

réelles à vingt-quatre ans de fers. Il donnait à l'Europe le dangereux et choquant spectacle d'un honnête homme dans les bagnes, portant la chaîne, d'un homme qui n'avait rien de commun avec le radicalisme des sectes, qui était simplement et sincèrement constitutionnel, et qui peu avant son arrestation écrivait avec tristesse, dans l'intimité d'une correspondance privée : « Le ministère actuel foule aux pieds toutes les lois, et il trahit en même temps le pays et le roi. Fasse le ciel que le monarque ouvre les yeux sur l'abîme qu'on creuse sous ses pas ! Ici tous les députés sont menacés : les uns fuient, les autres se cachent; beaucoup attendent impassiblement leur destin. Pour moi, je suis stoïquement résigné : je ne déserterai jamais le champ de bataille..... Honte éternelle aux auteurs de ce système de séparation entre frères aspirant aux mêmes destinées de liberté ordonnée et d'indépendance sous la forme tutélaire des institutions constitutionnelles !... » Penser ainsi, ce n'était point évidemment être digne du bagne, et c'est ce qui faisait dire à M. Gladstone, dans ses *lettres* sur les affaires de Naples, que pour des délits de ce genre on pourrait aussi bien condamner lord John Russell ou lord Lansdowne.

Ces procès ont eu un grand sens politique; ils sont en quelque sorte la figure sous laquelle est apparu le régime napolitain dans ces dernières années. Ils montraient surtout comment se trouvait recomposée cette situation extrême et sans sécurité, où le libéralisme redevenait un crime et où le pouvoir se rejetait de nouveau dans le système d'arbitraire et de réaction d'autrefois. Telle est en effet l'histoire récente de Naples. Elle se résume dans ce vieux duel entre l'esprit de conjuration s'agitant dans l'ombre, renouant ses trames

secrètes, toujours prêt à saisir l'occasion de quelque entreprise impossible, et l'esprit de compression maintenant une paix plus apparente que réelle, précaire, souvent troublée. Ce qu'il avait regagné en puissance dans les réactions survenues après 1848, le gouvernement du roi Ferdinand ne l'avait pas retrouvé en sécurité. C'est ainsi que se succédaient par intervalles des mouvements quelquefois imprévus, toujours impuissants, il est vrai, mais fatalement nés d'une sorte d'agitation latente : un jour l'insurrection de Bentivegna en Sicile; un autre jour la tentative de Pisacane et de quelques réfugiés à Sapri. Ce n'était pas assez pour ébranler le gouvernement; c'était assez pour réveiller les craintes, raviver la répression et motiver sans cesse quelque mesure menaçante, comme ce décret de 1856 qui punissait des fers le simple délit de port d'armes.

Ferdinand II, sur la fin de son règne, en était venu à croire à l'infaillibilité souveraine de son système politique. Ses victoires sur l'esprit révolutionnaire de 1848, en lui rendant l'indépendance absolue de son autorité, avaient redoublé en lui cet énergique sentiment du pouvoir qui a été son caractère dominant. Il se considérait un peu dans sa sphère napolitaine comme un des pontifes de l'ordre conservateur; il en avait l'orgueil, marchant en cela sur les traces de l'empereur Nicolas, son grand allié et son lointain modèle. Plus que jamais il était tout dans son gouvernement; rien ne se faisait que par sa volonté, dont les ministres étaient les exécuteurs soumis et craintifs. Un peu plus d'indépendance ou de hardiesse de la part de ses ministres eût mieux servi ses intérêts quelquefois; il en fit un jour l'épreuve à l'occasion des lettres de M. Gladstone. Ces lettres avaient été commu-

niquées au prince Castelcicala, alors ambassadeur du roi Ferdinand à Londres, et elles ne devaient point être publiées, si le gouvernement napolitain voulait de lui-même et sans bruit remédier à quelques-uns des abus qui étaient signalés. Le prince Castelcicala transmit cette communication au marquis Fortunato, ministre des affaires étrangères de Naples; mais M. Fortunato craignit la colère du roi, il n'osa lui en parler, et les lettres furent mises au jour. Le prince Castelcicala fut vertement pris à parti par le roi pour n'avoir pas su détourner ce coup; il se défendit en rappelant la communication qu'il avait faite, et alors toute la mauvaise humeur du roi se tourna contre le marquis Fortunato, qui fut obligé de quitter le ministère des affaires étrangères.

Ce n'était pas M. Fortunato qui était coupable, c'était le système, et le roi lui-même sentait rejaillir contre lui un des effets de son système. Après les crises qu'il avait traversées et surmontées, non sans habileté et sans résolution, Ferdinand II n'était nullement disposé à changer de politique, et si quelque suggestion de ce genre arrivait jusqu'à lui, il était tout prêt à répondre qu'il connaissait son peuple, qu'il savait quel régime lui convenait. Il n'était nullement convaincu que la douceur fût le moyen de gouvernement le mieux adapté au caractère napolitain. Ferdinand n'ignorait pas que dans son entourage et dans son administration il y avait d'étranges abus et des malversations; mais, si on lui parlait de quelque changement possible de personnes, il embarrassait fort ses interlocuteurs par ses révélations sur ceux-là même qu'on désignait à son choix. Quant à une expérience nouvelle du régime constitutionnel, il en avait assez; il l'avait subi une fois, et il ne voulait plus recommencer. Il oubliait que l'ex-

périence qui avait été faite en 1848, c'était l'expérience des agitations indéfinies et des manifestations des rues, ce n'était point l'épreuve du régime constitutionnel. Ces souvenirs de 1848 lui étaient singulièrement importuns, et il leur faisait la guerre au point d'envoyer en exil quelques personnes qui avaient assisté aux funérailles d'un ancien député du parlement napolitain. Il pensait définitivement, comme il le disait, que « les Bourbons de Naples ne sont pas du bois dont on fait les toupies. »

C'est contre le pouvoir ainsi reconstitué, animé de cet esprit, et étrangement jaloux, au milieu d'un pays toujours prêt aux explosions, qu'allait échouer un jour la diplomatie de deux des plus grandes puissances du monde. Lorsque le congrès de Paris, après la guerre d'Orient, évoquait de son autorité propre les affaires d'Italie, il s'engageait évidemment dans une voie hérissée de difficultés, il soulevait une question qui était faite sans doute pour émouvoir l'Europe, mais qui n'était point arrivée encore à sa pleine et entière maturité. Pour le roi de Naples, cette intervention de la diplomatie européenne devait d'autant plus irriter ses jalousies et ses méfiances que l'initiative de cette question venait du Piémont; qu'il avait été jugé sans être entendu, et qu'il n'était pas absolument sans inquiétude au sujet d'une résurrection possible des prétentions dynastiques de la famille du roi Murat. Ce fut pour lui, en fin de compte, une occasion nouvelle de montrer ce caractère difficile à manier, cette fierté d'indépendance qui s'est toujours piquée de résister aux pressions étrangères. Si la France et l'Angleterre avaient cru tout d'abord à la facilité de pacifier l'Italie en obtenant des princes, notamment du pape et du roi de Naples, un adou-

cissement de régime, elles durent bientôt s'avouer qu'elles avaient eu une illusion naïve.

On se demanda dès le premier jour ce qu'allait faire le roi de Naples, on allait même jusqu'à prévoir la possibilité du rétablissement de la constitution. Ferdinand II ne fit rien, et il répondit aux communications faites au nom de la France d'un ton hautain, qu'il adoucit bientôt, il est vrai, mais qui restait comme l'expression spontanée de son orgueil blessé. « On ne peut comprendre, disait le ministre des affaires étrangères de Naples, comment le gouvernement français, qui se dit si bien informé de la situation des États du roi, peut justifier l'inadmissible ingérence qu'il prend dans nos affaires par la nécessité urgente des réformes à défaut desquelles il est convaincu que l'état actuel des choses à Naples et dans la Sicile constituerait un grave péril pour le repos de l'Italie... Le gouvernement du roi, qui évite scrupuleusement de s'ingérer dans les affaires des autres États, entend être le seul juge des besoins de son royaume à l'effet d'assurer la paix, qui ne sera point troublée, si les malintentionnés, privés de tout appui, se trouvent comprimés par les lois et la force du gouvernement, et c'est de cette manière seulement qu'on éloignera pour toujours le péril de nouvelles convulsions pouvant compromettre la paix de l'Italie. » Si le roi de Naples eût tout à fait osé, il eût répondu par des arguments plus directs, par des comparaisons toujours embarrassantes; mais ce qu'il ne faisait pas par voie diplomatique, il le faisait faire dans une brochure qui paraissait à Londres, et où, avec un ton narquois de libéralisme, on disait : « Nous n'oublions pas que la vérité n'est guère autorisée à passer la frontière française. »

Je ne rappelle pas ces paroles pour réveiller une querelle qui a disparu avec le dernier roi, mais pour montrer le ressort de ce caractère, toujours prêt à se relever sous la pression étrangère. Le roi de Naples consentit bien à adoucir son langage, il n'adoucit pas son régime; par une sorte de bravade, il laissait en ce moment même au contraire se dérouler un procès de conspiration où se révélaient encore une fois les procédés de la justice napolitaine. La France et l'Angleterre pourtant étaient engagées d'honneur à obtenir ce que le roi de Naples était engagé d'amour-propre à ne point accorder. De là une rupture diplomatique, et cette épreuve redoutée comme un péril nouveau, le prince napolitain la soutint bravement, montrant qu'il se suffisait à lui-même.

La rupture durait encore quand il est mort. Ainsi, jusque dans ses dernières années, Ferdinand II se relevait aux yeux de l'Europe par cette étrange et indépendante liberté d'allures qui se refusait à plier même devant les deux puissances réunies, et qui est un des traits curieux de cette figure de souverain. Et cependant l'Angleterre et la France avaient raison en signalant ce qu'il y avait de périlleux pour l'Italie dans cet état où la justice devenait l'instrument de la violence politique, où la vie civile était sans garantie, où une police audacieuse suppléait à tous les moyens de gouvernement, et où tout un pays enfin flottait sans cesse entre l'anarchie et la compression, entre le danger des explosions soudaines et la soumission silencieuse à un régime d'arbitraire universel.

X

Telle était la situation où Ferdinand II laissait son royaume en mourant il y a quelques mois, et ici, en présence d'un règne nouveau inauguré au milieu des événements qui déjà se pressaient en Italie, surgissait naturellement ce problème : le régime qui a duré plus de quarante ans à Naples, qui n'a subi que deux interruptions momentanées et violentes, en 1820 et en 1848, qui a été, il est vrai, un obstacle à la révolution, mais qui n'a point créé la paix politique, ce régime peut-il durer? Le moment n'est-il pas venu au contraire pour Naples de chercher une sécurité nouvelle dans une politique plus favorable aux aspirations nationales de tous les Italiens, et de détendre tous ces ressorts qui font de la vie intérieure du royaume napolitain une lutte permanente et stérile? C'est là le problème que le roi François II a trouvé devant lui dès les premiers jours de son règne, qui a pu être ajourné, qui ne pourra être évité. C'est le malheur et l'honneur, si l'on veut, du royaume de Naples que tout ait un caractère décisif pour ce pays, que toute pensée sérieuse de réforme intérieure touche aussitôt à la politique et au vif des choses. Ce ne sont point en effet les lois qui manquent à Naples.

Le royaume des Deux-Siciles a le privilége d'avoir conservé des lois civiles supérieures à celles de tous les États de l'Italie: il a un système judiciaire qui, par lui-même, contient toutes les garanties; il a une organisation administrative aux appa-

rences régulières. La constitution même n'a point cessé d'être une loi, elle n'est que suspendue. Tous les éléments d'un régime meilleur existent donc à Naples. Que manque-t-il? Une réalité répondant à ces apparences, l'exécution des lois, le respect des garanties de justice, l'intégrité des juges, la fidélité de l'administration. C'est ce qui fait que la première de toutes les questions pour le royaume napolitain est toujours dans la garantie supérieure qui assure toutes les autres, dans un régime politique où le pays ait sa part d'action, où la publicité soit un frein et un contrôle. Ce régime, qui n'a existé que de nom un moment en 1848, et qui était indéfiniment ajourné un an après, a-t-il été jugé à l'œuvre?

Le système constitutionnel, en réalité, disparut à cette époque avant de naître à la vie pratique. Il alla se briser contre les impatiences inexpérimentées des partis, il faut le dire aussi, contre la secrète hostilité du prince. Ferdinand II croyait trop peu à ce régime pour l'aider à vivre, s'il ne voulait ou ne pouvait vivre de lui-même. Il était depuis trop longtemps accoutumé à gouverner seul, en maître absolu, pour se plier subitement aux nécessités de la liberté politique. Il ressemblait un peu trop enfin, dans ses ironiques défiances, à son aïeul Ferdinand Ier, disant à son peuple qui lui demandait une constitution : « Oui, mes enfants, je vous donnerai une constitution, je vous en donnerai même deux. » Et cependant tous ces événements qui remplissent l'histoire de Naples depuis un demi-siècle ont une lumineuse moralité politique : c'est que si l'esprit de conspiration, dernier expédient des partis, est impuissant à rien fonder, le régime absolu n'est pas moins impuissant à créer un ordre durable,

à pacifier les esprits. Entre ces impossibilités diverses, la pensée d'un système de garanties constitutionnelles s'élève donc en médiatrice, conciliant à la fois l'intérêt du pays et la sécurité du trône même.

Cette œuvre était difficile à reprendre pour un prince comme Ferdinand II; elle devient plus facile avec un roi nouveau, sans engagements et sans liens avec le passé, uniquement intéressé à la paix et à la prospérité d'un règne qui commence. Le roi Ferdinand lui-même semblait n'être pas éloigné de le penser. On raconte que quelques jours avant sa mort, venant de recevoir les sacrements, il présenta son fils aux assistants en leur disant : « Voici votre roi. » Puis il ajouta : « Mon fils, je te conseille de ne pas gouverner avec trop de rigueur, les temps ne le permettent pas. Pour moi, comme homme politique, je n'ai rien à me reprocher. » Que voulait-il dire cependant lorsque, dans un moment d'hallucination de ses derniers jours, il laissait, à ce qu'on assure, échapper cette parole : « *Hanno vinto la causa!* — Ils ont gagné leur cause ! » Ne faisait-il pas allusion à ces événements de la haute Italie qui déconcertaient sa vieille politique ? Toujours est-il que François II entre plus libre dans la vie publique; il est jeune encore, il a vingt-trois ans à peine. Il a, dit-on, une vénération pieuse pour la mémoire de sa mère, la reine Christine, qui a laissé à Naples de touchants et fidèles souvenirs, et qui était du sang de Savoie. Par sa mère, François II se rattache donc au Piémont; il est de la maison, et dans ce royaume du nord de l'Italie il ne peut voir qu'un exemple d'une frappante éloquence, celui d'une vieille monarchie se rajeunissant au contact de l'esprit de nationalité, s'affermissant et se forti-

fiant par l'alliance avec tous les justes instincts de liberté modérée.

C'est donc dans des conditions heureuses pour Naples et pour l'Italie que le nouveau roi monte au trône. La politique de François II reste encore empreinte, il est vrai, d'une singulière réserve, et semble ne se dévoiler qu'avec une certaine timidité. Le nouveau roi de Naples a cependant ouvert son règne par des amnisties qui n'ont besoin que d'être étendues et largement interprétées. Il a laissé voir le dessein d'assurer l'exécution des lois, d'épurer la magistrature, de remédier à des abus qu'il a publiquement reconnus. Enfin il a appelé à la tête du conseil un homme qui garde dans sa vieillesse un esprit actif et résolu, que son passé et son nom rattachent dans une certaine mesure au libéralisme : c'est le général Carlo Filangieri, prince de Satriano, qui est devenu le premier ministre du nouveau règne. François II aura sans doute plus d'une difficulté à vaincre, surtout autour de lui; il aura l'appui de son peuple, la sympathie de l'Europe, dans cette œuvre de réforme, devenue aujourd'hui d'autant plus naturelle, d'autant plus facile peut-être, que quelques-uns de ces moyens de gouvernement dont disposait le dernier roi tendent à s'affaiblir. Les Suisses viennent de disparaître du service de Naples à la suite d'une révolte; les capitulations qui existaient entre la république helvétique et le royaume des Deux-Siciles ont expiré, et le licenciement définitif s'est accompli. D'un autre côté l'Italie, sans voir se réaliser tous ses vœux, entre dans une voie où l'union des princes et des peuples deviendra sans doute une nécessité heureuse.

L'union du royaume de Naples et du Piémont surtout serait la garantie de l'indépendance, de la paix et du rajeu-

nissement politique de l'Italie. C'est ainsi que tout semble attirer le nouveau roi, le successeur de Ferdinand II, à une politique qui ouvrirait une ère nouvelle et rejetterait définitivement dans l'histoire toutes ces agitations, ces désordres invétérés et ces luttes dont la vie napolitaine a été depuis un demi-siècle la dramatique et violente expression.

FIN.

Digitized by Google

Digitized by Google

TABLE DES MATIÈRES

Pages.

INTRODUCTION 1

I. Le Problème des destinées de l'Italie 1

II. Le Premier roi de Sardaigne et la politique de la maison de Savoie 55

III. Le Roi Charles-Albert, le Piémont et l'Italie :

PREMIÈRE PARTIE : Charles-Albert et l'Autriche en Italie 97

SECONDE PARTIE : Charles-Albert et les révolutions italiennes 161

IV. Une Vie d'émigré italien. M. de Collegno 219

V. Le Roi Ferdinand II et le Royaume des Deux-Siciles :

PREMIÈRE PARTIE : La Royauté à Naples depuis 1815 .. 247

SECONDE PARTIE : Les Révolutions de 1848, la réaction à Naples et le nouveau roi 299

Paris. Imprimerie PILLET, rue des Grands-Augustins, 5.

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

This book should be returned to the Library on or before the last date stamped below.

A fine is incurred by retaining it beyond the specified time.

Please return promptly.

NOV 1 1 60 H